

jeune **afrique**

EXCLUSIF**BENY STEINMETZ**« L'Afrique,
Soros et moi »**CÔTE D'IVOIRE**Bédié, stop
ou encore ?**ÉCONOMIE**Quand le continent
se met au vert**MADAGASCAR**Trois ans
pour réussir**CONGO**SPÉCIAL
24 PAGES**MAROC-ALGÉRIE**

JUSQU'OU IRA L'ESCALADE ?

Jamais depuis quarante-cinq ans les deux « frères ennemis » du Maghreb n'avaient paru aussi proches d'une confrontation directe au Sahara. Provocations, fake news, manœuvres militaires agressives, course aux armements : tous les ingrédients d'un dérapage incontrôlé sont réunis. **Enquête sur une guerre (pour l'instant) invisible.**

M 01936 - 3098 - F: 7,90 € - RD



Algérie 420 DA • Allemagne 9 € • Belgique 9 €
Canada /A 12,99 \$CAN • Espagne 9 € • France 7,90 €
Grèce 9 € • DOM 9 € • Italie 9 € • Maroc 50 MAD
Pays-Bas 9,20 € • Portugal continental 9 € • RD Congo 10 USD
Suisse 15 CHF • Tunisie 8 TND • TOM 1000 XPF
Zone CFA 4800 F CFA • ISSN 1950-1285

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

Votre partenaire de confiance pour toutes vos expéditions maritimes et terrestres

Confiez nous l'expédition de votre cargaison sur terre
comme sur mer et bien au delà, pour un transport
fluide et sans tracas.

L'avantage Maersk



1 partenaire :
Unique pour tous vos besoins logistiques.



Une présence à l'échelle mondiale :
Nous vous connectons au reste du monde.



Expertise locale :
Nos experts logisticiens sont disponibles
sur place pour répondre à tous vos besoins.



Une offre complète :
Nos services couvrent le transport maritime
et terrestre, y compris le train, les barges,
le camionnage, les services douaniers et
l'entreposage.

Pour plus d'information ou pour toute réservation,
contactez notre bureau local. <https://www.maersk.com/contact>



Non, les armées africaines ne sont pas nulles!

Il y a un peu plus de huit ans, en décembre 2012, JA publiait une enquête qui suscita une petite tempête sous les képis du continent. Son titre : « Armées africaines, pourquoi sont-elles si nulles ? » Presque une décennie plus tard, ce diagnostic au vitriol est-il toujours valable ? On verra que non, alors que de la Casamance à la Somalie, en passant par le Sahel, le Cameroun, la Centrafrique, la RD Congo et l'Éthiopie, l'Afrique subsaharienne a rarement connu autant de conflits militaires qu'en ce moment. Mais avant cela, un rappel s'impose.

À la fin de 2012, souvenez-vous. Au Mali, les FAMA en déroute viennent d'être chassées de Kidal, Gao et Tombouctou en moins de trois mois après avoir abandonné aux jihadistes armes, bagages et munitions. Dans l'est de la RD Congo, la chute de Goma aux mains des rebelles du M23 a jeté sur les routes une cohorte informe d'hommes en uniforme de l'armée congolaise, officiers en tête, soldant au fil des kilomètres ce qui leur restait de dignité dans l'allure et dans la tenue, comme aspirés par le siphon de la déroute. Aux yeux des civils, auxquels elles inspirent autant de sarcasmes que de peur, ces armées impuissantes à défendre leur propre territoire national sont alors le symbole d'une sorte de castration collective. Des régiments de parade, aussi remarquables les jours de défilé qu'inaptes au feu, aussi redoutables dès qu'il s'agit de taxer les véhicules

qui s'aventurent aux abords de leurs barrages qu'incapables de tenir leurs positions sous la mitraille : c'est en ces termes peu flatteurs que sont décrits par les attachés militaires des chancelleries étrangères ces naufragés, casques sur l'oreille, raclant le sol de leurs godillots, de leurs baskets ou de leurs tongs.

Bravoure

Le choc des débâcles de 2012 aurait-il eu un effet salutaire ? C'est probable. Prenons le cas de l'armée malienne, hier si décriée. Opérant dans des zones dangereuses sans toutes les protections balistiques dont bénéficient les Français de l'opération Barkhane, les FAMA ne désertent plus leurs camps et font souvent preuve de bravoure face aux colonnes jihadistes. Certes toujours portés à bout de bras par les Occidentaux pour ce qui est de l'entraînement et du paiement de la solde, les militaires maliens ont développé une vraie capacité à faire au mieux avec peu, le règne de la débrouille ayant pour effet de développer leur aptitude à l'innovation. C'est d'ailleurs ce sens tactique intuitif de beaucoup de chefs d'unité qui fait qu'au sein du contingent onusien de la Minusma ce sont les Africains – en particulier

les Guinéens – qui sont en première ligne. Des qualités intrinsèques qui expliquent aussi les succès enregistrés par le BIR (bataillon d'intervention rapide) camerounais dans la lutte contre Boko Haram, la bonne tenue des forces spéciales djiboutiennes face aux Shebab en Somalie et le rôle clé qu'a joué l'infanterie légère rwandaise – réputée l'une des meilleures du continent – en Centrafrique. C'est à cette dernière et aux contractuels russes, beaucoup plus qu'à ses propres forces armées en piteux état, que le président Touadéra doit d'avoir pu conserver son fauteuil.

Outre la formation et la motivation, il est un autre point sensible sur lequel les armées africaines ont progressé : le respect des droits de l'homme. Progression encore très inégale il est vrai, comme ne devrait guère tarder à le démontrer l'ampleur encore inconnue des exactions commises depuis trois mois par l'armée éthiopienne au Tigré. Au Mali, au Burkina Faso, au Nigeria, le comportement des troupes face aux civils soupçonnés de sympathiser – voire simplement de pactiser – avec les jihadistes est loin d'être toujours exemplaire, tout comme celui des militaires camerounais dans le Sud-Ouest anglophone. Mais l'enseignement, →

LE CHOC DES GRANDES DÉBÂCLES DE 2012 AU MALI ET EN RD CONGO A EU UN EFFET SALUTAIRE. DEPUIS, LES MILITAIRES ONT APPRIS À FAIRE AU MIEUX AVEC PEU.



Idriss Déby Itno lors de l'opération « Colère de Bohama », en avril 2020.

→ désormais obligatoire dans les écoles de formation, des bonnes pratiques à adopter vis-à-vis des populations et du caractère contre-productif des mauvaises, ainsi que la généralisation des téléphones équipés de caméras qui permettent aux témoins de rendre compte des abus sur les réseaux sociaux ont fait leur œuvre. Aucune exaction notable contre les civils n'a ainsi – tout au moins pour l'instant – été signalée dans le cadre de l'opération d'envergure menée à la fin de janvier et au début de février contre les rebelles casamançais par l'armée sénégalaise, il est vrai l'une des plus professionnelles d'Afrique francophone. Même si, en ce domaine, nul n'est à l'abri d'un dérapage, pas même les soldats français, soupçonnés d'avoir bombardé à tort un rassemblement nuptial non loin de Bounti, au Mali, au début de janvier, le spectacle d'une soldatesque terrorisant ceux qu'elle est censée protéger appartient de plus en plus au passé.

Élite

Ce sont ces progrès qu'Emmanuel Macron a tenu à saluer lors du sommet du G5 Sahel le 16 février. C'était, il est vrai, le minimum qu'il puisse faire, le Tchadien Idriss Déby Itno ayant annoncé la veille l'envoi d'un bataillon supplémentaire dans la zone des trois frontières, permettant ainsi à l'opération Barkhane de concentrer ses efforts sur le centre et le nord

du Mali. Combativité, forte mobilité, grande expérience de la contre-insurrection : les qualités des forces armées tchadiennes sont connues et sont sans équivalent dans la région. Sensible depuis dix ans, la montée en gamme de leurs performances opérationnelles est due à plusieurs facteurs. Engagée sur plusieurs fronts, l'armée tchadienne absorbe près de 30 % du budget de l'État, et c'est surtout une armée à deux vitesses. Les troupes de première ligne, celles qui affrontent les jihadistes au Mali et au Nigeria, ainsi que les groupements antiterroristes forment une élite bien entraînée et régulièrement payée, issue en majorité de la communauté zaghawa, réputée pour ses aptitudes guerrières. Lui-même zaghawa, le désormais « Maréchal du Tchad » est tout sauf un officier de salon, son propre itinéraire

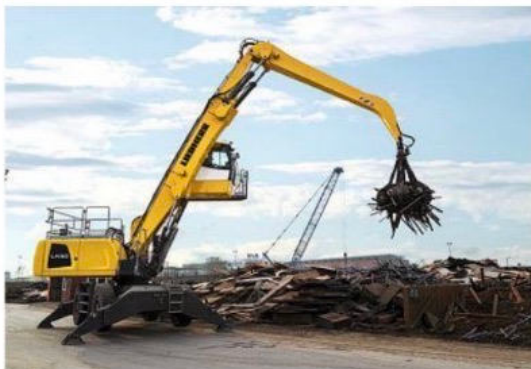
LE « MARÉCHAL DU TCHAD » A FAIT DE SA QUALITÉ DE SOLDAT À LA FOIS UN ARGUMENT POLITIQUE CENTRAL ET UNE CARTE DIPLOMATIQUE UNIQUE SUR LE CONTINENT. AU GRAND DAM DE SES OPPOSANTS.

s'apparentant à un parcours du combattant. En avril 2020, c'est encore lui qui, à 67 ans, est monté au front, en *battle dress* et talkie-walkie à la main, pour diriger sur le terrain l'opération anti-Boko Haram « Colère de Bohama », sur les rives du lac Tchad. Plusieurs de ses fils sont militaires, à commencer par le plus gradé d'entre eux, le général Mahamat Idriss Déby, qui a fait le coup de feu dans le nord du Mali avant d'être nommé par son père à la tête de la redoutable DGSSIE, une unité d'élite suréquipée et qui fait aussi office de garde présidentielle.

Impunité

À cinq semaines d'une élection présidentielle (le 11 avril) à laquelle il se présente pour un sixième mandat, Idriss Déby Itno est sans doute le seul chef d'État du continent à faire de sa qualité de militaire un argument politique majeur. À l'intérieur, elle fonde sa légitimité sur une garantie de stabilité et de sécurité du territoire (un discours toujours accueilli avec faveur par une partie de la population). À l'extérieur, la carte de la diplomatie sécuritaire et les services rendus à la cause antiterroriste lui valent la reconnaissance apparemment indéfectible de la France et des États-Unis – au grand dam de ses opposants. Pourtant, même si l'armée tchadienne s'est professionnalisée au point de servir de référence à ses voisins en matière de formation des forces spéciales, elle n'en demeure pas moins ambivalente. Ici comme ailleurs sévissent encore le racket, la corruption, l'impunité, les trafics et les promotions éclair qui sont le lot de toutes les armées à deux vitesses. Mais au Tchad comme partout ailleurs sur le continent, en dépit d'obstacles matériels parfois insurmontables, les armées démontrent qu'elles savent apprendre et s'approprier ce qu'elles apprennent. De tout temps, les sociétés africaines ont maîtrisé à leur manière ce que Sun Tzu appelait « l'art de la guerre », lequel aujourd'hui peut se résumer dans cet aphorisme d'un autre sage chinois : « Une armée s'entretient mille jours et ne s'emploie qu'un moment. » **JA**

Vivre le progrès.



SOMMAIRE



- 3 **Éditorial** par François Soudan
8 **Votre journal** *Jeune Afrique* poursuit sa révolution

PROJECTEURS

- 10 **La femme du mois**
Ngozi Okonjo-Iweala,
directrice générale de l'OMC
12 **Dix choses à savoir sur...**
Karim Khan, procureur de la CPI
13 **Le match** Kais Saïed
vs Hichem Mechichi
14 **Esprits libres**

ENQUÊTE

- 16 **Maroc-Algérie** Jusqu'où ira
l'escalade?

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

- 32 **Côte d'Ivoire** Bédié, stop ou encore?
37 **Cameroun** Douala et Yaoundé, sœurs
ennemies
40 **Exclusif** Beny Steinmetz: « L'Afrique,
Soros et moi »

MAGHREB & MOYEN-ORIENT

- 50 **Algérie** Que reste-t-il du Hirak?
55 **Tribune Maghreb**: la question « noire »

- 56 **Maroc** Les Juifs de Sa Majesté
63 **Arabie saoudite** MBS, royal killer

INTERNATIONAL

- 66 **Afrique-Royaume-Uni**
Business as usual

OBJECTIF MADAGASCAR

- 76 **Trois ans pour réussir**

jeuneafrique

Fondateur:
Béchir Ben Yahmed,
le 17 octobre 1960 à Tunis
bby@jeuneafrique.com

Édité par Jeune Afrique Media
Group
Siège social: 57 bis,
rue d'Auteuil – 75016 Paris
Tél.: +33 (0)144301960
Fax: +33 (0)145200969
Courriel: redaction
@jeuneafrique.com

Directeur général:
Amir Ben Yahmed

Vice-présidents:
Danielle Ben Yahmed,
François Soudan

Directeur
de la publication:
Marwane Ben Yahmed
mby@jeuneafrique.com

Directeur de la rédaction:
François Soudan
f.soudan@jeuneafrique.com

La rédaction et l'équipe
de Jeune Afrique sont
à retrouver sur
www.jeuneafrique.com/qui-sommes-nous/

Diffusion
et abonnements

Ventes:
+33 (0)144301823

ÉCONOMIE

- 96 **Stratégie** À l'heure
de la *green economy*
103 **La galaxie** de Serge Ekué,
président béninois de la BOAD
106 **Interview** Babatunde Soyoye, cofon-
dateur de Helios Investment Partners
108 **Finance** BPC, la fintech « venue
du froid » qui gagne des marchés en
Afrique
110 **Électricité** Qui peut sauver
Énergie du Mali?
113 **Entretien** Jacques Attali,
économiste français
114 **Tribune Émergence**: quels sont
les pays les mieux placés
pour l'atteindre?
115 **Édito** Marchés : la fin des tabous

DOSSIER ENVIRONNEMENT

- 116 **Stratégie** Les pionniers africains
passent à l'offensive

FOCUS TRANSPORT MARITIME

- 126 **États/concessionnaires** À quand des
relations plus apaisées?

CULTURE(S) & LIFESTYLE

- 138 **Médias** Quand Netflix lorgne l'Afrique
francophone
144 **Théâtre** Tragédie moderne à Mayotte
146 **Livres** Paroles de Justes
148 **Musique** Le credo du Padre
150 **Mode** Au sommet de la pyramide

GRAND FORMAT

- 153 **Congo** Un scrutin... et après?

VOUS & NOUS

- 201 **Le courrier des lecteurs**
202 **Post-scriptum**

Abonnements:
Service abonnements Jeune
Afrique, 56, rue du Rocher
75008 Paris
Tél.: +33 (0)144701474
Courriel: abonnement-ja
@jeuneafrique.com

**Communication
et publicité**
DIFCOM (Agence internationale
pour la diffusion de la
communication)
S.A. au capital de 1,3 million
d'euros
Régie publicitaire centrale de
Jeune Afrique Media Group
57 bis, rue d'Auteuil
75016 Paris

Tél.: +33 (0)144301960
Fax: +33 (0)145200823
+33 (0)144301986

Courriel: regie@
jeuneafrique.com



Imprimeur:
Siep – France

Commission paritaire:
1021c80822

Dépôt légal: à parution ISSN
1950-1285



DES OUTILS INNOVANTS AU SERVICE DE L'INCLUSION FINANCIÈRE ET SOCIALE DES AGRICULTEURS AFRICAINS

Ancré dans les territoires dans lesquels il opère et participant au financement des grands acteurs de l'agriculture africaine, le groupe Société Générale a la conviction qu'une meilleure valorisation des filières agricoles est un enjeu majeur du continent africain. Pour ce faire, faciliter l'accès direct au financement aux différents acteurs de la chaîne de valeur - petits agriculteurs, coopératives et PME de l'agribusiness - est un territoire à explorer qui nécessite des approches innovantes pour le mettre en oeuvre.

Société Générale a une présence solide et historique en Afrique avec 17 filiales de banque universelle. Aussi, l'engagement en faveur du développement durable du continent fait partie du plan stratégique du Groupe et se matérialise par l'initiative « **Grow with Africa** ».

Le secteur agricole contribue à une part prépondérante de la richesse produite sur le continent et constitue la première source d'emplois. **De longue date, Société Générale est le partenaire bancaire de nombreux acteurs du secteur, locaux et internationaux.** Le Groupe veut poursuivre cet engagement en élargissant son champ d'intervention. L'objectif prioritaire est désormais de s'adresser à toutes les parties prenantes du secteur : les agriculteurs, quelle que soit leur taille, les coopératives et les PME de l'agribusiness.

Un partenariat original

Pour toucher cette nouvelle clientèle non encore explorée, le Groupe a mis en place une stratégie qui repose sur le service qu'elle offre à ses grands clients de l'agro-industrie, dans le cadre de la dématérialisation de leurs flux cash tout au long de la chaîne de valeur, permettant ainsi l'accès aux producteurs. Ceci est rendu possible grâce à **YUP, e-wallet créé par Société Générale**. YUP a par exemple été utilisé dans le cadre d'un partenariat avec Mambo Commodities, un des acteurs majeurs de la filière coton au Burkina Faso et client de la Société Générale. Plus de 27 000 planteurs, clients de Mambo Commodities, ont utilisé YUP pour dématérialiser leurs flux.

Les planteurs peuvent désormais payer directement leurs intrants fournis par Mambo Commodities auprès des 129 distributeurs Mambo devenus agents Yup déployés à proximité et bénéficier de toute l'offre mise à disposition. L'adoption de la monnaie électronique pour le paiement des intrants, et demain peut-être du coton, diminue les échanges de cash, éliminant la logistique qui l'accompagnait et les questions de sécurité afférentes.

Une solution avantageuse

YUP est un outil qui requiert uniquement la disponibilité d'un téléphone portable. Facile d'accès, le wallet a l'avantage de pouvoir être utilisé par des populations rurales non-bancarisées pour leur activité quotidienne mais aussi pour accéder à des services de santé, régler des factures d'électricité, recevoir des aides, etc. C'est un **outil d'inclusion financière et sociale de populations non bancarisées**.

La plateforme YUP a également été utilisée dans le cadre d'un accord avec des ONG et des Organisations du Système des Nations Unies intervenant dans l'humanitaire. Depuis 2018, des aides, sous forme de subventions, sont régulièrement versées directement aux petits agriculteurs, sans passer par des structures intermédiaires.

Un potentiel à exploiter

Fort de son expérience réussie au Burkina Faso, le Groupe Société Générale entend continuer le développement de l'utilisation de YUP dans d'autres filières en Afrique (cacao, anacarde, ananas,



etc.), en s'appuyant sur des partenaires locaux. **L'objectif est d'accompagner les acteurs désireux de contribuer à la valorisation locale des productions agricoles y compris vivrières en offrant une rapidité d'exécution et une traçabilité complète des paiements. Ces nouveaux usages pourront aussi permettre de respecter les règles de Responsabilité Sociétale des Entreprises.**

La plateforme offre également la possibilité de développer des services bancaires et non bancaires différente de celle utilisée dans le système bancaire traditionnel. En effet, les données récoltées à partir des transactions effectuées permettent d'analyser des comportements de paiements et d'établir des scorings. **YUP illustre ainsi le potentiel des nouveaux outils financiers, rendus possibles par l'explosion des nouvelles technologies en Afrique.**

« Jeune Afrique » poursuit sa révolution



Marwane Ben Yahmed

🐦 @marwaneBY

Depuis soixante ans, *Jeune Afrique* entretient une relation privilégiée avec ses lecteurs et ses abonnés. Dans cette rubrique intitulée « Votre journal », nous voulons cultiver ce lien en vous tenant informés des grandes évolutions de notre magazine et de notre métier. Parce qu'un titre de presse n'est pas un produit comme les autres et que notre mission d'information nécessite de vous y associer.

Il y a un an, nous étions collectivement précipités dans l'inconnu par la pandémie de Covid-19. Face à ce choc particulièrement brutal, les équipes de *Jeune Afrique* ont fait preuve de réactivité, de créativité et, surtout, de cohésion. Grâce à leur engagement sans faille, nous sortons régénérés de cette épreuve. Surtout, nous avons jeté les bases d'une nouvelle organisation, en phase avec les attentes de nos lecteurs, notre marché et l'évolution de tout un continent.

Accélération digitale

La pandémie et ses effets nous ont incités à accélérer la transformation digitale vers laquelle nous tendions déjà depuis plusieurs années. Mais le défi consistait à nous réinventer tout en restant fidèles aux valeurs qui nous animent depuis la

création de *Jeune Afrique* : indépendance, exigence et objectivité.

À l'heure où les citoyens, en Afrique comme ailleurs, sont noyés sous les informations d'origines douteuses et les articles préfabriqués, relayés de manière pavlovienne sur les médias sociaux, notre priorité reste de nous distinguer par l'exemplarité et la rigueur dans le traitement, mais aussi dans l'analyse de l'actualité. La mission de *Jeune Afrique* s'inscrit plus que jamais dans ce combat de chaque instant pour la qualité de l'information.

Nous avons procédé à une accélération du rythme de publication en ligne (et donc fortement augmenté notre production éditoriale), avec désormais trois éditions quotidiennes sur jeuneafrique.com. Notre rédaction, forte d'une cinquantaine de journalistes et de correspondants, se mobilise chaque jour pour relever ce défi en décryptant la complexe actualité du continent.

Magazine premium

Vous, lecteurs et abonnés, représentez notre raison d'être. Grâce à vous, *Jeune Afrique* a considérablement augmenté sa diffusion en ligne avec une recrudescence significative des abonnements depuis le début de la crise. En un an, nous avons franchi le cap des 20000 nouveaux abonnés sur nos différents supports en ligne. Notre objectif, à l'horizon 2025, est d'atteindre une communauté de 100000 abonnés.

Le succès de *Jeune Afrique* sur les médias sociaux – avec 3 millions d'abonnés sur Twitter, 2,8 millions sur Facebook et près de 300000 sur LinkedIn – révèle tout le potentiel de croissance du titre dans sa forme digitale et le goût du public pour des formats de traitement de l'information consacrés aux nouveaux canaux de diffusion, sur smartphone notamment.

Parallèlement, nous allons continuer à développer l'héritage de la marque *Jeune Afrique* avec une édition papier mensuelle repensée et modernisée. Un magazine premium, dont la nouvelle formule verra le jour en avril, qui proposera des contenus exclusifs adaptés à un traitement qui privilégiera le temps long, celui de l'enquête, du reportage et de l'analyse.

Financial Industry Summit

Même philosophie innovante, toujours dans le respect de notre ADN, avec la digitalisation de notre activité événementielle. À travers les différentes déclinaisons de l'Africa CEO Forum et de nos autres événements, nous avons pu amplifier et pérenniser notre rôle d'interface et d'agitateur d'idées avec les décideurs des secteurs public et privé et, ainsi, mieux faire entendre la voix de l'Afrique dans les grands débats qui la concernent.

Les 10 et 11 mars se tiendra l'Africa Financial Industry Summit, qui incarne tout particulièrement cette ambition. Il s'agit de reproduire le succès de l'Africa CEO Forum dans un secteur déterminant pour le futur du continent. Cette première édition rassemble les plus grands acteurs de la finance pour réfléchir collectivement à la relance post-Covid du secteur.

Depuis soixante ans, *Jeune Afrique* n'a eu de cesse de vouloir répondre aux besoins des élites politiques, économiques, intellectuelles – africaines ou internationales – qui s'intéressent au continent. Aujourd'hui, plus que jamais, nous perpétons cette ambition pour demeurer la meilleure source d'information et de réflexion au service de tous ceux qui aspirent à une Afrique souveraine, ambitieuse, innovante et reconnue dans le monde à sa juste valeur. L'aventure continue : soyez tous remerciés de votre fidélité et de votre engagement. **JA**



ÉLÉMENT TERRE

MARINA BERTSCH

Le magazine autour du développement durable

SAMEDI 18H15 TU

**1^{re} chaîne d'information internationale
en Afrique francophone***

*Abidjan, Bamako, Dakar, Douala, Kinshasa, Libreville, Ouagadougou, Yaoundé
Source: Kantar TNS - Africascope 2019



PROJECTEURS

LA FEMME DU MOIS

Ngozi Okonjo-Iweala

L'Africaine la plus influente du monde

Élue directrice générale de l'OMC, l'ancienne ministre nigériane des Finances aura pour mission principale de réformer en profondeur une institution clé en perte de vitesse.

ALAIN FAUJAS

Abuja comme à Genève, où elle a été élue, le 15 février, directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), vous ne verrez jamais Ngozi Okonjo-Iweala qu'en coiffe et boubou traditionnels, histoire de signifier qu'elle est nigériane et fière de l'être. Partout, on l'appelle « Ngozi ». Au Nigeria, ses ennemis ajoutent, en langue yorouba, « *Wahala* », ou « la femme à problèmes ».

Dotée d'un caractère bien trempé, elle rejoint, à 66 ans, au Panthéon de la mondialisation, deux autres femmes puissantes, la Bulgare Kristalina Georgieva, directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), et la Française Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne, qui a précédé Mme Georgieva à la tête du FMI. Mais c'est Ngozi qui affiche le curriculum vitæ le plus impressionnant : fille d'un chef traditionnel ibo, diplômée de Harvard et du MIT, numéro deux de la Banque mondiale, ministre des Finances de son pays, docteur honoris causa d'une foule d'universités, primée par des myriades d'associations, à commencer par Transparency International, présidente du conseil d'administration de Twitter et de Global Alliance for Vaccines and Immunisation (GAVI), etc.

À la fin des années 1960, la guerre du Biafra ruine sa famille, mais

lui confère une résilience à toute épreuve. À 14 ans, elle sauve sa petite sœur atteinte de paludisme en la transportant sur le dos pendant cinq kilomètres... et en forçant l'entrée du dispensaire par la fenêtre. Son père contribue à la doter d'une solide confiance en elle en la prévenant, quand elle part en 1973 étudier aux États-Unis : « Si ta couleur ou ton sexe gênent les autres, ce n'est pas ton problème mais le leur. » Sa force de travail est peu commune. Les horaires de bureau de 6 heures à minuit ne lui font pas peur. À la Banque mondiale, en tant que directrice des opérations, elle ne craint pas de faire des heures de route sur des pistes défoncées au Congo-Kinshasa pour surveiller l'avancement de chantiers ; en tant que numéro deux, elle se fixe pour objectifs prioritaires le développement des pays pauvres, notamment par l'agriculture, la promotion des femmes et la lutte contre la corruption.

Une première fois ministre des Finances du Nigeria, elle élimine 46 821 fonctionnaires fantômes qui perçoivent un salaire indu. Elle envoie en prison pour corruption le chef de la

police nationale et fait révoquer trois ministres. Lors de ses négociations en 2004, au Club de Paris, sur la réduction des 30 milliards de dollars de la dette nigériane, les pays créanciers lui demandent de commencer par la rembourser. Elle leur rétorque qu'ils ont du culot de « réclamer à l'un des pays les plus pauvres du monde le paiement d'une dette qu'ils ont consentie à des dictateurs nigériens corrompus ». Elle obtient l'annulation de 18 milliards de dollars et rembourse le reste... après. « Elle nous a bluffés, raconte Serge Michailoff, qui fut son collègue à la Banque. Elle s'est débrouillée pour ne pas passer sous les fourches Caudines du FMI. Pour cela, elle a mis en place un programme d'économies plus ambitieux que celui du Fonds ! » Elle obtient aussi un début de transparence sur les recettes pétrolières de son pays, afin de réduire leur « évaporation », préférant « que l'argent du pétrole aille dans les écoles et les hôpitaux plutôt que dans les poches de quelques-uns ».

Une pile de dossiers

Quand elle retourne à la Banque mondiale, en 2007, son bilan n'est pas mince : le Nigeria économise 1 milliard de dollars par an, et son inflation annuelle a été ramenée de 23 % à 11 %. Ministre de l'Économie et des Finances pour la deuxième fois en 2011, elle taille dans les subventions aux carburants et provoque des émeutes. Elle fait – un peu – marche arrière. Mais elle refuse de négocier avec ceux qui enlèvent sa mère de 82 ans, en 2012, pour l'obliger à

FEMME AU CARACTÈRE BIEN TREMPÉ, ELLE REJOINT AU PANTHÉON DE LA MONDIALISATION LES PATRONNES DU FMI ET DE LA BCE.



ERIC BARADAT/AFP

La nouvelle dirigeante de l'Organisation mondiale du commerce, à son domicile, à Potomac, près de Washington, le 15 février.

démissionner. À Abuja, certaines ONG estiment que Ngozi aurait pu faire plus contre la corruption sous la présidence de Goodluck Jonathan. D'autres lui reprochent d'avoir fermé les yeux sur des importations d'armes illégales pour lutter contre Boko Haram. Ou d'avoir obtenu le limogeage du gouverneur de la Banque centrale, qui lui faisait de l'ombre. À Washington, des critiques pointent le favoritisme dont elle aurait fait preuve dans le recrutement et les promotions d'Africains quand elle gérât les ressources humaines de la Banque.

Sa tâche à l'OMC s'annonce titanesque. Sur son bureau de Genève l'attend en priorité le dossier relatif au problème que posent les demandes de l'Inde et de l'Afrique du Sud de ne pas respecter les brevets des laboratoires pour doper leur production de doses de vaccin contre le Covid-19. Sa position est balancée : il faut que la recherche continue à être financée, mais « le nationalisme vaccinal n'est pas une bonne chose ». Elle aura aussi à se pencher sur les subventions à la pêche et sur la relance de l'Organe de règlement des différends, paralysé par

Donald Trump, mais que Joe Biden, adepte du multilatéralisme, devrait débloquent. S'empilent sur son bureau également les dossiers de la réglementation du commerce numérique à l'échelle mondiale, du « verdissement » de l'OMC et de sa réforme indispensable face à la multiplication des accords commerciaux bilatéraux et à la guerre commerciale sino-américaine qui pénalise l'économie mondiale.

Les attentes du continent

L'Afrique aussi compte sur Ngozi. « Mme Okonjo-Iweala a exprimé le souhait que le continent s'oriente vers un modèle davantage basé sur l'exportation de biens à forte valeur ajoutée que sur l'exportation de matières premières, commente Daouda Sembene, ancien administrateur sénégalais du FMI. L'Afrique espère que, sous son magistère, l'OMC réussira à corriger les règles inadaptées et à éliminer les pratiques déloyales qui perpétuent un tel système. »

Il faudra que Ngozi s'adapte aux particularismes de l'OMC. À la différence d'autres institutions, l'Organisation est très démocratique. Un pays égale

une voix ; le Rwanda pèse autant que la Chine. Aucun accord n'est possible tant que tout le monde n'est pas d'accord. La diplomatie y est donc bien plus indispensable que le bulldozer. « Ngozi va devoir trouver un équilibre avec ses États membres, analyse Pascal Lamy, ancien directeur général, qui lui avait proposé de lui succéder dès 2013. La Charte de l'OMC ne dit rien de l'étendue des compétences de la directrice générale et du secrétariat par rapport à celle des États membres représentés par leurs ambassadeurs. Ngozi a la détermination nécessaire pour piloter l'institution, mais l'OMC n'est pas la Banque mondiale... » Elle n'y sera pas toute-puissante, tant s'en faut ! « Le problème numéro un auquel elle sera confrontée sera le triangle États-Unis, Chine, Europe, poursuit Pascal Lamy, car c'est là que résident les nœuds qui ont bloqué l'OMC depuis 2010. » Il va falloir au « Docteur Ngozi » cultiver la patience et un art consommé du compromis, deux vertus qui ne sont pas celles auxquelles elle a habitué ses partenaires, ses collaborateurs, ses adversaires et ses quatre enfants. **JA**

10 choses à savoir sur...

KARIM KHAN

Cet avocat britannique spécialisé dans les droits humains a été élu procureur de la Cour pénale internationale (CPI). Il succédera à la Gambienne Fatou Bensouda le 16 juin, pour un mandat de neuf ans.

1 SANS CONSENSUS

Cet avocat de 50 ans a été élu procureur de la Cour pénale internationale par les États-parties de la Cour pénale internationale (CPI) le 12 février, à New York, avec 72 voix sur 122, l'emportant sur ses concurrents irlandais, espagnol et italien. Sa candidature n'a donc pas fait consensus, contrairement à celle de ses deux prédécesseurs, l'Argentin Luis Moreno-Ocampo et la Gambienne Fatou Bensouda.

2 DU KENYA AU DARFOUR

Karim Khan connaît bien la CPI. Il y a plaidé pour la défense de l'ancien vice-président kényan William Ruto, de l'ancien vice-président congolais Jean-Pierre Bemba et du fils du Libyen Mouammar Kadhafi, Seif el-Islam. Il a aussi été le conseil de chefs rebelles soudanais soupçonnés d'avoir commis des crimes de guerre au Darfour.

3 ACCUSATION ET DÉFENSE

Au cours de ses vingt-quatre années de carrière dans la justice pénale internationale, il a servi en tant que conseiller juridique du procureur pour les tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et le Rwanda (TPIR). Il a aussi plaidé en tant qu'avocat de la défense ou des victimes présumées devant les tribunaux spéciaux internationaux pour la Sierra Leone, le Cambodge ou le Kosovo.

4 DAECH

Depuis 2018, ce Britannique d'origine pakistanaise est à la tête d'une équipe de l'ONU qui enquête sur les crimes de l'État islamique en Irak. Un poste qu'il occupera jusqu'à sa prise de fonctions à la CPI, le 16 juin prochain.

5 CONTROVERSÉ

Son expérience en tant que conseil de William Ruto, en 2014, dans l'affaire des violences postélectorales de 2007-2008, lui a valu une opposition farouche de certaines ONG africaines et kényanes. Elles lui reprochent d'être resté silencieux après la disparition d'un témoin clé de la défense dans ce procès qui s'est soldé par un non-lieu.

6 CODE DE CONDUITE

En juin 2007, alors qu'il défend Charles Taylor, jugé par le Tribunal spécial pour la Sierra Leone, il quitte la salle d'audience. Puisque l'ex-président libérien refuse de reconnaître la légitimité de cette juridiction, il invoque son code de conduite, qui lui interdit de représenter un client contre son gré.

7 REPÊCHÉ

Après avoir été écarté de la course à la succession de Fatou Bensouda, il a finalement été repêché le 13 novembre 2020, avec dix autres concurrents, en l'absence de consensus autour des quatre candidats présélectionnés. Dans son rapport, le comité chargé de l'élection le décrit comme « charismatique », « bon communicateur » et « sûr de lui ».

8 AU SERVICE DE SA MAJESTÉ

Depuis 2011, il est conseiller d'Élisabeth II, la reine d'Angleterre. Un titre honorifique qui distingue les avocats d'excellence en Grande-Bretagne.

9 SOUS PRESSION

Le nouveau procureur aura la lourde tâche de renforcer la légitimité de la CPI, critiquée pour son supposé biais antiafricain et soumise à la pression de Washington, qui surveille de près l'enquête ouverte par la Cour sur les crimes commis en Afghanistan. Il devra aussi mener des réformes très attendues, alors qu'un audit a pointé en 2020 les dysfonctionnements de l'institution.

10 SOIF DE JUSTICE

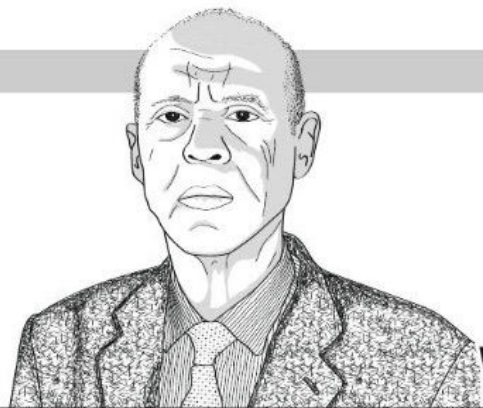
En 2015, lors d'un entretien avec un universitaire néerlandais, il avait comparé les procédures devant les instances internationales à des « marathons qui vous font perdre le sommeil » et avait lancé, à destination des étudiants: « Vous ne pouvez pas faire ce travail uniquement pour des raisons financières. Vous devez être guidés par le sentiment que la justice triomphera. »

MARIÈME SOUMARÉ



TUNISIE

ILLUSTRATIONS : CAMILLE CHAUVIN POUR JA



KAÏS SAÏED

Président de la République

Le match

VS



HICHEM MECHICHI

Chef du gouvernement

FRIDA DAHMANI, À TUNIS

Il y aurait toutes les raisons du monde de s'entendre. Ensemble, ils tiennent le timon de l'exécutif tunisien. Mais cette navigation à quatre mains a fait long feu. Jamais dans l'histoire du pays l'exécutif n'avait été écartelé au point d'exposer ainsi ses différends sur la place publique. Entre le président de la République, Kaïs Saïed, et le chef du gouvernement, Hichem Mechichi, rien ne va plus. Pourtant, les deux hommes se connaissent, s'estiment. Pendant le passage de Mechichi à Carthage en tant que conseiller chargé des Affaires juridiques, ils étaient même proches. D'autant qu'une vieille amitié lie Mechichi à la directrice de cabinet du président, Nadia Akacha, qui l'a introduit dans le sérail.

Mais au fil du temps les bisbilles tournent à la querelle. En janvier 2021, Mechichi engage un remaniement ministériel partiel sans consulter le chef de l'État et le fait voter par l'Assemblée. Le Palais réplique en refusant d'inviter les nouveaux ministres à prêter serment. Sans les nommer, Kaïs Saïed déclare que cinq d'entre eux sont concernés par des conflits d'intérêts. L'unique voie de sortie pour Mechichi est alors de confier l'intérim des postes demeurés vacants à des ministres en place. Un expédient auquel ses prédécesseurs, Youssef Chahed et Elyès Fakhfakh, ont également eu recours.

Les échanges entre les deux têtes de l'exécutif deviennent alors ubuesques. Le dernier en date ? Une missive d'un autre temps de Kaïs Saïed à Hichem Mechichi, rédigée avec grand soin en calligraphie koufique, dans lequel le chef de l'État revient sur les étapes de la dispute et son interprétation de la Constitution.

Un épisode qui révèle la blessure d'orgueil de Saïed, qui considérait Mechichi comme son disciple. Celui qu'il a choisi entre tous pour former un gouvernement en août 2020 devait être son prolongement à La Kasbah, ou du moins un chef de gouvernement prêt à se plier à ses exigences. Mais il a suffi que le cabinet présidentiel s'immisce dans le choix des ministres pour que Mechichi comprenne combien sa position était intenable. Malgré ses efforts pour faire bonne figure, les désaccords personnels se traduisent aussitôt par des tensions entre Carthage et La Kasbah.

Un pays pris en otage

Aujourd'hui, l'exécutif tunisien se retrouve donc bloqué, et la crise politique semble sans issue. Au premier abord, on pourrait croire qu'il ne s'agit là que d'un président en colère qui honnit le système parlementaire et peine à supporter les provocations du président de l'Assemblée, Rached Ghannouchi, lequel a pris Hichem Mechichi sous son aile tant qu'il lui sera utile. Mais la fracture est plus profonde et met en jeu des questions de légitimité et de légalité. À cette aune, le chef de l'État, élu par le peuple, refuse par principe toute concession. « À partir d'une autorité morale et électorale, il peut contourner certains aspects de la Constitution, qui permet plusieurs lectures, et retourner la situation en sa faveur », commente Hassen Zargouni, directeur général du cabinet Sigma Conseil.

En attendant, la Tunisie est prise en étau, pour ne pas dire en otage. Les antagonismes et la bipolarisation sont devenus une réalité, voire une norme, désormais bien ancrée dans la vie politique. **JA**

« America is back »



Pap Ndiaye

Historien, directeur général du Musée national de l'histoire de l'immigration et de l'Aquarium tropical

Ce n'est sans doute pas une tâche herculéenne : compte tenu de l'indifférence méprisante dont faisait preuve Donald Trump à l'égard du continent – où il ne s'est jamais rendu –, la nouvelle administration dispose d'un a priori favorable en Afrique, d'autant qu'elle a déjà marqué un changement net d'intentions et d'ambitions.

Dans un discours destiné aux délégués du 34^e sommet de l'Union africaine et diffusé le 7 février, Joe Biden a indiqué la ligne générale de sa politique étrangère : « L'Amérique est de retour. La diplomatie est de nouveau au centre de notre politique étrangère. [Nous allons nous employer] à renouveler notre rôle dans les institutions internationales et à retrouver notre crédibilité et notre autorité morale. »

Il a ensuite centré ses propos sur l'Afrique, en affirmant que les États-Unis se tenaient à ses côtés, « partenaire en solidarité, soutien et respect mutuel. Nous croyons en les nations africaines ». Il a poursuivi en parlant d'une « vision commune pour un avenir meilleur » et en évoquant des sujets ayant trait à l'économie, la sécurité et les droits humains pour les « femmes et les filles, les personnes LGBTQI, les personnes en situation de handicap, les personnes de toute origine ethnique, religion ou culture ».

Le président américain a également mentionné des urgences du moment : la pandémie et le réchauffement climatique, avec la perspective de financements adéquats pour des usines à vaccins et le Green

Climate Fund. Il a enfin annoncé que les restrictions de visas pour les réfugiés édictées par Trump allaient être abrogées, et que l'égalité raciale et la lutte contre le suprémacisme blanc étaient des priorités de son administration. À l'évidence, Biden visait à insister sur la rupture franche avec l'administration Trump et, par contre-coup, à souligner les continuités avec Barack Obama, dont il était le vice-président.

Pour en savoir un peu plus, il faut nous tourner vers un ensemble de nominations tout à fait significatives auxquelles le nouveau président a

JOE BIDEN INSISTE SUR LA RUPTURE FRANCHE AVEC DONALD TRUMP ET, PAR CONTRECROU, SOULIGNE LES CONTINUITÉS AVEC BARACK OBAMA.

procédé. Plusieurs Américains d'origine africaine ont été promus.

Enoh Ebong est ainsi devenue directrice par intérim de l'Agence américaine pour le commerce et le développement (USTDA). Cette femme d'origine nigériane a une solide expérience au sein de ladite agence, où elle a travaillé de 2004 à 2019.

Mahmoud Bah, d'origine guinéenne, est également distingué : il devient le responsable par intérim du Millennium Challenge Corporation (MCC). Le MCC, créé par

le Congrès des États-Unis en 2004, est un programme de développement dont la vocation est de verser des subventions à des pays qui ont démontré leur engagement dans la promotion des bonnes pratiques de gestion et la réforme économique. Mahmoud Bah a lui aussi une solide expérience d'une dizaine d'années au sein de l'organisme à la tête duquel il a été nommé, y compris en tant que responsable du MCC en Côte d'Ivoire pendant trois ans.

À ces nominations s'en ajoutent d'autres, du côté africain-américain, et au plus haut niveau. Elles marquent aussi une rupture symbolique et pratique avec l'ère Trump. Même si la vice-présidente n'est pas africaine-américaine (ses parents étaient d'origines caribéenne et indienne), Kamala Harris s'affirme comme une femme noire, en laquelle beaucoup de femmes et d'hommes noirs se reconnaissent. Le nouveau ministre de la Défense, le général quatre étoiles Lloyd Austin, est également entré en fonction, une première pour un homme noir.

Marcia Fudge, représentante de l'Ohio au Congrès, est désormais ministre de l'Habitat et du Développement urbain, tandis que Susan Rice, ancienne ambassadrice des États-Unis à l'ONU, devient directrice du Conseil de politique intérieure (Domestic Policy Council). De son côté, Linda Thomas-Greenfield, une diplomate chevronnée qui fut notamment chargée des affaires africaines entre 2013 et 2017, avant d'être démise de ses fonctions par Trump, représente désormais son pays à l'ONU.

Belhassen Trabelsi, un coupable si parfait



Samia Maktouf

Avocate aux barreaux de Paris et de Tunis, conseil auprès de la Cour pénale internationale

Si l'on ajoute à ces personnalités celles issues du monde hispanique, et même amérindien, le gouvernement américain actuel est de loin le plus divers de l'histoire du pays (la moitié de ses membres ne sont pas blancs). Voilà qui est significatif, et qui a été salué par les associations antiracistes du pays : la représentation, l'incarnation d'un poste, cela compte en politique !

Relations respectueuses

Reste, bien entendu, à mesurer les effets de ces nominations sur les politiques mises en œuvre. Du côté de l'Afrique, la tendance générale est celle d'un retour à une diplomatie normale, marquée par des relations respectueuses entre les États-Unis et le continent. L'inflexion principale par rapport à l'administration Obama semble devoir se situer du côté d'une accentuation de l'investissement environnemental, sur lequel Biden a tant insisté pendant sa campagne, et de la priorité médicale, puisque l'Afrique n'est pas épargnée par le Covid-19, même si la pandémie n'a pas eu des conséquences comparables à celles que l'Europe ou les États-Unis connaissent. Sur les autres sujets, Washington combinera, de manière finalement assez classique, ses intérêts propres, en particulier économiques, à des préoccupations stratégiques (en laissant le premier rôle militaire à la France dans le Sahel, tout en assurant un soutien logistique) et humanitaires. Mais les historiens savent bien que ce qui semble prévisible sera déjoué par les événements eux-mêmes, et par la capacité des responsables africains et américains à y répondre ! **TA**

En janvier dernier, la Chambre de l'instruction de la cour d'appel d'Aix-en-Provence a rejeté la demande de la Tunisie d'extrader Belhassen Trabelsi, beau-frère du président Zine el-Abidine Ben Ali, en fuite depuis la révolution de janvier 2011. Un refus qui ne peut que nous interpeller au moment même où le pays célèbre les dix ans de cette révolution qui ouvrit la voie au Printemps arabe...

Après la fuite des Ben Ali en janvier 2011, Belhassen Trabelsi avait demandé l'asile au Canada, craignant les représailles d'un pouvoir révolutionnaire prêt à satisfaire la vindicte populaire. En 2015, Ottawa avait rejeté sa demande, ce qui l'avait poussé en mai 2016 à se réfugier en France. En 2019, Belhassen Trabelsi était arrêté à Marseille. Au titre de l'entraide judiciaire, la Tunisie demanda à la France de l'extrader, invoquant quarante-trois mandats d'arrêt et dix-sept avis de recherche, ainsi qu'une condamnation par défaut à plus de trente-trois ans de prison pour diverses infractions d'ordre économique et financier. En 2020, la justice française a rejeté la demande tunisienne, et, le mois dernier, allant jusqu'à désavouer le Parquet général, la cour d'appel confirmait le rejet.

Dans son arrêt, la cour retient non seulement l'âge de Belhassen Trabelsi et son état de santé, mais aussi « un risque réel

de traitement inhumain et dégradant pour Belhassen Trabelsi et de carences des contrôles en cas de mauvais traitement en détention ». Dans la Tunisie consacrée laboratoire du Printemps arabe, la décision française sonne comme un cinglant désaveu des autorités tunisiennes. Elle entérine un échec, celui d'une révolution qui n'a toujours pas tenu ses promesses.

Procès inéquitable

Pour Belhassen Trabelsi, cet échec se traduit par la possibilité, voire la probabilité, d'un procès inéquitable : non pas celui d'un suspect jouissant de la présomption d'innocence mais celui d'un homme déclaré ennemi du peuple qui doit être puni pour l'exemple. Ainsi, en 2016, Belhassen Trabelsi avait déposé un dossier devant l'Instance Vérité et Dignité, principal organe de justice transitionnelle créé après la révolution. Il proposait de rembourser une partie substantielle des fonds détournés afin d'obtenir de l'instance une réconciliation, en vain. Ce que la justice française a bien compris, c'est que cette justice transitionnelle tunisienne peine à prendre le chemin tracé par l'Afrique du Sud et suivi, au Maghreb, par le Maroc. Il ne peut y avoir de réconciliation sans justice authentique, ni d'avenir aux dépens de boucs émissaires déclarés coupables avant d'être jugés. **TA**



MAROC-ALGÉRIE

Jusqu'où ira l'escalade?

L'incident de Guerguerat, en novembre dernier, puis la reconnaissance, par les États-Unis, de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental ont avivé les tensions entre Alger et Rabat. Jamais, depuis ces quarante-cinq dernières années, le risque de confrontation n'avait paru aussi grand.

Le mur de défense marocain,
entre deux points d'appui,
non loin de Guerguerat.

VINCENT FOURNIER/JA

FRANÇOIS SOUDAN

Depuis le 13 novembre 2020, jour de la « sécurisation » par l'armée marocaine des quelques centaines de mètres de route asphaltée séparant la localité de Guerguerat de la frontière mauritanienne, l'ancienne colonie espagnole du Sahara occidental nage en pleine uchronie.

Ce genre littéraire et cinématographique à la mode, dont le dernier avatar à succès est la *Chronique des Bridgerton*, sur Netflix, consiste à relater des événements fictifs en prenant comme point de départ un événement historique. Une réalité parallèle, en quelque sorte, alternative et contre-factuelle, élaborée en l'espèce à coups de bulletins de victoire quotidiens par la direction du Front Polisario et systématiquement repris par l'agence de presse officielle algérienne APS.

Si l'on en croit la chronique de ce monde virtuel, le 13 novembre 2020 a donc été le point de départ d'une guerre qui fait rage le long des 2500 kilomètres du mur de défense marocain, qualifié ici de « mur de la honte ».

Ce 22 février, alors que la République arabe sahraouie démocratique (RASD) célébrait dans les camps de réfugiés de la hamada de Tindouf le 45^e anniversaire de son indépendance en exil, l'APLS (Armée populaire de libération sahraouie) en était à son 103^e *parte de guerra* (« rapport de guerre »). À les lire, la quasi-totalité des positions marocaines situées à l'ouest du mur de sable, de Mahbès à Bir Gandouz, et même certaines garnisons frontalières des provinces de Guelmim et du Souss-Massa, en dehors du Sahara occidental, subissent depuis plus de trois mois des « bombardements intensifs » et des « attaques violentes », allant jusqu'à « la destruction de parties entières du mur » et même d'une « base de commandement ». Côté Forces armées royales (FAR), les pertes sont « colossales ». Côté Polisario, zéro mort.

Dans le monde réel, si ces communiqués martiaux sont scrupuleusement relayés par les médias officiels algériens (mais nulle part ailleurs), seul un accrochage a été réellement documenté. À Guerguerat, le 13 novembre

dernier, le Polisario a tiré une salve de roquettes, sans pour autant parvenir à couper la route ni faire de victimes. « Des tirs de harcèlement sans conséquences », explique une source au sein de l'État-major des FAR, qui parle de « situation maîtrisée et plutôt calme », avant d'ajouter : « Les chefs du Polisario savent que leurs milices ne peuvent pas faire la différence sur le terrain, le reste relève de la pure propagande à usage interne. »

Outre le fait qu'aucune expertise ni reportages indépendants ne sont venus confirmer la réalité de cette nouvelle guerre des sables, il est en effet hautement improbable que les indépendantistes sahraouis soient en mesure de la livrer.

Croupières sanglantes

Le Polisario n'a plus grand-chose à voir avec ce qu'il était dans les années 1980 et jusqu'à l'instauration du cessez-le-feu il y a près de trente ans, quand ses katibas taillaient au canon de 106 mm des croupières sanglantes dans les flancs de l'armée marocaine, quand ses Sam-7 abattaient en plein vol des Mirage F1 et que 2 000 prisonniers de guerre croupissaient dans les geôles des camps de Tindouf.

Les chefs sahraouis ont vieilli, à commencer par le « líder máximo », Brahim Ghali, 71 ans, et leur armement aussi. Une bonne partie du matériel fourni par la Libye de Kadhafi, la Corée du Nord et l'Algérie, ainsi que les blindés récupérés sur l'armée marocaine au début du conflit ne sont plus opérationnels. Ne restent que les Toyota tout-terrain équipées de mitrailleuses de 14 mm, les lance-roquettes multiples russes, les mortiers de 120 et les chars T-62 de conception soviétique.

Face à une barrière de défense flanquée de champs de mines, hérissée de systèmes de détection, survolée par des drones et protégée par des bataillons d'intervention rapide, les indépendantistes – trois à cinq mille hommes tout au plus – n'ont d'autre choix que de pratiquer le « *hit and run* ». Autant dire, des piqûres d'insectes. Et très probablement est-ce cela qui, depuis le 13 novembre 2020, tient lieu de « guerre » au Sahara, bien loin de la mère de toutes les batailles jouée chaque soir sur les écrans de RASD TV.

S'en tenir à la description de ce qui apparaîtrait comme une pièce de théâtre aux armées pour en conclure que tout bouge pour que rien ne change au Sahara serait pourtant une erreur. S'il n'est pas à proprement parler une création de l'État algérien, mais plutôt une

SI L'ON EN CROIT LES COMMUNIQUÉS DU POLISARIO, LES PERTES MAROCAINES SERAIENT « COLOSSALES », MAIS LES SIENNES, ÉGALES À ZÉRO.



VINCENT FOURNIER/JA

Unité d'intervention de l'armée marocaine, équipée de chars américains M48 Patton, à l'est de Smara.



APN

coproduction algéro-libyenne des années 1970 sur fond de nationalisme sahraoui, le Front Polisario en est depuis longtemps devenu l'instrument. Rien de ce qui se décide dans les camps de Tindouf ne se fait sans l'aval des dirigeants algériens et, à moins de croire que ces derniers aient concédé leur souveraineté sur une partie de leur territoire, cela n'est après tout que logique. L'uchronie est donc un vent de sable qui masque une réalité nettement plus préoccupante : jamais, depuis la fin des années 1970, la tension n'a été aussi vive entre le Maroc et l'Algérie.

L'exercice « Al Hazm 2021 » : une démonstration de force de l'armée algérienne, dirigée par le général Saïd Chengriha (à dr.), les 17 et 18 janvier, dans la région de Tindouf.

Outre les Européens – en particulier la France et l'Espagne –, les Américains et les Russes, celui qui s'en inquiète le plus est sans doute le secrétaire général des Nations unies, António Guterres. L'ONU entretient dans la région depuis trois décennies une mission d'interposition de 462 hommes (dont 245 militaires), sous l'autorité actuelle d'un diplomate canadien et le commandement opérationnel d'un général pakistanais. Son coût : 62 millions de dollars par an.

Cette petite troupe de bérets bleus a entre autres pour tâche de patrouiller dans le no man's land à l'est du mur et jusqu'à la frontière mauritanienne – soit 20 % du territoire de l'ex-colonie espagnole –, véritable zone de non-droit considérée comme « libérée » par le Front Polisario, infestée de mines et parcourue de migrants en route vers le nord, d'orpailleurs clandestins et de trafiquants de drogue. Autant dire qu'elle est en première ligne.

Aveu d'impuissance

Comme s'il pressentait la montée des périls, António Guterres relevait dans son dernier rapport au Conseil de sécurité, en octobre 2020, que les forces du Polisario se montraient « bien moins coopératives que par le passé », refusant l'accès de leurs sites aux éléments de la Minurso, multipliant les incursions dans la zone tampon et procédant à l'installation d'unités militaires dans plusieurs localités proches du mur marocain, sous le →



RAWZI BOUDINA/REUTERS

→ prétexte d'y établir des centres d'isolement pour les malades du Covid-19.

Une inquiétude qui est aussi un aveu d'impuissance : démissionnaire, en mai 2019, « pour raisons de santé », le dernier en date des envoyés spéciaux du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara, l'Allemand Horst Köhler, n'a toujours pas été remplacé faute de candidat acceptable de part et d'autre. Entre l'Algérie et le Maroc, il n'y a donc plus de médiateur.

Sur ce baril de poudre, l'annonce, le 10 décembre 2020, par Donald Trump – dont ce fut là l'une des toutes dernières initiatives en matière de politique étrangère – de la reconnaissance de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental ressemble fort à une mèche en attente d'allumage. Quitte à balayer au passage la fiction diplomatique qui veut que l'Algérie soit, dans l'affaire saharienne, une simple « partie intéressée » et non une « partie au conflit », l'interprétation d'Alger a été immédiate : derrière cette décision américaine et la normalisation concomitante des relations entre le Maroc et Israël, c'est elle que l'on vise. Et quand *El Djeich*, la très influente revue de l'ANP (Armée nationale populaire algérienne), évoque « les menaces imminentes que font peser certaines parties ennemies sur la sécurité de la région », c'est à cela qu'elle fait allusion.

Qu'ils y croient ou pas, la narration servie par les dirigeants algériens est claire : à travers le royaume chérifien, c'est « l'entité sioniste » qui désormais se profile aux frontières

Brahim Ghali (au centre), secrétaire général du Front Polisario et président de la RASD, dans le camp de réfugiés de Dakhla, non loin de Tindouf, le 9 juillet 2016.

de la République. D'où leur double réaction. Diplomatie tout d'abord, avec l'envoi de messages en direction de Moscou, destinés à vérifier si le soutien de la Russie, traditionnel fournisseur d'armements à l'ANP, est acquis au cas où, et la multiplication de démarches auprès de la nouvelle administration américaine afin qu'elle annule le décret Trump reconnaissant la marocanité du Sahara.

C'est en ce sens que, le 2 février, les représentants de tous les groupes parlementaires au sein de l'Assemblée nationale et du Conseil de la nation ont envoyé une lettre au président Joe Biden, lui enjoignant de revenir sur la décision de son prédécesseur. Seront-ils entendus ? Même si un tel retour en arrière est techniquement possible, il n'est guère probable, tant les deux faces du deal (le Sahara et Israël) sont liées.

Complémentaire de celle-là, l'autre réaction algérienne se veut ouvertement menaçante. Les 17 et 18 janvier, des manœuvres militaires de grande ampleur et largement médiatisées ont été organisées par l'ANP dans la région de Tindouf, à quelques dizaines de kilomètres de la frontière avec le Maroc. Dirigé par le chef d'État-major en personne, le général Saïd Chengriha, l'exercice « Al Hazm 2021 » a été l'occasion d'une démonstration de force et d'une exhibition de matériels russes dernière génération (Sukhoi Su-30, chars T-72, hélicoptères Mi-35, missiles Iskander), fleurons d'une *shopping list* dont la facture donne le vertige : 100 milliards de dollars pour la décennie 2010-2020, soit plus du double des dépenses militaires marocaines au cours de la même période.

Addiction onéreuse

L'Algérie a, certes, 6 700 km de frontières à protéger (contre 3 600 km pour le Maroc), mais, de l'avis de tous les experts, la course aux achats à laquelle elle se livre depuis 2006 va bien au-delà des besoins dictés par sa sécurité intérieure et extérieure.

La volonté affichée d'être la puissance militaire majeure de la région n'explique qu'en partie cette addiction, particulièrement onéreuse en période d'assèchement de la rente pétrolière. Il y a aussi, écrivait à la fin de 2013 le chercheur Laurent Touchard sur son blog défense de *Jeune Afrique*, « le souci d'asphyxier financièrement un rival marocain contraint de suivre sans disposer, loin de là, de la même marge de manœuvre financière », ainsi que « le jeu opaque d'une haute hiérarchie militaire très impliquée dans la conclusion des gros

contrats ». Sept ans plus tard, ce jugement n'a pas pris une ride, tout comme sont étanches depuis des décennies les blocs d'incommunicabilité de part et d'autre d'une frontière fermée en 1994 et jamais rouverte. Au Maroc (sauf pour une frange ultra-minoritaire d'extrême gauche), le Sahara est une cause nationale. En Algérie, il est une cause politico-militaire à défaut d'être populaire, et très rares sont les personnalités à avoir osé exprimer un point de vue contraire. Celles qui s'y sont risquées – Ferhat Abbas, Benyoucef Benkhedda, Mohamed Boudiaf et, plus récemment, Khaled Nezzar – se sont fait violemment recadrer.

L'historique des affrontements armés directs entre armées marocaine et algérienne ne nous renseigne guère sur ce qu'il adviendrait en cas de conflit. Militairement remportée par le Maroc de Hassan II et diplomatiquement gagnée par l'Algérie de Ben Bella, la « guerre des Sables » d'octobre 1963 fut une succession d'escarmouches le long d'une zone très peu peuplée, entre Tindouf et Figuig. Trois cent cinquante hommes au total y laissèrent leur peau, et l'État-major algérien toucha du doigt les limites opérationnelles d'une armée populaire issue de la lutte de libération face à une force classique en terrain découvert.

Combat mobile

Treize ans plus tard, les deux batailles d'Amgala, au nord du Sahara occidental, se soldèrent par un match nul, l'oasis étant prise par les FAR en janvier 1976, puis reprise par les Algériens en février. Même si l'on craignait alors que cela ne débouche sur une conflagration généralisée entre les deux voisins, les combats – sanglants – demeurèrent géographiquement très limités. Serait-ce encore le cas aujourd'hui, si l'irréparable devait survenir ? Rien n'est moins sûr, car, à en juger par la configuration des dernières méga-manœuvres de l'armée algérienne, c'est à une guerre conventionnelle de haute intensité que l'on se prépare.

Ce conflit, potentiellement catastrophique sur le plan économique et sur le plan humain, opposerait d'abord deux doctrines militaires différentes. La « soviétique », côté algérien, fondée sur l'engagement massif de blindés appuyés par l'aviation dans le cadre

LES DEUX « FRÈRES ENNEMIS » DU MAGHREB SE PRÉPARENT À UNE GUERRE CHAUDE, QU'ILS ESPÈRENT NE PAS FAIRE TANT ELLE SERAIT SUICIDAIRE.

d'offensives à la fois stratégiquement souples et tactiquement rigides. La « franco-américaine », côté marocain, privilégiant le combat mobile, la contre-offensive et l'initiative manœuvrière des chefs d'unités.

Elle opposerait aussi deux armées aux effectifs équivalents, l'une – l'algérienne – incontestablement mieux dotée quantitativement en matériels modernes, comme le démontre notre infographie (voir pp. 22-23). L'autre – la marocaine – bénéficiant d'un taux de professionnalisation plus élevé, d'un encadrement qualitativement supérieur et d'une logistique mieux organisée.

« Palmarès sur papier »

Interrogée au sujet des 26 places qui séparent l'armée marocaine de celle de son adversaire au dernier classement mondial du site spécialisé Global Firepower, notre source au sein de l'État-major des FAR affirme n'accorder qu'un intérêt tout relatif à ce « palmarès sur papier ». Selon notre interlocuteur, « le programme de modernisation inauguré par Sa Majesté en tant que chef suprême et chef d'État-major des FAR, accorde une toute première importance au facteur humain. Sans le courage, le savoir-faire et la foi patriotique, les armes ne servent à rien. Notre logique n'a jamais été celle de la compétition militaire. Cela dit, lorsque le Maroc décide de mettre fin à la provocation, il le fait de manière foudroyante et définitive. L'exemple de Guerguerat est là pour le rappeler. »

Supériorité quantitative algérienne versus avantage qualitatif marocain ? L'équation n'est pas intangible, mais elle résume assez bien la situation. Questionné il y a quelques années par l'auteur de ces lignes sur le scénario le plus probable en cas de guerre, un général marocain expliquait que le primoattaquant – lequel ne pouvait évidemment être à ses yeux que l'Algérie – n'aurait guère de mal à pénétrer de 100 km à l'intérieur du « territoire ennemi », avant de le payer très cher par la suite. Un schéma auquel souscrirait sans doute – mais en sens inverse – un général algérien.

Comme les Américains et les Soviétiques au cœur de la guerre froide, les deux frères séparés du Maghreb se préparent donc à une guerre chaude, qu'ils espèrent ne pas faire tant elle serait suicidaire, mais dont ils n'ont jamais été aussi proches depuis les batailles d'Amgala il y a quarante-cinq ans. « *Si vis pacem, para bellum* » est une maxime bien dangereuse sous ces latitudes... **TA**

Les forces en présence

L'Algérie et le Maroc possèdent respectivement la deuxième et la cinquième armée du continent, et investissent massivement chaque année dans l'achat de matériel dernier cri. Si Rabat privilégie les fournisseurs américain et français, Alger est, de son côté, fidèle à la Russie.

LA MAÎTRISE DU CIEL

L'Agence américaine pour le commerce international a révélé, à la fin de janvier 2021, que le Maroc a acquis auprès des États-Unis le système de défense aérienne Patriot. Il s'agit d'un système de défense sol-air à moyenne portée destiné à lutter contre toutes les menaces aériennes, mondialement connu depuis la deuxième guerre du Golfe. Cet achat, dont les modalités restent à préciser, vient réduire et peut-être équilibrer le seul gros retard militaire du Maroc par rapport à l'Algérie, dotée de S-300 russes.

Mais la défense aérienne d'un pays ne repose pas sur ces seuls matériels. Elle commence par les radars de surveillance. L'armée marocaine a commandé au constructeur français Thales deux radars Ground Master 400, qui s'ajouteront aux trois dont elle dispose déjà. En outre, le Maroc va acquérir sept radars de type AN/TPS-77 chez l'américain Lockheed Martin. Le pays disposera ainsi d'une couverture aérienne multicouche avec des radars capables de détecter des cibles même à faible signature radar (furtives) volant à très basse altitude. De son côté, l'Algérie dispose d'un large éventail de radars d'excellente qualité, comme le Rezonans-NE russe et le Previous chinois.

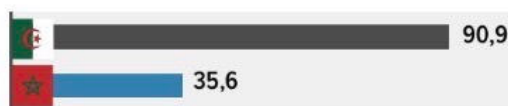
Du côté des avions de combat, les Algériens, depuis des décennies, font confiance aux avions russes, et en particulier aux Sukhoï, qui laissent parfois tous les pilotes de chasse du monde tant leur manœuvrabilité, prouvée au cours de leurs démonstrations, est éblouissante. Sont-ils aussi efficaces en opération ? C'est très possible, mais pas certain, car ils ont été, somme toute, peu utilisés en combat. À l'inverse, le F-16 américain, retenu par les Marocains, est un avion qui a été beaucoup utilisé sous presque tous les cieux de la planète. Dans sa toute dernière version Viper, il possède des équipements radar et une panoplie d'armements qui lui donnent un rapport coût-efficacité absolument exceptionnel.

GÉNÉRAL D'ARMÉE AÉRIENNE (ER)
ÉTIENNE COPEL

Fournisseur	
● Algérie	● Russie
● Maroc	● Chine
	● États-Unis
	● EAU
	● France
	● Afrique du Sud

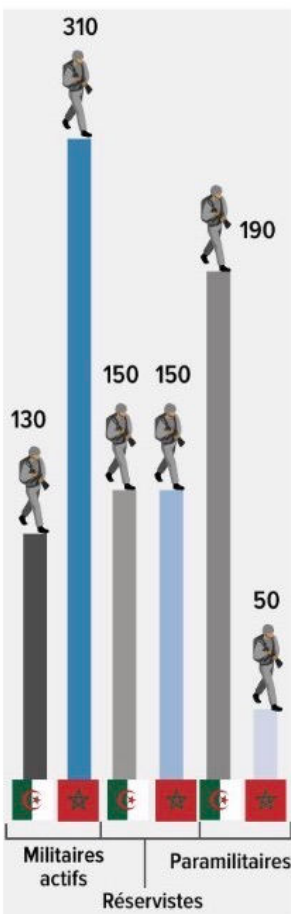
Dépenses militaires

de 2010 à 2019
en milliards de dollars



Effectifs totaux

en milliers



Armée de terre

Véhicules blindés



Chars de combat



Artillerie automotrice et tractée



Systèmes anti-aériens



Front Polisario

Entre 3 000 et 5 000 hommes. Chars de combat : 3 bataillons de T-55 et T-62 russes. Véhicules blindés : 3 bataillons de BTR-60 russes. Systèmes anti-aériens : SA-6, SAM-6, SAM-7 soviétiques.

Armée de l'air



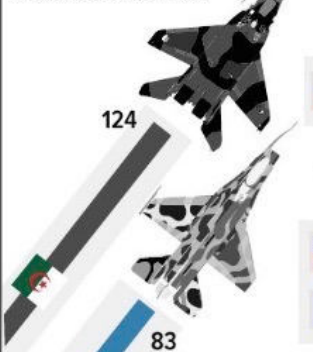
Satellites



Les satellites marocains sont plus précis mais ont une durée de vie plus brève.



Avions de combat



Sukhoï (Su-30, Su-22)
Mikoyan (MiG-29, MiG-25)

Falcon (F-16 en cours de modernisation
+ 25 en commande), Northrop F-5
Mirage (F1, 2000)



Possible accès au F-35 à la suite de la normalisation avec Israël.



L'Algérie a commandé le tout dernier Su-35 et le Su-57 furtif (encore jamais vendu hors de Russie) mais la livraison tarde.

Drones



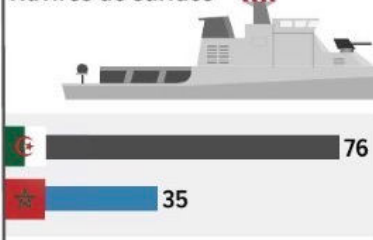
Hélicoptères d'attaque



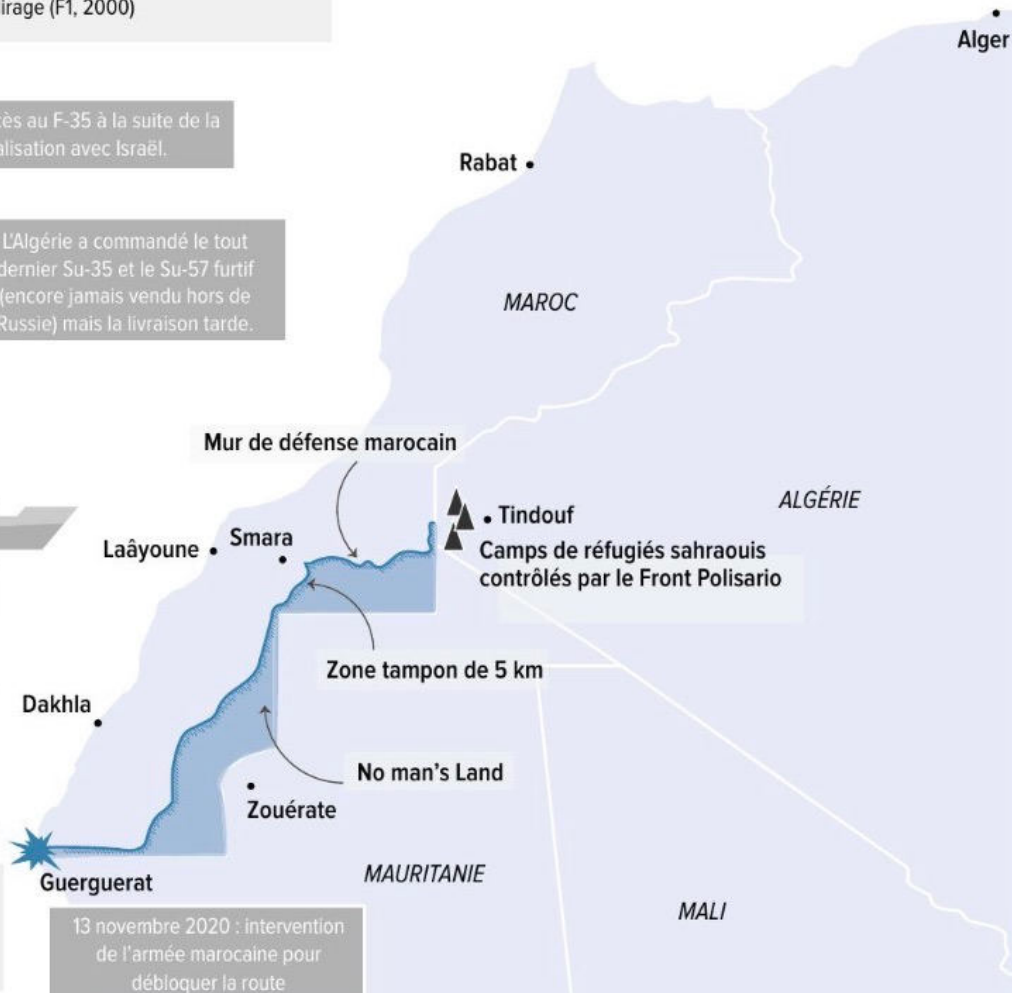
Marine



Navires de surface



Sous-marins



Sources : SIPRI, The Military Balance, Ministères, Global Firepower. Crédits : macrovector

Généraux et hommes de l'ombre

Ils sont arrivés à la tête des services secrets ou des forces militaires de leur pays au terme de parcours souvent brillants et parfois mouvementés. Portraits.



Abdelfattah Louarak

Inspecteur général des Forces armées marocaines

Le général Abdelfattah Louarak, 66 ans, est nommé en janvier 2017 inspecteur général des Forces armées (le chef d'état-major en titre n'étant autre que le roi lui-même). Sa promotion marque le début d'une stabilité à ce poste stratégique, s'il en est. Il a été fait général quatre étoiles par Mohammed VI en janvier 2017, rejoignant le très sélectif « club des 4 étoiles » avec son prédécesseur, Hosni Benslimane (ex-commandant de la Gendarmerie royale).

Né en 1955 à Ben Ahmed (région de Casablanca-Settat), il sort diplômé de l'Académie royale militaire de Meknès en 1976. Il connaît particulièrement bien le terrain saharien puisqu'il y a fait ses premières armes lors du conflit du Sahara occidental (1975-1991).

En 1986, il est transféré dans une unité d'élite, la deuxième brigade d'infanterie parachutiste, où il doit former les forces spéciales. Il prendra par la suite la tête du commandement de l'Inspection train, chargée de la logistique et des transports des Forces armées. En 1994, alors qu'il est encore commandant, il obtient un brevet d'études supérieures au Collège interarmées de défense de Paris (devenu l'École de guerre en 2010). Le général Louarak tient par ailleurs un rôle diplomatique : c'est notamment lui qui se déplace à Washington début janvier pour conclure les accords militaires entre le royaume et les États-Unis pour la période 2020-2030.

JIHÂD GILLON

Mohamed Yassine Mansouri

Directeur du renseignement extérieur marocain

Mohamed Yassine Mansouri, directeur général des Études et de la Documentation, le contre-espionnage marocain, 59 ans, a été un camarade de classe du roi Mohammed VI au Collège royal de Rabat. Il est nommé en 1999 directeur de la MAP, l'agence marocaine de presse, avant de prendre la tête de la Direction générale des études et de la documentation (DGED), en 2005, sur nomination royale. Une expérience de quinze ans, contre simplement quelques mois pour son alter ego algérien, Nour-Eddine Mekri...

Mohamed Yacine Mansouri joue également un rôle diplomatique non négligeable, notamment dans le dossier libyen, et passe ainsi pour l'architecte des rencontres interlibyennes de septembre et octobre 2020. Il représente aussi le Maroc lors des débats sur le terrorisme au sein des organismes régionaux et internationaux.

Aux côtés du ministre des Affaires étrangères, Nasser Bourita, il participe à la table ronde à Genève, sous les auspices de l'ONU, qui a réuni, en décembre 2018, le Polisario, des officiels algériens et des représentants mauritaniens. Juriste de formation, puis homme de médias, il n'a pas le parcours d'un sécuritaire classique, même s'il fait un passage à l'Intérieur, en rejoignant, à la fin des années 1980, le cabinet de Driss Basri, ministre tout-puissant pendant vingt ans. Une expérience qui l'amènera à séjourner régulièrement au Sahara.

Quelques mois avant la réintégration du Maroc à l'Union africaine, en 2017, il se rend en Algérie avec Nasser Bourita, lors d'une visite inédite, où il rencontre notamment le ministre algérien des Affaires étrangères de l'époque, Abdelkader Messahel. Mohamed Yacine Mansouri incarne ainsi la double approche marocaine sur le Sahara, à la fois sécuritaire et diplomatique.

JIHÂD GILLON





Saïd Chengriha
Chef d'état-major algérien

ZINEDINE ZEBAR

Après s'être engagé l'année de ses 18 ans, en 1963, Saïd Chengriha a rapidement été envoyé en formation à l'école de Saint-Cyr Coëtquidan, en France, où il se spécialise dans les blindés. Après avoir combattu les troupes israéliennes au sein du corps expéditionnaire envoyé soutenir l'Égypte lors de la guerre du Kippour, en 1973, il complète sa formation au sein de l'Académie militaire de Vorochilov, en Union soviétique. C'est en 1992, au lendemain des insurrections liées

à l'interruption du processus électoral, que le destin de l'officier natif d'El-Kantara, dans la wilaya de Biskra, bascule. On le charge, aux côtés de son supérieur direct, Abdelaziz Medjahed, de prendre le commandement du Centre de conduite et de coordination des actions de lutte antisubversive du secteur de Bouira, au sud-est d'Alger.

Une mission suffisamment concluante pour que ses chefs décident, deux ans plus tard, de le réaffecter à son corps d'origine,

la huitième division blindée, avec une tâche importante : réfléchir à la modernisation de l'Armée de terre face aux nouvelles menaces qui émergent. Parmi celles-ci : la situation de plus en plus tendue à la frontière marocaine. Chengriha sera d'ailleurs nommé, en 2004, chef de la 3^e Région militaire de Béchar, frontalière, où il gagnera une réputation de faucon très hostile au voisin de l'Ouest.

Nommé à la tête des forces terrestres en août 2018, il est aux premières loges lorsque son supérieur direct, Ahmed Gaïd Salah, pousse à la démission le président Bouteflika et devient de facto le chef de l'État par intérim. Saïd Chengriha – ou « Tcheng », comme on le surnomme en référence à son oncle Abdelkader, ancienne figure de l'Armée de libération et des services de renseignements – n'a jamais été aussi proche du pouvoir, et, quand Gaïd Salah décède, quelques jours après l'élection d'Abdelmadjid Tebboune, c'est tout naturellement qu'il est nommé chef d'état-major par intérim. Poste auquel il a été confirmé officiellement le 3 juillet 2020.

ARAM KHARIEF

Nour-Eddine Mekri, alias « Mahfoud Polisario »

Directeur de la sécurité extérieure algérienne

Né dans les années 1950 à Mascara, dans l'ouest du pays, le général-major Nour-Eddine Mekri, alias « Mahfoud », fait partie de la génération d'officiers qui ont rejoint l'Armée nationale populaire (ANP) pour servir au sein des services de renseignements, qui s'ouvraient alors aux universitaires.

Sa maîtrise du dossier du Sahara occidental, qu'il a directement suivi à travers des séjours prolongés notamment à Tindouf (près de la frontière algéro-marocaine), lui vaut parfois le surnom de « Mahfoud Polisario ».

Dans les années 1980, il collabore étroitement avec Mohamed Seddik Benyahia, ministre des Affaires étrangères et artisan de la libération des otages américains détenus en Iran. « Mahfoud » a également dirigé l'Institut des hautes études de sécurité nationale au début des années 1990.

Sa carrière bifurque le 10 septembre 2009 lorsqu'il est nommé directeur central au ministère de la Défense nationale, chargé des relations extérieures et de la coopération.

Ce poste stratégique lui permet de nommer et de diriger l'ensemble des attachés de défense algériens en poste à l'étranger, d'assister les délégations militaires étrangères en visite en Algérie et de garder un œil sur les représentations diplomatiques dotées de bureaux militaires à Alger.

En 2015, il paie cher sa proximité avec le général Mohamed « Toufik » Mediène. Celui-ci est poussé à la retraite, le Département du renseignement et de la sécurité, qu'il dirigeait, est démantelé. Victime collatérale du conflit entre son chef et Ahmed Gaïd Salah, « Mahfoud » est limogé sans ménagement.

Sa nomination, le 20 janvier 2021, à la tête des renseignements extérieurs marque donc son retour en grâce. Il aura pour mission de rétablir des canaux de coordination plus étroits et plus efficaces entre l'appareil diplomatique, l'institution militaire et les services de renseignement extérieur. Son parcours, du moins en théorie, fait de lui l'homme idéal pour cette mission.

FARID ALILAT

En Vérité

JA pris entre deux feux



Marwane Ben Yahmed

« La création d'un climat passionnel, les insultes, non seulement entre dirigeants mais surtout entre les masses, encore sensibles au particularisme et au nationalisme, creusent un fossé qu'il sera difficile de combler. » Cette prédiction, formulée en 1964, émane du plus « marocain » des dirigeants algériens, feu Mohamed Boudiaf. Plus d'un demi-siècle plus tard, elle continue hélas de se vérifier chaque jour. Le conflit qu'entretiennent depuis des décennies les frères ennemis du Maghreb est connu de tous et s'exporte un peu partout, de la mal nommée Union du Maghreb arabe, dont les réunions ne se tiennent même plus, à l'Union africaine, théâtre naturel des passes d'armes entre Alger et Rabat, qui n'a réintégré l'institution qu'en 2017, après trente-trois années d'absence.

Cette « paix très froide », comme la décrivent les diplomates de la région, dont la traduction la plus aberrante est la fermeture d'une frontière de 1600 km depuis 1994, empoisonne la vie du continent tout entier et paralyse le Maghreb en premier lieu. Aveuglées par un ressentiment pavlovien, les élites politiques, économiques et intellectuelles des deux pays s'obstinent à perpétuer un conflit anachronique. Pis, depuis les années 2000, nous assistons à une délirante course aux armements. Équipements militaires russes pour l'Algérie, occidentaux pour le Maroc. Des investissements lourds qui seraient sans doute plus utiles ailleurs...

Cette animosité devenue au fil des lustres viscérale, comme entre chien et chat, cet inextricable écheveau de rancœur et de fiel, *Jeune Afrique* en a souvent été la victime collatérale. Notamment côté algérien, pour qui notre média devait choisir son camp. Un nœud gordien qui provoqua moult crises. Interdit pendant deux décennies de diffusion sur le territoire algérien, entre 1978 et 1998, JA a de nouveau subi les foudres des autorités il y a un peu plus de deux ans. À la fin de mars 2018, notre distributeur sur place avait alors reçu une notification du ministère de la Communication – si l'on peut l'appeler ainsi! – lui enjoignant de ne plus importer JA ni d'autres titres de Jeune Afrique Media Group (*The Africa Report*), ou proches de lui, comme *La Revue*, éditée, comme l'on sait, par Béchir Ben Yahmed, et *Afrique Magazine*, qui appartient à Ziyad Limam. Seuls une centaine d'exemplaires de JA étaient autorisés à franchir la frontière. Ils étaient destinés au gouvernement, à la présidence et à diverses institutions, qui ne pouvaient apparemment se passer de leur lecture hebdomadaire...

Oukase d'un autre temps

En creusant un peu, et même beaucoup tant il est difficile dans ce pays d'obtenir la moindre information, nous avons fini par identifier la raison de cet oukase d'un autre temps. En gros: JA serait trop négatif vis-à-vis de l'Algérie. Et, bien sûr, trop indulgent avec le voisin marocain. Une goutte d'eau a fait déborder le

vase: l'interview de Nasser Bourita, le ministre marocain des Affaires étrangères, publiée à la mi-mai de la même année (voir JA n° 2992).

Ce dernier n'y était certes pas allé de main morte avec Alger. Mais comment s'en étonner dans le climat de grande tension qui prévaut actuellement? Ce que le gouvernement algérien oublie de dire, c'est que, outre le fait que nous exerçons notre métier de la manière la plus objective possible, nous nous escrimons depuis de nombreuses années à tenter d'ouvrir nos colonnes à ses dirigeants pour leur permettre d'exprimer leur point de vue. Nous ne comptons plus les demandes d'interview adressées aux différents Premiers ministres, ministres des Affaires étrangères, responsables du Front de libération nationale (FLN) ou patrons d'entreprises publiques. Toutes sont restées lettre morte. Il fut un temps pas si lointain où, en dépit des tensions, des a priori, des soupçons ou des accès de paranoïa, certains canaux de discussion restaient ouverts. L'auteur de ces lignes peut en témoigner, qui a passé de longues heures à débattre avec les Larbi Belkheir, Ali Benflis, Ahmed Ouyahia, Abdelmalek Sellal, Abdelkader Messahel, Djamel Ould Abbes, Hachemi Djar et bien d'autres. Ces discussions furent parfois un peu animées, mais elles avaient au moins le mérite d'exister. Souvent, le supposé parti pris pro-marocain de JA dans l'affaire du Sahara occidental nous était reproché. De manière plus ou moins sibylline.



L'ancien président Abdelaziz Bouteflika et le roi Mohammed VI, à Alger, en mars 2005.

Puis la vindicte d'El-Mouradia, le palais présidentiel, s'est donc une nouvelle fois abattue sur nous dans le courant de 2018, à la fin de l'ère Bouteflika. Quand il s'est agi d'exiger avec le nouveau pouvoir la fin de l'interdiction qui nous frappait, quelques mois après l'élection d'Abdelmadjid Tebboune, pour la première fois depuis longtemps nous

pûmes enfin de nouveau échanger. Notamment avec le ministre conseiller à la présidence chargé de la communication, Belaïd Mohand Oussaïd. Ou avec le ministre de la Communication, Amar Belhimer, un ancien journaliste réputé pour son ouverture d'esprit. La nouvelle Algérie, née du déclenchement du Hirak et de la chute de la maison « Boutef », laissait augurer un retour à la normale.

Gilles de la Tourette

Quelle ne fut pas notre surprise quand, lors d'une discussion de plus d'une heure avec Oussaïd, l'essentiel du débat concernait encore et toujours le Maroc, l'ennemi juré, ses visées « colonialistes » sur le Sahara, la perfidie de ses dirigeants à la tête d'un « royaume de trafiquants », et j'en passe ! Sans oublier, évidemment, de nous reprocher notre tropisme pro-chérifien et de nous enjoindre d'ouvrir enfin les yeux. En lieu

et place du changement annoncé, au moins celui des mentalités, la même antienne obsessionnelle, énième éruption verbale anti-royaume aux allures de symptômes du syndrome de Gilles de la Tourette... Incompréhensible, alors que l'Algérie a tant de défis à relever et tellement d'autres chats à fouetter. Suicidaire, quand on sait que l'écrasante majorité de la population entend qu'on lui parle d'avenir tandis que ses dirigeants, quels qu'ils soient, s'entêtent à vivre dans le passé, préférant, dès qu'ils en ont l'occasion, s'arc-bouter sur les querelles surannées entretenues avec le Maroc ou avec la France. Nous en sommes toujours là, cinquante-sept ans après la prédiction de Boudiaf. Et pour nous, à JA, qui avons accompagné au plus près l'histoire contemporaine de ce pays à nulle autre pareille, et ce dès la guerre de libération, c'est un véritable crève-cœur... [JA](#)

**LA NOUVELLE
ALGÉRIE, NÉE DU
DÉCLENCHEMENT
DU HIRAK ET DE LA
CHUTE DE LA MAISON
« BOUTEF », LAISSAIT
AUGURER UN RETOUR
À LA NORMALE. LAS!**

Les clés du développement



Faure Gnassingbé, président de la République du Togo.

Le Togo a ouvert ces dernières années un grand chantier de réformes et d'innovations dans différents secteurs économiques et sociaux. Il a comme objectif de transformer structurellement l'économie du pays, créer des emplois, lutter contre la pauvreté et accélérer la modernisation, une stratégie de croissance pour un développement inclusif.

Le Togo s'est révélé un des meilleurs réformateurs du continent dans les secteurs porteurs de croissance avec des impacts significatifs sur la vie des populations. En effet, selon le dernier classement de la Millenium Challenge Corporation (MCC), le Togo a réalisé des progrès exceptionnels en mettant au vert la majorité des indicateurs, avec au moins un indicateur dans chaque catégorie. Au total, le pays a validé 15 indicateurs sur 20 en 2021, contre 7 indicateurs sur 20 en 2015. Avec ce score, le pays se positionne au deuxième rang des pays les plus réformateurs dans la zone Afrique.

Ce nouveau classement confirme les performances exceptionnelles du Togo dans le rapport *Doing Business 2020* de la Banque mondiale où le pays a occupé le premier rang en Afrique et le troisième dans le monde pour les différentes réformes dans l'amélioration du climat des affaires.

Plus que jamais attractif aux investissements privés nationaux et étrangers

Pour attirer le plus d'investisseurs possibles, le Togo a de nombreux atouts à faire valoir. Il peut compter sur sa position géostratégique, qui lui permet de desservir l'ensemble des pays de l'hinterland. En effet le Togo est, selon la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), l'un des cinq pays africains les mieux connectés par voies maritimes. Il dispose en effet de l'un des seuls ports en eau profonde de la côte ouest-africaine, qui plus est très performant et compétitif, puisqu'il traite près de 1,4 million de conteneurs chaque année.

En plus d'être un hub logistique, le pays joue également le rôle de plateforme financière, grâce à la présence de grandes institutions bancaires installées à Lomé et bénéficiant du climat de stabilité politique.



Industries plastiques de Tsévié.

Enfin, le pays est très présent sur la scène internationale, avec notamment un accès privilégié aux grands marchés commerciaux, comme celui des États-Unis, avec les accords de l'African Growth and Opportunity Act (Agoa), de l'Europe, qui accorde au pays un régime préférentiel dans le cadre des accords ACP – UE. Le Togo est également signataire des accords de libre-échange négociés au sein de la Cedeao.

Les réformes opérées ont facilité la promotion de l'investissement privé national et international, faisant ainsi du Togo la première destination africaine de nouveaux projets d'Investissement Direct Etranger (IDE).

En 2020, le pays a remporté 11 projets d'investissements nouveaux contre seulement 2 pour l'ensemble de l'année 2018, soit la plus forte croissance du nombre de projets greenfield dans tous les pays africains. Le pic précédent était de 7 projets, remportés en 2013.

La majorité de cet investissement vient du double partenariat signé début novembre 2019 avec le groupe nigérian Dangote, pour la construction d'une usine de traitement de phosphate à hauteur de 2 milliards de dollars US et d'une usine de fabrication de ciment d'une valeur de 60 millions de dollars US.

La feuille de route du gouvernement ouvre de nouvelles perspectives pour les années à venir dans

l'intérêt exclusif de la population qui constitue la priorité des actions gouvernementales. L'accent est mis sur le renforcement de l'inclusion et l'harmonie sociales et la consolidation de la paix, la dynamisation de la création d'emplois en s'appuyant sur les forces de l'économie, et la modernisation du pays ainsi que le renforcement de ses structures.

Pour assurer le bien-être social de la population, la construction de logements en zones urbaines, un vaste projet d'électrification rurale, l'aménagement de dix villes secondaires sur le territoire, ou encore l'installation d'un système d'identification biométrique national sont programmés.

Les premières décisions du gouvernement donnent déjà des résultats encourageants au profit des couches sociales.

Assurance universelle pour tous

Les autorités togolaises s'emploient à faciliter davantage l'accès aux soins de santé essentiels à toutes les catégories socio-professionnelles à travers un processus d'adoption d'une loi sur l'assurance maladie universelle.

Cette nouvelle disposition vise à étendre à tous les Togolais le régime obligatoire d'assurance maladie, qui était réservé aux agents publics et géré par l'Institut national d'assurance maladie (INAM) depuis 2012. L'objectif est de réduire de plus de 80 % la part du coût des soins de santé supportés par les ménages.



Scolarisation de la petite enfance.

C'est un système cohérent et intégré d'assurance maladie universelle qui prendra en compte de nouveaux acteurs à savoir les travailleurs régis par le code du travail, les acteurs de l'économie informelle et agricole, les indépendants, les bénéficiaires de pensions et de rentes ainsi que les personnes indigentes, vulnérables ou démunies.

Solidarité 100 % digital

Le système de digitalisation mis en place par le gouvernement a été bénéfique aux couches vulnérables avec particulièrement le dispositif de transferts monétaires dans le cadre des filets sociaux. 600 000 personnes, dont 65 % de femmes ont bénéficié de ce programme et près de 550 000 uniquement dans le Grand Lomé pour répondre à la mesure de confinement. Le budget global affecté à ces filets sociaux est estimé à 11 milliards de F CFA.

La gestion de la riposte à la pandémie à Coronavirus a été jugée efficace et reconnue par les partenaires bilatéraux et multilatéraux dans la prise en charge des malades et surtout le programme novateur d'aide sociale par transfert monétaire dénommé « Novissi ».

« Novissi », est un mot qui signifie « solidarité » en langue éwé parlée au sud du Togo. L'inscription sur ce dispositif 100 % digital, tout comme le versement des prestations sur un porte-monnaie électronique, se font sur smartphone.

Premières concernées parce qu'elles sont plus nombreuses à travailler dans le secteur informel, les femmes ont touché une allocation mensuelle d'un montant de 12 250 F CFA légèrement supérieure



Inclusion financière FNFI.

à celle des hommes qui est 10 500 F CFA. Au total 1 394 237 togolais ont bénéficié d'un montant global estimé à 11 668 153 500 F CFA distribué via le Fonds de solidarité nationale et de relance économique, abondé par l'État et ses partenaires au développement et des dons privés.

Cette opération a été rendue possible avec la mise à contribution des opérateurs de téléphonie mobile Togocom (T-Money) et Atlantique Télécom (Flooz). Aujourd'hui, avec la réduction des coûts d'appel sur les deux réseaux grâce à l'intervention de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP), l'expérience sera beaucoup plus performante et plus abordable. Cette démarche

CHIFFRES CLÉS



Superficie
56 790 km²



Capitale
Lomé



Monnaie
F CFA



Population
7,8 millions d'habitants



Croissance démographique
annuelle **2,7 %**



Produit intérieur brut
(PIB - en prix courants)
4,79 milliards \$



Croissance
du PIB
5 %



Répartition
du PIB
Primaire 47 %
Secondaire 19 %
Tertiaire 34 %

de l'ARCEP qui mérite d'être saluée et encouragée, renforcera le mécanisme de digitalisation monétique ainsi que les formalités et procédures dans les domaines des services publics et sociaux de base.

Guichet unique et gestion électronique

Les réformes opérées dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires ont introduit la dématérialisation des formalités de création des entreprises, le guichet unique foncier et la gestion électronique des dossiers au Tribunal de commerce ; tout ceci en application d'un nouveau code des investissements.

En rapport avec le programme de modernisation de la justice, la délivrance du casier judiciaire sera totalement dématérialisée d'ici avril 2021.



Le président Faure Gnassingbé remet un chèque aux jeunes de Tchamba dans le cadre de l'Agro-business MIFA.

L'agro-industrie Bio un levier de développement

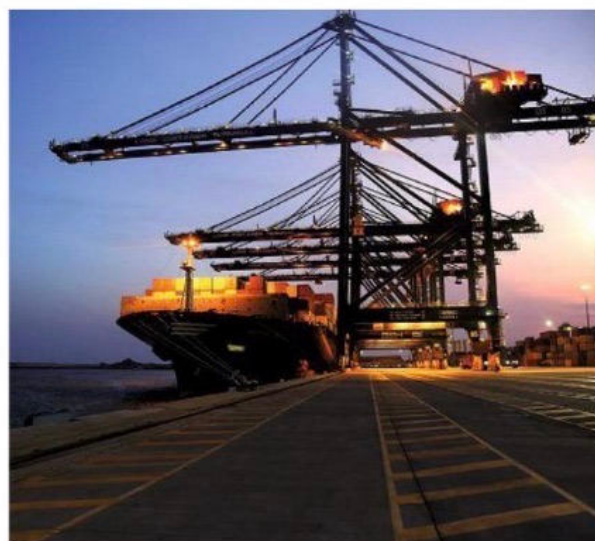
Dans le programme d'action du gouvernement, un accent particulier est mis sur l'agro-industrie avec la production et la transformation localement des produits bio dont les premiers résultats portent sur les fruits tropicaux, les tourteaux, le soja et le sucre. Entre 2018 et 2019, le volume d'exportations des produits bio togolais vers l'Union Européenne a connu une augmentation considérable, passant de 22 000 tonnes à 45 000 tonnes, soit un taux de progression de 102 %. Selon le Rapport 2019 de

la Commission européenne sur les importations de produits agroalimentaires, publié le 4 juin 2020, le Togo occupe le 2^e rang au plan africain, et garde sa première place au niveau sous-régional.

Des investissements dans le domaine portuaire qui portent leurs fruits

Dans le Plan national de développement (PND 2018-2022), le gouvernement s'est engagé à faire du pays un hub de premier ordre dans la sous-région avec à la clé le développement d'une chaîne logistique et de transport autour du Port autonome de Lomé, en l'intégrant à un réseau de transport renoué pour améliorer sa compétitivité. Dans la même veine, il est prévu la construction d'une voie express Lomé-Cinkassé dénommée « l'Autoroute de l'Unité », projet gigantesque de 700 km qui serait réalisé en partenariat avec le groupe singapourien Olam et l'AFC (Africa Finance Corporation).

Tous ces efforts se sont révélés payants dans le domaine portuaire. Suivant le classement 2019 des Ports à conteneurs en Afrique effectué par « Lloyd's List » et « Container Management », le Togo occupe la 5^e place au plan continental et la première dans la sous-région ouest-africaine, avec 1,5 million d'Equivalents Vingt Pieds (EVP).



Le port, poumon économique du pays.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Lors d'un meeting
du Parti démocratique
de Côte d'Ivoire,
à Yamoussoukro,
le 19 octobre 2019.

SIA KAMBOU/APP

CÔTE D'IVOIRE

Bédié, stop ou encore?

UN ESPRIT

Malgré l'échec de sa stratégie à la présidentielle de 2020, le vieux chef, imperméable aux critiques, refuse de lâcher les rênes du PDCI. Au risque de voir les jeunes le désert.

VINCENT DUHEM, À ABIDJAN

Àbientôt 87 ans, Henri Konan Bédié (HKB) a une vie bien réglée. Tous les ans, lorsque l'été pointe le bout de son nez sur les rives du Vieux Continent, il s'envole pour la France. Son programme n'y est pas bien différent d'une année sur l'autre : profiter de son appartement du 16^e arrondissement de Paris, accompagner de temps en temps Henriette, son épouse, en thalassothérapie au Sofitel Quiberon, en Bretagne, rendre visite à de vieux amis dans le Sud-Ouest.

Casanier, l'ancien président est avant tout un homme du terroir. En Côte d'Ivoire, il fuit le brouhaha d'Abidjan à la première occasion, direction Daoukro, dont il aime le calme et où il possède de vastes plantations. Cette petite ville de 70 000 habitants devient alors le centre névralgique du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI). Ses cadres défilent les uns après les autres à la résidence du chef. Bédié y convoque de grandes réunions, réquisitionnant lorsqu'il le faut l'un des hôtels de la ville, faisant déplacer des dizaines de journalistes.

Mais, depuis un peu moins d'un an, l'ancien président a vu son quotidien quelque peu bouleversé. La pandémie de Covid-19 et les soubresauts de la vie politique ivoirienne l'ont d'abord contraint à renoncer à son traditionnel séjour hexagonal. Et puis, voilà bientôt six mois que, cloîtré à Abidjan, il n'a plus mis les pieds à Daoukro.

Dans la capitale économique, il habite une villa que lui a octroyée l'État en sa qualité d'ancien président, dans le quartier cossu de Cocody Ambassade. Une demeure de plain-pied, sans éclat, protégée par un haut mur d'enceinte et divisée en deux. D'un côté, ses bureaux ; de l'autre, ses quartiers privés au sol de marbre blanc. Ses voisins sont riches ou ont des titres prestigieux : l'ancien président burkinabè Blaise Compaoré, les ambassadeurs de France et de Grande-Bretagne.

Décor aristocratique

C'est dans ce décor aristocratique que s'est joué, le 3 novembre dernier, l'un des épisodes marquants de l'après-élection présidentielle. Ce jour-là, à la mi-journée, des unités d'élite de la gendarmerie et de la Garde républicaine prennent position autour de la résidence de l'ancien chef de l'État. Quelques heures plus tard, une vingtaine de personnes y sont arrêtées.

Cette réaction des autorités fait suite au refus de Pascal Affi N'Guessan et d'Henri Konan Bédié de prendre part au scrutin du 31 octobre, où ils avaient laissé Kouadio Konan Bertin être le seul candidat face à Alassane Ouattara (ADO). Encouragés par l'ensemble de l'opposition, les deux hommes avaient appelé à la désobéissance civile, et de violents incidents avaient émaillé l'élection, dont ils refusaient de reconnaître la légalité. Convaincus que le pouvoir de Ouattara était fragilisé, ils avaient dans la foulée annoncé la création d'un Conseil national de transition (CNT), dont Bédié devait prendre la tête.

Mais, au lendemain du 3 novembre, c'en est fini du CNT et, avec lui, des espoirs de Bédié. Ce scrutin devait être son dernier combat. L'unique occasion de prendre sa revanche sur l'Histoire et de retrouver ce que Félix Houphouët-Boigny lui avait légué :

le pouvoir. Le duel de HKB avec Alassane Ouattara aura tourné court. Son programme de société n'a jamais été rendu public. Le site hkb2020.com, dont le nom de domaine avait été acheté plusieurs mois avant que sa candidature soit officialisée, n'a jamais vu le jour. Sur sa page d'accueil, toujours accessible, le visage du Sphinx de Daoukro apparaît, peint à l'aquarelle. À l'arrière-plan, on reconnaît le stade Félix-Houphouët-Boigny. « *Coming soon* », peut-on lire en lettres blanches et vertes – les couleurs du PDCI.

Ni amertume ni regret

Cette rocambolesque séquence électorale n'a fait qu'épaissir le mystère qui entoure Henri Konan Bédié, cet homme qui a tout fait et tout connu mais que personne ne semble vraiment comprendre. Quelle était sa stratégie ? En avait-il vraiment une ? Jusqu'au bout, le président du PDCI est resté ambigu dans ses propos, quand il ne s'est pas muré dans un incompréhensible silence. Comme s'il ne voulait rien décider ou rien n'avoir à assumer.

Quatre mois après le scrutin, le PDCI est toujours groggy, en plein doute. Ses finances ne sont pas au beau fixe. Pour nombre de ses cadres, le résultat de l'élection présidentielle s'apparente à une débâcle. « Sa stratégie a été un échec. Mais la vigueur de la désobéissance civile dans le V baoulé et la faible participation dans certaines zones du sud du pays montrent que le parti peut encore s'appuyer sur un socle solide pour se reconstruire », nuance l'historien Arthur Banga.

L'épisode n'a pas été sans conséquences pour Bédié et son entourage. Touchée par le Covid-19, son épouse a été profondément marquée par la descente des forces de l'ordre à leur domicile, le 3 novembre 2020. « Elle est fatiguée et désabusée. Elle aimerait que son mari se retire de la vie politique », explique l'un de ses confidents.

Deux pions essentiels du système Bédié, Maurice Kakou Guikahué et Narcisse N'dri, ont eu maille à partir avec la justice. Finalement remis en liberté conditionnelle, le premier, secrétaire exécutif du parti, a repris ses fonctions le 11 février. Mais il doit désormais partager l'affiche avec Niamkey Koffi, à qui revient la charge de coordonner les élections législatives du 6 mars. Ancien directeur de cabinet de Bédié, dont il a toujours été proche

« HENRIETTE EST FATIGUÉE, DÉSABUSÉE. ELLE AIMERAIT QUE SON MARI SE RETIRE DE LA VIE POLITIQUE », EXPLIQUE L'UN DE SES CONFIDENTS.



intellectuellement, Koffi faisait jusque-là office de plume et parfois de porte-parole. Narcisse N'dri est, lui, toujours en détention. Selon nos sources, les autorités lui reprochent d'avoir joué un rôle central dans le financement et l'organisation du mouvement de désobéissance civile. Pour le remplacer, Bédié a nommé Bernard Ehouman, qui n'est autre que le trésorier de Servir, l'ONG d'Henriette.

Incontournable auprès de Bédié depuis des années, Djénébou Zongo, la directrice de la communication du PDCI, a, de son côté, été remerciée par son patron au lendemain de l'élection, sous la pression de certains cadres qui l'accusent d'avoir transmis au régime des informations confidentielles sur la stratégie du parti – accusations qu'elle conteste avec vigueur. Le 3 novembre, elle avait échappé de peu à une arrestation, grâce à l'intervention du général Ouassénan Koné. Depuis, elle a changé de numéro de téléphone et vit très discrètement à Abidjan. « C'est l'heure de la chasse aux sorcières et des règlements de comptes », commente un intime de la maison Bédié.

Malgré cela, l'ancien président continue de gérer le parti comme s'il ne s'était rien passé. « On ne sent pas chez lui de la déception ou de l'amertume. Il n'a aucun regret. Il se dit qu'il a fait ce qu'il fallait, qu'il s'est battu jusqu'au bout. Il a cru que la communauté internationale forcerait Ouattara à faire des concessions et a sous-estimé la capacité du dispositif sécuritaire du chef de l'État à étouffer toute contestation », observe l'un de ses proches.



KAMBOU SIWAFF

« Il est toujours dans le déni, dans le refus du troisième mandat [d'ADO]. Il ne veut pas reconnaître sa défaite. Son discours du 31 décembre a ruiné les derniers espoirs d'une nouvelle rencontre avec Alassane Ouattara », estime une personnalité impliquée dans la médiation entre les deux anciens alliés. « Bédié sort fragilisé par cette séquence. En interne, ça bouillonne. Personne n'est satisfait de cette gestion, mais il ne mesure pas l'étendue du mécontentement. Pour le moment, personne ne l'exprime publiquement, car la priorité, ce sont les élections législatives », ajoute un quadra du parti.

Poids électoral

Si la participation à ces élections locales n'a pas fait l'objet de grands débats – la majorité des cadres et élus du mouvement y étant favorable –, elle a créé une forme d'incompréhension chez certains militants. « Difficile d'y voir une cohérence avec notre stratégie lors de la présidentielle. On se demande si cela valait le coup de mettre nos vies en danger », s'interroge un responsable des jeunes du parti. Selon nos sources, Bédié est conscient que cette décision a pu paraître incohérente, mais il a jugé qu'il n'avait pas d'autre choix, à moins de risquer de voir son parti se fissurer encore un peu plus. « Nous savons ce que représente le pouvoir législatif et ce que coûte la politique de la chaise vide. Ce qui est en jeu, c'est la survie du PDCI », précise un conseiller de l'ex-président.

Après avoir pris la tête d'une large coalition de l'opposition avant la présidentielle, Bédié a,

cette fois, privilégié son alliance avec Laurent Gbagbo. Malgré certaines divergences stratégiques, les deux hommes se parlent régulièrement. Le Sphinx de Daoukro continue de faire du retour de l'ancien président l'une des conditions à une normalisation de ses relations avec ADO. Il aime à dire qu'en dehors de lui Gbagbo est le seul qui comprenne vraiment la politique ivoirienne.

Les négociations entre le PDCI et Ensemble pour la démocratie et la souveraineté (EDS) dans le cadre des législatives ont été longues, parfois difficiles. Les deux formations ont constitué un comité, incluant notamment Émile Constant Bombet, Niamien N'Goran, Rémi Allah Kouadio, Assoa Adou et Sébastien Dano Djédjé. Bédié et Gbagbo ont ensuite tranché sur les cas les plus sensibles, sans toujours parvenir à s'entendre. « Chacun a voulu faire valoir son poids électoral. Les échanges ont parfois été tendus, mais, avec plus de 80 % de candidatures communes, nous pouvons être fiers de notre alliance. Même en 2011, du temps de l'alliance avec le RDR, nous n'avions pas atteint un tel pourcentage », estime un baron du PDCI.

Nouvelles têtes

Dans les mois qui suivront, l'ancien parti unique, qui fêtera en avril ses 75 ans, organisera son 13^e congrès. Le dernier s'était tenu en 2013. Que faut-il en attendre ? « Depuis des années, Bédié ne fait que reporter les débats de fond, notamment ceux qui concernent la gouvernance du parti. La rupture avec Alassane Ouattara lui avait permis de mettre ces questions au second plan, car les enjeux étaient alors plus importants. Aujourd'hui, nous devons en parler ouvertement », juge un autre quadra du PDCI.

Beaucoup appellent de leurs vœux une vaste restructuration des instances du parti, afin d'en démocratiser le fonctionnement et de faire la part belle aux nouvelles générations. Certains ont vu d'un bon œil que, en préambule des législatives, des primaires aient été organisées dans de nombreuses localités et qu'émerge une majorité de nouvelles têtes. Ils préconisent néanmoins l'adoption de mesures fortes, comme la réinstauration d'une limite d'âge pour présider le parti. Initialement fixée à 75 ans, elle avait été supprimée par Bédié en 2013. « Le PDCI ne peut pas continuer à fonctionner de la même manière. La vieille garde doit s'ouvrir à la génération des 40-60 ans. Si ceux-ci ne voient aucun horizon devant eux,

il pourrait y avoir un exode massif. Bédié est de plus en plus contesté. Mais, comme d'habitude au PDCI, on attend de voir qui osera aller jusqu'au bout et résister à la machine interne », explique Arthur Banga.

Depuis les années 1990, avant chaque congrès du PDCI, les ambitieux qui rêvent de mettre HKB à la retraite ne manquent pas. Persuadés que leur heure a sonné, que l'échec de la stratégie du mouvement est un argument supplémentaire en leur faveur, ils ont commencé à s'organiser. Leurs noms avaient déjà été évoqués avant la présidentielle d'octobre 2020.

Crime de lèse-majesté

Les aspirations de Maurice Kakou Guikahué sont un secret de polichinelle. Secrétaire exécutif, il est considéré comme le numéro deux du parti. Une position qui lui a permis de coopter de nombreuses personnalités, mais qui a aussi provoqué des rancœurs. Sa gouvernance est critiquée par nombre de cadres et d'élus.

Très discret lors du dernier scrutin, Jean-Louis Billon se montre particulièrement actif. C'est lui qui a négocié la réouverture de la maison du parti durant les jours qui ont suivi l'arrestation d'une vingtaine de cadres, le 3 novembre. Patrice Kouame Kouadio, député de Yamoussoukro, espère lui aussi faire entendre sa voix. Avocat d'affaires aux dents longues, grand ami du Sénégalais Yérém Sow (le PDG du groupe Teyliom), il avait été le seul à tenter de s'opposer à la candidature de Bédié.

Un temps présenté comme un possible successeur de HKB, Niamien N'Goran avait été affaibli par sa défaite aux législatives de 2016 dans la circonscription de Daoukro. Il devrait tout de même jouer un rôle important dans l'après-Bédié. Enfin, Yasmina Ouegnin fait un retour remarqué dans les instances du parti. En désaccord avec HKB, la fille du fidèle ex-directeur du protocole de Félix Houphouët-Boigny avait pris ses distances avec le mouvement. Quant à Kouadio Konan Bertin, même s'il n'a pas respecté la décision de Bédié en se présentant à la présidentielle – un crime de lèse-majesté –, il garde dans un coin de sa tête l'idée de faire une OPA sur le parti.

L'histoire du PDCI ne donne pourtant pas raison à ceux qui appellent au changement. Le mouvement n'a jamais eu pour habitude de se remettre en question. Depuis la mort de Félix Houphouët-Boigny, tous ceux qui ont essayé



Portraits de Félix Houphouët-Boigny (à g.) et d'Henri Konan Bédié, à Abidjan, en juillet 2020.

**« LES MEMBRES
DU PDCI SE NOIENT
CONSTAMMENT
DANS UN VERRE
D'EAU », LÂCHE
UN DIPLOMATE EN
POSTE À ABIDJAN.**

d'ouvrir un débat sur la gouvernance de Bédié ont dû soit se résigner, soit s'éloigner. Les années passent, et la plus vieille formation politique de Côte d'Ivoire n'arrive pas à se départir de son fonctionnement parfois archaïque, où prédomine la culture akan et où l'on n'ose pas aborder la succession du chef tant que celui-ci ne l'a pas fait de son propre gré.

Bédié a toujours profité de cette tradition pour, peu à peu, asseoir son autorité. « On a l'impression que ses membres se noient constamment dans un verre d'eau. Personne ne veut être celui qui aura tué le père. Le risque, en cas de mauvais résultats aux législatives, c'est que quelqu'un ramasse le parti à la petite cuillère », commente un diplomate en poste à Abidjan.

Comme Ouattara et Gbagbo dans leurs camps respectifs, Bédié demeure l'indéboulonnable figure tutélaire du PDCI. Selon plusieurs sources, l'intéressé ne compte pas pour le moment laisser sa place à la tête du mouvement. Il pourrait toutefois en remodeler le secrétariat exécutif. « Il n'a d'autre choix que de préparer l'avenir, de commencer à organiser le parti. Le problème, c'est qu'aucune personnalité ne se détache. Thierry Tanoh et Tidjane Thiam semblent battre en retraite. Billon manque encore de constance. Charles Konan Banny, Ouassénan ou Bombet sont trop vieux. Guikahué s'est fait trop d'ennemis. Et puis, qui est prêt à injecter 1 milliard de F CFA dans le parti tous les ans, comme le fait HKB depuis deux décennies ? » conclut un proche du couple Bédié. **TA**

Douala et Yaoundé, sœurs ennemies

Entre la capitale économique et la capitale politique, on n'est plus très loin de l'antagonisme. D'un côté, des entrepreneurs, de l'autre, des fonctionnaires, qui n'ont pas la même vision du pays et se détestent parfois cordialement. Ambiance...

GEORGES DOUGUELI

Une escale à Yaoundé ? Rien de tel pour déclencher un concert de « tchips » chez les Camerounais en partance pour l'étranger. Et, lorsque les compagnies aériennes font le trajet inverse, la cabine fait aussi la grimace. Marquer un arrêt à Yaoundé n'enchant pas les Doualais. C'est ainsi, les deux métropoles se détestent cordialement. Capitale économique contre capitale politique, périphérie contre centre... Deux villes et, en quelque sorte, deux pays, qui ne supportent pas leurs différences culturelles, morphologiques, et même météorologiques.

À Douala, on moque le mauvais goût de ces fonctionnaires guindés, en costume-cravate, leurs narines exhalant l'omniprésente poussière rouge qui enlaidit la capitale... À l'inverse, pour rien au monde les habitants de la ville aux sept collines n'iraient vivre dans la chaleur poisseuse du littoral.

Cette rivalité n'avait rien de bien méchant tant qu'il ne s'agissait que de clichés. Elle prend des allures de fracture à mesure que le pays s'enfonce dans un psychodrame existentiel dû aux tensions politiques et à la crise anglophone.

Distantes de 218 kilomètres seulement, les deux villes n'ont jamais été aussi éloignées. Depuis le déraillement mortel, en octobre 2016, d'un convoi de voyageurs à Eseka (Centre), le train qui relie le port à la capitale ne transporte plus que des marchandises. Handicapée par une

dette colossale et par un management contesté, la compagnie nationale, Camair-Co, ne parvient plus à faire voler ses avions. Pour assurer les liaisons quotidiennes entre les deux villes, elle en est réduite à affréter un Boeing ukrainien.

Reste la route... Pompeusement baptisée « axe lourd », cette départementale sinueuse, à l'asphalte dégradé par un trafic de camions desservant à la fois l'hinterland, le Tchad et la Centrafrique, est une tueuse silencieuse et insatiable. Un cauchemar pour les Camerounais, qui lui paient un tribut annuel de près de un millier de morts. Le gouver-

**POUR RIEN AU MONDE
LES HABITANTS DE LA
VILLE AUX SEPT COLLINES
N'IRAIENT VIVRE DANS
LA CHALEUR POISSEUSE
DU LITTORAL.**

nement a bien tenté de la remplacer par une autoroute. Il s'est tourné vers la Chine, qui a accepté de financer le projet. Mais, sur les 196 kilomètres de route, seuls 60 ont été réalisés. Les travaux, qui avaient démarré en 2014, étaient censés être achevés en deux ans. Sept ans plus tard, il n'y a toujours pas d'autoroute !

« Tous ces projets sont à l'arrêt en raison de la corruption qui règne à

Yaoundé, dénonce un journaliste d'un quotidien sis à Douala. Ces fonctionnaires n'éprouvent aucun sentiment de culpabilité quand ils retardent notre pays en ponctionnant l'argent public. Ceux qui ont fait le serment de protéger le bien commun et de servir l'État ne pensent qu'à s'enrichir au détriment de celui-ci. Dans quel pays sérieux des inspecteurs des impôts sont-ils plus riches que des chefs d'entreprise ? » poursuit le journaliste.

C'est la faute de L'École nationale d'administration et de magistrature (Enam), ce moule de l'élite administrative « conçu pour servir le président au lieu de servir le peuple » selon Joshua Osih, député de Douala sous l'étiquette du Social Democratic Front (SDF), qui jure de supprimer cette école s'il est élu président de la République.

Boom immobilier

« Avec 35,1 % des entreprises du Cameroun, Douala est le principal centre industriel du pays et de la Cémac », précise l'économiste Jean-Roger Essombe Edimo. On s'y lève tôt pour créer de la richesse. Un boom immobilier transfigure la ville, les unes après les autres les grandes enseignes de l'hôtellerie ouvrent des établissements, la grande distribution inaugure des *malls*...

Après des études en Europe, Gabriel Fopa est rentré à Douala pour fonder une entreprise de services informatiques. Il l'a développée au point de racheter ensuite la filiale d'une multinationale. Ce Doualais ne quitterait pour rien au monde la ville de son cœur : « À Douala, on crée le temps. À Yaoundé, on le subit, on le consomme. Là-bas, on fait croire à la jeunesse que la réussite passe par le concours de l'Enam et que la fonction publique est un horizon indépassable. Or nous sommes dans une économie capitaliste, il faut créer de la valeur pour véritablement réussir », explique-t-il.

Dans son acception « doualienne », le capitalisme est une ruche qui bourdonne dès 5 heures du matin. Dans les bureaux du boulevard de →



MABOUP

Le quartier des ministères, à Yaoundé.

→ la Liberté, dans le quartier des affaires d'Akwa, et au sein des usines de Bonabéri, on crée et on produit, avec, pour seul credo, le résultat. Les cadres misent toute leur carrière sur leurs compétences techniques. Tous entonnent l'éloge de la technocratie, qui relève de l'action, par opposition à la politique, qui, elle, relève du verbe et de la communication (entendez : « du vent... »).

Arrogance

Les « technos » de Douala apprécient peu leurs compatriotes du quartier des ministères, à Yaoundé. « Ils vous donnent rendez-vous, puis vous reçoivent avec deux heures de retard », se plaint un prestataire de l'État. Les premiers reprochent aux seconds d'être incapables de s'adapter aux bouleversements économiques, de ne pas se soucier de la fragilité des entreprises, de ne pas comprendre grand-chose à la marche du monde. « Pour soumissionner à un

appel d'offres, il faut une dizaine de signatures. Pourquoi le gouvernement ne fait-il rien pour améliorer le climat des affaires ? » poursuit le même prestataire.

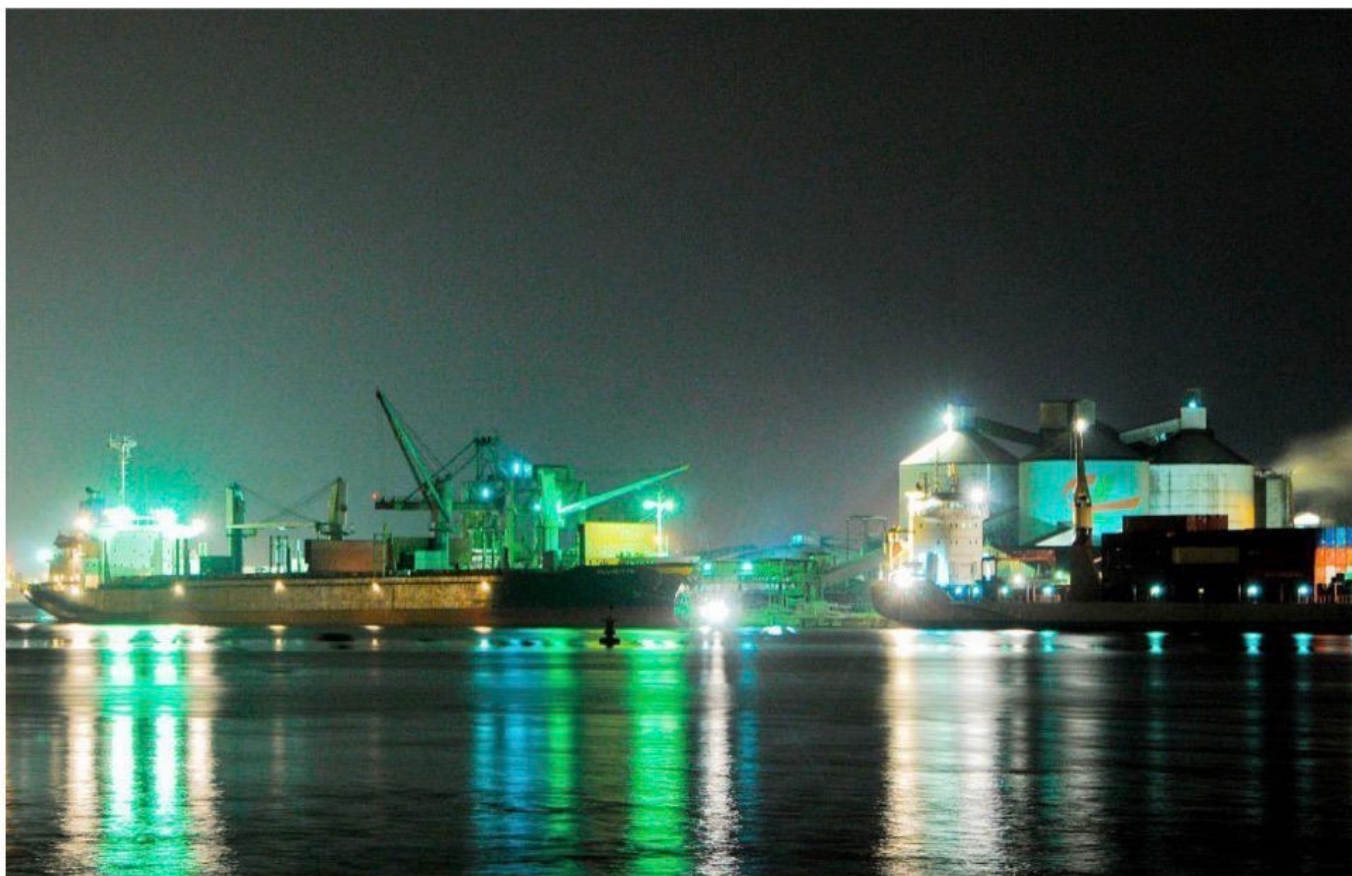
Le dénigrement des fonctionnaires et des responsables politiques répond à l'arrogance des agents publics (ou inversement). Les relations orageuses entre dirigeants d'entreprise et administration fiscale tirent en partie leur origine de ce contexte. « La direction générale des impôts a une conception punitive de la fiscalité », dénonce Célestin Tawamba, président récemment réélu du Groupement interpatronal du Cameroun (le Gicam, sis à Bonanjo, à Douala), qui rassemble plus de 1000 entreprises du pays.

Au lieu d'être taxés sur le chiffre d'affaires de leurs sociétés, les patrons demandent en vain, depuis des années, à être prélevés sur leurs bénéfices. Personne, à Yaoundé, ne les écoute. Retranché dans sa tour de verre et

d'aluminium inaugurée il y a peu dans le centre-ville de Yaoundé, Modeste Mopa Fatoing, le directeur général des impôts, « limite les contacts pour ne pas se compromettre », expliquent ses proches. « Pour ces fonctionnaires, les entrepreneurs sont tous des fraudeurs en puissance », soupire un patron de PME.

Méfiance et stigmatisation territoriale ont conduit les sphères politique et économique à une fracture correspondant à celle qui sépare les deux plus grandes villes du pays. Au cours de la dernière campagne

**QUARTIER D'AKWA,
USINES DE BONABÉRI...
LA RUCHE BOURDONNE
DÈS 5 HEURES DU MATIN.
AVEC UN SEUL CREDO :
LE RÉSULTAT.**



Le port de Douala.

RENAUD VAN DER MEER/VEDJ

présidentielle, aucun homme d'affaires ou dirigeant d'entreprise n'a pris la parole pour soutenir un candidat, quel qu'il soit. Durant la même période, la Direction générale des impôts a lancé des contrôles fiscaux, sorte d'épée de Damoclès pesant sur la tête des patrons doualais qui auraient pu s'aventurer à financer l'opposition.

Depuis la pendaison, en août 1914, du chef Rudolph Douala Manga Bell par le colonisateur allemand, Douala a une réputation de ville rebelle. En avril 1960, Ahmadou Ahidjo ordonna un raid au napalm qui réduisit le marché Congo en cendres et ses opposants au silence. Dans les années 1990, Paul Biya y fit bastonner ses opposants avant de découvrir les vertus de l'arme fiscale pour « tenir » les patrons récalcitrants.

Ceux-ci n'entendent pourtant pas se taire. Le « Livre blanc de l'économie camerounaise », publié en novembre 2020, est un « droit d'ingérence que s'octroie le Gicam dans

le débat public », estime Francis Sanzouango, un cadre du syndicat patronal.

Jacinthe d'eau

Que la périphérie s'éloigne à ce point du centre, alors que le pays s'engage dans un processus de décentralisation, est un paradoxe. Héritière du jacobinisme colonial, la capitale veut garder le contrôle à la fois sur ceux qui font l'opinion et sur ceux qui créent les richesses.

En mars 2020, à la suite de l'élection des conseillers municipaux, Yaoundé a désigné le maire central de Douala, Roger Mbassa Ndine, un politique madré qui ne fera pas de vagues. Les conseillers régionaux, élus, eux aussi, lors de ce scrutin couplé, attendent le transfert de compétences pour se mettre au travail. Au regard de la résistance que leur opposent les ministères, ils devront se montrer patients...

L'ancien système risque de perdurer. Ainsi, la décision de construire un

pont à Douala est prise dans un bureau du ministère de la Planification, à Yaoundé. Il faut attendre le bon vouloir des fonctionnaires, même si la très invasive jacinthe d'eau assèche dangereusement le lit du Wouri, le fleuve emblématique de la ville qui est aussi le siège des divinités des peuples autochtones sawa.

Opposées sur le sens à donner à la conduite des affaires publiques, les élites des deux villes se retrouvent néanmoins au sein d'un entre-soi issu de la bourgeoisie politico-administrative et marchande du pays : lors de funérailles arrosées au champagne, de noces en grande pompe, de vols en classe affaires.

Cette cordialité n'empêche toutefois pas la rivalité entre les deux villes de dégénérer de manière récurrente en émeutes meurtrières, comme ce fut le cas en 2008. Entre Douala et Yaoundé, les différences sont une force, mais leur opposition constitue un danger pour la stabilité du Cameroun. **JA**

À l'ouverture
de son procès,
à Genève,
le 11 janvier.

A portrait of Beny Steinmetz, a middle-aged man with grey hair, wearing a dark coat over a grey scarf and a blue patterned tie. He is looking directly at the camera with a serious expression. The background is blurred, showing what appears to be an outdoor setting with stone architecture.

Beny Steinmetz

« L'Afrique, Soros et moi »

Condamné à cinq ans de prison pour corruption, l'homme d'affaires franco-israélien est engagé dans une guérilla judiciaire planétaire. Qui est ce businessman qui tutoie les puissants? JA l'a rencontré.

On imagine sans peine de riches hommes d'affaires gravir les marches de son entrée, couvertes d'un tapis écarlate. Sur les rives du lac Léman, au pied de la vieille ville de Genève, le palace Métropole semble hors du temps. Certains trouvent sa décoration surannée. D'autres louent une identité qui a peu changé depuis son inauguration, en 1854. En haut de l'escalier, un majordome accueille les rares visiteurs, tous masqués en ce 21 janvier.

Il y a quelque temps encore, banquiers et investisseurs y cherchaient la discrétion. On s'y croisait, faisant mine de ne pas se voir. On s'y épiait, surtout. Le ballet des puissants. Mais, en ces temps de pandémie, les fauteuils restent désespérément vides. Un midi sans saveur dans la capitale des secrets bancaires. Un serveur souriant tente de faire vivre l'illusion. Jus d'orange pressé, café – les deux de qualité. Nous attendons Beny Steinmetz pour pimenter le menu. Rendez-vous a été pris pour un déjeuner. Dans l'Europe de 2021, un événement.

Comme un lion en cage

La suite du Franco-Israélien, au premier étage, est modeste. Une rangée de fenêtres offre une vue sur le lac. Un canapé d'angle, une table basse... Beny Steinmetz s'assied dans le premier, pose un pied sur la seconde. Décontracté, chemise entrouverte, l'homme d'affaires au teint hâlé porte beau ses 64 ans. Il s'enquiert de notre voyage depuis Paris, en train. Lui préfère les jets privés.

Depuis deux semaines, Steinmetz s'est installé à Genève. Question de commodité : quelques centaines de mètres séparent le Métropole du palais de justice, où son procès s'est ouvert voici dix jours. Dans la salle d'audience numéro trois, l'homme d'affaires s'est défendu des accusations selon lesquelles il aurait orchestré un « pacte de corruption »

afin d'obtenir des permis miniers en Guinée, entre 2006 et 2010.

Attaquant des témoignages selon lui mensongers, il a répété qu'il n'était qu'un « conseiller » de Beny Steinmetz Group Resources (BSGR), sans pouvoir décisionnaire. Au-dessus de lui, tel un bouclier s'étendant de Guernesey aux îles Caïmans, une constellation de sociétés auxquelles il serait lié sans les diriger – il y en aurait 131, selon des sources ayant travaillé sur les Panama Papers – et une fonda-

AU-DESSUS DE LUI, TEL UN BOUCLIER S'ÉTENDANT DE GUERNESEY AUX ÎLES CAÏMANS, UNE CONSTELLATION DE 131 SOCIÉTÉS.

tion sise au Liechtenstein, Balda, dont il ne serait que le bénéficiaire.

Au premier rang d'un tribunal vidé de son public, l'ex-milliardaire (sa fortune serait descendue au-dessous de la barre du milliard de dollars en 2020, selon *Forbes*) n'a pas dévié de sa ligne. Au sommet, il y a « peut-être Dieu », mais pas lui. Entouré de trois avocats suisses, dont le ténor à la crinière blanche Marc Bonnant, il a écouté et encaissé, huit heures par jour.

Le 15 janvier, le premier coup tombe : le procureur, Yves Bertossa, requiert cinq ans d'emprisonnement. Le soir du 18, l'affaire est mise en délibéré. Le verdict étant attendu le lendemain de notre rendez-vous, Steinmetz ne se sait pas encore condamné.

Devant nous, il est comme un lion en cage. Méfiant à l'égard des journalistes, il a pourtant accepté de nous raconter son histoire. Aurait-il pu ne pas vivre dans le secret ?

Lorsqu'il s'établit en Belgique, en 1977, le jeune homme né à Netanya (à 30 km au nord de Tel-Aviv) en 1956 vient de passer trois années dans l'armée israélienne. Pas de combat, mais

une formation au sein de l'artillerie. Durant ses permissions, il se partage entre le domicile familial et la taille-rie de diamants de son père, Rubin, où travaillent ses frères aînés, Daniel et Eldad. Son service achevé, Beny a envie d'ailleurs. Élevé dans le diamant, il choisit Anvers, sa capitale. « Mon père m'a fait confiance. Il m'a laissé me jeter à l'eau. »

Rubin a lui-même fait ses gammes en Belgique, de 1928 à 1936. Sioniste convaincu, il a quitté à l'âge de 16 ans une famille polonaise très religieuse pour s'établir en Allemagne, puis à Anvers. En 1977, il ambitionne de renforcer l'industrie israélienne du diamant, qu'il a contribué à développer après son installation à Nahariya, dans l'extrême nord du futur État juif. L'entreprise qu'il y a fondée en 1948 a besoin d'un homme au cœur du réacteur, à Anvers. Son troisième fils a le profil. « Souvent, les enfants de diamantaires passent cinq ou dix ans à se former dans des taille-ries, précise Beny Steinmetz. Ça n'a pas été mon cas. J'ai appris par moi-même, en faisant des erreurs. »

Arrière-boutiques

Beny arpente Pelikaanstraat, la rue principale du quartier des diamantaires. Le yiddish y règne en maître. Le secret aussi. Là, on négocie dans les arrière-boutiques, sous le patronage de l'entreprise sud-africaine De Beers, qui domine le milieu depuis le XIX^e siècle. « Il y avait peu de sources d'approvisionnement : c'était l'Afrique, De Beers et un peu l'URSS », se souvient Beny Steinmetz.

Par l'intermédiaire de sa famille, il a déjà des relations avec le géant sud-africain dirigé par les Oppenheimer. Au fil des ans, il est devenu un as de la prospection et de la négociation. En d'autres termes, le continent africain lui tend les bras et, au milieu des années 1980, il s'envole une fois par mois pour l'Afrique du Sud.

En 1988, il y acquiert une première usine et investit dans la Protea Diamonds Company (futur →



COLLECTION PERSONNELLE/DR

L'équipe dirigeante de Steinmetz Diamond Group. En bas, de g. à dr.: Beny Steinmetz, Daniel Steinmetz (son frère aîné) et Nir Livnat.

→ Ascot Diamonds). L'odyssée de Steinmetz débute sous l'égide d'un dieu grec. Dans la mythologie, Protée possédait le don de prophétie et de métamorphose. À l'aube de la trentaine, notre diamantaire change lui aussi régulièrement de costume. Négociateur, prospecteur, ambassadeur... Alors que l'apartheid vit ses derniers jours, il navigue aux frontières du business et de la politique.

Grâce à un ami proche du Congrès national africain (ANC), Beny Steinmetz fait la connaissance de Nelson Mandela, qui vient de sortir de prison. « C'est peut-être la personne la plus impressionnante que j'aie rencontrée, se souvient-il. Il se moquait des détails du business. Ce

qui l'intéressait, c'était l'avenir de son pays. » Les deux hommes se reverront à deux ou trois reprises.

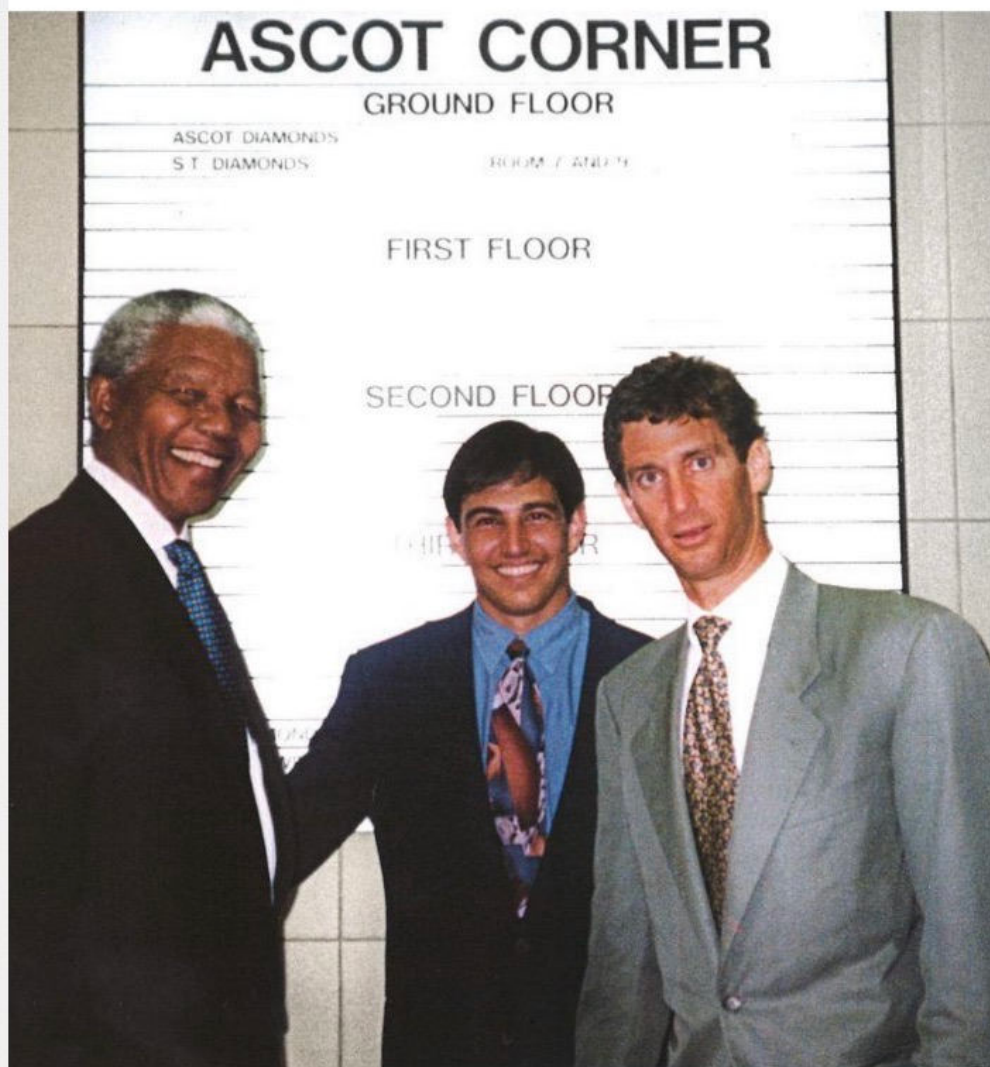
Depuis l'Afrique du Sud, Steinmetz est aux premières loges pour observer les bouleversements de l'Afrique australe. En 1990, il est invité aux cérémonies de l'indépendance de la Namibie, où il fondera Namcot Diamonds, en 2001, grâce à ses relations avec le président, Sam Nujoma. Surtout, il entre sur le marché angolais. Une vraie pépite.

Foire d'emploie

En 1977, le gouvernement angolais a signé un accord d'exploitation avec De Beers, réservant sa production à la Central Selling Organization,

contrôlée par les Sud-Africains. Le monopole prend fin en 1986. « En 1990, le président, José Eduardo dos Santos, ne voulait plus de De Beers. Il trouvait qu'elle n'investissait pas assez. Et De Beers trouvait la situation trop compliquée en raison des attaques de l'Unita [Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola], explique Steinmetz. Il fallait prendre pas mal de risques. Un matin, à Luanda, je suis sorti courir. Il devait être 6 heures, et j'ai croisé un soldat. Je ne sais pas s'il était ivre, mais il s'est mis à tirer dans ma direction. Je n'ai jamais couru aussi vite de ma vie! »

Fort de ses relations avec dos Santos, le Franco-Israélien se glisse dans la faille laissée par le géant sud-africain



De g. à dr.: Nelson Mandela, Nir Livnat et Beny Steinmetz, en Afrique du Sud, en 1993.

en établissant une coentreprise avec la société nationale Endiama. « Dos Santos n'était pas vraiment un ami, mais je l'ai un peu aidé à se rapprocher des Américains, parce qu'il comprenait que le communisme était fini », raconte-t-il.

À la fin des années 1980, Steinmetz est le plus gros exportateur de diamants du pays. Las, l'Angola devient une foire d'empoigne. « On a vu arriver de nouveaux acteurs, qui essayaient de tirer leur épingle du jeu, tantôt avec le gouvernement tantôt avec l'Unita », se souvient un protagoniste (angolais) de l'époque. Parmi eux, la canadienne DiamondWorks (DW) et sa filiale Branch Energy, associées à la société de sécurité sud-africaine Executive

Outcomes (EO), d'Eeben Barlow et de Simon Mann. Ce dernier, ancien des forces spéciales britanniques reconverti dans le mercenariat, fera plus tard la une des journaux africains pour une tentative de coup d'État en Guinée équatoriale.

« Les compagnies diamantaires déjà présentes ne voulaient pas exploiter

« POUR LES REVENUS DU DIAMANT, DOS SANTOS AVAIT L'IMPRESSION DE SE FAIRE AVOIR », EXPLIQUE UN CADRE DU MPLA.

certaines mines à cause de la guerre. Les généraux nous ont demandé d'investir afin d'inciter les autres à revenir », explique aujourd'hui Simon Mann. La manœuvre est simple : reprendre du terrain à l'Unita de Jonas Savimbi et en faire profiter une compagnie amie. « L'Angola attirait les convoitises. On a vu arriver la galaxie d'EO et, un peu plus tard, l'Israélien Lev Leviev, avec le soutien d'Isabel dos Santos », poursuit notre source en Angola.

Beny Steinmetz affirme n'avoir travaillé, à l'époque, qu'avec le gouvernement et le MPLA [Mouvement populaire de libération de l'Angola, au pouvoir]. Mais ses relations avec dos Santos vont se distendre, et d'autres vont réussir à prendre sa place.

En 2000, le gouvernement décide de rompre ses contacts avec plusieurs acheteurs, dont Steinmetz et Maurice Tempelsman, l'un de ses proches, patron de Lazare Kaplan International et donateur du Parti démocrate, aux États-Unis. « Officiellement, la raison était financière. Dos Santos estimait que l'État ne percevait pas assez de revenus du diamant. Il avait l'impression de se faire avoir », explique un ancien du MPLA. Le gouvernement décide de créer une nouvelle société avec exclusivité sur l'exportation des pierres : l'Angola Selling Corporation (Ascorp), détenue à 51 % par Endiama et à 24 % par des associés de Leviev. Le quart restant est attribué à une société suisse liée, selon des sources bancaires, à Isabel dos Santos.

Petit joyau

Grâce à sa proximité avec Moscou et avec les dos Santos, Lev Leviev, plus tard accusé d'avoir soutenu des exactions sur les populations, devient le roi du diamant angolais. Beny Steinmetz est écarté. « J'ai cessé d'aller en Angola quand le contrat avec Endiama a expiré. La politique, c'est un jour comme ça et un autre autrement », philosophe-t-il.

En 2000, il s'est déjà implanté au Botswana, deuxième producteur mondial derrière l'Australie avec 24 millions de carats – six fois plus

COLLECTION PERSONNELLE/DR

que l'Angola. Il a aussi des vues sur un plus petit joyau : la Sierra Leone, alors inexploitée en raison de la guerre qui l'ensanglante depuis 1991. « Les grosses compagnies ne voulaient pas y aller, alors de plus petites en ont profité pour se faufiler », confie un expert. Parmi elles : Branch Energy, partenaire d'EO, à qui cette dernière fournira des hélicoptères et quelque 2000 hommes pour assurer la sécurité de ses mines, en 1997.

« Comme en Angola avec l'Unita, EO a repris du terrain à la rébellion du RUF [Front révolutionnaire uni, de Foday Sankoh], et les diamantaires en ont profité, notamment Branch Energy et DiamondWorks », résume l'une de nos sources. Mais DW n'a pas l'envergure pour développer des mines de la taille de celle de Koidu, reprise aux rebelles. Elle cherche des investisseurs. « On est allés voir Beny, raconte un ancien de DW. On l'avait connu en Angola, et on savait qu'il tenait ses promesses. » En 2003, Energem (qui a succédé à DW) crée Koidu Holdings en coentreprise avec BSGR. Quatre ans plus tard, cette dernière rachète les parts de son associé et détient Koidu à 100 %.

Bolides de Formule 1

« Beny sait prendre des risques. En Sierra Leone, il a su s'appuyer sur nos relations avec les gouvernements de Valentine Strasser, Julius Maada Bio ou Ahmad Tejan Kabbah », poursuit notre ancien de DW puis d'Energem, à l'époque dirigée par Tony Teixeira, beau-frère du Congolais Jean-Pierre Bemba. « On a réussi parce qu'on était plus aventuriers, glisse Steinmetz. On a mis beaucoup d'argent et on a fait les choses bien avec les populations, à Koidu. C'était important, car la mine est quasiment dans la ville. »

**« J'AIME LES DÉFIS.
AU FOND, JE SUIS
PEUT-ÊTRE UN PETIT PEU
FOU », S'AMUSE L'ANCIEN
DIAMANTAIRE.**

« Beny est un homme qui veut faire le bien dans les pays où il travaille », confirme un partenaire d'affaires installé à Londres.

Tous ne partagent pas cet avis. À Koidu, en 2007 puis en 2012, des manifestations éclatent contre Ocea, filiale de BSGR. Bilan : quatre morts, dont Aiah Momoh, 30 ans. Sur la pierre érigée à sa mémoire, sa famille a tenu à inscrire ces mots : « Décédé lors d'une manifestation pacifique contre Koidu Holdings SA Limited pour abus des droits de la communauté par les entreprises ». Un temps menacée de se voir retirer sa licence, Ocea a échappé aux poursuites de l'État en 2016. Depuis, des habitants ont porté l'affaire devant la Cour de justice de la Cedeao, accusant le gouvernement de ne pas les avoir protégés.

Dans *The Steinmetz Diamond Story*, un livre que l'homme d'affaires a écrit et a fait imprimer à l'intention de ses proches, en 2003 (il a été réédité en

2011), aucune mention de la Sierra Leone. L'Afrique du Sud, l'Angola ou le Botswana y figurent en bonne place, comme l'actrice française Sophie Marceau, avec, à son cou, le Millennium Star : 203,4 carats taillés en 2000. Quelques pages plus loin, une Formule 1 en pierres précieuses.

En 2004, le Steinmetz Diamond Group (aujourd'hui Diacore) s'était associé à l'écurie Jaguar lors du Grand Prix de Monaco. Un diamant rose de 59 carats avait été incrusté sur le capot du monoplace de Mark Webber et sur celui de Christian Klien. C'était compter sans les aléas du sport : Klien encastrea sa voiture dans un rail de sécurité. Le joyau qui ornait le bolide ne sera pas retrouvé.

À l'époque, Steinmetz s'est déjà tourné vers d'autres activités. « Lorsque j'ai eu 40 ans, j'ai voulu m'éloigner du diamant. Sinon, j'aurais fait la même chose toute ma vie. » En 1997, il quitte la Belgique pour

Avec le président angolais
José Eduardo dos Santos,
à Luanda, en 1994.



s'installer en Israël avec son épouse française, Agnès (née Bouaziz), et leurs quatre enfants.

Au début des années 2000, il rachète la société Bateman, en Afrique du Sud, spécialisée dans les mines et la métallurgie, tandis qu'il s'est lancé dans l'immobilier, notamment en Grande-Bretagne. En RD Congo, il s'associe à un autre fils de diamantaire israélien, Dan Gertler, dans la prise de contrôle de Nikanor, plus tard vendue à Glencore dans une opération – jugée frauduleuse – qui vaut aujourd'hui à Gertler d'être sous sanctions des États-Unis. En réalité, BSGR et Steinmetz travaillent peu en RD Congo, où ils jugent la corruption trop importante et où Dan Gertler gère les affaires. Ils quittent le pays dès l'arrivée de Glencore.

« J'aime les défis. Au fond, je suis peut-être un petit peu fou », s'amuse le Franco-Israélien. Fallait-il être fou pour s'approcher de la Guinée de

« DADIS CAMARA? JE CROIS QU'IL VOULAIT LE BIEN DE SON PAYS. MAIS, À L'INVERSE DE SÉKOUBA KONATÉ, IL MANQUAIT D'EXPÉRIENCE. »

Lansana Conté? En 2005, le président guinéen est malade, et son pouvoir, fragile. Mais le vieux Soussou se sait assis sur une montagne d'or, ou plutôt de fer. Depuis huit ans qu'il a signé un accord avec le géant Rio Tinto, aucun minerai n'est cependant sorti du sol.

« Conté enrageait, raconte un témoin. Alors que la Guinée avait des ressources énormes, Rio Tinto ne développait rien. » BSGR saisit l'occasion. Aidé par des intermédiaires : Michael Noy, Frédéric Cilins et Avraham Lev Ran – qui connaissent l'Afrique de l'Ouest pour y faire de l'import-export –, le groupe prend part à deux concessions de la région du Simandou, près de Zogota.

Jambes gonflées

Très vite, les hommes de Steinmetz, qui ne jouent dans cette histoire que le rôle officiel de « conseiller », se rendent compte du potentiel. Le Sud-Africain Marc Struik, chef de la division mines de BSGR, l'estime à 3 milliards de tonnes. Seulement, Rio Tinto possède les permis sur les blocs 1, 2, 3 et 4 – les plus prometteurs. Qu'importe, il y a une occasion à saisir, en agissant auprès de Lansana Conté. Reclus, le président reçoit peu, mais Cilins a de la ressource. Avec le concours de Mamadie Touré, la quatrième épouse du chef de l'État, et du beau-frère de celle-ci, Ibrahima Sory Touré, BSGR s'immisce au cœur du pouvoir.

Au début de 2008, Beny Steinmetz se rend en Guinée pour la première fois afin d'y rencontrer le président. Ce dernier le reçoit sous un arbre, non loin d'un palais présidentiel « qui avait été bombardé » : « C'est la seule fois où je l'ai vu. Il fumait cigarette sur cigarette. Il était malade et avait les

jambes très gonflées. Je me rappelle qu'il y avait énormément de mouches et que je n'ai pas dit grand-chose. C'est surtout lui qui a parlé. Il était très mécontent des grosses compagnies qui ne faisaient rien, selon lui. »

« Cilins et BSGR ont joué à plein sur la déception qu'éprouvaient les Guinéens à l'égard de Rio Tinto. Ils se sont présentés comme ceux qui allaient réellement développer le pays, et cela a fonctionné », explique un protagoniste.

En juillet 2008, Lansana Conté prend l'une de ses dernières décisions d'envergure : les permis de Rio Tinto sur les blocs 1 et 2 sont annulés et attribués à BSGR en décembre. Quelques jours plus tard, le chef de l'État pousse son dernier soupir. En 2010, BSGR revend au brésilien Vale 51 % de ses droits pour 2,5 milliards de dollars. Quinze fois la mise de départ. Le jackpot!

La corruption a-t-elle facilité cette success-story? Mamadie Touré a-t-elle été rémunérée par BSGR pour l'introduire auprès de Conté? Elle-même a reconnu avoir perçu environ 10 millions de dollars. L'entreprise et Beny Steinmetz ont-ils profité d'un pacte de corruption? L'intéressé le nie. « Touré [réfugiée aux États-Unis depuis un accord passé avec la justice américaine] a menti. Si elle était venue au procès, à Genève, chacun s'en serait rendu compte. Notre tragédie, c'est notre succès. Ce que BSGR voulait faire en Guinée était trop ambitieux. »

Jusqu'en 2010, Steinmetz rencontre Moussa Dadis Camara, puis Sékouba Konaté, successeurs de Conté. Il explique qu'il faut faire sortir le fer par le Liberia et non par la Guinée. Il propose en contrepartie de construire une ligne ferroviaire reliant Conakry à Kankan et destinée au transport de voyageurs. « Cela aurait coûté environ 1 milliard de dollars », précise-t-il.

Steinmetz se souvient des rendez-vous avec Dadis Camara, « toujours vers 3 ou 4 heures du matin ». « Je crois qu'il voulait le bien du pays. Était-il un bon président? Il n'avait sans doute pas les connaissances et l'expérience, →



COLLECTION PERSONNELLE D'OR



RIO TINTO

Les installations minières de Rio Tinto, dans le Simandou, en Guinée.

→ contrairement à Konaté, qui était plus âgé, dit-il. Notre projet aurait été profitable à la Guinée. Dix ans plus tard, pas un gramme de fer n'est sorti du pays et pas un kilomètre de rail n'a été construit. Si nous avions continué, avec Vale, nous aurions déjà exporté 80 millions de tonnes et triplé le PIB. Mais George Soros a tout stoppé. »

Au début de 2011, deux mois après avoir été élu, Alpha Condé déclenche les hostilités. Pour le président, et selon les informations que lui ont transmis les réseaux du milliardaire américain George Soros, dont il est proche, le groupe Steinmetz a acquis ses permis grâce à la corruption. « Il a exigé que BSGR paie 1,25 milliard de dollars [à l'État guinéen] pour maintenir ses droits, raconte un avocat de la société. C'était une taxe d'extorsion. Et lorsque BSGR a refusé, Soros est intervenu. »

« BSGR m'a demandé conseil, et j'ai dit qu'on ne devrait pas payer. C'est là que les problèmes ont commencé », soutient Beny Steinmetz, qui rencontrera deux fois Alpha Condé, sans parvenir à un accord. « Soros a alors eu l'idée de monter un comité technique, prétendument pour

analyser toutes les licences. Mais ils n'ont fait qu'un seul (faux) contrôle, sur BSGR », assure-t-il encore, avant de conclure : « Toute cette histoire de corruption en Guinée, c'est une machination. »

Spaghettis sauce tomate

Dans sa suite genevoise, alors que les plats de notre déjeuner arrivent après une heure et trente minutes d'attente, Beny Steinmetz brandit les documents qui le hantent depuis 2014. Cette année-là, BSGR se voyait retirer par la Guinée ses droits sur les blocs du Simandou, tandis que Vale se retournait contre elle et l'attaquait en justice pour lui avoir dissimulé des faits de corruption.

Entre les mains de Beny Steinmetz, en format A3 et en couleur, le « système Soros », fait d'ONG, de cabinets et de fondations. Engagé dans un bras de fer judiciaire, il consacre aujourd'hui une bonne partie de son temps à son combat contre le milliardaire américain (*lire encadré ci-contre*). « Il n'y a pas de conciliation possible », tranche-t-il.

Il se réjouit toutefois d'avoir « fait la paix » avec Alpha Condé, avec l'aide

de Hamed Bakayoko, aujourd'hui Premier ministre de Côte d'Ivoire, et de Nicolas Sarkozy, avec qui il s'est lié d'amitié en 2013 lorsque le Français a été fait docteur honoris causa de l'université de Netanya – la ville d'enfance de l'homme d'affaires. En 2019, BSGR, qui avait contesté son éviction de Simandou, a en effet accepté de renoncer à récupérer ses permis en échange d'un abandon des poursuites en Guinée – un accord qui n'a pas été définitivement validé par son conseil d'administration.

« Je crois qu'Alpha Condé s'est rendu compte qu'il avait fait une erreur en écoutant Soros et que ceux qui ont perdu le plus dans cette affaire ce sont les Guinéens, espère Steinmetz. Il fallait faire la paix. Même si BSGR avait fini par gagner sur le papier, qu'est-ce que cela aurait changé ? On n'aurait pas pu travailler là-bas sans l'aval du gouvernement. »

L'ancien diamantaire a achevé son plat de spaghettis à la sauce tomate (son préféré, avec le poisson grillé). Nous quittons la suite, nous autorisant un passage par le bar désespérément désert. Puis, Beny Steinmetz retourne à ses affaires, jonglant entre ses deux

téléphones. Peut-être se renseigne-t-il sur la Côte d'Ivoire, où il surveille les mines de nickel pour le compte de la Compagnie minière du Bafing.

Depuis 2016, il a rencontré plusieurs fois le président Ouattara, notamment grâce à la première dame et aux contacts de celle-ci en Israël, mais aussi Amadou Gon Coulibaly, l'ex-Premier ministre ivoirien (décédé en juillet 2020), ainsi que Jean-Claude Brou, ministre des Mines devenu président de la Commission de la Cedeao, et, bien sûr, Hamed Bakayoko. Cherche-t-il à s'investir davantage à Abidjan ? Il ne manque en tout cas pas d'ambitions et les a même évoquées avec « Hambak » et Nicolas Sarkozy lors de vols en jet privé.

La lagune Ébrié devra attendre. Le 22 janvier, lendemain de notre rendez-vous, Beny Steinmetz est

« TOUTE CETTE HISTOIRE DE CORRUPTION, C'EST UNE MACHINATION ! ALPHA CONDÉ S'EST RENDU COMPTE QU'IL AVAIT FAIT UNE ERREUR. »

condamné à cinq ans d'emprisonnement et à une amende de 50 millions de francs suisses (46,2 millions d'euros). Sa défense n'aura pas suffi contre, dit-il, une « enquête menée à charge » et « l'influence de Soros ».

Ayant fait appel, le Franco-Israélien a, depuis, repris ses quartiers en Israël, dans sa résidence au bord de la Méditerranée. Sportif accompli – il a notamment couru le

marathon du Médoc, en France, et celui de New York –, l'ancien diamantaire est conscient que la partie qui l'oppose au milliardaire américain nonagénaire ne fait que commencer.

Entouré de communicants et d'avocats de haut niveau, ce businessman redouté ne manque ni de charme ni de moyens. Cela suffira-t-il à effacer l'image qui lui colle désormais à la peau, celle d'un homme d'affaires retors et corrupteur ?

Habitué aux eaux troubles dans lesquelles il a su réaliser ses meilleures affaires, Beny Steinmetz se retrouve forcé de jouer, en partie, la transparence. Assis au sommet d'un empire tentaculaire, placé malgré lui sous les projecteurs des médias, le magnat a désormais autant besoin de se dévoiler que de conserver ses secrets, au risque de tout perdre. Un défi... de taille. **JA**

« George Soros est parti en guerre contre moi »

Depuis 2013, Beny Steinmetz mène dans les salles d'audience du monde entier une série de batailles. Si les poursuites sont suspendues en Guinée, à la suite d'un accord conclu en 2019 avec Alpha Condé, ses combats se poursuivent ailleurs.

Devant un tribunal de Londres, Beny Steinmetz Group Resources (BSGR) a été condamné, en avril 2019, à verser 2 milliards de dollars de dommages et intérêts à Vale, son ex-partenaire, au motif qu'il lui avait caché des faits de corruption en Guinée. Le Franco-Israélien tente de faire annuler la sentence. BSGR a aussi contre-attaqué, en octobre 2020, en déposant deux demandes d'enquête contre Vale, au Brésil.

En 2017, Steinmetz a par ailleurs lancé une procédure contre George Soros, aux États-Unis, accusant le milliardaire d'avoir mené une campagne de diffamation contre lui et lui réclamant 10 milliards de dollars. Arrêté en 2016 en Israël et un temps assigné à résidence dans l'affaire

qui lui a valu sa condamnation en Suisse, il travaille également à la conclusion d'un accord avec la justice israélienne.

Déboires

« Tous ces ennuis ont débuté en 2011 à cause de Soros », résume l'un de ses proches. D'où viendrait cette rivalité ? Le milliardaire américain n'a jamais fait mystère du peu de considération qu'il porte aux autorités israéliennes, tandis que l'ex-diamantaire se définirait plutôt comme un patriote, fier de son pays et soutien de son armée. Selon Steinmetz, lui et Soros ne se sont rencontrés pour la première fois qu'en 2005, à Davos, mais l'origine du mal remonte à 1997, alors qu'ils étaient concurrents pour investir dans la société de télécommunications russe Svyazinvest. À l'époque, avec 1 milliard de dollars sur la table, Soros l'emporte. Pourtant, la fête est de courte durée, le gouvernement russe provoquant rapidement une réorganisation de

Svyazinvest. Soros perd tout. « Le pire investissement de ma vie », lâche-t-il.

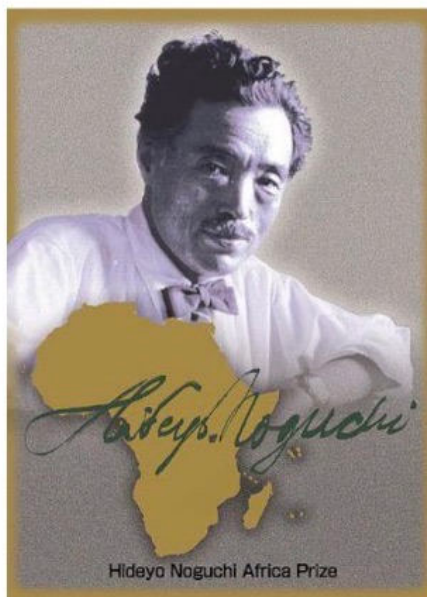
Steinmetz s'est-il trop amusé des déboires de l'Américain, comme ce dernier le lui a reproché ? « Avec son réseau, il est parti en guerre contre moi », explique le Franco-Israélien, citant le cabinet DLA Piper, la société Veracity, Hillary Clinton et Tony Blair, qui a conseillé Alpha Condé. « Si BSGR avait accepté le chantage orchestré par Soros en Guinée, je n'aurais probablement pas eu de problèmes avec la justice », conclut Steinmetz.

M.O.



BRENDAN SMIALOWSKI/AFP

Prix Hideyo Noguchi pour l'Afrique



Contribuer à la santé et au bien-être des populations

La propagation des maladies infectieuses représente une menace commune à tous les êtres humains. En 2006, le Gouvernement japonais a créé le Prix Hideyo Noguchi pour l'Afrique à la mémoire du Dr Hideyo Noguchi dont la contribution au progrès médical et aux actions de dévouement en Afrique demeurent un modèle de professionnalisme. Ce prix vise à récompenser les individus ayant accompli des réalisations exceptionnelles dans les domaines de la recherche médicale et des services médicaux pour lutter contre les maladies infectieuses et autres en Afrique. Le prochain Prix sera décerné en 2022.

Les défis sans précédent causés par la pandémie de Covid-19 et les efforts continus du monde entier pour surmonter la crise sont un test pour l'humanité. Et cela donne l'occasion de réaffirmer l'importance de ce prix, en hommage à tant de personnes dévouées dans les domaines de la médecine et de la santé qui ont dédié et même risqué leur vie pour sauver la vie des autres. Ainsi, le 4^{ème} Prix Hideyo Noguchi pour l'Afrique illustre le respect solennel du Japon à ces nombreux héros et héroïnes méconnus qui ont apporté leur contribution en Afrique.

Prochaine remise du Prix en 2022

Le Prix est décerné à l'occasion de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD), co-organisée par les Nations Unies, le Programme des Nations unies pour le

développement (PNUD), la Commission de l'Union africaine (CUA) et la Banque mondiale. Les lauréats de la quatrième édition du Prix seront connus à l'occasion de la TICAD 8, qui devrait se dérouler en Tunisie en 2022.

Lors de la cérémonie de remise des Prix, un certificat, une médaille et la somme de 100 millions de yens (environ 1 million de dollars américains) seront décernés pour chaque catégorie de recherche médicale et de services médicaux.

Les conditions d'éligibilité

Une récompense est décernée dans chacune des catégories suivantes :

***Catégorie de la recherche médicale :** en principe, une personne par sujet de recherche. Jusqu'à trois personnes en cas de recherche conjointe.

***Catégorie des services médicaux :** en principe : une personne ou 1 organisation. Jusqu'à trois personnes ou trois organisations dans le cas d'un travail d'équipe impliquant plus d'une personne ou plus d'une organisation.

La sélection est effectuée pour chaque catégorie par un comité de sélection constitué de spécialistes. Ce comité est chargé de nommer, pour chaque catégorie, jusqu'à 3 candidats à l'obtention du Prix à partir de nominations reçues du monde entier.

Le Comité du Prix Hideyo Noguchi pour l'Afrique présente ensuite au Premier Ministre du Japon les candidats finalistes sélectionnés parmi ces nominations pour chaque catégorie, et le Premier Ministre décide des lauréats.

Le docteur Hideyo Noguchi, un éminent bactériologue japonais

© Hideyo Noguchi Memorial Foundation



Le docteur Hideyo Noguchi dans son laboratoire à l'Institut Rockefeller pour la recherche médicale.

Hideyo Noguchi est né en 1876. En dépit d'un handicap physique, brûlure à la main gauche survenue dans sa prime enfance, il avait pu obtenir, grâce à un travail extraordinaire et assidu, une autorisation pour pratiquer la médecine au Japon. Il a déménagé aux États-Unis en 1900 pour travailler avec le Professeur Simon Flexner à l'Université de Pennsylvanie et, en 1904, il a rejoint l'Institut Rockefeller pour la Recherche médicale (actuellement Université Rockefeller). Il a réalisé d'importantes études sur les venins de serpents, les vaccins de la variole et de la fièvre jaune, et le diagnostic en laboratoire du trachome. Une de ses plus importantes réalisations de cette période a été de réussir la culture de *Syphilis Spirochaeta* pur en 1911, ce qui l'a fait connaître dans le monde.

Après différents voyages de recherche à travers l'Amérique latine, il s'est dévoué à l'Afrique. Il a essayé de démontrer l'hypothèse selon laquelle la fièvre jaune était causée par des bactéries de spirochète mais en vain, du fait que c'était avant la venue du microscope électronique et la découverte du virus. Pendant qu'il travaillait à Accra, il fut terrassé par le virus de la fièvre jaune en 1928. Depuis 2004, son portrait est imprimé sur les billets de banque japonais de 1 000 yens.

Une récompense de portée internationale

Trois Prix ont été remis à ce jour, en 2008, 2013 et 2019, à six lauréats (2 lors de chaque édition : recherche médicale et services médicaux). Présentation des 6 lauréats récompensés jusqu'ici.

Lauréats du Prix Hideyo Noguchi pour l'Afrique

Année 2008 : Premier Prix

Catégorie de la recherche médicale



Docteur Brian Greenwood (Royaume-Uni), professeur à l'École d'Hygiène et de Médecine Tropicale de Londres.

Le Prix a récompensé plus de 30 années de recherches pluridisciplinaires et d'élaboration de plans d'action concrets en matière de maladies infectieuses, notamment la malaria.

Catégorie des services médicaux



Professeur Miriam K. Were (Kenya), présidente du Conseil National de Contrôle du Sida (NACC), Kenya.

Le Prix a été remis pour le dévouement à améliorer la santé et le bien-être des populations africaines.

Année 2013 : Deuxième Prix

Catégorie de la recherche médicale



Docteur Peter Piot (Belgique), directeur et professeur de l'École d'Hygiène et de Médecine Tropicale de Londres.

Le Prix a été attribué pour les recherches sur des pathologies présentes dans de nombreuses régions africaines, y compris le VIH/SIDA et la fièvre hémorragique Ébola.

Catégorie des services médicaux



Docteur Alex G. Coutinho (Ouganda), directeur de l'Institut des Maladies Infectieuses de l'Université Makerere.

Le Prix a récompensé des activités pionnières visant à donner aux personnes atteintes du VIH un meilleur accès aux traitements.

Année 2019 : Troisième Prix

Catégorie de la recherche médicale



Docteur Jean-Jacques Muyembe-Tamfum (République démocratique du Congo), directeur de l'Institut National de Recherche Biomédicale (INRB).

Le Prix a primé une importante contribution aux recherches sur la maladie à virus Ébola et sur d'autres maladies ainsi que ses efforts pour entraîner des légions de combattants contre la maladie.

Catégorie des services médicaux



Docteur Francis Gervase Omaswa (Ouganda), directeur du Centre Africain pour la Santé Mondiale et la Transformation Sociale (ACHEST).

Le Prix a reconnu une importante contribution aux efforts pour faire face à la crise des personnels de santé (HWF) dans le monde.

Conseils pratiques pour les nominateurs

Merci de bien noter que le formulaire de nomination et les documents complémentaires (extraits) sont téléchargeables soit sur le site du Cabinet Office (<https://www.cao.go.jp/noguchisho/english/index.html>) soit sur le site du JSPS (<https://www.jsps.go.jp/english/e-noguchiafrica/index.html>) à partir de la fin mars 2021. Les documents de nomination peuvent être soumis jusqu'à la mi-août 2021. S'il vous plaît, vérifier les annonces sur les sites web.

L'évaluation des contributions des candidats dépendra fortement de la qualité des informations fournies dans le formulaire de nomination. Par conséquent, la nomination doit être exacte, détaillée et à jour. Merci de préparer tous les documents relatifs aux recherches médicales en anglais et ceux relatifs aux services médicaux en français ou en anglais.

Il est également demandé de :

- *Fournir une brève description des contributions du nominé dans le domaine de la recherche médicale ou des services médicaux dans le contexte du concept du prix (environ 50 mots).
- *Présenter une brève biographie, y compris les postes universitaires, administratifs et/ou de recherche, les prix et/ou les reconnaissances.
- *Décrire comment et pourquoi la recherche/l'activité du candidat a contribué à l'avancement et à l'amélioration des mesures contre les maladies infectieuses et autres maladies répandues en Afrique (sur 2 pages).
- *Fournir les titres des publications qui représentent les contributions des candidats (4 à 5 au maximum).
- *Demander à d'autres spécialistes familiarisés avec le travail du nominé de fournir des lettres d'appui (5 maximum).

Renseignements

Catégorie recherche médicale :

Hideyo Noguchi Africa Prize Medical Research Selection Committee
Japan Society for the Promotion of Science (JSPS)
5-3-1 Kojimachi, Chiyoda-ku,
Tokyo 102-0083 - Japon
E-mail : nh-africa@jsps.go.jp
Dispositif de candidature électronique :
www.jsps.go.jp/english/e-noguchiafrica/index.html

Catégorie services médicaux :

Hideyo Noguchi Africa Prize Medical Services Selection Committee
WHO Regional Office for Africa (AFRO)
Cité du Djoué, P.O. Box 06 Brazzaville,
République du Congo
E-mail : noguchiprize@who.int (accessible à partir de mi avril 2021)
Dispositif de candidature électronique : en cours de préparation

Informations générales sur le Prix :

Bureau du Prix Hideyo Noguchi pour l'Afrique,
Bureau du Cabinet
www.cao.go.jp/noguchisho/english/index.html
(Merci d'utiliser les formulaires de demande d'informations uniquement en anglais)

MAGHREB & MOYEN-ORIENT

ALGÉRIE

Que reste-t-il du Hirak?

Deux ans après le début de la contestation qui a emporté le régime de Bouteflika, l'heure n'est plus – Covid-19 et répression obligent – aux marches bon enfant du vendredi. Bilan d'un mouvement qui peine à trouver un second souffle.

FARID ALILAT

Les manifestations des 30 et 31 janvier à Jijel, à 300 km à l'est d'Alger, pour protester contre le couvre-feu instauré entre 22 heures et 5 heures du matin n'ont certes pas drainé les grandes foules de 2019, mais elles ont eu un retentissement certain au sein du pouvoir. D'autant qu'au même moment, à Laghouat, ville du Sud qui compte d'importantes installations d'hydrocarbures, des centaines de personnes ont manifesté, cette fois pour dénoncer les mauvaises conditions sociales et économiques, et exiger le départ des responsables locaux. Parmi les slogans scandés par les marcheurs à Laghouat, « *klitou lebled ya saraqine* » (« vous avez pillé le pays, bande de voleurs ») est celui qui renvoie le plus aux heures de gloire du Hirak, qui a provoqué la chute du président Bouteflika en avril 2019.

Relayées sur les réseaux sociaux, les images et les vidéos des manifestations de

Jijel et de Laghouat ont fait renaître l'espoir d'une reprise du Hirak. Il n'en fallait pas plus pour que sonne l'alerte au sommet de l'État. Le 2 février, les autorités décident d'alléger les mesures sanitaires. Les lieux de plaisance, de détente, de sport et de loisirs, ainsi que les plages sont rouverts au public, alors que l'horaire de fermeture des cafés, des restaurants et des commerces passe de 19 heures à 21 heures.

Certes, ces aménagements des mesures sanitaires ont pour but d'alléger les contraintes subies par les Algériens, durement éprouvés par le long confinement, le couvre-feu, les restrictions de déplacement ou encore la fermeture des frontières terrestres et aériennes depuis mars 2020. Mais, à l'évidence, elles visent surtout à contenir les tensions pour éviter à tout prix que les manifestations de Jijel et de Laghouat ne fassent boule de neige sur l'ensemble du territoire.

Deux ans après le début du soulèvement populaire provoqué par l'annonce, le 9 février 2019, de la candidature du président Bouteflika pour un cinquième mandat, des voix s'élèvent pour la reprise des manifestations. Objectif :

55

Maghreb

Tribune : La
question « noire »

56

Maroc

Les Juifs
de Sa Majesté

63

Arabie saoudite

MBS,
royal killer



OMAR SEFOUANE/NEWS PICTURES



Dans les rues d'Algier, le 27 décembre 2020.

donner un second souffle à la contestation, suspendue pour cause de pandémie. Mais ce Hirak qui drainait des millions de manifestants à son lancement peut-il renaître de ses cendres ? La mobilisation n'a-t-elle pas atteint ses limites plus d'un an après l'arrivée au pouvoir d'Abdelmadjid Tebboune ? Deux ans après ce fameux 22 février 2019, le bilan d'une révolution qui a forcé l'admiration du monde par son caractère pacifique et joyeux s'impose.

Des acquis considérables

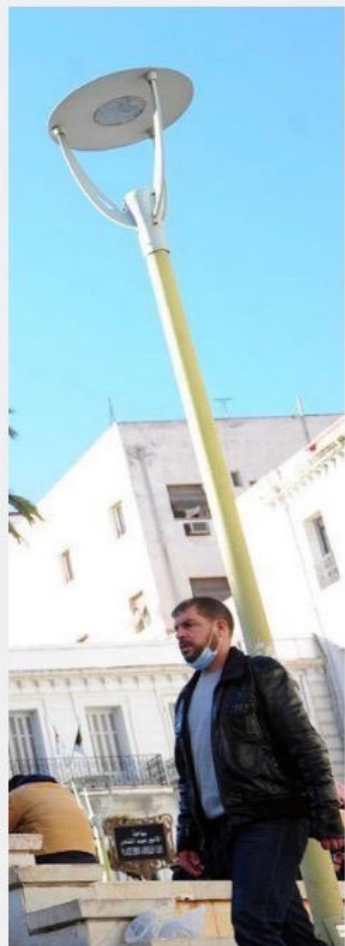
Le premier acquis du Hirak est la démission, au soir du 2 avril, du président Bouteflika après un mois et demi de manifestations. Une victoire d'autant plus significative qu'elle a été arrachée sans la moindre effusion de sang malgré le risque de déstabilisation brandi par les autorités et censé dissuader les Algériens de se révolter. Les chaos syrien et libyen, ou la mémoire de la décennie noire, convoqués à satiété par le pouvoir pour justifier le maintien du statu quo, n'ont pas suffi.

Chute de Bouteflika et des hommes avec lesquels il a dirigé le pays vingt années durant, libération de la parole, reconquête de l'espace public, réappropriation de l'emblème national et des figures historiques de la Révolution de 1954, dont l'instrumentalisation a longtemps justifié la confiscation de tous les leviers de pouvoir : les succès du Hirak sont considérables. Autre acquis, non moins significatif : le pays semble en avoir fini avec la présidence à

vie, instaurée de facto par Bouteflika avant la fin du deuxième mandat, en 2009.

Et c'est justement la privatisation du pouvoir par un homme et son clan qui fut l'une des principales causes de l'insurrection populaire. Les procès des membres de la « Issaba » (bande mafieuse) ont permis de révéler l'ampleur de la corruption et de la prédation durant les années Bouteflika. Bien sûr, une bonne partie de l'opinion doute encore de l'indépendance et de l'impartialité de l'appareil judiciaire, que l'on désigne volontiers par l'expression « justice du téléphone » – en référence aux ingérences supposées du pouvoir. Les condamnations de deux anciens Premiers ministres, d'une quinzaine d'ex-ministres et des principaux oligarques du système Bouteflika, tous favorables à ce fameux cinquième mandat, se veulent des réponses au slogan « *klitou lebled ya saraquine* ».

Bien que révolutionnaires, ces acquis n'ont pas empêché le Hirak de se retrouver dans une impasse. Certes, les marches du vendredi ont continué à rassembler des centaines de milliers de marcheurs aux quatre coins du pays, mais la mobilisation a marqué le pas. La répression et l'emprisonnement de manifestants ayant brandi l'emblème amazigh ou de certaines figures du mouvement ont eu l'impact escompté. Les menaces, les discours musclés et les diatribes de l'ancien vice-ministre de la Défense et patron de l'armée, Ahmed Gaïd Salah, décédé en décembre 2019, ont aussi produit leur effet.



RYAD KRANDJ/AFP



Le président Abdelmadjid Tebboune, sortant d'une conférence de presse, le 13 décembre 2019, à Alger.

Après la démission forcée de Bouteflika, l'ex-patron de l'armée, devenu le véritable homme fort du pays, a semblé vouloir tracer une ligne jaune, que les manifestants devaient craindre de franchir. Une forme de lassitude et de désenchantement ou encore la satisfaction d'avoir obtenu le départ de Bouteflika et de sa clique s'installent parmi les manifestants. L'élection de Tebboune à la présidence le 12 décembre 2019 aura aussi été un marqueur dans l'histoire du mouvement. Si le boycott du scrutin est massif, le fait que Gaïd Salah ait réussi à en imposer la tenue constitue une victoire indéniable du pouvoir sur la contestation.

À peine élu, le successeur de Bouteflika s'est d'ailleurs empressé de faire siennes les revendications du Hirak en s'engageant à les satisfaire. Nouvelle Constitution, nouveau gouvernement, État de droit, rééquilibrages des pouvoirs, justice sociale, indépendance de la justice, meilleure représentativité dans les institutions, lutte contre la corruption et fin de la rente pétrolière... Les promesses d'une « Nouvelle Algérie » émergeant sur les ruines de l'ancien système semblaient ambitieuses. Mais l'engagement du président, en convalescence en Allemagne où il est hospitalisé après avoir contracté le Covid-19, s'est accompagné d'une réponse musclée aux manifestations. Pour le pouvoir, la contestation n'a plus lieu d'être dès

LA PANDÉMIE AURA ÉTÉ UNE BÉNÉDICTION POUR LES AUTORITÉS, QUI N'EN ATTENDAIENT PAS TANT...

lors que les autorités ont satisfait une partie des revendications. Mais la maladie de Tebboune et son absence prolongée, ainsi que les retombées négatives de la pandémie sur les plans économique et social pourraient compromettre le projet du chef de l'État.

Mobilisation en ligne

La pandémie n'a pas épargné l'Algérie... et a rapidement eu raison du Hirak. Aux appels à la suspension des marches s'est ajoutée l'interdiction formelle de toute forme de manifestation pour tenter d'endiguer la propagation du virus. Au printemps 2020, le Hirak s'est alors mis en veille. Mais la mobilisation, notamment pour la libération des détenus d'opinion, s'est déplacée sur les réseaux sociaux, devenus une sorte de contre-pouvoir. La pandémie aura été ainsi une bénédiction pour les autorités, qui n'en attendaient pas tant...

Quid de l'avenir du Hirak, alors que la pandémie menace de perdurer ? Signe que la mobilisation reste forte, le 16 février, une manifestation a drainé des milliers de personnes à Kherrata pour le deuxième anniversaire du mouvement. En février 2019, personne n'était en mesure de prédire le raz-de-marée populaire qui allait balayer un régime pourtant solidement installé. Un constat toujours valable tant l'esprit du Hirak semble encore vivace. Mais qui devra, pour renaître, se réinventer en adoptant de nouvelles formes de contestation et de représentativité. **TA**

Parole(s) de hirakistes

Nouvel élan, migration de la contestation sur la Toile, perception du nouveau pouvoir, avenir du mouvement... Trois militants ont accepté de faire le point.

Très impliquées dans le mouvement, en participant aux marches, en organisant des débats dans les campus universitaires ou en se mobilisant en faveur des débats d'opinion, Kahina à Montréal (Canada), Sally à Béjaïa et Sandra à Annaba dressent le bilan et esquissent les perspectives du Hirak deux ans après le début de cette insurrection citoyenne qui a changé le cours de l'histoire de l'Algérie.

Kahina Boucheffa

Psychothérapeute



DR

« Les marches du vendredi, tout comme les manifestations des étudiants chaque mardi, les sit-in

ou les débats publics ont été suspendus en raison de la pandémie de Covid-19. Mais l'esprit de ces marches et leur élan sont toujours présents sur les réseaux sociaux et dans les échanges entre les différents acteurs. Le Hirak n'est donc pas mort. Les manifestations peuvent reprendre à tout moment. Est-ce lié à la situation sociale, aggravée par la pandémie, ou au fait que la demande d'un changement radical du système n'ait pas obtenu de réponse ? Je pense que l'une nourrit l'autre. Il faudrait baliser cet élan pour que le Hirak ne tombe pas dans la violence en cas de reprise des manifestations.

Que reste-t-il à conquérir ? Pandémie oblige, on a perdu la rue, qui nous a été interdite. Mais nous avons acquis la capacité à échanger avec des personnes qui ne partagent pas forcément les mêmes idées. Nous nous sommes réapproprié la parole et le dialogue entre Algériens. Mais il reste tellement de choses à faire. Nous

ne voulons pas d'un changement de façade ou de personnes, mais une nouvelle façon de concevoir les rapports entre l'État et le citoyen. Nous voulons instaurer un État de droit. Il faut forcer le régime à s'asseoir autour de la table pour entendre ce que les Algériens veulent lui dire et, le cas échéant, lui faire plier bagage. Les réseaux sociaux ont permis d'entretenir la flamme et l'esprit du Hirak, et constituent autant de tribunes, d'agoras, de fenêtres par lesquelles nous pouvons nous parler. »

Sally Lanceur

Étudiante



DR

« Le Hirak ne peut pas mourir, pas plus que la quête de liberté, de démocratie et l'engagement pour une

Algérie libre. D'ailleurs, au début de la pandémie, des initiatives citoyennes se sont multipliées pour venir en aide aux personnels soignants. Fabrication de gel hydroalcoolique, distributions alimentaires pour les hôpitaux, toute une chaîne de solidarité et d'entraide s'est mise en place pour lutter contre la propagation du virus. C'est cela aussi l'esprit du Hirak. Chaque procès est une occasion de faire revivre ce mouvement. Il reste maintenant à conquérir la liberté et la dignité. La dernière image qui me vient à l'esprit est la photo, datée du 17 mars 2020, d'un étudiant devant la fac centrale brandissant une pancarte avec ce message : « Le Hirak ne s'arrêtera pas mais s'adaptera à la situation ». Bien sûr, les réseaux sociaux ont joué un rôle extrêmement important. Ils ont permis aux Algériens de dialoguer, de débattre, de s'informer sur les arrestations et de se

mobiliser pour la libération des détenus. Le mouvement populaire s'est logé momentanément sur la Toile. »

Sandra Alex Triki

Universitaire



DR

« Le Hirak s'inscrit dans un moment important de l'histoire du peuple algérien. Il est l'expression d'un

besoin légitime de démocratie, de justice sociale et de liberté, il ne peut donc pas mourir. Le mécontentement croissant, l'absence d'une vision et d'un plan d'action à long terme du gouvernement sont d'excellentes raisons de reprendre les marches pacifiques, qui illustrent la capacité des citoyens à réclamer une Algérie démocratique. Ce qu'il reste à conquérir ? Faire en sorte que les hirakistes s'organisent de façon horizontale afin de représenter au mieux les divers courants du mouvement. C'est de cette manière que l'on pourra créer le rapport de force qui permettra d'imposer le changement. Il faut être aveugle pour ne pas saisir le poids croissant de la révolution numérique. Les réseaux sociaux ont permis au Hirak de s'adapter à la réalité de la pandémie en transférant le combat politique sur la Toile. Ils ont ouvert le débat sur les questions économique et sociale, la démocratie, la liberté d'expression, la séparation du politique et du religieux, l'égalité entre citoyens et les droits des femmes. Les voix des hirakistes stimulent la réflexion sur toutes les questions d'actualité, nous invitant à chercher ensemble des solutions. Sans les réseaux sociaux, il aurait été effectivement beaucoup plus difficile de continuer à s'exprimer. »

F.L.

MAGHREB

La question « noire »



Edwin Matutano

Avocat et docteur en droit

Le recensement de la population a, de tout temps, comporté une dimension politique. Ainsi, dans certains États, les recensements et les estimations de populations selon leur appartenance, réelle ou supposée, à une ethnie ou à une « race » peuvent prendre une tournure décisive dans l'écriture de l'histoire officielle desdits États. Au Maghreb, pendant fort longtemps, il n'était pas question de parler de « Noirs » au sein de la population. Or force est de constater que la situation est en train d'évoluer. Depuis plusieurs années, des journalistes, des chercheurs, des associations évoquent la part des Noirs dans la population.

En Algérie et au Maroc, malgré la présence effective de ces populations, majoritaires dans certaines régions, le degré de reconnaissance officielle dont ils jouissent y est faible. C'est ainsi que, à la suite d'une polémique provoquée par des réactions racistes à l'élection d'une « Miss Algérie » noire en 2019, des articles ont commencé à aborder la question. Si des estimations de la population berbère, dans chacun des deux États, sont de longue date établies, il n'existe aucune mesure officielle, qui serait le fruit d'un travail scientifique mené par des chercheurs, de la population noire.

C'est de Tunisie et, plus surprenant, de Libye qu'est venue l'évolution. En dépit de leurs trajectoires différentes, les deux pays frontaliers ont ceci en commun que, dans le discours officiel comme dans les statistiques, leurs populations sont présentées comme homogènes. Elles sont arabes, et leur langue est l'arabe. Quant aux Berbères, ils ne sont guère mentionnés. Les Noirs, eux, sont purement et simplement ignorés.

Mais la chute des régimes despotiques a eu pour effet de « libérer » les statistiques. Et l'on a vu surgir des évaluations spontanées de populations berbères : 10 % en Tunisie; au moins 10 % en Libye, selon que les Touaregs ont été ou non comptabilisés. S'agissant des « Noirs », ils l'ont été à 15 % en Tunisie et au tiers de la population en Libye. Il est permis de se demander comment, du néant, l'on est passé à des pourcentages aussi importants dans l'un et l'autre cas. Étudions le cas libyen. « Noirs », « Toubous », « Berbères », « Touaregs » sont des catégories qui fleurissent dans les études du pays, et se recoupent parfois, mais dont la

présentation analytique est rarement accomplie. Car l'on sait que les Toubous sont noirs et qu'une proportion extrêmement significative des Berbères – Touaregs inclus – l'est aussi. Il reste qu'une fraction importante de la population arabophone – y compris celle qui se définit elle-même comme exclusivement « arabe » – illustre également la catégorie des « Noirs ». Aussi, dans ce pays, au dogme officiel de nation homogène a succédé un emboîtement catégoriel tout aussi problématique sur le plan quantitatif et qui ne se résume pas à la reconnaissance, aussi imprévue que tardive, des « Noirs ». C'est ainsi que l'on constate, à l'heure où la Turquie nourrit des visées sur la Libye, qu'apparaissent des statistiques mentionnant les Koulougis (descendants des Ottomans) à un niveau jamais égalé parmi les Libyens.

Identités plus inclusives

En Tunisie, la fin du despotisme a été suivie par l'avènement d'une vraie démocratie, riche d'un multipartisme et d'un tissu associatif foisonnants. Ce sont, au demeurant, des associations qui ont posé la « question noire » ces dernières années. Elles ont fait naître un débat inédit jusqu'alors au Maghreb. Cette « révélation » est bénéfique en ce qu'elle permet de dénouer une situation économique et sociale globalement défavorable à la population dite « noire » et de faire en sorte que les Tunisiens jettent un regard neuf sur leur identité. La loi du 9 octobre 2018 visant à lutter contre les discriminations raciales peut y contribuer. C'est ainsi qu'un citoyen tunisien noir, sur sa requête, a obtenu la suppression de la mention « affranchi » sur ses papiers d'identité.

Les conditions sont ainsi peut-être réunies pour que des identités libérées des stigmates et des préjugés du passé puissent forger des identités nationales plus tolérantes et plus inclusives, puisqu'elles ne négligeraient aucun de leurs maillons. Le recensement pourrait y contribuer. Mais il devrait éviter d'user de contraintes à l'égard des personnes recensées et ne pas les obliger à « choisir » une catégorie prédéterminée à leur intention, mais plutôt tenter de soigneusement refléter la diversité des situations en respectant la liberté individuelle de chacun. Scientifiques, intellectuels autant que fonctionnaires devraient être associés à cette démarche. **JA**



BALKIS PRESS/ABACA

Les Juifs de Sa Majesté

Michael Zaoui, Steve Ohana, Rabbi David Pinto...

La tradition de « Juifs de cour » telle qu'on l'a connue pendant plusieurs siècles a aujourd'hui cédé la place à une internationalisation des intercesseurs.

FADWA ISLAH

« Allah ybarek f' 3mor sidi. » Dans la bouche du conseiller spécial à la sécurité nationale israélienne, Meir Ben Shabbat, la formule consacrée a surpris. L'expression est rituellement prononcée par les notables marocains lors de la fête du Trône, et témoigne de leur loyauté renouvelée au roi. Une prestation d'allégeance, certes symbolique en l'espèce, à laquelle s'est prêté le conseiller du Premier ministre

israélien Benjamin Netanyahu, lorsqu'il a été reçu par Mohammed VI au palais royal de Rabat, à l'occasion des accords signés entre le Maroc et Israël le 23 décembre. Et qui a rappelé combien la communauté juive d'origine marocaine conserve des liens forts avec la monarchie chérifienne.

Des Mérinides jusqu'à Mohammed VI, les Juifs ont toujours joué un rôle important auprès des sultans marocains. Au point qu'une expression a été consacrée à cette tradition séculaire : « Juif de



cour ». Le roi Mohammed V s'était ainsi choisi un ministre juif aux PTT: Léon Benzaquen, qui était aussi son médecin. La tradition s'est perpétuée durant le règne de Hassan II, avec la nomination de Serge Berdugo à la tête du ministère du Tourisme notamment, et le choix d'André Azoulay – ex-banquier de BNP Paribas – comme un de ses principaux conseillers.

Si, aujourd'hui encore, André Azoulay compte parmi les conseillers du roi Mohammed VI, on ne trouve plus de ministres, de figures de la vie politique ou de grands commis de l'État issus de la communauté juive.

« On compte tout au plus 3000 Juifs marocains qui vivent au royaume. Cela restreint les profils et les possibilités de recrutement, d'autant que les jeunes qui ont grandi au Maroc partent étudier en Europe ou en Amérique du Nord et le plus souvent y poursuivent leur carrière et leur vie », explique Serge Berdugo, ambassadeur itinérant du roi et secrétaire général au Conseil des communautés juives du Maroc (CCJM).

Discrétion

Avec le nouveau règne, la tradition des « Juifs de cour » a changé de visage. « On assiste depuis quelques années à une internationalisation des intercesseurs, avec des personnalités aux parcours très différents et éparpillées aux quatre coins de la planète, sur lesquelles le Palais sait qu'il peut s'appuyer au besoin en toute discrétion, comme on l'a vu dans le processus de la reprise des relations avec Israël ou encore dans la reconnaissance de la marocanité du Sahara par les États-Unis », explique un analyste politique.

Le businessman de 44 ans Yariv Elbaz incarne cette discrétion. L'homme d'affaires – à la tête, entre autres, de la Compagnie sucrière sénégalaise (CSS), des Grands Moulins de Dakar (GMD) et des Grands Moulins d'Abidjan (GMA) – refuse catégoriquement de répondre aux questions qui portent sur ses liens avec le Palais. Ce qui n'empêche pas le *New York Times* de l'identifier comme « l'investisseur marocain » grâce auquel l'accord entre les États-Unis et le Maroc concernant le statut du Sahara a été conclu, allant jusqu'à présenter le patron du fonds d'investissement Ycap comme le « *go between* » entre l'administration américaine et le Palais.

LE NEW YORK TIMES PRÉSENTE L'HOMME D'AFFAIRES YARIV ELBAZ COMME LE « GO BETWEEN » ENTRE WASHINGTON ET RABAT.

La seule évocation de Yariv Elbaz suscite des réactions surprenantes: « Je préfère ne pas parler de ça », s'entend-on systématiquement opposer. L'une de nos sources concède néanmoins: « Yariv Elbaz est une personne brillante, avec un sens des affaires aiguisé et un énorme carnet d'adresses à l'international. S'il a eu l'opportunité, à un moment donné, d'agir pour les intérêts du pays, il l'a probablement fait. » L'hypothèse est d'autant plus crédible que certaines sources lui prêtent une amitié de longue date avec Mohcine Jazouli, ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères.

Issu d'une famille relativement modeste de Bejaâd (comme l'ex-ambassadeur d'Israël à l'ONU Yehuda Lancry), et fasciné par l'itinéraire du milliardaire marocain Jo O'Hanna – dont l'une des entreprises, la Compagnie marocaine des cartons et des papiers (CMCP), employait son père –, Yariv Elbaz est aujourd'hui un homme d'affaires à succès. Au point, chuchotent certains, d'avoir ses entrées au Palais. Des liens qui auraient été noués lors de la tournée en Afrique de l'Ouest en mai 2015 de Mohammed VI. Lors de la visite de Jared Kushner au Maroc en 2019, il était parmi ceux qui ont accompagné le gendre de Donald Trump et son conseiller spirituel, le rabbin David Pinto, lors de leur visite au cimetière juif de Casablanca.

Démonstration d'affection

Il partage aussi ses bureaux parisiens dans le très chic 8^e arrondissement avec un proche, Richard Attias. Tous deux originaires du Maroc, ils ont aussi en commun d'être « bien en cour » et dévoués à la monarchie chérifienne. Attias déclarait avec fierté lors d'une émission sur la télévision française il y a quelques années qu'il ne se séparerait jamais de son passeport marocain, par fidélité au royaume. Mais, au-delà de cette démonstration d'affection, l'ex-patron de Publicis ne manque pas une occasion de mettre le Maroc en avant, notamment à travers l'organisation d'événements, comme la COP22 en 2016 à Marrakech. →

→ Si la plupart des représentants de cette nouvelle génération de Juifs de Sa Majesté préfèrent œuvrer en coulisses, certains ont des fonctions très officielles. Le 12 février, l'homme d'affaires Steve Ohana – neveu du défunt milliardaire marocain Jo O'Hanna, longtemps à la tête, entre autres, de la Société chérifienne de remorquage et d'assistance (SCRA) et associé en affaires à Yariv Elbaz –, a ainsi été nommé par la CGEM (le patronat marocain) à la tête du tout nouveau Conseil d'affaires Maroc-Israël, qui doit œuvrer à développer la coopération entre les entreprises des deux pays. Autre incarnation de cette élite juive dont le dévouement et la mobilisation pour la Cour marocaine sont publics : les frères Michael et Yoel Zaoui. Longtemps à la tête des fusions-acquisitions respectivement chez Morgan Stanley et Goldman Sachs, ces fils d'une grande lignée de bijoutiers juifs marocains – leur père a été haut fonctionnaire de l'administration marocaine au Pnud, puis à l'Unesco – ont grandi entre le Maroc, l'Italie et la France. Polyglottes et multiculturelles, ces figures des places boursières de Londres et de New York représentent un atout pour le royaume. Ce qui peut en partie expliquer la nomination par le roi Mohammed VI de l'aîné, Michael, à la Commission pour le nouveau modèle de développement.

Sujets marocains

« Michael Zaoui ne prend pas sa nomination à la Commission comme une fonction honorifique. Au contraire, il s'active avec un patriotisme que même certains Marocains vivant au Maroc n'ont pas », raconte Mohamed Tozy, son collègue au sein de la Commission, qui se dit impressionné par la mobilisation du banquier pour

les intérêts du royaume. « Il faut dire que, pour les monarques marocains, les citoyens juifs, qu'ils soient en Israël ou ailleurs, restent leurs sujets. Et réciproquement, ces citoyens se considèrent toujours comme marocains et même des ambassadeurs du Maroc », poursuit Tozy.

Vivant depuis leur arrivée dans les années 1960 en marge de la société israélienne, les Israéliens d'origine marocaine sont devenus au fil du temps une des communautés les plus influentes politiquement, du fait de leur nombre et de la montée de la droite. Leur poids à la Knesset et dans le gouvernement reflète cette réalité. Amir Peretz, Orly Levy, Aryé Deri, Miri Regev... Le dernier gouvernement de Benjamin Netanyahu comptait pas moins de dix ministres d'origine marocaine à des postes très stratégiques (Intérieur, Défense, Économie et Industrie, Tourisme...). Dans les couloirs de la Knesset, ce « clan des Marocains » qui discute et blague en *darija* ne passe pas inaperçu.



Steve Ohana a été nommé à la tête du Conseil d'affaires Maroc-Israël.

« Même si leur existence au royaume n'a pas toujours été un long fleuve tranquille, les Juifs d'Israël originaires du Maroc gardent un attachement très fort à cette terre, explique Mohamed Tozy. Au point que les deuxième et troisième générations ont une vision mythifiée du vécu de leurs aïeux, dépourvue des vicissitudes qui ont pu entacher leur existence au royaume. » De nouvelles générations qui ont pu découvrir le pays de leurs aïeux lors de voyages au royaume dans les années 1990.

« Il y a une tradition de grands rabbins marocains, que ce soit en Europe ou aux États-Unis. Le dogme marocain, qui est viscéralement traditionnel, est très influent dans le monde juif du fait de son orthodoxie, ce qui en fait une référence pour tous les rabbins du monde. Ces rabbins ont beaucoup d'influence sur les différentes communautés juives d'origine marocaine dans le monde entier », observe Serge Berdugo.

« Étant né au Maroc et détenteur d'un passeport marocain, je suis fidèle à mon pays et je prie pour le peuple marocain chaque jour que le bon Dieu fait », déclarait ainsi avec enthousiasme à nos confrères marocains de *Medias24* il y a quelques semaines le rabbin David Pinto, frère du Yoshiyahu Yosef Pinto – rabbin kabbaliste qui jouit d'une grande popularité internationale auprès de célébrités et autres hommes d'affaires, nommé à la tête du tribunal rabbinique du Maroc – et conseiller spirituel de Jared Kushner. Le religieux parle d'ailleurs sans détour de sa mobilisation pour le Maroc : « Lorsque Donald Trump est devenu président, la première chose que j'ai faite a été de dire à Jared, qui est mon élève spirituel depuis des décennies, de ne pas oublier le Maroc. » **TA**



DJIBOUTI, L'ATOUT JEUNESSE

La République de Djibouti, à l'instar de tous les pays africains, dispose d'une population majoritairement jeune, qui représente un atout et un avantage pour son développement socioéconomique.





ISMAEL OMAR GUELLEH A DIT OUI À L'APPEL
LANCÉ PAR LES JEUNES LE 17 DÉCEMBRE,
POUR UN NOUVEAU MANDAT.

La jeunesse a toujours constitué une priorité et placée au centre de toutes préoccupations de l'action gouvernementale du président de la République, **Son Excellence, Ismail Omar Guelleh**.

Il en a d'ailleurs fait un des paradigmes dans la perspective de la vision Djibouti 2035 qui consiste à faire du pays une économie émergente à cet horizon.

Car les besoins de la jeunesse d'aujourd'hui ne sont pas ceux

« CONTINUONS ENSEMBLE, MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE »

de la jeunesse d'hier. Les réalités évoluent, les priorités changent et la société aussi. Les jeunes d'aujourd'hui veulent être acteurs de leur développement. Le président Guelleh a mieux que quiconque saisi ce nouvel état d'esprit.

Nos jeunes le disent eux-mêmes. Il ne faut pas les enfermer uniquement dans les cases loisirs et sports comme jadis. Aujourd'hui la maturité de nos jeunes est telle qu'ils se projettent dans le futur et le devenir du pays et sont persuadés d'être un des principaux maillons de l'identité nationale, de la cohésion sociale et du vivre ensemble.

Ils sont également convaincus que la mondialisation est une opportunité qui s'offre à eux et qu'une meilleure gouvernance politique est celle qui intègre à part entière leurs désirs et leurs préoccupations.

Là encore, le président de la République, conscient de l'émergence de ce nouvel état d'esprit a forgé une sorte de contrat de confiance avec la jeunesse du

pays. C'est pourquoi il a accepté de se représenter pour un nouveau mandat à la tête du pays suite à l'appel lancé par les jeunes le 17 décembre 2020. « *Continuons ensemble monsieur le président de la République* » c'est ce message martelé comme un slogan par des jeunes sportifs, étudiants ou encore entrepreneurs et même des jeunes chômeurs qui a ému le président et qui l'a convaincu une fois de plus de se sacrifier pour le pays.

Djibouti ne peut pas avancer sans l'énergie des jeunes. Les jeunes, c'est l'énergie mais c'est aussi l'esprit d'innovation, indispensable en ces temps de mondialisation et du tout numérique.



LES APPRENTISSAGES COMMENCENT
DÈS LA PETITE ENFANCE
ET SE POURSUIVENT TOUTE LA VIE.

Le Fonds pour la Jeunesse, les sports et les loisirs (FJSL), un fonds entièrement dédié à la jeunesse

Le fonds pour la jeunesse, les sports et les loisirs est un dispositif financier de l'État, mis en place pour soutenir les activités du secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports.

Le fonds investit notamment :

- dans le renforcement des capacités des fédérations sportives ;
- dans la détection des jeunes talents ;

- dans la lutte contre la délinquance juvénile ;
- dans la formation professionnelle des jeunes entrepreneurs ;
- dans la mise en place des infrastructures de sports et de loisirs à travers tout le pays ;
- dans la politique gouvernementale de promotion des jeunes filles ;
- dans l'appui aux initiatives de jeunes entrepreneurs.



TROIS QUESTIONS AU SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA JEUNESSE ET AUX SPORTS,

M. Hassan Mohamed Kamil

Monsieur le ministre, le président de la République a pris la décision de se représenter pour un nouveau mandat suite à l'appel de la jeunesse du pays. C'est le signe d'une relation de confiance très forte entre le président et la jeunesse du pays ?

La République de Djibouti, comme tous les pays africains, dispose d'une population majoritairement jeune. Depuis son accession à la magistrature suprême le Président Ismaïl Omar Guelleh a axé sa politique sur la promotion et l'épanouissement de la Jeunesse.

C'est en sens que mon département a été doté en 2007 d'un Fonds pour la Jeunesse, les Sports et les Loisirs, qui a considérablement changé son fonctionnement et nous a permis de mettre en place une politique de la jeunesse globale et transversale plus à même de répondre aux besoins de la jeunesse.

C'est cette prise en compte en tant que préoccupation politique et les efforts du Président à leur égard malgré le peu de ressources dont dispose le pays, que la jeunesse a appréciés et salués.

Monsieur le ministre, quelles ont été les grandes réalisations de ce mandat pour la jeunesse ?

Comme toute société, la société djiboutienne évolue et les réalités et priorités changent avec l'évolution de la société.

Les besoins de la jeunesse d'hier ne sont pas les mêmes que ceux d'aujourd'hui et peuvent, en l'état actuel des choses, être classés en 3 domaines.

- **Le domaine politique**, où la jeunesse passe de spectatrice à actrice de sa destinée. L'événement le plus marquant du début de ce mandat du Président de la République fut le « dialogue avec la jeunesse ».



HASSAN MOHAMED KAMIL.
SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA JEUNESSE
ET AUX SPORTS...

En effet, le Président, dans son discours prononcé le 1^{er} novembre 2017 lors de la Journée Nationale et Africaine de la Jeunesse, journée annuelle phare organisée par mon département, a annoncé la tenue d'une journée de dialogue national avec la jeunesse pour un développement inclusif.

« *On a longtemps parlé des jeunes au lieu de parler avec les jeunes. C'est pourquoi je voudrais m'adresser directement à eux et ouvrir très bientôt un dialogue national avec la jeunesse djiboutienne* » avait-il dit. Mon département, premier responsable de la jeunesse s'est vu donc confiée cette mission et mis rapidement sur pieds un comité sectoriel chargé de la préparation de ce dialogue qui a sillonné la capitale et les régions pour rencontrer les jeunes et recueillir leurs doléances sur leurs principales préoccupations à travers 5 axes :

- Identité et cohésion sociale ;
- Employabilité, formation professionnelle et entrepreneuriat ;
- Loisirs et sports ;
- Défis de la mondialisation ;
- Gouvernance.

À l'issu de ces tournées, le 1^{er} février 2018, le président de la République a rencontré la jeunesse djiboutienne et écouter les représentants des 3 communes et des 5 régions qui ont pu ainsi exprimer leurs préoccupations face à lui.

Ce dialogue, le premier du genre a été l'occasion de pointer du doigt les problèmes majeurs que rencontrent les jeunes et chaque département ministériel a été mandaté par le Président afin que des solutions adéquates y soient apportées le plus rapidement possible.

Pour ce qui est de mon département, les jeunes ont demandé l'organisation d'un Forum, « Forum Adolescents et Jeune Acteur du Développement » (FAJAD) organisé avec succès le 12 et 13 juin 2019 avec nos partenaires clés.

.....

L'événement le plus marquant du début de ce mandat du Président de la République fut le dialogue avec la jeunesse.

Cité un peu plus haut, la cérémonie du 1^{er} novembre de chaque année est le moment privilégié des jeunes ainsi que de mon département, lors de laquelle, nous présentons un bilan de nos réalisations et abordons un thème qui marque le point de départ de la nouvelle année. C'est aussi, l'occasion de décerner le « Grand Prix du Chef de l'État » pour des jeunes qui se seront particulièrement distingués dans le domaine de la jeunesse et des sports autour d'un thème choisi par un jury sectoriel. Lors de cette journée, des personnes qui se sont investies dans la promotion et l'épanouissement de la jeunesse sont également décorées. .../...

- Dans le domaine des infrastructures, nous avons entrepris la construction et la rénovation de nombreuses infrastructures sportives qui sont devenues, au fil des ans, un levier essentiel de promotion et d'épanouissement de la jeunesse.

Le développement des activités physiques et sportives dès le plus jeune âge et tout au long de la vie est un levier fondamental pour l'équilibre de notre société en termes de santé publique mais aussi de vivre-ensemble et de cohésion sociale.

- Dans le domaine des loisirs, de nombreuses actions visent à l'épanouissement des jeunes, tels que les Jeux de La CJSOI (Commission de la Jeunesse et des Sports de l'Océan Indien) organisés par la république de Djibouti en 2018, les colonies de vacances, les jumelages, l'animation d'été ou encore le Scoutisme.

Monsieur le ministre, le défi qui attend le président pour ce nouveau mandat c'est toujours et encore la lutte contre le chômage des jeunes ?

Faciliter l'insertion socioprofessionnelle, l'autonomisation et l'auto-emploi des Jeunes, tels sont les points d'orgue de la feuille de route du Chef de l'Etat.

Dans la lutte efficace contre le chômage des jeunes, la recherche permanente d'une adéquation entre le marché de travail et les formations par des incitations fiscales aux entreprises qui embauchent les jeunes a été une réponse privilégiée. La mise

en place d'un Fonds de développement économique et fonds de garantie qui donne l'accès aux jeunes à l'esprit d'entreprise, à la création d'activités génératrice de revenus et source de création d'emplois, répond favorablement au souci

de notre Président qui a constamment placé les jeunes diplômés et l'emploi au cœur de ses préoccupations. C'est ainsi que le Centre de Leadership et d'Entrepreneuriat (CLE) a vu le jour. C'est une structure dédiée aux entrepreneurs ainsi qu'aux porteurs de projets souhaitant créer leur propre entreprise qui les aide dans leurs démarches de constitution d'entreprise jusqu'à son effectivité.



L'ADDS ORGANISE DES FORMATIONS POUR DES JEUNES DÉSCOLARISÉS.

Ce Centre dispose aux jeunes de formations spécialisées et spécifiques et met à leur disposition des espaces de co-working. Tout au long des deux premières années, les jeunes entrepreneurs sont suivis, entendus et coachés par des experts.

Il serait prétentieux en ces quelques lignes de lister, toutes les mesures et les mécanismes mis en place pour rendre plus autonomes les jeunes. Néanmoins, il ne faut pas oublier de rappeler les avantages fiscaux mis en place et la facilitation de la procédure des créations d'entreprises.

Le gouvernement, par le biais de partenariats public-privé, a permis d'insérer de nombreux jeunes dans la vie professionnelle grâce au mécanisme du contrat-aidé consistant à mettre à la disposition des entreprises privées des jeunes en stage de professionnalisation, rémunérés sur les fonds propres de l'État et/ou par des partenaires techniques financiers.

Dans ce même état d'esprit, le projet « Initiatives Emploi des Jeunes » est en cours avec l'ensemble de pourvoyeurs d'emploi du pays. À travers des conventions d'engagement entre le ministère en charge du travail et plusieurs institutions

depuis la fin de l'année 2020, de nombreuses promesses d'embauches ont été enregistrées. La plupart des offres sont en ligne à travers une plateforme mise à la disposition de l'Agence Nationale de Formation et de l'Insertion Professionnelle. Le projet vise la barre de 5 000 emplois effectifs dès cette année, défi que le gouvernement a relevé malgré l'impact de la pandémie COVID-19.

.....
Faciliter l'insertion socioprofessionnelle, l'autonomisation et l'auto-emploi des jeunes, tels sont les points d'orgue de la feuille de route du Chef de l'État.

Malgré ces avancées, le gouvernement est confronté à certains obstacles concernant le chômage des jeunes. C'est pourquoi deux nouvelles stratégies quinquennales sont en cours d'élaboration sur la base du dialogue et de la coordination intersectorielle : la politique nationale de l'emploi 2021-2026 et la stratégie nationale de la Jeunesse 2021-2026. L'employabilité des jeunes sera au centre de ces échanges, car cette question est cruciale pour permettre aux jeunes d'occuper un travail décent et de s'adapter au changement, et pour permettre aux entreprises d'adopter les nouvelles technologies tout en devenant plus productives et durables.



SECRÉTARIAT D'ÉTAT
À LA JEUNESSE
ET AUX SPORTS

B.P : 2506
République de Djibouti
@SEJS.DJIBOUTI
sejsdjibouti@gmail.com



MBS, royal killer

Prince héritier du royaume, apprécié des Américains, Mohammed Ben Nayef avait tout pour réussir. Jusqu'à ce que son cousin Mohammed Ben Salman mette au point une stratégie pour l'éliminer politiquement et lui ravir sa place.

AMÉLIE ZACCOUR

Deux ans. C'est le temps qu'il a fallu à Mohammed Ben Salman (MBS), fils du roi Salman, pour écarter son cousin Mohammed Ben Nayef (MBN) de la succession au trône d'Arabie saoudite. La partie n'était pas gagnée d'avance. En 2015, MBS a 30 ans, son cousin, 56. Le premier, qui n'a pourtant aucune expérience en matière militaire, vient d'être désigné ministre de la Défense; le second, ministre de l'Intérieur depuis trois ans, a déjà fait une brillante carrière dans la sécurité et le renseignement.

Dans les années 2000, Mohammed Ben Nayef s'est en effet imposé comme l'expert du contre-terrorisme en Arabie saoudite. Formé par le FBI et Scotland Yard, il a commencé sa carrière à l'Intérieur, où il a chapeauté les services de renseignements, puis il a pris la tête du ministère. À ce titre, il a étroitement collaboré avec la CIA. Il a tissé des liens avec David Petraeus, directeur de l'agence sous Obama, et dispose de réseaux au sein du département d'État. Apprécié des Américains, MBN passe pour l'un des rares princes saoudiens à maîtriser les dossiers dont il a la charge.

En 2010, il avertit la CIA que des bombes ont été placées à bord de cargos qui font route vers les États-Unis. Jon Finer, le directeur de cabinet du secrétaire d'État John Kerry, est impressionné par la capacité de MBN à livrer régulièrement des informations cruciales sur les activités des jihadistes. « Ils m'ont sauvé les fesses plus d'une fois », confie un membre du département d'État américain basé à Riyad en évoquant l'équipe de MBN.

En avril 2015, lorsque le roi Salman le désigne prince héritier, MBN semble le candidat idéal aux yeux de Washington. En Arabie saoudite, l'heureux élu est considéré comme un héros national. Pourtant, avant même sa nomination, il a perçu les premiers signes de sa future marginalisation. En mars 2015, une campagne militaire, dont l'artisan est Mohammed Ben Salman, a été lancée au Yémen et il n'en a même pas été informé. MBS va peu à peu couper tous les ponts entre son cousin et ses amis américains.

Les événements se précipitent durant l'été 2015, quand Adel al-Jubeir, le ministre saoudien des Affaires étrangères, vante à son homologue américain John Kerry la personnalité de MBS. Il représente l'avenir du royaume, lui dit-il. Kerry prend note, mais ne veut surtout pas mêler l'Amérique à cette guerre de succession.

Au cours de la même période, Saad al-Jabri, directeur de cabinet et compagnon de route de MBN depuis quinze ans, lui aussi très apprécié des Américains, se rend à la Maison-Blanche pour faire un point sur la campagne du Yémen. Laquelle n'enthousiasme guère Mohammed Ben

Nayef... Il n'en faut pas davantage au clan MBS pour imaginer que MBN cherche à discréditer le fils du roi. En septembre, MBN et Saad al-Jabri apprennent, en direct à la télévision, que le roi Salman limoge ce dernier. MBN se voit brutalement privé de son plus proche collaborateur.

Quelques semaines plus tard, MBN s'apprête à recevoir son ami Joseph Westphal, ambassadeur des États-Unis en Arabie saoudite, quand le diplomate est intercepté à Djeddah par une équipe de Mohammed Ben Salman. Le fils du roi dit avoir besoin de le voir et assure qu'il sera de retour à temps pour son rendez-vous avec le prince héritier. Il n'en est rien. MBS fait durer l'entretien de sorte que les deux hommes ne puissent pas se voir.

Travestissement

À la Maison-Blanche, on comprend qu'une bataille interne est en cours. Certes, MBN est un candidat de choix, mais il importe de développer une relation de confiance avec MBS, dont l'ascension a débuté. D'autant que, face à son énergique cousin, MBN semble de moins en moins en mesure de riposter. Un attentat d'Al-Qaïda, qui l'a frappé en 2009, l'a atteint plus sérieusement qu'il ne veut bien l'admettre. Contraint de prendre des analgésiques de plus en plus puissants, il a des absences, et il lui est arrivé de piquer du nez en pleine réunion avec le président Obama. Des rapports des services de renseignements américains évoquent son addiction aux médicaments et son recours à des drogues pour rester éveillé. Ils mentionnent également son goût pour le travestissement →

MALADE, MBN PREND DES ANALGÉSQUES DE PLUS EN PLUS PUISSANTS. IL LUI EST ARRIVÉ DE PIQUER DU NEZ EN PLEINE RÉUNION AVEC OBAMA.



SAUDI PRESS AGENCY HANDOUT/EPAMAX/PPP

Mohammed Ben Salman (à g.) baisant la main de Mohammed Ben Nayef, à qui il vient de succéder comme prince héritier, à La Mecque, le 21 juin 2017.

→ et son penchant pour les hommes. Des allégations connues des cours royales du Golfe et que Mohammed Ben Zayed (MBZ), prince héritier d'Abou Dhabi et homme fort des Émirats arabes unis, qui a pris sous son aile le jeune MBS, se fait un malin plaisir de rappeler à ses influents amis américains. À des responsables

MOHAMMED BEN SALMAN SURPREND LES AMÉRICAINS EN DÉCLARANT QU'ISRAËL N'EST PAS L'ENNEMI DE L'ARABIE SAOUDITE.

américains qu'il reçoit à déjeuner dans son manoir de Virginie, MBZ déclare ainsi : « Vous savez pourquoi Mohammed Ben Nayef ne peut être roi. Il ne sera accepté ni des Saoudiens ni d'aucun d'entre nous. Il ne peut pas être roi. Il ne le sera pas. »

Se sentant en danger, MBN prolonge sa partie de chasse annuelle en Algérie de plusieurs semaines et ne répond plus aux sollicitations de ses partenaires américains. MBS profite de cette absence prolongée pour, tout au long de l'année 2016, promouvoir sa vision de l'avenir du royaume. Les délégations américaines commencent à se succéder à Riyad, le plus souvent à l'invitation du roi et de son fils. L'occasion, pour elles, de rencontrer des Saoudiens influents. Le sénateur républicain Lindsey Graham tombe ainsi sous le charme du jeune prince et salue sa lucidité concernant les problèmes économiques et sociaux du royaume.

L'une de ces délégations, composée d'universitaires, d'anciens ambassadeurs, d'assistants parlementaires et autres conseillers politiques influents à Washington, arrive à Riyad en août 2016. Après un bref entretien avec le roi Salman, ils rencontrent Mohammed Ben Nayef. Ce dernier paraît épuisé et ne semble avoir

aucune réponse à leurs questions portant sur les réformes économiques, la guerre au Yémen ou le conflit syrien. Il cale même sur les questions de sécurité, son domaine de prédilection. La réunion dure moins d'une heure.

La délégation rencontre ensuite MBS. D'emblée, ce prince débordant d'énergie insiste sur l'importance de la relation américano-saoudienne, embraye sur la Syrie, le Yémen, l'Irak, le conflit israélo-palestinien, la politique pétrolière, les réformes religieuses. Il reconnaît que l'Arabie saoudite a un problème d'image en Occident, mais affirme que les réformes qu'il se propose de mener aboutiront. Puis il surprend ses invités en affirmant qu'« Israël n'est pas l'ennemi de l'Arabie saoudite ». La réunion dure deux heures. Tous ses visiteurs voient en lui un futur dirigeant. En janvier 2017, Donald Trump prend ses fonctions de président des États-Unis. Son gendre, Jared Kushner, qui est aussi son conseiller spécial, se lie rapidement d'amitié avec MBS et le dubaïote MBZ.

Séquestré et harcelé

Après de longs mois de passivité, Mohammed Ben Nayef se résout à agir. Poussé par des agents des services de renseignements américains qui collaborent avec lui et qui s'inquiètent de sa mise à l'écart, il recrute Robert Stryk, un lobbyiste introduit dans les hautes sphères du Parti républicain. Sa mission : rappeler à la nouvelle Administration américaine que MBN est un allié incontournable.

Il est déjà trop tard. Peu après, Donald Trump se rend à Riyad, sans prévoir de rencontre officielle avec MBN. À la fin du mois, un émissaire de MBS s'envole discrètement pour Washington. Il annonce à des responsables de l'Administration Trump que son patron s'apprête à évincer son cousin.

Dans la soirée du 20 juin 2017, Mohammed Ben Nayef reçoit un appel lui demandant de se rendre au palais d'Al-Safa. Une fois sur place, son service de sécurité est retenu à l'extérieur et désarmé. Le roi veut

voir MBN seul, lui dit-on. « L'invité » patiente dans un salon et comprend qu'il est séquestré. Il est près de minuit. Pendant ce temps, le cabinet de MBS contacte les membres du Conseil d'allégeance. « Le roi souhaite que son fils devienne prince héritier, leur dit-on. Quel est votre choix ? » Le sort réservé à celui qui oserait s'opposer à la décision du monarque en fait réfléchir plus d'un. MBS est nommé prince héritier, par 31 voix sur 34.

Un émissaire informe MBN de la nouvelle et lui tend une lettre de démission à signer. « Il était horrifié », se souvient l'un de ses proches. MBN refuse. De longues heures durant, des partisans de son rival se succèdent dans le salon et harcèlent le prince héritier. Certains le menacent de révéler au public sa dépendance aux drogues, ou lui font écouter des enregistrements d'autres princes qui soutiennent MBS. L'un d'eux lui demande s'il compte quitter le palais en vie.

MBN résiste toute la nuit, mais sa santé fragile le rattrape. À l'aube, épuisé, il accepte un compromis : il ne signera pas la lettre et donnera sa démission oralement. Pensant officialiser cet accord verbal dans la journée, il se dirige vers la sortie. Il est 7 heures du matin. Soudain, une porte s'ouvre. Il se retrouve devant un parterre de caméras, accueilli par un MBS qui joue la comédie du cadet déférent. La passation de pouvoir est immédiate. « Maintenant, je vais me reposer. Et toi, que Dieu t'aide », improvise le vaincu.

MBS, 31 ans, est nommé prince héritier par décret du roi Salman. Il devient également vice-Premier ministre et conserve son portefeuille de la Défense. Dans la foulée, MBN est démis de toutes ses fonctions, y compris de son poste de ministre de l'Intérieur. Assigné à résidence dans son palais, il vit, à 57 ans, la fin de sa carrière politique. Le coup de grâce arrive en mars 2020, lorsqu'il est accusé de complot contre le roi et le prince héritier, puis arrêté. À ce jour, son sort demeure un mystère. ■

INTERNATIONAL



AFRIQUE - ROYAUME-UNI

Business as

Lors du sommet du 20 janvier dernier, organisé en visioconférence, le Premier ministre britannique, Boris Johnson, a rassuré ses partenaires africains: la Grande-Bretagne post-Brexit garde toutes ses ambitions pour le continent. Mais sans rien proposer de vraiment nouveau.

Emma Wade-Smith, commissaire pour le commerce avec l'Afrique

Cap sur la COP26



usual

Lors du précédent
sommet
Royaume-Uni-Afrique
sur l'investissement,
à Londres,
le 20 janvier 2020.

REX/SPA

OLIVIER CASLIN

Le 20 janvier 2020, le Royaume-Uni lançait son premier sommet sur l'investissement en Afrique. Une quinzaine de chefs d'État et de gouvernement avaient fait le déplacement à Londres pour saisir au bond la proposition de « *New Partnership* » que leur proposait le Premier ministre britannique, Boris Johnson.

Douze jours plus tard, le Royaume-Uni quittait officiellement l'Union européenne (UE), inaugurant une période de transition qui, le 1^{er} janvier 2021, a débouché sur la mise en application effective de l'accord du Brexit. Comme l'a rappelé Boris Johnson le 20 janvier dernier, en effet, « beaucoup de choses ont changé en un an ». Le chef du gouvernement britannique s'adressait alors, par vidéo interposée, aux participants du deuxième sommet sur l'investissement en Afrique.

Organisée virtuellement pour répondre aux nouvelles réalités imposées également depuis un an par la pandémie du Covid-19, cette deuxième édition est évidemment bien loin des fastes de la première. Les occasions étant désormais rares, le cabinet britannique a néanmoins profité du rendez-vous pour rassurer le continent, un an jour pour jour après le premier sommet. « Une chose n'a pas changé, je peux vous l'assurer, c'est mon ambition de voir le Royaume-Uni renforcer son partenariat avec l'Afrique », a déclaré Boris Johnson à l'heure de conclure.

Un an plus tôt, le même désertait les couloirs de Davos pour accueillir en personne ses « amis africains », Paul Kagame, Abdel Fattah al-Sissi ou encore Macky Sall en tête. Accompagné de tous ses principaux ministres et en présence du prince William, il proposait un événement hors normes, à l'originalité et au pragmatisme tout britanniques, où se conjugaient à la perfection les coulisses de la diplomatie et le monde des affaires.

Le sommet se concluait sur la double promesse faite par le gouvernement britannique de mobiliser une aide publique de près de 4 milliards de livres sterling (4,5 milliards d'euros) et par le secteur privé d'investir 6,5 milliards supplémentaires

dans plus de 25 projets industriels ou énergétiques à travers le continent, faisant souffler un véritable « vent d'afro-optimisme sur Londres », selon la presse locale. Aujourd'hui quelque peu retombé sous l'effet du Covid-19 et d'un calendrier surchargé par les nouvelles priorités d'un Royaume-Uni post-Brexit en chantier.

Politiquement et économiquement, le concept de « Global Britain », cher à Boris Johnson et aux brexiters, d'une Grande-Bretagne libérée de ses chaînes européennes pour voguer au vent de la mondialisation, reste en effet largement à construire, notamment sur la scène internationale. « C'est une vision trop nationaliste pour être partagée à l'extérieur du Royaume-Uni », estime un éditorialiste londonien, notamment sur un continent africain qui entend bien tirer son épingle du jeu dans le bouleversement provoqué par la sortie du Royaume-Uni de l'UE. Un changement dans la continuité, pour l'instant. « Les accords commerciaux aujourd'hui signés en Afrique avec Londres ne sont pas très différents de ceux précédemment signés avec Bruxelles », remarque notre éditorialiste.

Cultiver la différence

Les bien nommés « accords de roulement » ont permis de parer au plus pressé en garantissant des conditions d'accès au marché britannique identiques au passé, sans vraiment d'autres améliorations. « Il apparaît très clairement que Londres n'a disposé ni du temps ni des ressources nécessaires pour être en capacité de proposer un nouveau partenariat aux pays africains », constate Kieran Davis, de l'Institut national d'études africaines.

Le constat est le même sur les questions sécuritaire et migratoire. Le Royaume-Uni a bien « repris le contrôle » de ses frontières comme de son marché du travail, mais pour l'instant dans le même cadre qu'avant. Le Premier ministre a maintes fois promis que son pays serait « plus ouvert aux Africains », mais « sans qu'aucune mesure migratoire concrète ne permette encore de l'affirmer », regrette Kieran Davis.

En matière de sécurité, Londres continue de cultiver sa différence sur le continent, en ouvrant ses propres ambassades dans le Sahel ou en s'engageant dans la formation de l'armée nigériane contre Boko Haram, tout en appuyant ses alliés européens, comme quand des hélicoptères de la RAF apportent un soutien aérien à l'opération Barkhane. En fonction

de ses propres intérêts, sécuritaires mais également, et de plus en plus, économiques.

Désormais en concurrence directe avec le reste du monde, qui, lui aussi, porte un regard soutenu sur l'Afrique, le Royaume-Uni va vite devoir sortir de la zone de confort communautaire qui a été la sienne pendant plusieurs décennies, tant dans le choix de ses partenaires que de ses savoir-faire. L'illusion que le Commonwealth et ses dix-neuf pays africains pourraient compenser le marché européen a vécu outre-Manche. « Il faudrait réorganiser cette institution pour qu'elle tienne davantage compte du poids écono-

mique de l'Inde et d'autres pays comme le Nigeria », estime l'un de ses observateurs privilégiés depuis Lagos. Une transformation qui ne semble pas être à l'ordre du jour du prochain sommet de l'organisation, qui se déroulera à Kigali en juin prochain.

En attendant, Londres renforce ses

liens avec les membres de sa communauté. Sur les quinze pays du continent qui ont jusqu'à présent passé des accords bilatéraux avec le Royaume-Uni, seuls le Mozambique, la Côte d'Ivoire, le Maroc et le Cameroun ne sont pas anglophones. Mais même au sein de la famille, les dissensions existent. Si les partenaires traditionnels que sont l'Afrique du Sud et Maurice ont su entraîner leurs voisins dans leur sillage, le Ghana a signé tardivement, et le Nigeria refuse toujours de le faire – pendant que le Kenya se faisait réprimander par ses homologues de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) pour son empressement à s'entendre avec Londres.

La compétition s'annonce rude pour le Royaume-Uni, déjà commercialement en perte de vitesse sur le continent, avec l'arrivée de nouveaux partenaires internationaux des pays africains, qui ont aussi appris depuis longtemps à se fournir ailleurs. Avec la City, Londres détient bien sûr une carte maîtresse sur laquelle capitaliser dans l'immédiat. Le temps pour le Royaume-Uni de mieux définir sa vision « globale » en direction de ses partenaires africains. Et des autres. **TA**

**LA COMPÉTITION S'ANNONCE
RUDE POUR LONDRES,
AVEC L'ARRIVÉE DE
NOUVEAUX PARTENAIRES
INTERNATIONAUX DES PAYS
AFRICAINS, QUI ONT AUSSI
APPRIIS DEPUIS LONGTEMPS
À SE FOURNIR AILLEURS.**



ASSALA ENERGY :

OPÉRER DE FAÇON RESPONSABLE DANS UN MONDE EN TRANSITION.

Notre vision est d'injecter une nouvelle énergie dans nos actifs pétroliers et gaziers matures grâce à notre excellence opérationnelle, au contrôle des coûts et à un investissement continu, avec pour résultat une activité plus sûre, plus propre, flexible, résiliente et redynamisée.

La pandémie de COVID-19 et la récession économique mondiale incitent le grand public à soutenir une action concrète et rapide contre le changement climatique et à exiger plus de responsabilité et de transparence de la part des entreprises.

Assala est déjà sur ce chemin

Les valeurs et l'esprit d'Assala qui régissent ce que nous faisons et la manière dont nous le faisons, sont alignés avec ces demandes. Nous sommes fiers d'être une société

britannique respectant des réglementations parmi les plus strictes au monde en matière de gouvernance. C'est pourquoi investisseurs, banques et pays dans lesquels nous opérons nous font confiance.

Depuis notre arrivée au Gabon fin 2017, et même durant la période de grands défis que nous traversons, nous investissons continuellement. Assala opère selon les meilleurs standards internationaux en matière de gouvernance, de santé, de sécurité et d'environnement. Nous publions chaque année une synthèse présentant nos résultats en ce qui concerne la gouvernance et les aspects sociaux et environnementaux de nos activités. Nous sommes audités annuellement, conformément aux principes de l'Équateur et aux normes de performance définies par la Société Financière Internationale

(IFC, Groupe de la Banque Mondiale). Nous sommes certifiés ISO 14001.

Opérer de manière responsable signifie aussi contribuer à une économie mondiale décarbonée. Cela protège nos activités, nous rend plus robustes et nous permet de conserver une perspective à long terme dans nos stratégies industrielles et commerciales.

Les résultats

Assala augmente sa production et les réserves de ses puits en prolongeant les cycles de vie des champs arrivés à maturité. 90 % de nos employés sont des nationaux. Les contributions d'Assala aux économies des pays où nous travaillons incluent la préservation des emplois, le respect strict des obligations locales, une approche intégrée de contenu local à travers nos fournisseurs et des initiatives de développement communautaire, dans un objectif de durabilité.

Assala Energy établit des partenariats gagnant-gagnant avec ses parties prenantes pour garantir un bénéfice à long terme provenant de nos opérations.

David Roux, CEO

CHIFFRES CLÉS D'ASSALA

depuis son arrivée, période 2018-2020



2^e PRODUCTEUR
PÉTROLIER AU
GABON



425 M\$
D'INVESTISSEMENTS
CAPEX



18 NOUVEAUX
PUITS ET
68 WORKOVERS



500 EMPLOIS
DIRECTS,
3000 EMPLOIS
INDIRECTS



900 M\$* DÉPENSÉS
AUPRÈS D'ENTREPRISES
GABONAISES
*(~ 490 milliards de Francs CFA)



90% DES SALARIÉS
SONT GABONAIS



ASSALA
ENERGY

Assala Energy UK Limited,
The Metro Building, 1 Butterwick,
London W6 8DL, UK
Tél. : +44 203 314 8560
www.linkedin.com/company/assala-energy
www.assalaenergy.com

Emma Wade-Smith

Commissaire britannique pour le commerce avec l'Afrique

« Nous souhaitons multiplier les accords avec les pays africains »

À l'heure du Brexit et de la pandémie de Covid-19, comment vont évoluer les échanges entre Londres et le continent? Le premier commissaire pour le commerce jamais nommé au Royaume-Uni pour gérer les relations avec l'Afrique se veut optimiste.

PROPOS RECUEILLIS PAR OLIVIER CASLIN

Emma Wade-Smith est le premier Commissaire au commerce jamais nommé au Royaume-Uni pour l'Afrique. Avant sa prise de fonctions, en juin 2018, cette diplomate de carrière a occupé de nombreux postes au sein du Foreign Office, le ministère britannique des Affaires étrangères, à Londres, ainsi qu'au sein de différentes ambassades, aux États-Unis, au Mexique et au Chili. À partir de 2016, elle travaille en Afrique du Sud en tant que directrice du commerce pour l'Afrique australe et participe l'année suivante à la mise en place de l'équipe panafricaine au sein du Department for International Trade (DIT). Nommée officier de l'Ordre de l'Empire britannique par la reine Elisabeth II pour avoir géré la cellule de crise du Foreign Office, Emma Wade-Smith revient sur l'évolution des relations commerciales entre son pays et l'Afrique, à l'heure du Brexit et du Covid-19.

Comment qualifiez-vous les relations commerciales entre l'Afrique et le Royaume-Uni?

Nous partageons ensemble une longue histoire économique, reposant sur les nombreuses entreprises britanniques qui, au fil des décennies, ont permis la création de plusieurs milliers d'emplois à travers le continent. Le Royaume-Uni reste

aujourd'hui encore l'un des investisseurs étrangers les plus importants en Afrique et l'un de ses partenaires commerciaux les plus significatifs. La demande de biens et de services en provenance du Royaume-Uni reste également très forte auprès des acheteurs africains. Notre engagement aux côtés du continent a été publiquement confirmé lors du Sommet Royaume-Uni-Afrique de janvier 2020, lorsque le Premier ministre, Boris Johnson, a déclaré que notre pays voulait devenir un partenaire économique de premier plan en Afrique. Même si nos volumes en matière d'échanges commerciaux et d'investissements repartent à la hausse, force est de constater que le Royaume-Uni a perdu quelques parts de marché ces dernières années, notamment face à l'arrivée de nouveaux pays alléchés par les perspectives économiques africaines.



LA ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE CONTINENTALE AFRICAINE S'ANNONCE DÉJÀ COMME L'UN DES PRINCIPAUX MOTEURS DE CHANGEMENT DANS LE MONDE DE DEMAIN.

Qu'est-ce qui a changé depuis l'entrée en vigueur du Brexit, le 1^{er} janvier 2021?

L'intérêt grandissant pour les opérateurs privés britanniques en Afrique, notamment les petites et moyennes entreprises innovantes, n'a pas ralenti depuis notre sortie officielle de l'UE. Et nos entreprises sont nombreuses à vouloir étendre leurs activités sur le continent ou à souhaiter partager les expériences de celles qui y sont déjà présentes, afin de mieux voir ce qu'elles peuvent elles-mêmes apporter, en favorisant autant que possible les partenariats avec des acteurs locaux.

À un niveau plus technique, maintenant que le Royaume-Uni a pleinement retrouvé son indépendance commerciale, il est libre de déterminer le nouveau cadre de ses échanges économiques et de ses investissements. Nous avons travaillé dur ces dernières années pour être au rendez-vous le jour J. Des accords commerciaux ont été signés avec 15 pays à travers le continent, et l'accès à notre marché a été garanti pour la plupart des autres dans le cadre du Système généralisé de préférences (SGP) britannique. La prochaine étape consiste à mettre en place ces accords, à nous assurer que nos entreprises sont bien conscientes des nouveaux termes d'échanges et qu'elles utilisent ces accès préférentiels plus efficacement que par le passé. Nous n'allons pas nous arrêter là puisque notre objectif

est de conclure de nouveaux accords avec le maximum de pays.

L'arrivée de la pandémie a-t-elle eu un impact sur les priorités britanniques en Afrique ?

Le Covid-19 a bien sûr été un véritable choc pour les économies africaines, comme pour celles du reste du monde. Les entreprises britanniques ont fait preuve, à cette occasion, d'un engagement sans faille sur le terrain. Notre gouvernement a été en première ligne pour atténuer certains des pires effets économiques et sanitaires de cette pandémie en Afrique, en fournissant notamment une assistance technique à différents États. Le Royaume-Uni a également mené les débats au sein du G20 sur la question de la suspension de la dette, et il est aujourd'hui largement investi dans les campagnes de vaccination réalisées dans le cadre de l'initiative Covax.

Malgré ce contexte très difficile, je reste persuadée que cette pandémie va créer de nouvelles opportunités à travers le continent, notamment en matière de solutions technologiques dans les secteurs de l'agriculture, de la santé, de l'éducation et de la sécurité. Mon rôle est de tout faire pour m'assurer que les entreprises britanniques en sont conscientes et pour les aider à les saisir.

Le Royaume-Uni a organisé son premier sommet sur l'investissement en Afrique, au début de 2020. Quel bilan en a tiré le gouvernement ?

Plus de 1700 personnes ont participé à ce rendez-vous unique, dont 16 chefs d'État et de gouvernement africains. L'objectif était de souligner l'engagement pris par le Royaume-Uni en direction de l'Afrique. Les retours ont été extrêmement positifs, et notre positionnement, clairement aux côtés de l'Afrique, a été des plus appréciés. Ce sommet a fait naître un intérêt élevé pour le Royaume-Uni en Afrique, que nous cherchons aujourd'hui à maintenir. L'édition virtuelle que nous avons organisée cette année nous a permis



TRADE GOV.UK

de réaffirmer le rôle de partenaire de premier plan auquel nous aspirons, notamment en matière d'investissements. Nous avons pu montrer les actions menées par nos entreprises en Afrique pour inciter les autres à suivre leurs traces, en soulignant l'importance de s'appuyer localement sur des partenaires.

Quelle est l'importance du Commonwealth sur la politique britannique en Afrique, et qu'attendez-vous du sommet organisé cette année au Rwanda ?

Le Commonwealth reste un extraordinaire réseau de pays développés ou en développement travaillant ensemble sur les objectifs communs de prospérité, de démocratie et de paix. Il regroupe plus d'un quart de la population mondiale, et sa diversité permet de bénéficier de différentes approches pour traiter des grandes questions internationales. Nous sommes engagés ensemble à faire tomber les barrières commerciales et à libéraliser les environnements économiques. D'ailleurs, la plupart des accords bilatéraux déjà signés l'ont été avec des pays membres de l'organisation. Le sommet qui se tiendra en juin au Rwanda, dont le thème est « développer un futur commun », doit amener les chefs d'État et de gouvernement

du Commonwealth à faire davantage de progrès vers des économies toujours plus soutenables et inclusives.

Diriez-vous que l'Afrique est devenue plus importante dans la politique extérieure du Royaume-Uni post-Brexit ?

Boris Johnson a déclaré lors du sommet de 2020 que « l'Afrique est le futur ». Tous les jours, je constate l'importance de l'Afrique dans le commerce et l'investissement mondial en général et britannique en particulier. Et nous ne sommes pas les seuls, évidemment, à nous montrer intéressés par les vastes perspectives africaines. Les secteurs d'affaires africains et britanniques vont pouvoir développer à l'avenir leur relation de travail, le potentiel d'évolution est énorme. C'est la raison pour laquelle mes équipes ont été doublées ces dix-huit derniers mois. Et le cadre commercial que nous mettons en place doit faciliter la transformation de ce potentiel en réalité concrète, surtout dans la perspective de la Zone de libre-échange continentale africaine [Zlecaf], qui s'annonce déjà comme l'un des principaux moteurs de changement pour le commerce mondial de demain. Ce projet est, bien sûr, fortement soutenu par le Royaume-Uni, qui a apporté une assistance technique importante durant les phases de négociations. **JA**



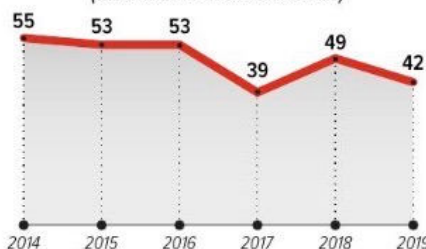
L'ex-ministre britannique Alok Sharma assurera la présidence de la Conférence de Glasgow, du 1^{er} au 12 novembre 2021.

Cap sur la COP26

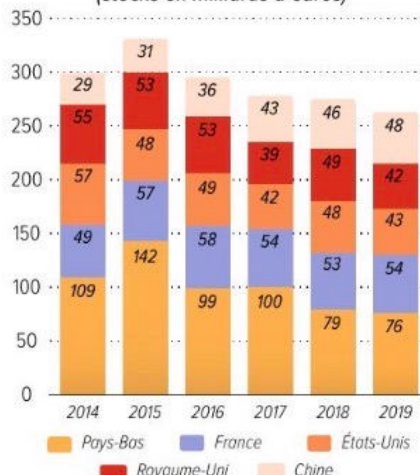
De Londres à Glasgow, il n'y a qu'un pas pour le gouvernement britannique. Puisque la deuxième édition du Sommet Royaume-Uni-Afrique sur l'investissement n'a pu se dérouler physiquement en janvier à Londres, la tentation pourrait être forte pour le cabinet britannique d'utiliser la COP26, organisée du 1^{er} au 12 novembre prochain en terre écossaise, pour mesurer l'influence post-Brexit du pays, notamment en Afrique.

« C'est une tribune fantastique pour faire connaître son agenda en matière environnementale et économique », confirme un habitué de ces grands cénacles internationaux. Mais, à neuf mois de l'événement, Londres a fourni pour l'instant peu de précisions quant à ses priorités, souligne-t-il. En ce qui concerne l'Afrique, le Royaume-Uni se contente d'annoncer son engagement auprès de ses partenaires sur le continent pour le développement des énergies renouvelables, en mettant à

QUAND LES INVESTISSEMENTS BRITANNIQUES EN AFRIQUE MARQUENT LE PAS... (stocks en milliards d'euros)



... FACE À LA CONCURRENCE. (stocks en milliards d'euros)



contribution l'expertise de ses entreprises reconnues dans la filière ainsi que les capitaux de la City. « Dans ce domaine, le cabinet britannique compte en effet beaucoup sur le secteur privé », observe un économiste spécialiste des questions environnementales. C'est particulièrement vrai dans le secteur des nouvelles technologies liées à l'environnement, identifié par le gouvernement britannique comme l'un des principaux atouts du pays, au même titre que ses secteurs financier ou énergétique, notamment en Afrique.

Réfractaires

Mais Londres n'a pour l'instant pas réussi à mettre en place un agenda qui permettrait au rendez-vous de Glasgow de remplir son objectif affiché, à savoir « unifier le monde pour combattre le changement climatique ». La presse locale regrette que le Premier ministre « n'ait pas vu les gains politiques qu'il pouvait remporter en s'associant à Joe Biden, le nouveau président des États-Unis, pour fédérer la communauté

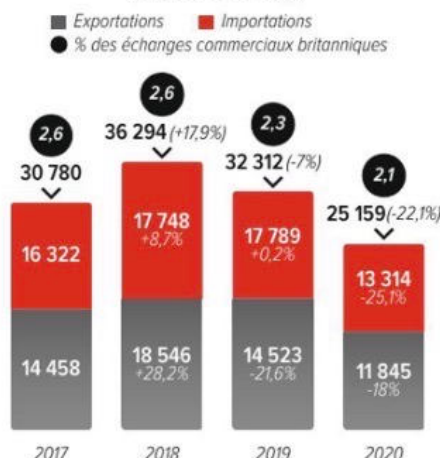
SOURCES : DEPARTMENT FOR INTERNATIONAL TRADE (DIT) ; OFFICE OF NATIONAL STATISTICS ; CNUCED

internationale autour d'une feuille de route vers la transition énergétique ».

« Les Britanniques sont trop réfractaires aux réglementations, reprend notre expert de l'environnement. Surtout si elles obligent les entreprises à payer des pénalités quand elles ne respectent pas leurs objectifs environnementaux. » Nommé au début de 2020 à la présidence de la COP26, Alok Sharma, ancien ministre d'origine bengalie des gouvernements May et Johnson, va donc avoir la lourde tâche de faire avancer les débats qui doivent déboucher sur l'application des résolutions prises lors de la COP21, à Paris, six ans plus tôt. Et tracer le chemin qui mène à Glasgow, entre préservation du patrimoine écologique mondial et intérêts propres à son pays. **IA**

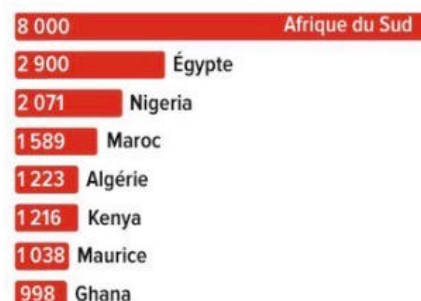
DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ÉQUILIBRÉS MAIS SÉRIEUSEMENT GRIPPÉS PAR LE COVID-19...

(en livres sterling)



... ET SURTOUT ORIENTÉS VERS LES GRANDES ÉCONOMIES ANGLOPHONES

En 2020, le Top huit des partenaires commerciaux africains représente les trois quarts des échanges britanniques avec le continent (en millions de livres sterling)



REPP

managed by **camco**
CLEAN ENERGY

SOUTENIR L'ACCÈS DE TOUS À UNE ÉNERGIE RENOUVELABLE ET FIABLE

La plateforme REPP (Renewable Energy Performance Platform) finance et assiste les porteurs de projets d'énergies renouvelable, pour favoriser l'utilisation d'énergie propre et bon marché en Afrique subsaharienne.

L'énergie renouvelable peut constituer une solution fiable et bon marché pour les entreprises et les consommateurs, y compris pour les 600 millions de personnes en Afrique subsaharienne qui vivent actuellement sans accès à l'électricité. Le développement des énergies renouvelable en Afrique permet également de lutter contre les changements climatiques.

La plateforme REPP accompagne tous types de porteurs de projet de production d'électricité renouvelable, en les aidant à mettre en œuvre leurs projets, en finançant leurs besoins, et en les conseillant grâce à l'expertise et le réseau de Camco, le gestionnaire de fonds d'investissement en charge de gérer REPP.

Mobiliser des financements durables

Depuis 2016, REPP contribue avec succès au développement du secteur privé en investissant dans des projets d'énergies renouvelables en Afrique subsaharienne. À ce jour, grâce aux projets soutenus, environ 100 millions de dollars ont pu être engagés dans des projets couvrant plus de 15 pays permettant de connecter environ 600 000 personnes à l'électricité pour la première fois.

REPP est un fonds de 200 millions de dollars financé par l'« International Climate Finance » du gouvernement britannique par l'intermédiaire du BEIS (Department for Business, Energy and Industrial Strategy).

COMMUNIQUÉ



JAMCO © RIFT VALLEY ENERGY

Email : info@camco.energy

www.repp.energy/fr/

JEUNE, DYNAMIQUE, DISCRÈTE, SICA ADVISORS CAPITAL VOIT L'AFRIQUE COMME UNE ZONE OÙ TOUT EST A FAIRE

➡ QUI EST RÉELLEMENT SICA ADVISORS CAPITAL ?

C'est une structure de droit britannique spécialisée dans la conception, le développement, le financement et la gestion des projets d'infrastructures en Europe, en Afrique et au Royaume Uni. Elle s'intéresse aux infrastructures de transports, urbains, d'Energies et Infrastructures digitaux particulièrement intelligentes, écologiques et futuristes. Si en Europe et en UK, **l'heure est à l'innovation et l'avancée technologiques appliquées aux infrastructures, en Afrique.** Pour SICA il faudrait commencer la métamorphose.

➡ UNE INSTITUTION DÉVELOPPANT DES PROJETS D'INFRASTRUCTURES INTELLIGENTS

Quand ELOM MUSK prévoit de donner USD 100 millions pour la société qui développera la meilleure technologie de capture de carbone aux USA. SICA ADVISORS CAPITAL comprend l'importance de l'investissement dans la futurition appliquée aux infrastructures. Avec l'appui d'investisseurs, il lance en fin 2020 **SICA SMART INFRASTRUCTURE OF TOMORROW PLATF LTD** spécialisée dans la mise en futurition des projets infrastructures à

savoir la conception aujourd'hui de projet d'infrastructures qui s'imposent en 2050 tenant compte de l'évolution des habitudes et des technologies. Composée d'une équipe de chercheurs high tech, d'ingénieurs civil et d'architectes, la structure travaille sur plusieurs prototype « Smart Airport », « Smart city », « Smart Hospital ». Au cours du mois de février 2021, SICA SMART INFRASTRUCTURE acquiert une start-up européenne travaillant sur une caméra capable de lire les émotions et de détecter des activités frauduleuses pour la sécurité des aéroports et shopping Malls.

➡ AUSSI BIEN QUE DES PROJETS D'INFRASTRUCTURES NET ZÉRO CARBONE ET ÉCOLOGIQUE

SICA INFRASTRUCTURES LAB, sa récente création s'allie aux laboratoires d'universités de recherche pour développer des technologies appliquées aux projets d'infrastructures zéro carbone, qui sont en phase avec les accords de Paris sur le climat et l'environnement. L'un des projets actifs de la société est la conception d'une ville écologique net zéro, économique et disposant des technologies associant la photosynthèse, l'énergie marine, la capture du gaz naturel pour améliorer le niveau de vie des usagers tant sur la santé et l'économie des dépenses incitant l'usage des véhicules électriques en Afrique.

➡ AVEC UN EFFORT DE MOBILISATION DE FONDS EN AFRIQUE

SICA ADVISORS CAPITAL met beaucoup d'efforts pour structurer le financement de ses projets. Il dispose d'un département « STRUCTURE INFRASTRUCTURE FINANCE » qu'il a sérieusement renforcé ces derniers mois composés d'ancien de la finance structuré de Citi et des DFI. La société prépare aussi avec ses sponsors sur la bourse le lancement de son véhicule vert d'un montant de €750 millions qui investira sur l'Afrique et le royaume uni dans des projets zéro carbone. Les équipes font actuellement des roads shows réguliers pour finaliser avec les investisseurs.





SICA ADVISORS CAPITAL

TRAVAILLE SUR PLUSIEURS PROJETS EN AFRIQUE

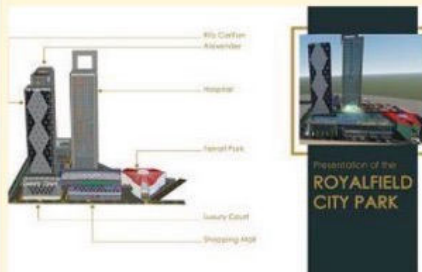
SICA OBTIENT LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE L'AÉROPORT INTERNATIONAL MKO INTERNATIONAL

SICA ADVISORS CAPITAL s'accorde avec le gouvernement local nigérian pour développer l'Aéroport international MKO. L'aéroport qui coûtera USD 200 millions aura une capacité de réception de 3 millions de passagers par an. La construction sera confiée à WASKITA KARYA. Avec l'aide de SICA SMART INFRA et SICA INFRA LAB, l'aéroport sera doté de nouvelles technologies, telle que le facial recognition check in, Security smooth Passenger flow, Easy walkthrough boarding, Passenger Locator system, et le parcours VIP assistant de même que les technologies solaires sur le runway et la façade pour améliorer la consommation d'énergie.



ENVIDA GROUP SIGNE AVEC SAC LE CONTRAT DE CONCEPTION, DE CONSTRUCTION DE LA CITÉ INTELLIGENTE LE ROYALSFIELD SMART CITY

ROYALSFIELD SMART CITY est un projet développé par le suisse ENVIDA comprenant un Smart Hôpital, un immeuble de bureaux, un grand data center, un Smart Hôtel, 100 appartements de luxe. Le projet donnera une première expérience usager de SMART city en Afrique. Les appartements de luxe de l'immeuble Alexander vendu à 3 millions de dollars sont très intelligents car équipés dans la cuisine, la gestion des incidents par un assistant. L'entrée dans l'immeuble ; à l'ascenseur et l'ouverture des portes doit être autorisé par l'hôte grâce à l'image de l'invité.



LE GROUPE MOORE AND TATE ET SICA ADVISORS CAPITAL S'ASSOCIENT POUR DÉVELOPPER À LAGOS UN PARC ÉOLIEN EN MER D'AFRIQUE

Le projet de développement de EKO WIND POWER à une capacité de 150 MW. Les études préliminaires ont été financées. Au coût de USD 500 millions, le projet compte développer deux sub-stations onshore et offshores et un parc de turbines telle les Haliade X. Les deux groupes investiront environ USD 150 millions en fonds et se sont actuellement tournés vers les institutions de développements américains et britanniques pour la levée des dettes à hauteur de USD 200 millions.



PROJET CITY TOWN « JÉRUSALEMA », UNE NOUVELLE VILLE ÉCOLOGIQUE, ZÉRO-CARBON AU GHANA

Acquérant les parts majoritaires d'un groupe ghanéen qui a signé un contrat de construction de 60 000 logements sur 3 ans avec le gouvernement. SICA ADVISORS CAPITAL développera sur un domaine de 6 000 hectares, à quelques minutes d'Accra, une ville écologique économique carboneutre à divisé en 12 centres urbains de 50 quartiers de 1 000 appartements. Les constructions seront effectuées à base de photosynthèse, capture solaire, production de gaz naturel, climatiseur à gaz, réfrigérateur à gaz intégré. La société approche le groupe VOLLERT et IEE pour posséder et développer le projet.



SICA ADVISORS CAPITAL ET DES FONDS DE FAMILY OFFICES LANCENT LE PROJET DE CONSTRUCTION DE L'HÔPITAL EKAABO INTERNATIONAL, CENTRE DE CANCÉROLOGIE

Ce projet de centre de Cancérologie est un projet très ambitieux sur un territoire Africain. Il sera équipé des meilleurs équipements tels que le cybernife, la tomothérapie, la protonthérapie et le premier à être semi smart. Le building de l'Hôpital sera auto-producteur d'énergie.



OBJECTIF MADAGASCAR

UN PAYS, SES DÉFIS



POLITIQUE

Trois ans pour réussir



Le président, au palais de la Reine de Manjakamiadana, dans la haute ville d'Antananarivo, le 6 novembre 2020.

MAMYRAEL/AFP

Au pouvoir depuis la fin de 2018, Andry Rajoelina a vu la Grande Île subir de plein fouet les conséquences de la pandémie de Covid-19. À lui maintenant de prouver à ses électeurs qu'ils ont fait le bon choix.

OLIVIER CASLIN

Bientôt arrivé à mi-mandat, Andry Rajoelina résistera sans peine à la tentation du premier bilan tant il semble évident que le meilleur est encore à venir pour Madagascar et son président.

Confortablement élu à la fin de 2018 sur la promesse d'assurer l'émergence économique de son pays, le chef de l'État va devoir sérieusement accélérer le rythme de ses réformes s'il veut être au rendez-vous qu'il a lui-même fixé à la population pour 2023. Avec le passage du Covid-19, l'économie de la Grande Île ne présente plus le même bulletin de santé qu'à la fin de 2018, lorsqu'elle venait d'enregistrer une croissance de 4,4 %, soit son meilleur taux de la dernière décennie.

Les 5,3 % annoncés à l'époque pour 2021 ne sont plus aujourd'hui qu'un rêve inaccessible dans un pays frappé de plein fouet par les conséquences de la crise sanitaire. Les Malgaches ont fini l'année 2020 épuisés, à l'image d'un pays qui aura perdu 9,4 points de croissance dans l'année par rapport aux prévisions, avec un PIB accusant une chute finale de 4,2 %.

En première ligne faute de filets sociaux suffisants, la population encaisse dans la douleur l'augmentation du coût de la vie dans les villes et de l'insécurité alimentaire dans les campagnes. Près de 1,4 million de personnes sont tombées ces douze derniers mois dans une extrême pauvreté, qui concerne désormais 77 % du pays. Véritable baromètre social de Madagascar, le prix du riz a doublé pendant la pandémie, et quatre habitants sur cinq sont actuellement en situation de « stress alimentaire », selon les dernières estimations de la Banque mondiale, qui, dans ses conclusions, annonce comme conséquence première de la crise un accroissement des inégalités dans un pays où elles sont déjà abyssales.

Sur le plan sanitaire, le pays s'en sort avec les honneurs dus à celui qui a cherché à apporter son écot dans la lutte mondiale contre le virus. L'efficacité du Covid Organics (CVO), commercialisé dès la fin d'avril 2020, a pourtant fait long feu et n'a pas « changé le cours de l'histoire de la pandémie », comme le promettait alors Andry Rajoelina. La tisane à l'artémisia, présentée comme le « remède africain », a néanmoins assis pour un temps la popularité du président à travers le continent et →



→ redonné un peu de fierté aux Malgaches – jusqu’à la flambée des cas enregistrés en juillet et en août, au cœur de l’hiver austral.

Avec moins de 300 morts et moins de 20 000 cas officiellement déclarés, la pandémie est restée sous contrôle : d’un point de vue sanitaire grâce à la jeunesse et à la résilience légendaire de la population ; sur un plan macroéconomique et financier, grâce à l’aide d’urgence de plus de 600 millions de dollars accordée en 2020 par les bailleurs de fonds, à commencer par le FMI, qui insiste aujourd’hui sur la fragilité de la situation malgache.

Grogne sociale

Venant confirmer ces craintes, les premiers mouvements de grogne sociale ont démarré avec la nouvelle année, dans la foulée de la colère du personnel médical, qui se demande où sont passés les millions décaissés pour lutter contre le Covid-19. Tout pousse donc Andry Rajoelina à passer à l’action. D’autant que le président a un plan pour remettre le pays sur les rails. L’Initiative pour l’émergence de Madagascar (IEM), annoncée lors de la campagne de 2018, est en effet devenue, en mai 2019, le Plan pour l’émergence de Madagascar (PEM) et constitue à ce titre « la stratégie globale de développement pour les dix années qui viennent », explique à la présidence l’un de ses principaux architectes. Sauf qu’elle n’avait jamais été précisément chiffrée.

Après avoir présenté succinctement, en octobre 2018, un document vite retoqué par les

Des étudiants du lycée Jean-Joseph-Rabearivelo brandissent une bouteille de Covid-Organics, à Antananarivo, le 23 avril 2020.

bailleurs de fonds pour ses lacunes, les autorités ont donc profité de la parenthèse Covid pour sortir leur machine à calculer. Et le prix de l’émergence s’annonce élevé puisque, pour atteindre les 8 % de croissance annuelle nécessaires, la Grande Île va devoir investir l’équivalent de 30 % de son PIB chaque année – et donc, compte tenu de son épargne nationale, trouver plus de 700 millions de dollars par an auprès de différents investisseurs étrangers.

« Nous voulons que toutes les parties concernées puissent se saisir du dossier », reprend notre conseiller. Prévue d’abord le 19 janvier, puis le 5 février, la présentation du PEM est aujourd’hui repoussée sine die. « Sans doute le temps de voir comment articuler cette stratégie avec les appuis financiers des bailleurs de fonds », suppose un diplomate de la place. Sans programme dans le pays depuis le début de 2020, le FMI a clôturé à la mi-février les négociations sur l’attribution d’une nouvelle Facilité élargie de crédit (FEC) de 320 millions de dollars pour les années 2021-2024, son agenda semblant avoir été pris en compte par le gouvernement en ce qui concerne la gestion des ressources publiques comme en matière d’investissement dans les secteurs sociaux.

Mais, au-delà des négociations avec les institutions internationales, la divulgation du PEM peut aussi être liée à une autre décision, politique cette fois : celle du remaniement gouvernemental attendu depuis plusieurs semaines. Pour le chef de l’État, il ne s’agit pas de remplacer le discret Christian Ntsay à la primature, mais bien de reprendre ses troupes en main. Depuis la victoire de sa majorité aux sénatoriales de décembre 2020, boycottées par une partie de l’opposition, le président dispose de tous les outils constitutionnels. Il lui reste donc à unifier son camp, aux intérêts aussi disparates que les différentes plateformes électorales qui le composent (IRD, IRK, Mapar, TGV...).

Rajoelina va devoir faire des choix. La tentation pourrait être grande de se muer en omniprésident, comme semblent le démontrer son cercle encore plus rapproché ainsi que sa gestion de plus en plus directe du PEM. Le chef de l’État sait déjà qu’il jouera gros au moment de dévoiler son plan devant un auditoire impatient, même dans sa propre majorité, qui attend une feuille de route. En plus de la lui donner pour la décennie à venir, Rajoelina pourrait profiter de l’événement pour sonner le coup d’envoi de la seconde moitié de son mandat. Celle pour laquelle les Malgaches l’ont élu il y a deux ans déjà. **JA**



Le meilleur pour vous

Créé en 1936, le Groupe Habibo est aujourd'hui le leader dans la production de lait UHT, de jus de fruits et de pâtes alimentaires à Madagascar.



**+50
MARQUES**

En plus de nos activités industrielles, nous sommes l'importateur et le distributeur exclusif d'un large portefeuille de marques internationales de produits alimentaires, de boissons et de produits d'hygiène. Nous commercialisons plus de 50 marques de première qualité qui sont soit produites dans nos usines, soit importées depuis 30 pays.

**+700
PERSONNES**

Fort d'une équipe de plus de 700 personnes, notre réseau couvre les 22 régions du pays pour assurer le meilleur service à nos clients et consommateurs.

EXPORT

Pour compléter notre distribution locale affirmée, Habibo Group exporte plusieurs produits 'Made in Madagascar' dans l'Océan Indien et vers d'autres continents.



HABIBO GROUP
Z.I. Galilée - Tanjombato
Antananarivo, Madagascar



www.habibo.mg



info@habibo.mg

Marc Gérard Représentant du FMI

« Malgré sa résilience, la Grande Île est dans une situation difficile »

L'institution de Bretton Woods recommande aux autorités d'accélérer la mise en œuvre des mesures d'urgence et d'améliorer la transparence sur l'utilisation des aides.

PROPOS RECUEILLIS PAR OLIVIER CASLIN

Réprésentant résident à Madagascar pour le FMI depuis 2018, Marc Gérard a pris ses fonctions quelques mois avant l'arrivée d'Andry Rajoelina à la présidence. Le temps de clôturer en 2020 la facilité élargie de crédit (FEC) accordée au pays en 2016 par le Fonds et de mener les négociations autour d'un nouveau programme d'aides pour les années 2021-2024 – dont l'attribution doit encore être confirmée par Washington avant la fin de mars. Alors que le Plan émergence Madagascar (PEM) devrait être dévoilé dans les prochaines semaines, Marc Gérard revient sur les priorités du Fonds dans le pays, entre l'urgence de faire face à la pandémie et l'agenda à plus long terme lié au développement économique de la Grande Île.

Jeune Afrique: Quelle est la situation économique de Madagascar depuis l'irruption de la pandémie, en mars 2020?

Marc Gérard: Le pays a été durement touché. Les dernières estimations prévoient une récession d'au moins 4 %, alors qu'une croissance de 5 % était attendue au début de 2020. Cette décélération résulte essentiellement de chocs externes, à savoir l'arrêt du tourisme et la forte baisse des échanges commerciaux, ainsi que de la perturbation des chaînes d'approvisionnement liée à la mise en place des mesures de confinement. La crise économique affecte sévèrement les Malgaches dans un pays où les filets de sécurité sociaux sont très minces.

Madagascar a néanmoins su faire preuve de résilience. Sa population, essentiellement rurale, a pu se replier sur une production agricole de subsistance qui s'est tenue tant bien que mal malgré une faible récolte de riz. Et la dépréciation contrôlée de l'ariary a permis de limiter la perte de compétitivité des exportations, notamment dans le secteur textile. Reste que la situation est difficile, surtout dans le sud du pays, où la sécheresse des derniers mois met en péril la sécurité alimentaire de centaines de milliers de gens, et appelle une politique économique forte.

Quel a été le rôle des bailleurs de fonds internationaux comme le FMI durant cette crise sanitaire ?

Les institutions financières internationales ont débloqué en 2020 des aides financières d'urgence correspondant à 4,5 % du PIB du pays, soit près de 620 millions de dollars [environ 504,7 millions d'euros], dont plus de la moitié de la part du FMI, pour compenser la baisse drastique des recettes publiques et assurer le bon fonctionnement des services de l'État. Déboursée sans conditionnalités [la conditionnalité dans l'aide internationale est l'ensemble des

conditions exigées par les grandes organisations économiques internationales en échange de prêts aux pays en développement], cette assistance financière devait être utilisée pour les dépenses d'urgence en matière de santé publique et pour la relance budgétaire, notamment en soutenant le secteur privé et en préservant les secteurs sociaux – éducation et santé. Notre dernier programme avec Madagascar a pris fin au début de 2020. Le FMI demande désormais aux autorités d'accélérer la mise en œuvre des mesures de soutien et d'améliorer la transparence sur l'utilisation de ces fonds. Le pays est invité à dépenser cet argent tout en gardant les reçus.

Quelles actions ont-elles été mises en place dans le même temps par les pouvoirs publics malgaches ?

Le gouvernement a élaboré un plan de relance à partir de juillet 2020, tout en mettant en œuvre quelques actions d'urgence telles que la distribution de riz à la population ou l'extension de certains programmes de transfert monétaire. De son côté, la Banque centrale a créé des instruments de refinancement exceptionnels destinés à renforcer les PME et à soutenir les réseaux bancaires. L'aide d'urgence apportée par les bailleurs de fonds lui a permis de décaisser 155 millions de dollars pour soutenir l'ariary, tout en conservant des réserves couvrant six mois d'importations. Le taux d'exécution budgétaire reste cependant faible, notamment en matière de dépenses sociales, qui, en 2020, ne représentaient que 0,7 % du PIB, ainsi que pour les investissements publics. →

**LES DERNIÈRES
ESTIMATIONS PRÉVOIENT
UNE RÉCESSION
D'AU MOINS 4 %.**



SMMC

PORT OF TOAMASINA

4 QUESTIONS À NIRIKO TSIRENGE

DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE LA S.M.M.C

► MADAGASCAR
► PORT DE TOAMASINA

A Madagascar, la Société de Manutention des Marchandises Conventionnelles, parmi d'autres, est un exemple de résilience et d'optimisme en cette période d'incertitude que traverse le monde. Focus sur le N°1 malgache de la manutention portuaire.

Bonjour, Monsieur le DG. Dites-nous ce qu'est la S.M.M.C.

Bonjour. C'est la Société de Manutention des Marchandises Conventionnelles, une entreprise créée par décret en 2007, dans le cadre de la réforme du sous-secteur portuaire à Madagascar. Elle est depuis toujours sous la tutelle technique du Ministère des Transports, du Tourisme et de la Météorologie.

Quel est le rôle de la SMMC au sein du Port de Toamasina ?

Mettons les choses en perspective : le port de Toamasina est le plus grand port de Madagascar. C'est aussi un des ports les plus importants de la région de l'Océan Indien et de l'Afrique de l'Est. Le gros du trafic maritime qui implique Madagascar transite obligatoirement par ce port.

La S.M.M.C. assure une position centrale dans le fonctionnement général de ce port : elle s'occupe de la manutention de toutes les marchandises non-conteneurisées (les engins, les véhicules, le chrome, le sucre, le riz, le blé, etc.), ainsi que la prise en charge de toutes sortes de conteneurs spécialisés (conteneurs isothermes, conteneurs-citernes, conteneurs-plate-forme,...), et enfin, du stockage et du magasinage des marchandises. On comprend très vite que pour une majorité de business, les services fournis par la S.M.M.C. jouent un rôle délicat et crucial, à l'import comme à l'export.

Décrivez-nous sommairement les infrastructures et les matériels dont vous disposez.

Pour assumer correctement un rôle aussi important que le nôtre, nous sommes tenus à une obligation de se conformer aux normes internationales en vigueur.

Des remorques gooseneck, des tracteurs à remorque jusqu'à 40 tonnes, des grues, des élévateurs jusqu'à 2,5 tonnes, et d'autres matériels modernes, ont été acquis récemment pour répondre à des attentes de plus en plus exigeantes.

Aussi, outre les 2000 places de parking dont nous disposons pour la prise en charge (embarquement/débarquement) des véhicules et des engins, nous avons aménagé un peu moins d'une dizaine d'hectares rien que pour le warehousing (stockage et magasinage). Et en ce moment, nous sommes en train d'étendre cet espace au-delà de l'enceinte du port pour fluidifier davantage le mouvement des marchandises.

Le mot de la fin ?

Oui, deux mots de la fin plutôt :

L'humain. Nous mettons un point d'honneur à placer l'humain au cœur de notre entreprise. Outre les programmes de formation mis en place, j'ai personnellement tenu à ce que notre politique Hygiène, Santé-Sécurité & Environnement (HSEQ) soit repensée et adaptée aux nouveaux défis de ce monde qui change perpétuellement.

La digitalisation. Nous sommes fortement engagés, depuis début 2020, dans une démarche qui a pour objectif de simplifier au maximum les échanges d'informations avec nos clients et partenaires. Cela passe par la mise en place d'un guichet d'informations unique et en temps réel pour toutes les opérations, d'une liaison informatique avec les services douaniers, d'un mode de paiement exclusivement électronique, et d'un système de cotation en ligne.

SMMC-COMPANY.COM



SUIVEZ-NOUS



E-MAIL
info@smmc-company.com

LA S.M.M.C. EST UNE ENTREPRISE SOUS LA TUTELLE TECHNIQUE
DU MINISTÈRE DES TRANSPORTS, DU TOURISME ET DE LA
MÉTÉOROLOGIE DE MADAGASCAR.

PHONE
+261 205 331 263





→ Avec la pandémie, les projets de réforme de sociétés publiques en grande difficulté financière, comme la Jirama, ont-ils dû être gelés ?

Certains processus ont été ralentis par les circonstances, mais la Jirama avait déjà engagé la renégociation de contrats déséquilibrés avec ses fournisseurs avant l'arrivée du virus, et cela reste une base de travail aujourd'hui. Ces derniers mois, l'opérateur a autorisé des rééchelonnements de factures pour donner un peu d'air aux ménages et mis au point une révision de ses tarifs afin d'introduire plus d'équité sociale. Du côté d'Air Madagascar, la situation, déjà très dégradée au début de 2020, ne s'est évidemment pas arrangée avec la pandémie. Le contexte actuel d'interruption du trafic international représente cependant une opportunité de réformer la compagnie autour d'un *business plan* ambitieux mais réaliste, limitant au maximum l'injection de fonds publics compte tenu des autres urgences sociales.

La question des ressources financières, et donc de l'indépendance budgétaire de l'État, fait l'objet d'une

attention particulière du FMI. Qu'en est-il ?

La situation reste préoccupante, il y a urgence à améliorer la perception des différents impôts et droits de douanes, minée par l'ampleur de l'informel dans l'économie et par de graves problèmes de gouvernance. La pression fiscale est structurellement très faible et a atteint son niveau le plus bas depuis 2012, de l'ordre de 9 % du PIB, empêchant l'État de remplir ses missions sociales de base et de réaliser les investissements publics nécessaires. Dans le contexte actuel, la mobilisation des revenus publics reste un objectif majeur qui figure dans le PEM récemment publié.

Et qu'attend le FMI de ce PEM ?

Une réelle priorisation et une analyse coûts-bénéfices des projets, en fonction de leur impact sur la croissance et le développement du pays, notamment autour des infrastructures de base ainsi que dans la santé et l'éducation, afin d'apporter une différence perceptible sur le terrain.

Le Fonds vient de clôturer les négociations avec le gouvernement autour

d'un nouveau programme de soutien, que Washington doit encore avaliser. Quelles en sont les priorités ?

Cette facilité de crédit prévoit de décaisser 320 millions de dollars sur quarante mois, dont une première tranche de 70 millions disponible si l'accord est entériné par le siège à la fin de mars. Le programme a été élaboré autour d'objectifs partagés et sur la base d'un cadrage macroéconomique réaliste, avec un taux de croissance prévu de 3,2 % en 2021 qui augmenterait graduellement par la suite. Parmi les priorités de l'accord figurent l'augmentation des recettes publiques, l'augmentation significative des dépenses sociales et l'amélioration de la transparence budgétaire, afin de redonner confiance aux bailleurs de fonds, aux investisseurs et à la population. Le programme prévoit également une poursuite de la restructuration des entreprises publiques telles que la Jirama afin de libérer de l'espace budgétaire pour les investissements publics, ainsi que des réformes engagées par la Banque centrale pour renforcer l'efficacité de la politique monétaire. Enfin, le gouvernement a pris des engagements forts en matière de gouvernance, avec la mise en place effective des organismes de lutte contre la corruption prévus par la loi.

Madagascar dispose-t-elle des moyens financiers nécessaires pour faire face à la situation tout en assurant son développement à plus long terme ?

Il n'y a pas de contradiction entre les deux objectifs. Améliorer les conditions d'existence de la population en préservant le pouvoir d'achat et en augmentant les budgets sociaux, et faire de l'investissement public permettront la mise en place d'un marché domestique capable de soutenir l'activité du secteur privé local et, à terme, de renforcer le potentiel de croissance de l'économie. Lutter contre la corruption et améliorer le climat des affaires est la condition sine qua non pour attirer l'investissement privé dont le pays a besoin afin d'assurer son développement. **IA**



GASYNET est née d'un partenariat public privé entre le Gouvernement de la République de Madagascar et la SGS Société Générale de Surveillance. Elle a été mise en place pour mobiliser les ressources et promouvoir une utilisation poussée des technologies de l'information tant au niveau du secteur public que du secteur privé.

LE GUICHET UNIQUE ÉLECTRONIQUE TRADENET :

- Système basé sur des infrastructures robustes.
- Couverture géographique nationale.
- Outil de lutte contre la concurrence déloyale et la fraude
- Dématérialisation des procédures de dédouanement et de paiement
- Plus de 400 entités connectées avec plus de 3 500 utilisateurs actifs.
- Plus de 2 800 autorisations électroniques par mois, émises par les 14 Ministères et agences de contrôle connectés.

PARTENAIRE DE CONFIANCE en matière de guichet unique électronique

GasyNet à l'épreuve des adversités

Les changements imposés par la crise sanitaire liée au Covid-19 ont été pour nous une opportunité de nous réinventer. La société GasyNet s'est rapidement adaptée pour assurer la continuité de ses services en s'appuyant sur la dématérialisation. Ce niveau de digitalisation a permis aux opérateurs de pouvoir continuer leurs opérations d'importation et d'exportation et de maintenir ainsi les activités économiques du pays.

Le confinement a eu pour conséquence une augmentation du nombre d'adhérents au guichet unique électronique Tradenet et a stimulé le besoin des entités ministérielles à poursuivre la dématérialisation de leurs procédures. De manière générale, nous pouvons dire que cette crise a permis de conscientiser les Administrations et les acteurs de la chaîne logistique de la nécessité de dématérialiser l'ensemble des procédures.

GasyNet, l'ambition d'une entreprise novatrice

Le déploiement des scanners dans les 4 principaux ports de Madagascar permet actuellement de réaliser des contrôles non intrusifs sur les marchandises préalablement identifiées par notre outil d'analyse de risque PROFILER®.

En collaboration avec les douanes Malagasy, il est prévu l'installation de nouveaux scanners permettant de contrôler l'ensemble des conteneurs et des colis à leur débarquement. En procédant ainsi, il sera possible de remplacer les contrôles aux frontières par des contrôles a posteriori et donc de réduire les délais de dédouanement.

En parallèle, GasyNet continue à améliorer ses services en déployant le logiciel SGS D-TECT® dont l'efficacité a déjà été prouvée au Cameroun et Bahreïn. Il s'agit d'un logiciel web compatible avec toutes les marques de scanner. SGS D-TECT® est en mesure, par apprentissage, de reconnaître automatiquement les formes, les objets, de distinguer la nature des marchandises et de comparer ces informations avec celles enregistrées dans les déclarations en douane. Il permet également de gérer les inspections physiques par l'utilisation de tablette ou de téléphone mobile.

SGS D-TECT® s'adapte aux besoins des diverses douanes dans le monde, surtout dans le contexte actuel, grâce à la possibilité d'un contrôle à distance. Ce projet constitue une avancée majeure et s'inscrit dans la stratégie nationale de lutte contre la fraude et la contrebande.



GasyNet s'engage à maintenir une démarche d'amélioration continue de ses services en conciliant les intérêts des secteurs public et privé.

Le professionnalisme et l'intégrité sont les principaux mots d'ordre sur lesquels nous nous basons pour effectuer nos activités et réaliser les projets.

Mr Jean-Eric FONG,
Président Directeur Général de GasyNet

MALAGASY COMMUNITY NETWORK SERVICES S.A.
(MEMBRE DU GROUPE SGS)

GASYNET

Immeuble Ariane 5A, Enceinte Galaxy Andraharo BP 1430
Antananarivo 101 Madagascar
Tél. : +261 20 23 564
www.gasynet.com



Quand le ciel se dégagera...

Grandes victimes de la pandémie sur la Grande Île, les secteurs touristique et aérien ont besoin l'un de l'autre pour se relever. Quelles pistes emprunter pour les faire redécoller ?



Un Airbus A340 de la compagnie Air Madagascar.

communiquer sur de nouveaux segments, indique le ministre. Farniente sur nos plages ou tourisme sportif. Nous disposons de magnifiques spots de kitesurf, de randonnée, de trail. »

Enfin, le ministre rappelle que des hôtels très haut de gamme attendent les voyageurs, à l'image du Miavana, sur l'île d'Ankao, où l'acteur américain Tom Cruise serait venu passer des vacances à la fin de 2020.

Nouvel aéroport

Au sol, l'ouverture du nouvel aéroport de la capitale, censé accueillir entre 1,5 et 1,8 million de passagers par an, a été différée. En 2016, le projet a été attribué au consortium Ravinala (détenu à 45 % par Meridiam, à 35 % par Aéroports de Paris, à 10 % par Bouygues et à 10 % par Colas), qui gère aussi l'aéroport international de Nosy Be. Au total, le consortium investira 220 millions d'euros durant les vingt-six années de la concession.

Bien que la construction de l'aéroport d'Antananarivo soit achevée et les équipes soient prêtes, l'exécutif en retarde la mise en service et souhaite revoir certains points du contrat négocié par le gouvernement précédent. Le montant de la RDIA [redevance de développement des infrastructures aéroportuaires], en particulier, bloque. Cette redevance, de 41 euros par passager pour un vol international, constituera la plus grande part des recettes de Ravinala. Elle est jugée trop élevée par le gouvernement.

En outre, les attributions des marchés de *duty free*, des restaurants et des magasins en tout genre ont donné lieu à d'âpres discussions. Sur ces deux questions, Joël Randriamandranto se montre néanmoins confiant : « On va chacun faire un pas vers l'autre. »

Le ministre et Patrick Collard, le directeur général de Ravinala,

EMRE SARI, À ANTANANARIVO

A Madagascar, le tourisme et l'aérien valsent ensemble. Ils figurent aujourd'hui parmi les grandes victimes du Covid-19. Le principal accès de l'île se faisant par la voie aérienne, le tourisme des Malgaches aisés ne suffit pas.

Avec un pic de 375 000 touristes en 2008 et un autre de 350 000 en 2019, Madagascar reste une destination touristique modeste à l'échelle mondiale. Pourtant, avant la crise sanitaire, le secteur représentait « 7 % à 10 % du PIB, 44 000 emplois directs et 1 500 000 emplois induits [soit 6 % de la population totale] », rappellent, dans une tribune datée du 3 février, le Groupement des entreprises de Madagascar (GEM) et la Fédération des hôteliers et des restaurateurs de Madagascar.

Quel bilan tirer, après douze mois de pandémie ? Pour l'heure, les touristes

ont seulement le droit d'atterrir sur l'île de Nosy Be, avec interdiction d'en sortir, et ne doivent pas venir de pays classés « à risque », tels que la France ou la Belgique, traditionnellement parmi les plus gros pourvoyeurs de voyageurs.

Selon le GEM, « 90 % des salariés du tourisme se trouvent au chômage technique ou sans emploi », et « le secteur a perdu, en 2020, peu ou prou 460 millions d'euros ». Pour faire revenir les voyageurs, les professionnels réclament l'adoption de tests PCR, qui seraient effectués moins de vingt-quatre heures avant l'arrivée, ou l'obligation de présenter un carnet de vaccination.

« Notre but est de maintenir l'emploi dans le secteur, nous répond Joël Randriamandranto, le ministre du Tourisme. Nous avons mis en place des mesures fiscales, sociales, ou destinées à faciliter l'accès au crédit. »

En général, les voyageurs pratiquent un tourisme de circuit à Madagascar. « Pour la relance, nous voulons

ANNA ZVEREVA/COMMONS WIKIMEDIA

s'entendent en tout cas sur un point : il serait prématuré d'ouvrir l'aéroport alors que l'aviation mondiale est à l'arrêt. « Le *business plan* tablait sur un chiffre d'affaires de 35 millions d'euros en 2020. Nous en avons réalisé moins d'un tiers », précise Patrick Collard. En revanche, au bénéfice de l'État malgache, la redevance annuelle minimale reste de 3 millions d'euros.

De son côté, le secteur du tourisme s'inquiète du sort de la compagnie nationale. C'est souvent Air Madagascar, en effet, qui propose les billets les moins chers depuis l'Europe, en vol direct. Problème : elle est dans un abîme financier.

« Sur les deux exercices fiscaux, d'avril 2018 à mars 2019 et les douze mois suivants, alors que nous étions encore en partenariat avec Air Austral, nous avons subi une perte totale de 60 millions de dollars. Nous sommes de surcroît sous la menace d'une amende d'environ 22 millions de dollars en raison de notre litige

FARNIENTE SUR LES PLAGES, SPOTS DE KITESURF OU DE RANDONNÉE... LE PAYS MISE SUR DE NOUVELLES OFFRES DE VACANCES.

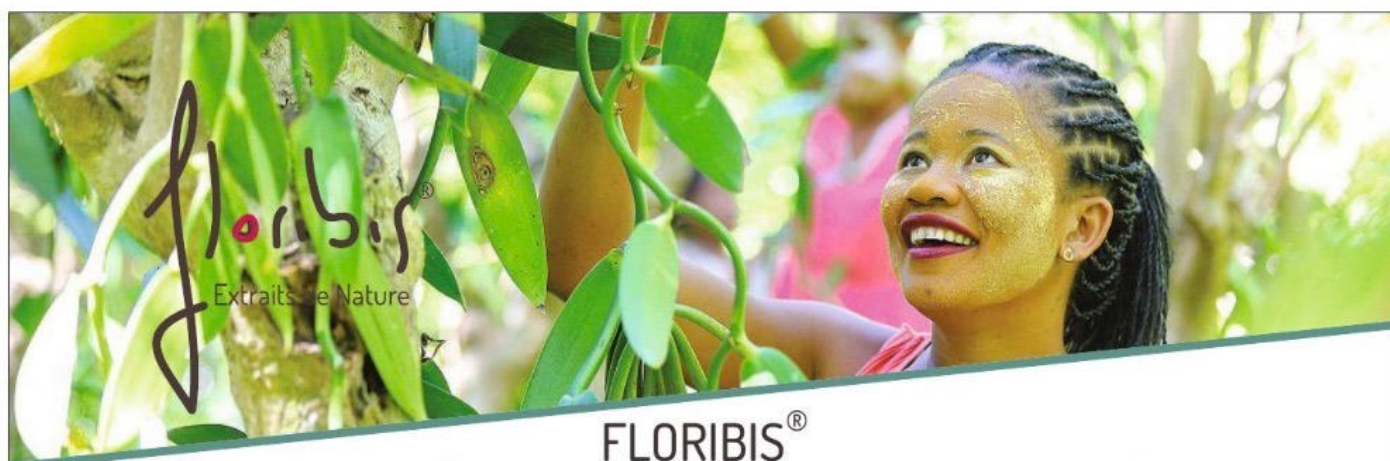
avec Air France, portant sur la location de deux A340 », explique Mamy Rakotondraibe, le président du conseil d'administration (PCA) de la compagnie.

Depuis le retrait d'Air Austral, au début de 2020, un nouveau *business plan* est à l'étude. Avec une stratégie que le PCA décrit à grands traits : « Une plus grande accessibilité des vols intérieurs et régionaux, d'une part ; le maintien des lignes internationales rentables, d'autre part. »

La crise sanitaire a entraîné de lourdes pertes en 2020, « néanmoins bien inférieures à celles de 2019 »,

précise Mamy Rakotondraibe. Un pilote résume ce paradoxe : « Vu le coût exorbitant des contrats sur la location des appareils et des équipements, le coût de la maintenance obligatoire au Caire ou à Johannesburg, on perd moins d'argent quand on ne vole pas. » À l'en croire, « l'ingérence constante » du pouvoir politique explique la prise de décisions non rentables.

Au-delà de l'aspect financier, la compagnie doit réconcilier ses équipes. Selon plusieurs sources au sein de la direction et parmi les salariés, il règne une ambiance délétère. Tout le monde se méfie de tout le monde. Dans ce contexte périlleux, la compagnie doit se trouver un nouveau directeur général (le précédent a démissionné à la fin de 2019). Cette nomination pourrait redonner un peu d'optimisme à l'ensemble des professionnels du tourisme, privés de perspectives depuis près d'un an. **JA**



FLORIBIS® ACTEUR ÉCONOMIQUE INNOVANT & ENGAGÉ

Leader de la vanille Bourbon et des huiles essentielles,
son exploitation s'étend sur 625 ha de plantations.
Sa vision est de rester précurseur, éthique & éco-responsable.



relation@floribis-mg.com | www.floribis.mg

MADAGASCAR vers l'autosuffisance alimentaire



Dans sa politique Générale de l'État IEM 2019-2023, SEM le Président de la République Andry RAJOELINA, a clairement manifesté sa volonté de rattraper le retard de développement de Madagascar. Le MAEP œuvre entièrement pour l'autosuffisance alimentaire et l'émergence d'un secteur agricole moderne.

Le programme DEFIS : pour la transformation de l'agriculture familiale. Financé par le FIDA, il apporte des solutions de façon inclusive, de la production jusqu'à la commercialisation. Pour augmenter la productivité, il intervient dans les investissements structurants tout au long de la chaîne de valeur en faisant les aménagements des infrastructures de production, des infrastructures post récolte et de désenclavement.

Depuis ses deux ans d'existence, il a réalisé près de 13 000 ha d'études de

périmètres ; plus de 18 travaux sur des périmètres irrigués totalisant 3 200 ha pour améliorer la production agricole ; la mise en place de plus de 950 Champs Ecoles (CEP) sur différentes filières végétales ; création de 135 fermes écoles (FEP) pour la filière miel et 120 FEP pour les petits ruminants.

Face au changement climatique, des techniques résistantes et innovantes sont développées comme l'utilisation rationnelle de l'eau ou le système de micro irrigation par goutte à goutte (SMI) ainsi que le développement du Réservoir Enterré Pleins de Sables (REEPS). Cette année 2021, DEFIS va mettre en place 300 points d'eau à usage multiples avec l'utilisation du SMI et 25 réservoirs REEPS pour le SUD.

La coopération avec le Centre Technique Agroécologique du Sud (CTAS) va permettre de produire des semences résilientes, adaptées notamment au cli-

mat semi-aride du Sud, mais aussi des techniques agroécologiques de culture, une solution innovante pour lutter contre le coup de vent violent particulièrement ravageur dans cette zone.

Enfin, en réponse à la stratégie d'industrialisation agricole, le MAEP va développer avec l'appui de DEFIS et du FDA le concept d'agrégation afin de mieux répondre aux besoins des marchés.

C'est un contrat de partenariat entre les producteurs et un opérateur ou un industriel répondant aux conditions techniques, technologiques et économiques du marché.

Le Fonds de Développement Agricoles (FDA), un outil financier au sein du MAEP et moteur de la promotion du Secteur Agricole.

Assurer l'autosuffisance alimentaire durable nécessite des structures pérennes avec des systèmes de production

Fanomezantsoa Lucie RANARIVELO
Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche



performants et résilients mais nécessite aussi un système de financement pour le soutenir.



Depuis son opérationnalisation en 2016, le FDA a permis à 240 000 paysans de bénéficier jusqu'à 6 millions d'euros de subvention sous forme d'infrastructures, de matériels, d'intrants...



Il s'agit d'un mécanisme de financement visant à faciliter l'accès des producteurs aux services agricoles et à financer son investissement en vue de les intégrer dans des filières rémunératrices. Dans le cadre de l'Agrégation, il envisagera de financer également les Opérateurs de Marchés pour assurer leurs investissements, notamment sur l'aspect de transformation.

www.maep.gov.mg



Le Fonds de l'Élevage ou FEL

Dans l'objectif d'atteindre l'autosuffisance en protéine animale par la promotion des filières clés de l'élevage, le FEL a pour mission d'appuyer financièrement la mise en œuvre de la politique de développement de ce secteur. Cela se traduit par la mise en place d'abattoirs respectant les normes sanitaires d'hygiène. Face à la vétusté des infrastructures existantes en matière de production de viandes, et dans le souci de pouvoir fournir à la population locale de la viande saine et salubre, le MAEP s'est engagé à construire de nouveaux abattoirs qui répondent aux normes sanitaires en vigueur tout en contribuant à l'atteinte de l'objectif N°9 du « Velirano » du Président de la République de Madagascar. A l'exemple de celui de Tsiroanomandidy, qui se situe dans la Région du Bongolava.

L'Objectif est de mettre en place 70 abattoirs répartis dans les 22 Régions de Madagascar.

Le programme SWIOFISH pour le secteur de la pêche

Convaincu du rôle important de la production de la petite pêche dans la Grande Ile, le MAEP encourage le renforcement de capacité des petits pêcheurs avec l'appui du Projet SWIOFish2 financé par la Banque Mondiale. Le lancement officiel de la distribution des matériels de transformation et/ou valorisation s'est tenue à Nosy Be au mois d'octobre 2020.

Une formation sur les techniques de transformation des produits axée sur l'hygiène et la salubrité, la technique de séchage, salage et de fumage a précédé cette remise de matériels. Environ 1500 pêcheurs ont participé à cette formation. Ainsi, ceux qui ont adopté les techniques vulgarisées ont bénéficié de quelques équipements. Dans les 3 zones d'intervention du projet, notamment la Région Melaky, la Baie d'Antongil et la Région Diana (Zone BATAN : Baie d'Ampasimbava, Tsimipaika, Ambaro et archipel de Nosy Be) 3960 kits de sécurité en mer ont été distribués. Le projet prévoit la distribution de plus de 11 700 kits en 2021.

Robert, ou le succès au carré

Créée en 1940, cette chocolaterie est gérée depuis 1977 par la famille Ramanandraibe, qui en a fait un fleuron du savoir-faire malgache, maintes fois récompensé.



Fredy Rajaonera, directeur général adjoint de la Chocolaterie Robert, au siège de l'entreprise, à Antananarivo, le 8 février.

EMRE SARI, À ANTANANARIVO

Depuis le parking, une délicieuse odeur mêlant chocolat et fèves de cacao emplit l'air. Bienvenue chez Robert, en bordure d'Antananarivo. L'entreprise est leader sur le marché du chocolat dans la Grande île. « Sobriété, pérennité et efficacité sont nos maîtres mots », résume Fredy Rajaonera, 70 ans, le directeur général adjoint.

La société a survécu à toutes les crises politiques de Madagascar (1972, 1991, 2002, 2009). Elle a même traversé la crise du Covid-19, qui lui a coûté 50 % de ses revenus par rapport à 2019, sans licencier un seul salarié. Selon ses estimations, son chiffre d'affaires a atteint près de 3 millions d'euros en 2020. Forte d'un capital à 100 %

malgache, elle emploie 200 salariés en période normale, et jusqu'à 350 durant les fêtes de Noël et de Pâques.

Surtout, la chocolaterie Robert fait partie de l'influent groupe familial Joseph Ramanandraibe, que dirige aujourd'hui Marcel Ramanandraibe, le fils du fondateur. Créé en 1927, le consortium s'est développé dans l'immobilier avant de se diversifier sous l'impulsion de la deuxième génération. Il a alors fait plusieurs acquisitions, dont la chocolaterie Robert, en 1977. Fondée en 1940 par la famille du même nom, celle-ci avait été vendue entre-temps à la famille Berger.

Le groupe Joseph Ramanandraibe emploie aujourd'hui 3 500 personnes, réalise un chiffre d'affaires d'environ 30 millions d'euros et compte seize entreprises, présentes dans les secteurs de l'immobilier (Besoa, Tana Hotel), des huiles

essentielles (Fragrant Garden), du textile (Somacou), de la vanille (Ramanandraibe Exportation) et du cacao (Mava).

Cette dernière activité a permis à la chocolaterie de bénéficier d'une intégration verticale. Une plantation de 1 700 ha, dans le nord-ouest de Madagascar, lui fournit 300 tonnes de cacao par an, soit la moitié de ses besoins. « Pour compléter notre approvisionnement, nous travaillons aussi avec une myriade de petits exploitants », précise Fredy Rajaonera.

Dans l'usine, les fèves sont torréfiées, puis broyées et pressées pour obtenir le fameux beurre de cacao. L'ingrédient est ensuite mélangé, selon le produit final, à du lait et à du sucre. La méthode a beau être quasi ancestrale, l'entreprise, qui sort 660 t de chocolat chaque année, ne cesse de perfectionner son outil de production.

« Nous venons d'acquérir une unité de débactérisation dernier cri, qui permet de mieux respecter l'arôme de la fève de cacao », explique Rajaonera. L'investissement s'élève à environ 1 million d'euros. En moyenne, la société investit 250 000 euros par an.

Robert, qui compte peu de concurrents en dehors de Cinagra (connue sous la marque Menakao), vend 80 % de ses produits dans la Grande île. Les 20 % restants sont exportés sous l'appellation Chocolat Madagascar.

Trois étoiles

L'entreprise a fait de Paris sa principale vitrine internationale. Elle y vend ses chocolats à l'Atelier C, du maître chocolatier Christophe Berthelot-Sampic (boulevard Daumesnil). Les carrés malgaches se dégustent aussi à Londres, Madrid, Moscou, Tokyo, New York... « Un commercial sillonne tous les salons internationaux », indique Fredy Rajaonera. Pour les deux prochaines années, la société

visite les marchés de l'Afrique de l'Est et de l'océan Indien (Réunion, Maurice, Seychelles, Comores), où, étonnamment, elle est encore absente.

Comment se démarquer sur le marché mondial ? « Notre atout reste la qualité de nos produits », assure Fredy Rajaonera, qui rappelle que la société jouit d'une certification HACCP, fondée entre autres sur des critères d'hygiène et de qualité et attribuée chaque année par le cabinet suisse SGS.

En 2020, son chocolat a en outre obtenu trois étoiles au concours Great Taste Producer, « la récompense britannique la plus reconnue en matière de restauration », souligne Rajaonera. En tout, 1277 produits venant de 106 pays étaient en lice. Les années précédentes, sa production avait déjà été récompensée une première fois à Londres, par l'Académie du chocolat, ainsi qu'au Japon et aux États-Unis.

Si le groupe a traversé tous les régimes politiques, c'est justement parce qu'il ne fait pas de politique,

insiste Fredy Rajaonera. « Nous transmettons cette doctrine aux enfants. Notre patriarche, Marcel Ramanandraibe, est très attaché à ces valeurs. »

Ce qui n'empêche pas la famille et ses plus proches collaborateurs de garder l'accès aux cercles du pouvoir pour faire valoir les intérêts du groupe quand le besoin s'en fait sentir. Fidèle parmi les fidèles du patron, Fredy Rajaonera a par exemple présidé le Syndicat des industries de Madagascar de 2015 à 2019. « Je me félicite d'avoir contribué à faire passer la première loi sur l'industrialisation de Madagascar », dit-il.

Mais, en plus de l'industrie, c'est surtout dans le secteur agricole que le groupe familial imagine son avenir. « Le futur, c'est le retour à la terre, résume le directeur général adjoint. C'est la vocation de Madagascar. Nous voulons capitaliser sur nos productions de vanille, de riz, d'ylang-ylang, et bien sûr de cacao. » 

COMMUNIQUÉ

AVIS D'EXPERT



PWC

PricewaterhouseCoopers Madagascar
Rue Rajakoba Augustin – Ankadivato
Antananarivo 101 – Madagascar
Tél. : +261 20 22 217 63
Email : andriamisa.ravelomanana@pwc.com
Email : rondro.rabenirina@pwc.com
www.pwc.com

PPP : les conditions de la réussite

La République de Madagascar s'est dotée en 2015 d'une loi sur les Partenariats Publics-Privés (PPP), un outil qui favorise la contribution du secteur privé au développement, notamment en matière d'infrastructures et de logistique.

Cependant l'impact de cette loi dans le développement économique du pays n'est pas encore palpable.

Pour assurer la réussite d'un projet PPP il faut une approche qui repose sur le respect d'une série d'étapes à suivre scrupuleusement.

Les autorités publiques concernées doivent d'abord définir une véritable stratégie en matière de PPP et identifier clairement les projets. Par ailleurs, le montage d'un projet PPP est une opération complexe qui exige une étude de faisabilité solide. Il faut donc s'assurer au préalable de l'existence de compétences techniques spécialisées.

Un autre grand défi réside dans l'exécution des projets. Il est indispensable de s'assurer du respect des clauses du contrat par l'opérateur privé et aussi par les autorités publiques et de réagir rapidement en cas de changements ou de conflits. Il vaut mieux, en effet, prévenir les conflits qui peuvent bloquer la réalisation d'autres projets ou atteindre la réputation d'un pays auprès des investisseurs potentiels.

L'appui de PwC

PwC a une longue expérience des PPP et peut apporter une assistance aux parties prenantes. Nos équipes sont en mesure d'aider les pouvoirs publics à structurer les projets et à établir un transfert adéquat des risques (respect des coûts, délais, performance en exploitation). Nous sommes en mesure également d'appuyer les entreprises privées afin que celles-ci puissent obtenir des contrats de travaux plus importants et



Andriamisa
Ravelomanana,
Country Senior Partner



Rondrotiana
Rabenirina,
Assurance & Advisory Partner

devenir opérateurs. Elles peuvent ainsi bénéficier de contrats de maintenance à long terme.

Lorsqu'il s'agit de promoteurs, l'objectif est de partager les risques avec des investisseurs et des prêteurs à recours limité, de bénéficier d'un montage à fort effet de levier et de déconsolider les financements. Nous aidons également les investisseurs à générer des flux de rémunération réguliers sur le long terme.

Thierry Rajaona

Président du GEM

« La clé de la relance, c'est la volonté politique »

Le patron des patrons juge que la Grande Île a les atouts pour renouer avec une croissance forte. Mais il appelle le gouvernement à faire primer l'intérêt général sur les intérêts particuliers.

RIJASOLO RIVA PRESS POUR JA

Ce diplômé de HEC Paris codirige le cabinet FTHM Consulting (ici à Antananarivo, dans les locaux du GEM).

EMRE SARI, À ANTANANARIVO

Thierry Rajaona, président du Groupement des entreprises de Madagascar (GEM), affiche son optimisme. Madagascar pourrait sortir de la crise économique liée au Covid dès cette année... Et aurait même pu, selon le patron des patrons malgaches, éviter la récession. À condition que l'État assume ses responsabilités.

Construction d'infrastructures, promotion de la production locale et lutte contre la corruption sont autant de domaines où les autorités doivent mieux faire, estime ce diplômé de HEC Paris qui codirige le cabinet FTHM Consulting.

Jeune Afrique : Quel est le bilan des douze derniers mois marqués par la crise du Covid-19 pour le secteur privé ?

Thierry Rajaona : Une *annus horribilis* en matière économique, avec une récession de 4,2 % du PIB selon la Banque mondiale... Du jamais-vu depuis la crise politique de 2009. Notre pays compte parmi les cinq

plus pauvres au monde, et 77,4 % de la population y vit avec moins de 1,9 dollar par jour. Mais cette récession était évitable. Madagascar peut rebondir très fort, et son économie atteindre des taux de croissance à deux chiffres sur une longue période.

Comment parvenir à un tel résultat ?

La clé, c'est la volonté politique. Mais on peine à la ressentir. Dans la loi de finance initiale de 2021, il n'y a pas de véritable plan de relance. Le gouvernement a adopté un plan multisectoriel d'urgence début juillet 2020, mais son comité de pilotage ne s'est réuni pour la première fois que le 15 février 2021... Le pays a reçu plus de 600 millions de dollars d'aides des bailleurs de fonds [FMI, Banque mondiale, AFD...]. Le FMI avait affirmé que son aide devait contribuer également à soutenir l'économie et à préserver l'emploi dans les entreprises, mais on constate que cela n'a pas été vraiment le cas.

Quels seraient, selon vous, les axes de la relance ?

Notre économie est très extravertie. En 2019, notre PIB reposait pour moitié sur les importations et les exportations. Madagascar dépend grandement des marchés extérieurs, qu'il s'agisse du textile, des services, du tourisme, de la vanille et du clou de girofle, des crevettes et des mines, bien sûr [Ambatovy, qui exploite du nickel et du cobalt, représente environ un quart des exportations totales du pays]... Alors quand les marchés extérieurs se sont fermés à cause du Covid, il aurait fallu prendre des mesures en vue d'augmenter la production et la consommation domestiques. Mais je constate une absence de volonté politique. Le secteur rizicole, par exemple, qui produisait 4,5 millions de tonnes en 2010, n'en a récolté l'an dernier que 3,5 millions. Actuellement, entre 10 % et 20 % de notre consommation sont assurés par des importations. Le pays pourrait pourtant devenir autosuffisant en deux ans, si l'État en faisait une priorité. Il faut mettre à la disposition des paysans des semences de qualité, assurer le financement de celles-ci, leur garantir un prix →

GRET

MADAGASCAR

La transformation vers une énergie verte et inclusive est lancée !

Présente sur l'île depuis 1988, l'ONG Gret facilite l'accès aux services essentiels et contribue aux politiques nationales de développement grâce à son réseau d'expert-e-s et son ancrage durable dans les territoires.

Le taux d'électrification rurale à Madagascar atteint à peine les 6 %. À la vue du potentiel hydroélectrique sous-exploité de l'île, le Gret a lancé en 2008 le programme d'électrification rurale Rhyviere (Réseaux hydroélectriques villageois, énergie et respect de l'environnement)*. À travers ce programme, le Gret a ainsi permis à **2 500 familles** réparties sur **cinq communes** rurales de Madagascar d'accéder à l'électricité grâce à deux centrales hydroélectriques de 60 et 80kW.

Préservation de l'environnement

Afin d'assurer la pérennité du service tout en réduisant son impact environnemental, le Gret accompagne les habitant-e-s, les usager-e-s de l'électricité et les acteurs environnementaux.

« Nous testons actuellement des mécanismes de paiement pour les services environnementaux afin de favoriser l'adoption de pratiques favorables à la préservation des bassins versants en amont des centrales », explique Claire Kaboré, représentante du Gret Madagascar.

Développement économique inclusif

De plus, le Gret travaille en partenariat avec des centres de formation professionnelle afin de **favoriser l'insertion de jeunes électricien-ne-s**, ainsi qu'avec des institutions financières pour **créer des emplois** dans les zones nouvellement électrifiées. Pour les villages périphériques au réseau principal, des **solutions** basées sur la micro-produc-

tion et la vente de services électriques sont aussi proposés afin de diminuer l'écart d'accès à l'énergie entre les différentes communes. Les modes de gestion de ces petites unités de production (kiosques solaires, pico-centrales hydroélectriques) sont délégués au niveau local, en accompagnant les populations et l'opérateur dans l'élaboration des tarifs et des règles de gestion comme les salaires, la maintenance ou encore le remplacement du matériel.

En 2021, deux nouveaux sites (2MW chacun, exploités par HIER) seront mis en service avec l'ADER et l'ORE, permettant de connecter au réseau électrique plus de **50 000 personnes supplémentaires**.

▼ Remise de certificats de fin de formation et des kits aux 50 installateurs électriques intérieurs du site de Bealanana.



* Le programme Rhyviere 2 est actuellement financé par le FFEM, l'UE et HIER. Le contenu de la présente publication relève de la seule responsabilité du Gret et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de ses partenaires financiers.

JAMG - PHOTOS DR

Gret Madagascar
Lot II A 119 S, Soavimbahoaka
101 Antananarivo, Madagascar
+261 32 07 008 09
madagascar@gret.org

www.gret.org

→ d'achat rémunérateur et, bien sûr, améliorer l'état des routes. En outre, les importations, bien que minoritaires, dictent le prix du marché local parce qu'il y a des ententes entre certains importateurs et collecteurs. Ce n'est pas une mauvaise idée que l'État importe lui-même du riz cette année pour que ce phénomène ne joue plus.

Madagascar manque d'infrastructures...

C'est le second grand axe de relance. Il faut investir massivement dans les infrastructures à externalités positives, à commencer par les routes. Le pays dispose aujourd'hui du même réseau routier qu'il y a quarante ans ! Et les nouveaux investissements servent souvent à refaire les routes réalisées il y a dix ans. Cela signifie qu'elles sont de mauvaise qualité et mal entretenues. C'est de l'argent jeté par les fenêtres ! Comment comprendre par exemple qu'en soixante ans la RN 44 reliant Moramanga à Ambatondrazaka n'ait jamais été bitumée, alors qu'elle relie la principale région rizicole, le lac Alaotra, au reste du pays ? [La chaussée est en terre, et les camions en parcourent parfois les 160 kilomètres en plusieurs jours, en période de pluie.]

Comment expliquer un tel paradoxe ?

Depuis l'indépendance, certains intérêts privés s'opposent à ces constructions et font du lobbying



CERTAINS NE VEULENT PAS DE CONCURRENCE. ILS PRÉFÈRENT ACHETER LE RIZ À BAS PRIX AU DÉTRIMENT DES PAYSANS.

auprès des dirigeants. En 1996, un coopérant suisse actif sur le dossier de la RN 44 a même été assassiné. Le fond du problème, c'est que certains acteurs ne veulent pas de concurrence. Ils préfèrent rester en situation de monopole pour la collecte et acheter le riz à bas prix au détriment des paysans. Je félicite d'ailleurs le président et le gouvernement actuel d'avoir pris la décision de commencer enfin les travaux de goudronnage de la RN 44.

La lutte contre la corruption est, à vous entendre, la priorité des priorités. Où en est-on de ce combat ?

On subit actuellement un niveau de corruption presque jamais atteint. L'ONG Transparency International classe Madagascar au 149^e rang des 180 pays examinés avec un score de 25 sur 100 en 2020 [7 points en moins depuis 2012]. Et, selon mon expérience personnelle, nous avons atteint

un plancher. Policiers, gendarmes, juges, enseignants, médecins... Le laisser-aller à tous les niveaux de l'administration est inquiétant. La lutte contre la corruption permettrait pourtant de rassurer les investisseurs.

Où en sont les grands projets d'infrastructures, comme les deux barrages hydroélectriques de Sahofika, de 192 MW, et Volobe, de 120 MW ?

Ces projets, qui doivent permettre de diviser par quatre le coût de l'électricité, sont bloqués. Les contrats auraient été mal négociés, mais difficile de comprendre pourquoi cela n'avance pas.

Avez-vous des exemples de pays dont suivre les traces pour Madagascar ?

Le Rwanda, tout d'abord. Après le génocide de 1994, les autorités ont compris que seul le renouveau économique pouvait réellement souder la population. La Chine aussi, qui applique une politique de financement dirigée par l'État. À Madagascar, le secteur bancaire est totalement libéralisé mais ne finance pas assez l'économie. Le rapport entre les crédits bancaires et le PIB (14 % en 2019, selon la Banque mondiale) est l'un des plus faibles du continent. Et les taux d'intérêt tournent autour de 13 % en moyenne, en 2020. Le Ghana enfin, qui est aujourd'hui l'une des économies africaines les plus dynamiques. **JA**



Votre partenaire international depuis 15 ans, renouvelle son image pour vous accompagner davantage.

PARIS ■ DUBAÏ



POUR LA FOURNITURE DE MATIÈRES PREMIÈRES ET D'INGRÉDIENTS AUX INDUSTRIELS D'AFRIQUE RENDEZ-VOUS SUR :

www.ce-mp.com

(+33) 1 48 40 67 61 ■ cemp@ce-mp.com



INTERVIEW

Amine Oubid

CEO

Phenixya Thomson Broadcast (Filiale du Groupe Sipromad)

THOMSON

BROADCAST

Amine Oubid a rejoint le Groupe Sipromad en 2013 après avoir cumulé plusieurs années d'expériences et de pratiques au sein de cabinets réputés en conseil stratégique. Il a été nommé à la direction de Thomson Broadcast en 2018 après plusieurs postes de management au sein du Groupe Sipromad à Madagascar et au Maroc.

Il est également membre non exécutif du Conseil d'Administration de plusieurs institutions.

Question : Quels sont les projets de Thomson Broadcast pour l'année 2021 ?

Réponse : Je tiens à rappeler que l'année 2020 a été une très bonne année pour Thomson Broadcast avec une augmentation de notre chiffre d'affaire à 2 digits et cela grâce à la confiance de nos clients.

L'année 2021 s'annonce prometteuse, nous investissons dans un outil industriel en région parisienne et nous comptons ouvrir des hubs régionaux en Afrique, aux Etats-Unis, au Moyen-Orient et en Asie.

La période que nous avons vécue en 2020 a démontré l'importance de la proximité avec nos clients et la nécessité d'innover pour pouvoir davantage les accompagner. C'est notre valeur ajoutée et notre particularité concurrentielle.



Question : Quel a été votre projet phare en 2020 ?

Réponse : Notre société, en partenariat avec Camusat, a eu la confiance du gouvernement du Mali pour nous confier le déploiement de la Télévision Numérique Terrestre.



Ce projet clé en main est un des plus importants déploiements, non seulement sur le continent africain, mais aussi à l'échelle mondiale. Actuellement, plus de 50 sites sont repartis sur tout le territoire malien, lequel représente deux fois la superficie de la France.

Au regard des enjeux techniques, logistiques et climatiques caractérisés par des zones désertiques et tropicales humides, nos équipes ont entrepris de développer des solutions « sur mesure » pour s'adapter aux spécificités locales.

Le déploiement du réseau de la TNT au Mali est un projet complexe et de grande ampleur, qui caractérise le savoir-faire de Thomson Broadcast.

Par son originalité, le réseau TNT de Thomson Broadcast sera en mesure de proposer des services de proximité, tels que l'accès à des programmes régionaux, éducatifs et de santé notamment, critères extrêmement recherchés en ces derniers temps.



Inauguration du projet Mali près de Bamako, le 22 janvier 2021 en présence du Docteur Hamadou Touré, Ministre de la Communication et de l'Economie Numérique

Question : En tant que filiale française d'une société malgache, envisagez-vous des activités à Madagascar ?

Réponse : La transition de l'analogique vers le digital s'inscrit dans « l'ADN africain » de Thomson Broadcast et dans la dynamique du développement panafricain entreprise par Monsieur Ylias Akbaraly - Président de Redland, holding détenant le Groupe Sipromad et Phenixya Thomson Broadcast.

Thomson Broadcast a placé le continent Africain au cœur de sa stratégie, en déployant de nombreux projets clés en main au Cap-Vert, en Ouganda et à l'Ile Maurice incluant des studios de télévision.

Grâce au soutien du gouvernement français, des gouvernements des différents pays africains, des banques privées internationales et africaines, Thomson Broadcast a développé un savoir-faire permettant d'offrir des solutions techniques de pointe ainsi que des solutions de financement adaptées.

Nous restons très attentifs à offrir notre savoir-faire à tous les pays africains en phase de déploiement de leur infrastructure TNT avec un regard particulier à notre cher pays Madagascar.



Ylias AKBARALY
Président de Redland - Holding détenant Groupe Sipromad et Thomson Broadcast

«Thomson Broadcast filiale d'un groupe africain, oeuvre pour l'Afrique afin d'apporter sa contribution dans le domaine de la télévision digitale et des technologies de l'information pour le grand changement de l'Afrique à horizon 2050» - Ylias AKBARALY

Contact relations presse

✉ communication@thomson-broadcast.com
📍 54 Avenue Jean Jaurès 92700 Colombes, France
☎ +33 1 88 32 49 70
thomson-broadcast.tv

PHENIXYA

Tribune

Fierté retrouvée...



Olivier Caslin

Journaliste à Jeune Afrique

S'il y a bien une mission qui tient à cœur à Andry Rajoelina, c'est celle de « rendre leur fierté aux Malgaches ». Il avait déjà manié ce concept avec une certaine habileté en 2010, lorsqu'il s'était agi de légitimer aux yeux de la communauté internationale sa victoire au référendum qui l'avait confirmé alors comme le président d'une transition démarrée un an plus tôt à l'arrière d'un pick-up militaire.

En cette année de célébration du cinquantenaire de l'indépendance, tout Madagascar avait d'ailleurs résonné au thème de « Patriotisme et fierté nationale », mis en avant par les toutes jeunes autorités du pays. Dix ans plus tard, la formule n'apparaît plus sur les banderoles honorant le sixième anniversaire de la République malgache, mais continue de teinter les discours officiels.

Enfin élu président à la fin de 2018, Andry Rajoelina n'a mis que quelques mois pour de nouveau faire vibrer cette corde, aussi sensible que pratique car elle lui permet, à moindre coût politique, de justifier ses actions tout en renforçant sa popularité auprès des Malgaches. À condition de ne pas trop tirer dessus, pour éviter de lasser son auditoire. Ressortie pour honorer le premier Conseil des ministres décentralisé, en mai 2019, à Diégo-Suarez, la fierté nationale est devenue au fil des mois un étendard, brandi à l'unisson par le président et par ses plus proches conseillers pour renforcer la nation, selon les uns, pour détourner l'attention, selon les autres. Sans qu'aucun des deux camps n'ait forcément tort.

Le gouvernement malgache peut tirer en effet d'importants motifs de fierté de sa gestion de l'actuelle pandémie. Certes, le Covid Organic (CVO) ne s'est pas révélé l'antidote promis lors de sa présentation par les autorités malgaches, mais cette tisane à base d'artémisia a montré au monde entier que Madagascar et, à travers la Grande Île, l'Afrique tout entière pouvaient contribuer à la lutte contre le virus.

Et c'est avec une fierté tout à fait légitime qu'Andry Rajoelina a inauguré, en juin 2020, le Laboratoire d'analyses médicales Malagasy (LA2M), spécialisé dans le dépistage des maladies épidémiques, suivi en octobre de la première usine pharmaceutique du pays, Pharmalagasy, destinée à valoriser les plantes médicinales locales. Sa première mission a été de produire un

CVO+ en gélule, censé guérir du Covid, mais aussi du paludisme, de la dengue... même si, à ce jour, aucun test scientifique sérieux n'a été réalisé et que les bouteilles de Covid Organic s'empilent dans les supermarchés d'Antananarivo.

Même impression mitigée autour de la célébration des 60 ans de l'indépendance du pays, forcément source de fierté nationale. Lancée en grande pompe en même temps que la potion magique malgache, l'année devait se terminer en apothéose sur les hauteurs du Rova, le palais de la Reine, qui domine la capitale.

Journée historique

Tous les symboles étaient convoqués pour faire du 6 novembre 2020 une date historique, en dévoilant les travaux de rénovation – menés tambour battant depuis un an – de l'ancienne résidence royale de Manjakamiadana et du pavillon de Besakana, qui le joute, exactement vingt-cinq ans après leur destruction dans un incendie. Le même jour, Madagascar recevait à l'aéroport international la couronne du « dais » de la dernière reine malgache, Ranaivalona III, qui gouverna l'île entre 1861 et 1917 – prêtée pour cinq ans par la France, et non pas restituée comme l'affirmèrent alors les autorités.

Si cette journée est amenée à rester dans les mémoires, ce n'est pourtant pas pour les meilleures raisons. La cérémonie protocolaire de présentation de la couronne sur le tarmac a été annulée faute de présence diplomatique, et le cortège de voitures officielles qui accompagnait la relique jusqu'à la capitale a provoqué peu d'enthousiasme dans les rizières. Même son arrivée au Rova a manqué d'allégresse, au moment de couper le ruban sur des édifices rénovés « à la truelle » et complétés par un Colisée en béton armé d'une capacité de 400 places, qui porte un sérieux coup à la candidature des lieux à une inscription au patrimoine mondial de l'Unesco.

À vouloir trop bien faire, Andry Rajoelina risque de créer la confusion entre fierté nationale et fierté personnelle, et de parfois transformer la première en un nationalisme douteux. Nul doute qu'il démentira ses détracteurs en donnant, grâce à son Plan Emergence Madagascar (PEM), de nouveaux motifs de fierté à la Grande Île. À commencer par celui de financer son propre développement. **JA**



THE NEW PLACE TO GROW !

Le Groupe Axian lance son université d'entreprise : **Axian University.**

Véritable espace de **partage de connaissances et de compétences**, Axian University s'adresse à nos 5 000 collaborateurs à travers le continent Africain.

LA FORMATION, CRÉATRICE D'IMPACT POSITIF

Au cœur de notre capital humain, la mission principale d'Axian University est d'**accompagner les talents présents et futurs** du Groupe pour leur permettre d'atteindre leur plein potentiel. Notre objectif, devenir le **1er lieu de management de talents** dans les pays où le Groupe Axian opère.

Si vous aussi, vous souhaitez développer vos compétences et révéler votre plein potentiel, **rejoignez nous !**

En savoir plus sur notre page recrutement: axian-group.com

Axian Let's Grow Together !

   [axian-group](http://axian-group.com)

AXIAN
UNIVERSITY

STRATÉGIE

À l'heure de la « green economy »

En plein boom au niveau mondial, l'économie verte se développe aussi sur le continent. Si le potentiel est énorme, les réussites sont contrastées. JA a passé trois secteurs clés – énergie, finance et agriculture – au scanner.

**ESTELLE MAUSSION
ET AURÉLIE M'BIDA,
AVEC JOËL TÉ-LÉSSIA ASSOKO**

Longtemps spectatrice, parfois actrice mais de plus en plus force motrice, l'Afrique s'est définitivement emparée des enjeux et des instruments de la « Révolution verte ».

La couleur émeraude adorne bien des parades à travers le continent. On la retrouve aux fanions de l'Algérie et du Maroc, du Cameroun et de la Côte d'Ivoire. Le Soudan

du Sud, nouveau-né parmi les nations africaines, autant que le Somaliland, fils illégitime, l'ont inclus dans leur drapeau. Ce « green » a suffi, un temps. Mais plus maintenant. De Jo'burg à Casablanca, et même jusqu'à Lomé, des institutions financières africaines de premier plan ont fait le pari de la finance « verte », avec des succès que peu d'« experts » auraient imaginés. Aux demandes éclectiques des consommateurs

À Tarfaya, dans le Sahara marocain, Nareva et Engie ont construit en plein désert le plus grand parc éolien du continent, capable d'éclairer une ville de 1,5 million d'habitants.

occidentaux, les agriculteurs africains se sont efforcés de répondre avec enthousiasme depuis plusieurs années avec des résultats qui méritent d'être discutés. La conversion des producteurs d'électricité privés comme publics du continent au potentiel de l'énergie verte est aussi encourageante que tardive.

Que faut-il en espérer? C'est précisément la question à laquelle *Jeune Afrique* s'est efforcé de répondre dans ce dossier. ■

À la conquête du mix gagnant

Objectif: 30 % d'ici à 2025 pour le Sénégal, 52 % avant 2030 au Maroc, 42 % pour la Côte d'Ivoire à l'horizon 2035... C'est la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité que visent ces pays, illustration de la course au verdissement du mix électrique dans laquelle est engagée l'Afrique. Et pour cause: un boom du renouvelable paraît à même de répondre à la forte croissance de la demande tout en limitant l'impact sur l'environnement.

La production d'électricité du continent, aujourd'hui à 80 % issue d'énergies fossiles (charbon, pétrole et gaz), constitue son premier poste d'émissions de CO₂. Si le défi est immense, le potentiel vert semble pourtant aussi décisif. Avec 6 GW de puissance installée (soit autant que les Pays-Bas), le solaire compte pour seulement 4 % du mix de l'Afrique qui abrite pourtant 40 % des ressources mondiales de cette énergie.

Comment trouver le bon équilibre? Il n'y a pas de recette miracle: chaque pays doit élaborer sa stratégie en fonction de ses ressources naturelles (présentes et futures), de son savoir-faire technologique (à faire évoluer) et de ses capacités de financement (très inégales d'un État à l'autre). L'objectif est de « viser le plus de renouvelable possible au regard de ses avantages comparatifs », résume le consultant en énergie Ahmadou Said Bâ.

Cela suppose de combiner pragmatisme et planification tout en essayant d'anticiper les innovations technologiques, en particulier sur le stockage, et en

entretenant le réseau de distribution afin de pouvoir commercialiser la future énergie.

Certains pays du continent sont en bonne voie de trouver le « mix gagnant ». C'est le cas de l'Éthiopie, dont plus de 90 % de l'électricité est d'origine hydraulique. Si le pays est particulièrement bien doté grâce au bassin du Nil, il a su combiner ce potentiel en entamant, dès 2013, une diversification dans l'éolien avec la mise en service à Ashegoda d'un des plus grands parcs du continent (120 MW).

Son voisin kényan, avec un mix à 74 % issu d'énergies renouvelables, semble sur le bon chemin. Pionnier de la géothermie (grâce à la vallée du Rift), il combine cette énergie avec de l'hydraulique et de l'éolien, ce qui lui donne de bonnes chances d'atteindre un mix « 100 % vert » en 2030.

Multiplication des projets d'envergure au Maroc

Dans le nord du continent, le Maroc pose ses marques. Le royaume se distingue peut-être moins par ses performances actuelles que pour la trajectoire qu'il suit. Le pays, qui a réduit sa dépendance au pétrole mais pas celle au charbon pour produire son électricité, présente un mix encore à près de 70 % fossile. Mais, sous « l'impulsion royale » et grâce à ses capacités de financement, il multiplie les projets d'envergure dans le solaire (Noor) et l'éolien (Tarfaya, Midelt) pour inverser la tendance. La part du renouvelable dans le mix est ainsi passée de 8 % en 2008 à environ 30 % en 2018. La cible de 50 % en 2030 semble à portée de main.

En dehors de ces exemples – et de la Namibie qui a développé un programme de centrales de petite taille exploitant son potentiel hydraulique – d'autres pays doivent encore transformer l'essai.

Il en va ainsi de l'Afrique du Sud, dont le mix est encore à 90 % issu du charbon. Plusieurs projets « verts » ont été approuvés ces dernières années et le président Cyril Ramaphosa vient de relancer un programme de construction de centrales renouvelables de plus de 10 GW. La nation Arc-en-ciel doit cependant accélérer pour réaliser sa « conversion » commencée en 2013.

Les attentes sont aussi très fortes en Afrique de l'Ouest. La Côte d'Ivoire, qui a fortement augmenté sa production au point d'être exportatrice d'électricité, remplace progressivement le pétrole par le gaz sur ces sites à travers la technologie des centrales à cycle combiné. Elle y gagne une énergie bon marché mais reste toutefois cantonnée à un mix à 70 % fossile, malgré des projets dans l'hydraulique et une incursion dans la biomasse via Biokala, porté par Meridiam, EDF et Sifca.

Le Sénégal est aussi à la croisée des chemins. Grâce à sa stratégie articulée autour de l'exploitation de ses futures ressources gazières, il peut se prévaloir d'une percée dans les énergies



La centrale solaire de Noor 3, à Ouarzazate, est le porte-drapeau de la stratégie solaire du royaume.

renouvelables (20 % du mix). Mais cela ne doit pas faire oublier que le pétrole (dont du fioul lourd) compte encore pour 70 % et le charbon pour 10 % du mix.

Quelle que soit la stratégie déployée, celle-ci ne peut se limiter, pour la majorité des pays, au niveau national. Face à la tentation de la souveraineté électrique, le bon mix est aussi celui qui sait profiter

des interconnexions, synonymes de mutualisation des coûts et d'une plus grande efficacité énergétique. Si un marché de l'électricité existe déjà en Afrique australe, il ne demande qu'à se consolider davantage en Afrique de l'Ouest avec des gains escomptés à la fois pour les vendeurs (Ghana, Côte d'Ivoire et bientôt Sénégal) et les acheteurs (Mali, Burkina Faso, Niger, Gambie, Guinée-Bissau). **JA**

Une belle percée pour la finance verte

Réserve, il y a dix ans, aux quelques émetteurs supranationaux dotés d'une notation « AAA », l'émission de titres obligataires pour financer des projets avantageux sur le plan environnemental et social s'est « démocratisée » récemment. À la fin de janvier, la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) a levé 750 millions d'euros pour des « projets durables » (environnementaux et sociaux). Selon l'agence Moody's, un niveau record de 650 milliards de dollars de nouvelles émissions obligataires « responsables » est attendu sur le marché

en 2021, selon Moody's, dont 375 milliards en obligations vertes.

« L'Amérique latine, le Moyen-Orient et l'Afrique ont contribué assez peu aux volumes d'obligations vertes jusqu'à présent, avec un total de 11 milliards de dollars en 2020, soit 4 % du marché mondial. Toutefois, nous prévoyons une augmentation des émissions sur ces marchés à mesure que les États souverains se concentrent sur le développement durable et que les émetteurs se familiarisent avec les instruments de dette durables », explique Matthew Kuchtyak, analyste chez Moody's Investors Service. Outre

la BOAD, plusieurs acteurs majeurs de la banque africaine se sont déjà aventurés sur ce marché prometteur. Revue des effectifs.

Un nombre d'acteurs encore restreint

Principales émettrices, devant les sociétés non financières et les États, les banques se sont d'abord intéressées aux *green bonds*, dans la foulée de la Conférence internationale sur le climat (COP22) de 2016, à Marrakech.

Les pionnières marocaines BCP et Bank of Africa se sont lancées à partir de 2016, après la publication d'un →



FIER DE SON HISTOIRE ET DE SON RÉCENT DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

Sa présence historique, sa palette d'expertises adaptées et innovantes et son engagement au service des populations africaines et de l'environnement constituent autant d'atouts de SUEZ pour poursuivre son expansion en Afrique.

SUEZ en Afrique

SUEZ a débuté en Afrique en 1948 avec la construction d'une première usine d'eau potable en Egypte. Depuis, il a bâti plus de 500 stations de traitement et environ 90 % des capitales africaines sont alimentées par des usines construites par SUEZ. En termes de services, la filiale Lydec gère l'eau potable, l'assainissement, l'électricité et l'éclairage public du Grand Casablanca depuis 1997. En Algérie, SUEZ pilote les activités d'eau et d'assainissement d'Alger depuis 2006. En Égypte, SUEZ exploite deux grandes stations d'épuration d'eaux usées, au Caire et en Alexandrie. Depuis janvier 2020 SUEZ gère la production et la distribution de l'eau potable en zone urbaine sur tout le Sénégal. Au Maroc, le Groupe se positionne sur la gestion des déchets industriels ainsi que le traitement durable (green landfill), notamment à Meknès.



Une expertise face aux défis du continent

Les besoins en infrastructures et services eau, assainissement et gestion de déchets sont déjà très importants et ne cessent d'augmenter compte tenu de la forte augmentation de la population, l'urbanisation croissante et l'impact du changement climatique.

Face à ces enjeux, SUEZ met en place des solutions autour de 5 axes :

- ❶ **Santé et qualité de vie des populations :** construction d'usines de traitement d'eau permettant l'accès à l'eau à un plus grand nombre d'habitants comme Kabala au Mali, KMS 3 au Sénégal.
- ❷ **Ancrage local :** développement des compétences locales à travers le transfert de savoir-faire ; intégration sociale des chiffonniers sur le site d'enfouissement au Maroc et accélération de l'accès à l'eau pour les populations isolées grâce aux unités compactes décentralisées notamment en Côte d'Ivoire.
- ❸ **Impact positif sur le climat :** captage et valorisation énergétique du biogaz dans le site de Meknès et dans les stations d'épuration d'Alexandrie et du Caire.
- ❹ **Impact positif sur le capital naturel :** préservation des ressources en eau via la gestion intelligente des réseaux de distribution comme à Casablanca et à Dakar recyclage des eaux usées à Alger, au Caire et en Alexandrie et protection de la biodiversité sur nos sites.
- ❺ **Économie circulaire :** valorisation des déchets industriels à Tanger et à Kénitra au Maroc.

Les solutions environnementales de SUEZ permettent de satisfaire les besoins des populations africaines tout en veillant à préserver la planète.

Tour CB 21 - 16, place de l'Iris
92040 Paris La Défense Cedex
+33 158812351
flabia.mestre@suez.com
www.suez-africa.com/fr



→ guide pour faciliter le financement vers la transition énergétique par le régulateur marocain. La namibienne Bank Windhoek a suivi le mouvement en 2018. Nedbank, l'une des principales banques d'Afrique du Sud et du continent, a procédé à une levée en 2019, et Access Bank, la première banque du Nigeria, a suivi l'an dernier.

Le nombre d'acteurs reste pour l'instant modeste, mais la marge de progression est immense. D'autant que, sur les 18 places boursières dans le monde disposant d'un compartiment dévolu aux *green bonds*, une seule est africaine – la Bourse de Johannesburg (JSE).

Progression des émissions de près de 500 % sur un an

Si l'Afrique ne représente environ que 1 % des obligations vertes émises en 2019 dans le monde, « les *green bonds* ont progressé de 495 % entre 2018 et 2019, à 2,7 milliards de dollars », rappelle Charles Lévy, économiste ivoirien, ancien de Bloomfield Investment, à Abidjan.

L'enthousiasme des marchés est déjà manifeste. L'offre initiale de Nedbank, en 2019, qui visait 2 milliards de rands (plus de 100 millions d'euros) a été sursouscrite, atteignant trois fois le montant demandé. Ces obligations ont été cotées au segment

vert de la JSE, rejoignant les deux précédentes levées du groupe bancaire.

« Nos obligations vertes ont clairement démontré l'engagement de Nedbank à faciliter le financement d'actifs en mettant l'accent sur l'avancement du programme d'énergie renouvelable de l'Afrique du Sud », souligne Mike Davis, membre du comité exécutif du groupe sud-africain.

L'ESSOR À VENIR DES ÉMISSIONS OBLIGATAIRES RESPONSABLES EST SOUTENU PAR UNE RÉGLEMENTATION CLAIRE.

Même écho au Maroc, avec BMCE Bank of Africa. « Les investisseurs ont exprimé un engouement important pour cette première émission verte sur le marché marocain de dette privée ayant drainé un taux de souscription de 826 % », a expliqué à JA Brahim Benjelloun, administrateur-directeur général exécutif du groupe bancaire. La demande a en effet atteint plus de 4 milliards de dirhams (380 millions d'euros) pour une offre de

500 millions de dirhams, répartie entre 44 souscripteurs.

Un cadre juridique et une finalité globalement respectés

Mais le succès de ces opérations est placé sous haute surveillance. Et l'essor à venir des émissions obligataires responsables, qui attestent de l'engagement des émetteurs et investisseurs dans une démarche de développement durable, est soutenu par une réglementation claire.

En la matière, le cadre est essentiellement international : Objectifs de développement durable de l'ONU (ODD), Positive Impact Finance du Programme des Nations unies pour l'environnement... Il est précisé par les régulateurs locaux (comme au Maroc) ou appuyé par les institutions financières multilatérales. Sur le continent, pour l'instant, seule l'émission de la banque namibienne Windhoek « a suscité quelques commentaires sur le manque de clarification sur certains projets, notamment sur leur nature *green* », remarque Charles Lévy.

L'affectation des fonds « verts » levés par BMCE Bank of Africa depuis 2016 a été « jugée conforme » par l'Autorité marocaine du marché des capitaux (AMMC). « Les fonds levés ont été exclusivement affectés au financement du parc éolien de Khalladi », assure Brahim Benjelloun. L'installation développée par le saoudien Acwa Power est composée de 40 turbines pour une capacité totale de 120 MW. En pratique, un comité technique *green bond* se réunit trois fois par an pour assurer le contrôle interne, « dont une évaluation diligente des risques et impacts environnementaux et sociaux du projet selon les normes de performance de l'IFC », précise-t-il.

À noter, en zone Uemoa, jusqu'ici peu représentée dans ce type de programme : le régulateur vient de mettre en place un guide relatif à l'émission d'obligations vertes, socialement responsables et durables (ESG). Après le Maroc, l'Afrique du Sud et le Kenya, voici que l'Afrique de l'Ouest se manifeste. **JA**



La Bourse de Johannesburg est la seule du continent à disposer d'un compartiment dévolu aux *green bonds*.

ENTREPRENDRE ENSEMBLE POUR MIEUX NOURRIR ET PROTÉGER LA PLANÈTE

Pour qu'une entreprise puisse être prospère et durable, elle doit être conduite dans le respect de la planète et des hommes.

Nous nous efforçons chaque jour de suivre cette direction et d'impulser le changement dans notre industrie.

Cet engagement social et environnemental fait partie de nous, et nous anime dans tout ce que nous entreprenons sur chaque continent. La mission de notre entreprise a toujours été de **mieux nourrir, de protéger la santé et le bien-être du plus grand nombre, tout en préservant les ressources naturelles qui nous entourent.**



20 à 30 %

de nos investissements dans la construction de nouvelles usines sont réservés à des initiatives de protection de l'environnement.



**Nos ACTIVITÉS
sont durables
par nature**



**Nous prenons
soin de
l'HUMAIN**



**Nous prenons
soin de
l'ENVIRONNEMENT**

Acteur majeur mondial de la fermentation depuis près de 170 ans, Lesaffre, 2,2 milliards d'euros de chiffre d'affaires, implanté sur tous les continents, compte 10 700 collaborateurs et plus de 85 nationalités. Convaincus que la fermentation est l'une des réponses les plus prometteuses pour nourrir sainement 9 milliards d'habitants en 2050, nous collaborons avec clients, partenaires et chercheurs, pour trouver des réponses toujours plus pertinentes aux besoins de nutrition, de santé, de naturalité et de respect de notre environnement.

www.lesaffre.com



LESAFFRE

Agriculture: un succès « certifié »?

Cacao ivoirien certifié Rainforest Alliance, huile d'olive tunisienne estampillée « agriculture biologique », mangues sénégalaises labellisées « commerce équitable »... La certification des produits agricoles africains bat son plein, portée par la demande des pays développés. Cette agriculture pour l'export est encouragée par les États du continent puisqu'elle est censée générer recettes et emplois. Mais ces labels, tous conçus en dehors de l'Afrique, font débat depuis des années. Gage de qualité et « d'éthique » pour les consommateurs, leur impact sur les économies et les producteurs se révèle mitigé. Certains, comme le spécialiste du cacao au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad), François Ruf, dénoncent même une « arnaque ».

Côté pile, la certification présente plusieurs avantages pour les productions africaines. Le principal est l'accès à des marchés à fort pouvoir d'achat (États-Unis, Europe et Asie). « Le label biologique permet de nous différencier de la concurrence, qui procède à des mélanges quand nous assurons une huile mono-origine de qualité supérieure », souligne Abdelaziz Makhoulfi, le patron de CHO qui commercialise la marque d'huile d'olive Terra Delyssa et qui vient d'ajouter à sa gamme une huile « zéro résidu de pesticides », label né en France en 2017 à l'initiative d'un collectif de producteurs.

Autre bénéfice, les labels contribuent à la structuration des filières locales via la création de coopératives, l'installation d'unités de transformation et la mise en place de circuits d'acheminement. En Côte d'Ivoire, premier producteur mondial d'or brun, Ecookim, qui produit sous quatre certifications (Fairtrade, Rainforest Alliance, AB, USDA organic), a construit un réseau de 23 coopératives de cacao et d'anacarde. Au Burkina Faso, Coopake, qui a débuté avec la mangue bio et équitable, s'est diversifiée dans la noix de cajou

et l'hibiscus, soutenue par le français Éthiquable. Au Bénin, le Réseau des producteurs d'ananas organise la filière certifiée en partenariat avec la start-up Les Jus Tillou. « Même si elle repose sur une stratégie de niche, la certification fait émerger des success-stories sur le continent », assure Pierre Ricau, analyste de marchés chez Nitidæ.

Côté face, les résultats sont décevants sur un point pourtant clé : le volet environnemental. Le cacao ivoirien est le cas le plus emblématique. Les deux principales certifications de fèves, qui ont fusionné en 2018, Rainforest Alliance (lutte contre la déforestation) et UTZ (agriculture durable) peinent à déjouer les stratégies de contournement des acteurs de la filière. Malgré

UN RÉÉQUILIBRAGE DU RAPPORT DES FORCES EN FAVEUR DES ACTEURS DU CONTINENT EST NÉCESSAIRE.

une réduction de moitié des pertes annuelles de forêts primaires en 2019 d'après le World Resources Institute, la Côte d'Ivoire a vu ses surfaces boisées divisées par huit à seulement deux millions d'hectares depuis les années 1960. « On constate le même revers sur l'utilisation de pesticides, en hausse depuis les années 2000 », pointe François Ruf, qui a mené une enquête sur 300 exploitations.

Concernant les autres cultures, les certifications bio et commerce équitable se démarquent, encadrant strictement l'utilisation de produits phytosanitaires et imposant des contrôles réguliers et inopinés, ce qui limite le risque de fraude. Mais, en dehors de l'Ouganda et de la Tanzanie où l'agriculture biologique (café, coton, fruits tropicaux, légumes frais) s'est développée à grande échelle, les volumes produits demeurent très

modestes, de même que l'effet sur l'environnement. Le bio représente 0,2 % des terres cultivées du continent, rappelle une étude de 2018 du Cirad.

La question du revenu suscite de l'amertume chez les producteurs

La question du revenu des producteurs suscite aussi beaucoup d'amertume, excepté dans le cas de certains labels bio et commerce équitable. Selon les professionnels du secteur, les certifications les plus intéressantes pour les producteurs africains sont celles qui combinent un prix minimum d'achat (réaliste), une double prime (individuelle et collective), la signature d'un contrat ferme et l'audit de la coopérative. Cela permet de toucher effectivement une rémunération suffisante pour couvrir les surcoûts de production et de certification tout en dégageant un bénéfice. Concrètement, la prime touchée par les cacaoculteurs ivoiriens pour la saison 2019-2020 via Rainforest Alliance se montait à 4% du prix de vente... Face à ces insuffisances patentées, un rééquilibrage du rapport des forces en faveur des acteurs africains est nécessaire. Cela passe par la formation des agriculteurs afin qu'ils puissent faire jouer la concurrence entre les labels et par la généralisation du paiement direct des primes sans passer par les coopératives. Pour les acteurs plus importants, la technologie peut faire gagner en indépendance : le groupe CHO a mis au point avec IBM une huile d'olive « blockchainée » dont le QR code délivre toutes les informations sur sa provenance et son mode de fabrication.

Les États peuvent exiger plus de transparence de la part des certifications et pousser à la création de labels africains. Enfin, concernant la filière cacao, une remise à plat de la certification est nécessaire, sachant qu'en parallèle l'Union européenne prépare d'ici à la mi-2021 l'interdiction d'importation de produits liés à la déforestation et l'instauration d'un « devoir de vigilance » pour le secteur privé. **JA**



LA GALAXIE DE

Serge Ekué - BOAD

Le président béninois de la Banque ouest-africaine de développement, en poste depuis août 2020, s'est entouré d'une équipe issue, comme lui, du secteur privé.

CHARLES DJADE

LES RELAIS POLITIQUES



Lorsqu'il officiait à Natixis, il a travaillé pour la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en plaçant ses ressources sur les marchés financiers. Proche de l'ancien gouverneur de cette institution, l'Ivoirien **Charles Konan Banny (1)**, il a fait fructifier son carnet d'adresses en Côte d'Ivoire, où il sait pouvoir compter sur le ministre du Pétrole, **Abdourahmane Cissé (2)**. Au Bénin également, pays qu'il a aidé à lever des fonds sur les marchés internationaux, Serge Ekué est également très lié au Palais de la Marina, via le ministre de l'Économie et des Finances, **Romuald Wadagni (3)**, lui-même issu du secteur privé (Deloitte). Il est également proche de l'ex-président de l'Assemblée nationale, **Adrien Houngbédji (4)**. Enfin, en France, cet ancien de Sciences Po Bordeaux est également très connecté aux réseaux de l'ancien maire de la capitale girondine, l'ex-ministre **Alain Juppé**.

LES CONSEILLERS

IBRAHIMA DIOUF



Passé par Citigroup et Barclays, ce Franco-Sénégalais qui dirigeait EBI SA, la filiale internationale d'Ecobank basée à Paris depuis 2017, a rejoint au début de janvier

la BOAD en tant que conseiller spécial du président. Il a été nommé par Serge Ekué lui-même pour sa bonne connaissance de la finance internationale, mais aussi pour son expérience dans le secteur bancaire ouest-africain.

ALAIN TCHIBOZO



Il occupe depuis décembre 2020 le poste nouvellement créé de chef économiste de la BOAD.

Formé à la finance et au contrôle de gestion à HEC, il a travaillé ces trente dernières années comme analyste dans des banques d'investissement à Paris et à Londres.

LE PREMIER CERCLE

MOUSTAPHA BEN BARKA



Nommé vice-président de la BOAD l'an passé, ce

Malien est un habitué du Palais de Koulouba. Ex-secrétaire général de la présidence de son pays, plusieurs fois ministre, c'est aussi un ancien du secteur privé passé par les marocains Finance Com et BMCE Capital.

MARYSE LOKOSSOU



Directrice de cabinet de Serge Ekué, elle gère son agenda et

supervise les activités du cabinet et la coordination des différents départements de l'institution. Ex-conseillère technique des financements internationaux au ministère de l'Économie et des Finances du Bénin, c'est une ancienne cadre de plusieurs institutions financières.

SERGE ANDRÉ PHILIPPE BOUAH



Serge Ekué a confirmé cet Ivoirien au poste de directeur de la communication,

du marketing et des relations publiques de la BOAD, qu'il a intégré il y a treize ans. Il y a par ailleurs été chargé de mission et directeur de l'unité de gestion de la sécurité.

JOSETTE ATAYI SYMENOUEH



Promue en novembre 2020 secrétaire générale de la

BOAD par Ekué, elle assure à ce titre la coordination des équipes ainsi que les relations avec le Togo, où se situe le siège. Elle est une ancienne de l'institution, qu'elle a rejoint en 1996 et dont elle a été directrice des conseils et des services généraux.

JESA



Fruit d'un partenariat unique entre deux leaders mondiaux, le groupe marocain OCP et le groupe australien Worley, JESA est devenue une référence continentale de l'ingénierie, de la gestion de projets, de la maintenance et du conseil. Elle combine une expertise internationale et un fort ADN africain.



JESA, l'essor d'un leader africain pour accompagner les défis énergétiques du continent

L'énergie est un pilier du développement économique et social, et constitue un des principaux défis pour la plupart des pays d'Afrique Sub-Saharienne. L'enjeu est de mener en parallèle la généralisation de l'accès à l'électricité pour les populations et d'exploiter de manière optimale les abondantes ressources en énergies renouvelables du continent (hydroélectricité, solaire, éolien, biomasse et géothermie). Aujourd'hui, plus que jamais, il devient crucial de construire un avenir plus durable qui préserve l'environnement.

L'AFRIQUE À L'HEURE DE LA DÉCARBONATION

Grâce à la forte baisse du coût de l'électricité verte - et notamment du photovoltaïque - et à la multiplication des financements provenant des bailleurs de fonds et du secteur privé, une dynamique positive s'installe actuellement pour le développement de projets d'énergies renouvelables en Afrique.

A cette tendance s'ajoutent les opportunités offertes par les investissements futurs dans la transition énergétique et notamment dans la chaîne de valeur de l'hydrogène vert, considéré comme l'élément clé d'une décarbonisation des économies industrialisées. On ne compte plus aujourd'hui le nombre de partenariats signés entre des acteurs européens et africains pour l'étude des opportunités de production et d'exportation vers l'Europe d'hydrogène vert.

Pour relever ces challenges et tirer profit de ces opportunités prometteuses, il est nécessaire pour l'ensemble des pays du

Nous assistons actuellement à une dynamique positive dans le développement de projets renouvelables en Afrique.

continent de former des ressources techniques locales pour la conception, la construction et l'exploitation de ces projets structurants.

DÉVELOPPER LES TALENTS LOCAUX

Faire appel exclusivement aux experts étrangers ne s'avère pas payant sur le long terme si ces derniers ne sont pas réellement acteurs d'un transfert de savoir-faire. Au-delà de la réalisation d'une infrastructure physique, le vrai défi des pays africains est de constituer la matière grise locale pour un développement sur le long terme. Concrètement, il faut former des équipes d'ingénierie et de gestion de projet capables de maîtriser les différentes technologies et de concevoir des solutions adaptées.

La pandémie de la Covid-19 souligne d'autant plus l'urgence d'un développement accéléré des ressources humaines Africaines. En effet, des évolutions structurelles vont émerger, relatives aux politiques publiques, à la technologie, aux opérations et aux chaînes d'approvisionnement notamment dans le secteur énergétique.


www.jesagroup.com


JESA, ACTEUR CLÉ DU DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES ET DU SAVOIR-FAIRE AFRICAIN

Ces évolutions ne font que renforcer l'ambition de JESA comme acteur de rang mondial au service de l'industrialisation et de l'urbanisation durables de notre continent. En moins de dix années d'existence, le Groupe, est devenu une référence continentale en matière d'ingénierie et de gestion de projets avec un effectif de plus de 1600 collaborateurs, et une présence institutionnelle dans plusieurs pays africains (Maroc, Côte d'Ivoire, Sénégal, Bénin, Ethiopie).

En tant que leaders du secteur de l'énergie, JESA et son actionnaire de référence Worley ont été à l'avant-garde de la conception et de l'exécution des plus grands projets du continent en matière de production, stockage et transport d'électricité ainsi que sur la chaîne de valeur de l'hydrogène vert.

JESA accompagne le développement du programme solaire et éolien marocain ainsi que les programmes nationaux de renforcement des infrastructures électriques au Bénin et au Sénégal. Ces derniers ont pour objectif de renforcer la fia-

bilité des réseaux et d'améliorer significativement l'accès à l'électricité pour les populations les plus vulnérables. Worley a géré la réalisation de la plus grande ferme éolienne d'Afrique de Lake Turkana au Kenya.

En accompagnement de son développement sur le continent, JESA a créé un centre d'excellence dans les énergies renouvelables en intégration avec le réseau mondial d'expertise de Worley. Ce centre regroupe des compétences de conception et d'implémentation de solutions innovantes alliant les meilleurs standards internationaux avec la connaissance des contextes locaux. JESA contribue ainsi au développement des écosystèmes locaux en capitalisant sur le meilleur savoir-faire mondial sur l'ensemble de la chaîne de valeur.

Les missions du pôle Énergie de JESA

- Études de pré faisabilité et faisabilité incluant l'identification de sites et l'estimation des ressources.
- Études d'impact environnemental et social.
- Études d'ingénierie des centrales électriques et solutions de stockage.
- Études d'ingénierie des réseaux, mini-réseaux et hybrides (évacuation et stabilité).
- Études d'ingénierie de la chaîne de valeur de l'hydrogène vert.
- Assistance technique pour les activités de développement de projet (négociation des contrats de fourniture d'électricité, EPC, O&M).
- Assistance à maîtrise d'ouvrage (Owner's Engineer) incluant le suivi des travaux.
- Services d'ingénieur indépendant.
- Services EPCM ou EPC.

Il faut former des équipes d'ingénieurs et de project managers capables de comprendre les différentes technologies de renouvelables et de concevoir ces futures centrales et réseaux électriques dont nous avons besoin.

Babatunde Soyoye, HELIOS

« En Amérique, les entreprises sont rachetées. En Afrique, elles sont créées. »

Partenariat avec Fairfax, Zlecaf, rentabilité, risques... Le cofondateur de Helios Investment Partners décrypte la méthode et les ambitions du géant africain du secteur.

PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIE M'BIDA

Confinement oblige, c'est en visioconférence depuis son domicile londonien que Babatunde Soyoye, codirigeant de Helios Investment Partners (3,6 milliards de dollars d'actifs), est revenu pour *Jeune Afrique* sur quinze années d'une aventure extraordinaire dans le Private Equity africain. Le groupe prépare selon nos informations un quatrième fonds (avec déjà 100 millions de dollars attendus du britannique CDC Group). Détendu mais précis, le cocréateur du leader panafricain du capital-investissement a évoqué l'alliance inédite avec Fairfax Financial Holding, décortiqué la stratégie de Helios (ciblage, développement, cession des actifs) et battu en brèche plusieurs idées reçues sur ce métier. En bonus : une analyse originale de ce qui constitue réellement le « capital-risque » en Afrique.

Jeune Afrique : Que représente Helios Investment Partners aujourd'hui et quelle est votre philosophie d'investissement ?

Babatunde Soyoye : Notre activité consiste essentiellement à mobiliser des actifs – des capitaux provenant d'institutions du monde entier – puis à les investir et à les gérer en Afrique.

Si nous sommes agnostiques en matière de secteurs à cibler, nos investissements ont des caractéristiques communes. À savoir : un fort potentiel de croissance pour l'entreprise, qui soit durable et non cyclique,

une préférence pour les zones avec le moins de risques de change (comme la zone CFA) et l'existence de plusieurs options de sortie d'investissement [cession des participations].

Qu'en est-il de vos tickets d'investissements (estimés entre 30 millions et 200 millions de dollars), que d'aucuns considèrent comme parfois inadaptés à la maturité des entreprises sur le continent ?



Babatunde Soyoye.

Helios a toujours investi dans tous les stades de développement des entreprises : des start-up aux entreprises plus avancées. Nous avons fondé Helios Towers au Nigeria – notre première société créée *ex nihilo* – puis Helios Towers Africa. Nous avons investi dans Starsight, une société leader dans l'énergie solaire

distribuée en Afrique, ainsi que dans Mall for Africa – une pure start-up – qui fait essentiellement du commerce électronique et du *retail*. Nous sommes présents sur toute la gamme : des start-up à l'accompagnement en phase de croissance, des investissements purs et simples jusqu'au rachat d'entreprises, ce qui inclut des partenariats avec des multinationales.

En matière de partenariats, qu'attendez-vous de votre alliance avec Fairfax Africa ?

Nous avons établi Helios Fund I, II et III, trois fonds de capitaux privés. Nous disposons de capital pour un fonds de crédit et avons lancé Helios Credit en 2015. Et nous avons récemment ajouté un véhicule, avec la société Helios Fairfax Partners, qui est cotée à la Bourse de Toronto. Il ne s'agit pas à proprement parler d'une coentreprise [*joint-venture*]. Helios Investment Partners sera toujours Helios Investment Partners, et cela ne changera pas. Mais c'est une réserve d'argent [*pot of capital*] qu'Helios Investment Partners gère. Il s'agit d'un fonds permanent, cela signifie que nous sommes dotés d'actionnaires à long terme. Le capital est investi dans des entreprises qui nous plaisent. De plus, le véhicule étant coté en Bourse, nous n'avons pas nécessairement besoin de lever des fonds supplémentaires régulièrement, comme pour des fonds privés.

La structure permanente nous permet d'investir dans tous les cycles. Il est toutefois trop tôt pour parler de cibles potentielles. Mais ce que nous

investissons et la façon dont nous le faisons n'a pas changé et ne changera pas. Nous ne prévoyons pas de modifier nos tickets d'investissements.

Vous avez évoqué le risque de change. Comment vous couvrez-vous contre ce danger ?

L'Afrique pourrait être divisée en deux. Nous avons d'une part la zone du franc CFA, qui possède une parité avec l'euro et où ce risque n'est pas un souci. En revanche, au Nigeria, au Kenya, en Égypte, au Ghana et en Afrique du Sud, la monnaie est plus fluctuante. Aussi, lorsque nous investissons dans ces pays, nous anticipons le risque d'une dévaluation fondamentale de la monnaie.

Par-dessus tout, nous ciblons les entreprises qui sont capables de nous prémunir contre ce risque de change. D'abord, celles dont la croissance rapide est portée par un fort essor démographique. Ensuite, à travers une couverture liée au produit en lui-même (denrées essentielles, de base, qu'il s'agisse de biens importés ou non). D'autres entreprises offrent une couverture en raison de la structure de l'investissement. C'est le cas notamment des grandes entreprises et des multinationales, qui peuvent avoir des revenus en dollars.

L'une des critiques régulières contre le capital-investissement en Afrique, c'est le risque d'aggraver la pénurie de capital pour les PME...

Le plus petit « P » d'une PME est en fait une start-up. Il s'agit donc de trouver le profil de PME le plus adapté. Tout dépend du moment où vous rencontrez l'entrepreneur à la tête d'une entreprise encore petite mais qui est sur un créneau porteur. Notre rôle est de lui apporter à la fois le capital et les compétences nécessaires pour mieux se positionner sur le marché et grandir. C'est essentiellement ce que fait Helios. Le continent africain est un marché de croissance, ce n'est pas un marché de *buyout* [rachat d'entreprises] où l'on peut faire jouer l'effet de levier de la dette comme dans les marchés plus matures. J'insiste : l'Afrique

est un marché sur lequel on acquiert de petites entreprises qui se développent de manière spectaculaire, à la fois par des moyens organiques et par des fusions-acquisitions, ce qui rend les sorties intéressantes. Et il doit en être ainsi. Ce qui signifie qu'il y a éga-



SUR LE CONTINENT, LES POSSIBILITÉS SONT TOUT SIMPLEMENT ÉNORMES !

lement moins de sorties, en volume, parce qu'il y a moins de grandes entreprises, donc moins d'acquéreurs potentiels. Vous devez réfléchir très en amont à vos opportunités de sortie quand vous décidez d'investir sur le continent.

Quelles voies de sortie privilégier alors ?

Nous avons tout expérimenté : de la vente à de grandes multinationales (comme au groupe JC Decaux), jusqu'à l'introduction en Bourse – à Londres [LSE], avec Vivo Energy et Helios Towers Africa, ou sur le continent, au Caire par exemple. Nous avons réalisé des reventes à des partenaires – comme NTC en Namibie –, voire à des concurrents, comme Helios Towers Nigeria, cédé à IHS... Nous n'avons donc pas de voie de sortie privilégiée. L'essentiel pour nous est d'avoir toutes les options possibles ouvertes.

Que répondez-vous à ceux qui jugent faible la rentabilité des fonds africains ?

Si nous avions eu des monnaies locales pour nos fonds de capital-investissement en Afrique (comme c'est le cas aux États-Unis, en Europe et en Asie), notre rentabilité aurait été équivalente aux meilleurs niveaux mondiaux. Le risque de change est le principal problème pour la rentabilité en Afrique. Si vous ignorez que la monnaie est aussi un

risque commercial, qui s'applique à tout investissement, vous vous exposez à des dangers.

Les institutions de financement du développement (IFD) restent des acteurs majeurs du capital-investissement africain. Est-ce leur place ?

Le capital-investissement est probablement l'un des plus importants facteurs de développement. Il apporte à l'Afrique une croissance précieuse et fait émerger de nouvelles entreprises. Le capital-investissement crée donc des emplois sur le continent, ce qui est également la mission des IFD.

Le capital-risque paraît encore balbutiant en Afrique. Est-ce un domaine d'avenir ?

La définition du « capital-risque » sur les marchés matures, à savoir faire émerger une entreprise nouvelle et « disruptive » principalement dans le domaine technologique, ne fonctionne pas pour l'Afrique. Mais, si vous définissez le capital-risque comme la création d'une entreprise à partir de rien, ce qui se produit le plus fréquemment en Afrique, alors les possibilités sont tout simplement énormes !

Sur le continent, les gens ont besoin de se nourrir, de se déplacer, d'éduquer leurs enfants, de se soigner, de transférer leur argent, de se divertir... Les États-Unis et l'Europe proposent des rachats d'entreprises, l'Afrique les crée. Helios a beaucoup investi dans les start-up et créé des entreprises à partir de zéro. C'est ce que j'appelle du capital-risque.

Pour conclure, qu'attendez-vous de l'accord de libre-échange africain (Zlecaf) ?

C'est globalement une bonne chose. Mais nous devons d'abord réparer les infrastructures – tant physiques qu'économiques et financières –, car ce sont elles qui permettent le commerce. Par exemple, aujourd'hui, pour changer des nairas nigériens en cedis ghanéens, il faut d'abord se procurer des dollars US. C'est complètement fou ! 

BPC, la fintech « venue du froid » qui gagne des marchés en Afrique

Après l'Algérie, le Kenya, l'Éthiopie... Banking Payments Context (BPC) prend pied en RD Congo. Le groupe – né en Russie et établi en Suisse – veut doubler ses revenus mondiaux d'ici à 2023.

AURÉLIE M'BIDA

Les usagers de la carte bancaire Edahabia d'Algérie Poste transportent un morceau de sa technologie dans leur poche au quotidien. Les entreprises clientes de Bank of Africa voient leurs transactions transafricaines passer par sa solution multidevises et multipays. Le « switch monétique national », déployé à la fin de décembre 2020 par la Banque centrale du Congo, s'appuie sur sa solution technologique qui permet l'interopérabilité entre les services de paiement des banques commerciales en RD Congo.

Au centre de cette toile : Banking Payments Context (BPC), groupe spécialisé dans les systèmes de paiement, fondé en Russie en 1995 par Anatoly Loginov (62 ans), ingénieur formé à Moscou puis à Duke University, aux États-Unis, où il décroche en 2001 un MBA. En Afrique, BPC a commencé à déployer ses offres de paiement sur le tard et plutôt discrètement, au milieu des années 2010. Mais il y progresse depuis au pas de charge et sur l'ensemble du continent. « Je pense que nous sommes arrivés au bon moment », affirme Daniel Paltrinieri, à la tête de la région Espagne, Afrique occidentale et centrale de BPC Banking Technologies.

« BPC est le premier fournisseur mondial de systèmes ouverts (Open System) de solutions de paiement électronique pour l'industrie financière mondiale. La société développe et distribue SmartVista, une suite complète de solutions couvrant tous les aspects du traitement des

paiements électroniques », explique l'entreprise. Concrètement, le groupe propose un système clé en main, distribué en marque blanche, qui permet l'intégration et l'interopérabilité d'une multitude de services et de canaux de paiements, qu'ils soient traditionnels (carte bancaire, terminaux pour commerçants, guichets de retraits...) ou modernes (portefeuille électronique, QR code...). C'est grâce à ces solutions que BPC Holding (détenu par son fondateur, enregistré à Zoug en Suisse et présent également dans l'énergie) s'est rapidement imposé sur le marché russe, devenant le fournisseur des principales banques du pays : Sberbank, Gazprombank, Alfa-Bank...

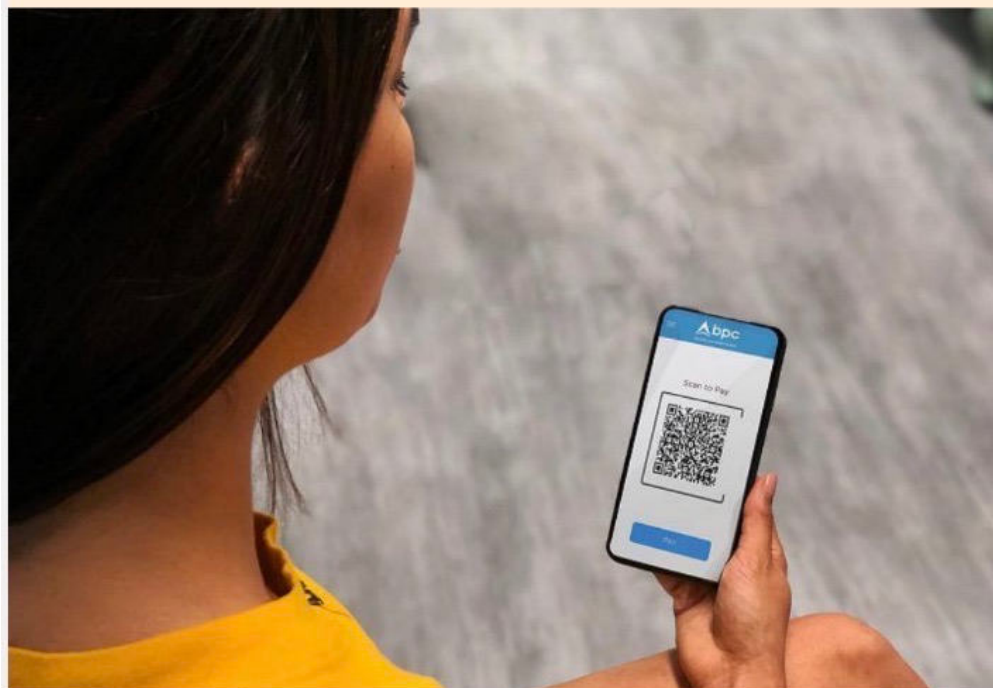
NOUS RÉPONDONS EN GÉNÉRAL À DEUX APPELS D'OFFRES PAR AN SUR LE CONTINENT. EN 2020, NOUS AVONS PRÉSENTÉ SEPT OU HUIT DOSSIERS.

Sur le continent, BPC s'est centré sur les « switches monétiques », qui permettent aux banques centrales d'assurer l'interopérabilité des services de paiement. Sa solution SmartVista, déployée dans le cadre d'appels d'offres compris entre 1,5 million et 5 millions de dollars (en fonction de la taille du marché, et donc du volume des transactions), a rapidement gagné la confiance des banques centrales. C'est par ce biais que

l'entreprise réalise sa première incursion en Tunisie dès 2015. Au total, BPC couvre plus de 20 switches nationaux dans le monde, dont une dizaine en Afrique (Malawi, Éthiopie, Algérie, Tunisie, RD Congo, Burundi...). Le groupe cible deux nouveaux marchés : Madagascar et la Guinée.

Se réorganiser pour accélérer la pénétration du marché africain

« L'interopérabilité a repris une importance forte ces dernières années, avec la montée en puissance des opérateurs de paiement mobile pour renforcer l'inclusion financière et la bancarisation des populations », observe Jean-Marc Velasque, directeur conseil Moyen-Orient et Afrique de Sopra Banking Software. La Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), sur financement de la BAD, vient par exemple de lancer, à la fin de janvier, un appel à manifestation d'intérêt pour la gestion du projet d'interopérabilité des services financiers dans l'Uemoa. « Ordinairement, nous répondons à un ou deux appels d'offres par an sur le continent. En 2020, nous avons présenté sept ou huit dossiers », détaille Daniel Paltrinieri. Ces systèmes d'interconnexion sont, le plus souvent, la « porte d'entrée » qui permet à BPC de proposer ses autres solutions de paiement sur le continent. C'est ce parcours qui a été emprunté en Algérie, par exemple, où, avec le « gros contrat » décroché auprès d'Algérie Poste, BPC a mis en place un système monétique classique pour cet important émetteur de cartes, puis est passé



BPC

L'entreprise compte 300 clients répartis dans 90 pays.

à la gestion du paiement par le scan de QR codes. « Désormais, on espère développer le paiement mobile », poursuit Daniel Paltrinieri.

« Grâce à notre positionnement sur le marché bancaire, nous posons les rails de la future pénétration de notre technologie pour demain commercialiser d'autres produits », ajoute Jane Loginova, directrice commerciale de BPC. Cette ancienne de Goldman Sachs – et fille du fondateur de BPC – est justement à la tête de la nouvelle filiale du groupe consacrée aux processeurs de paiement, Radar Payments. Cette dernière se positionne en particulier sur les transactions commerciales (notamment achat-vente en ligne) « en utilisant des données intelligentes » et « les moyens de paiement les plus récents » dans le respect des « nouvelles normes de conformité ».

« Derrière la simple acceptation d'un paiement via une application ou l'émission d'une carte de crédit se cache une architecture compliquée, et qui s'est complexifiée avec l'arrivée de nouveaux moyens de paiement et le développement des marketplaces », explique Nadia Benaissa, directrice marketing de BPC. Et c'est cette

« complexité » que l'entreprise entend rendre plus fluide.

Le déploiement de ces services « en marque blanche » permet aux utilisateurs d'externaliser cette activité à BPC pour se concentrer sur leurs cœurs de métier. À titre d'illustration : Maldives Islamic Bank utilise BPC pour la gestion de ses distributeurs de billets et de ses terminaux de paiement, ainsi que Radar Payments pour la gestion des flux transactionnels. Si de tels « combos » sont rares sur le continent, BPC entend augmenter la voilure. Déjà, son portefeuille de clients est très varié, allant des banques centrales à des leaders panafricains tels que Bank of Africa ou la néobanque sud-africaine Tyme Bank. Par ailleurs, une réorganisation interne est en cours pour accélérer la pénétration du marché africain. À la fin de janvier, BPC a recruté le Kényan Frank Molla, un ancien de Mastercard et d'American Express, pour chapeauter la région Afrique subsaharienne.

BPC reste discret sur ses revenus en Afrique. Son activité « solutions technologiques et processing » représente un chiffre d'affaires mondial de 100 millions de dollars (résultats non consolidés) à travers le monde,

contre 85 millions l'année précédente, et un Ebitda de 20 millions de dollars. « Nous comptons doubler d'ici à 2023 ce chiffre d'affaires mondial, à 200 millions de dollars », annonce Jane Loginova. Pour ce faire, le groupe devrait s'appuyer sur la richesse de ses outils fintech.

Malgré sa remarquable progression et ses fortes ambitions, BPC est loin de débarquer, en Afrique, sur une terre vierge. Le caractère protéiforme de ses offres l'expose de fait à une multitude de concurrents. Le belge Open Way, les marocains Paylogic ou HPS, le britannique Vocalink sont bien présents dans le domaine des technologies de paiement à travers la zone franc CFA. En zone anglophone, le géant américain Stripe vient de mettre la main sur la fintech nigériane Paystack pour 200 millions de dollars. Et ce sans compter l'ombre portée de son compatriote Interswitch, première « licorne » véritablement africaine, dont la solution de paiement est l'une des plus utilisées dans la république fédérale. « Nous sommes tous sur le même créneau », reconnaît Jane Loginova.

Se différencier du nigérian Interswitch et du marocain HPS

Peut-être sera-t-il difficile de bousculer Interswitch au Nigeria et HPS au Maroc, voire de résister sur tous ces marchés à l'appétit naissant de la Silicon Valley ou des géants mondiaux comme Visa et MasterCard, de plus en plus actifs dans la fintech et les nouvelles solutions de paiement en Afrique. Mais BPC table sur sa longue expérience et sa connaissance du monde émergent (300 clients dans 90 pays).

« De grands noms commencent à converger vers le continent, séduits par le potentiel de croissance », admet Jane Loginova. « Mais l'Afrique manque d'infrastructures de base pour que ce genre de fintech fonctionne. Il faut être prêts à investir et à accompagner les autorités dans ce sens si l'on veut s'implanter. Notre groupe a les capacités, la volonté et l'expertise pour le faire. » **JA**

Qui peut sauver Énergie du Mali?

Traînant près de 1 demi-milliard d'euros de dette – soit plus que le budget Défense –, la société publique ne cesse de creuser son déficit. Sortir de cette spirale infernale ne sera pas chose aisée.

ESTELLE MAUSSION

Perdre de l'argent à chaque kWh produit, un comble pour un énergéticien. C'est pourtant la situation de la société publique d'électricité Énergie du Mali (EDM). Si certains de ses homologues ouest-africains connaissent aussi des difficultés, EDM occupe une place à part. Infrastructures vétustes, déficit chronique, mauvaise gouvernance, absence de planification... Ces écueils empêchent toute réforme de celle qui est surnommée « Énergie du mal » dans les rues de Bamako, capitale du Mali, où le taux national d'accès à l'électricité était de seulement 38 % en 2016, avec plus de 40 délestages majeurs par an. « EDM est à la croisée des chemins et est confrontée à des défis multiformes tant sur le plan technique que sur le plan financier », a reconnu lors de sa prise de fonction son nouveau DG, Oumar Diarra, nommé en novembre 2020, vétéran comptant plus de vingt ans de maison.

Depuis de nombreuses années, l'entreprise publique est enfermée dans un cercle vicieux. D'une part, elle vend son électricité à un tarif encadré qui ne couvre pas ses coûts de production, à savoir au prix moyen de 92 F CFA/kWh (environ 17 centimes de dollar) contre un coût de revient de 130 F CFA/kWh (24 centimes de dollar) en 2019. D'autre part, elle fait face à de nombreux impayés, aggravés par le fait qu'environ un quart de l'énergie produite par EDM (22,5 %, en 2015) n'est tout simplement pas facturé, a vivement regretté le régulateur malien (la Commission de régulation de l'électricité et de l'eau, CREE), soulignant que ce taux de perte est le double du taux contractuel.

Résultat, EDM est structurellement en déficit et survit grâce aux subventions de l'État (pourtant mauvais payeur des factures adressées à ses services). Cela empêche l'entreprise d'investir pour entretenir son réseau et augmenter ses capacités de production alors même que les besoins en électricité sont en hausse en moyenne de 12 % par an depuis 2016. Conséquence, le réseau et le service se dégradent, alimentant mécontentement et impayés, ce qui rend d'autant moins acceptable une hausse des tarifs pendant que le parc électrique continue de périliter...

Cet engrenage explique le piètre bilan d'EDM. Sa production d'électricité a certes progressé de 1573 GWh en 2014 à 2412 GWh en 2019, mais grâce notamment aux achats d'énergie auprès des pays voisins. Elle est censée officiellement bondir à 6057 GWh en 2025, un objectif jugé inaccessible au regard de ses capacités d'investissement et du ralentissement de la croissance de la production depuis trois ans.

En 2018, EDM affichait un chiffre d'affaires d'environ 277 millions d'euros, pour près de 100 millions d'euros de pertes. Selon le FMI, son endettement (arriérés compris) atteignait à la fin de juin 2019 le montant record de 319 milliards de F CFA

(486 millions d'euros). Cela représente 3,1 % du PIB malien et plus que le budget de la Défense à la même époque (277,9 milliards de F CFA).

EDM pâtit aussi du manque de formation de ses 2200 employés. Malgré les « transferts de compétences » en cours, lors des délestages l'an dernier, l'opérateur a longtemps attendu l'arrivée des techniciens de l'équipementier finlandais Wärtsilä, bloqués à Dakar en raison du Covid-19, pour réparer les unités en panne.

L'instabilité à sa tête empêche toute réforme de long terme

Sans surprise, la défaillance de la société publique pénalise le développement du pays, déjà fragilisé par les attaques jihadistes et une délicate transition depuis le coup d'État d'août 2020. Selon la Banque mondiale, les coupures – soit 124 jours en 2019 sur le réseau moyenne tension – coûtent près de 10 % de chiffre d'affaires aux entreprises concernées. « Par ailleurs, le Mali présente des frais de connexion estimés à 200 dollars, largement supérieurs à la moyenne subsaharienne (autour de 100 dollars), ce qui décourage les raccordements », souligne Hugo Le Picard, chercheur au Centre Énergie & Climat de l'Institut français des relations internationales (Ifri).

Les capacités électriques progressent, mais trop lentement pour répondre à la demande. En outre, la hausse de la production se fait principalement grâce à des centrales thermiques ou à des solutions d'urgence, à la fois polluantes et coûteuses car elles fonctionnent avec des hydrocarbures importés. En 2018, l'ardoise à régler aux trois principaux fournisseurs de solutions d'urgence en

**LA DÉFAILLANCE D'EDM
PÉNALISE LE PAYS, DÉJÀ
FRAGILISÉ PAR LES
ATTAQUES JIHADISTES ET
UNE DÉLICATE TRANSITION
DEPUIS LE COUP D'ÉTAT.**



CHRISTIAN DUMONT/REA

Au Mali, les énergies fossiles représentent 58 % des capacités installées. Le solaire compte pour moins de 1 %. Ici, la centrale thermique de Balingué.

activité dans le pays – le britannique Aggreko, le turc Aksa et l’émirati SES, Smart Energy Solutions – représentaient plus de 20 milliards de F CFA (30 millions d’euros), contre 22 milliards de F CFA facturés par la Compagnie ivoirienne d’électricité (CIE), autre fournisseur phare du Mali. « Le mix énergétique malien était plus vert il y a dix ans. La part de l’hydroélectricité s’est réduite depuis », résume Elsa Di Meo, chargée de mission énergie à l’Agence française de développement (AFD), en poste à Bamako depuis trois ans. Les énergies fossiles représentent 58 % des capacités installées contre un objectif de 38 % fixé pour 2020. Le solaire compte pour moins de 1 %.

Toute la faute n’est cependant pas à rejeter sur EDM, qui, de l’avis général, est aussi victime des errements de la puissance publique. Si la société a connu une expérience de privatisation entre 2000 et 2005, alors détenue à 60 % par Saur (du groupe Bouygues, à l’époque) et IPS (Industrial Promotion Service, du fonds Aga Khan), elle reste marquée par sa très forte dépendance au pouvoir politique.

C’est ce dernier qui, pour acheter la paix sociale, maintient un tarif bas de l’électricité tout en sachant que cela creuse le déficit d’EDM. C’est aussi lui qui, nommant ses dirigeants, est responsable de l’instabilité à sa tête – Oumar Diarra est le huitième patron en dix ans –, ce qui rend impossible des réformes de long terme. En l’absence de chaîne de décision claire, des chantiers lancés il y a plusieurs années, comme la modernisation du secteur et la révision de la politique énergétique stagner, bailleurs de fonds et acteurs privés restant suspendus à des arbitrages qui ne viennent pas. Sans oublier que les pouvoirs publics montrent le mauvais exemple en tant que client : l’administration est responsable de la majorité des impayés. En 2017, l’énergéticien avait dû couper l’alimentation de l’Assemblée nationale afin d’obtenir le règlement de factures, dont certaines remontaient à 2012...

Malgré ce tableau sombre, des changements sont en cours. Depuis plusieurs années, EDM mise sur les liaisons avec ses voisins dans le cadre de l’Organisation pour la mise en

valeur du fleuve Sénégal (OMVS) et du Système d’échanges d’énergie électrique ouest-africain (Wapp). Si l’interconnexion avec la Guinée tarde à se concrétiser, celle avec la Côte d’Ivoire, établie depuis 2012, fonctionne à plein régime. « L’une de nos priorités cette année est de renforcer cette interconnexion pour arriver à 100 MW contre 60 à 80 MW actuellement », indique Boubacar Kane, le nouveau président du conseil d’administration d’EDM, nommé en décembre après dix ans à la tête de la Société malienne de gestion de l’eau potable (Somagep).

Soutien des bailleurs de fonds, Banque mondiale en tête

Le recours aux importations ivoiriennes, malgré la récurrence des retards de paiement, permet à EDM d’accroître le volume d’énergie disponible et de réduire ses dépenses. Le courant ivoirien est importé à 65 F CFA/kWh, soit la moitié du coût de production d’EDM. En 2019, les importations depuis la Côte d’Ivoire représentaient 27 % du mix électrique malien, devant les achats à la Sogem dans le cadre de l’OMVS

correspondant à la production des barrages de Manantali et de Félou (24,8 %).

Autre point marquant, EDM bénéficie du soutien des bailleurs de fonds, Banque mondiale en tête. Cette dernière a approuvé à la fin de 2019 une enveloppe de 150 millions de dollars pour le Projet d'amélioration du secteur de l'électricité au Mali (Pasem). Il prévoit la restructuration de la dette d'EDM, la révision de sa gouvernance, et des investissements dans les infrastructures de transport et de distribution. En juillet 2020,

la BM a remis au pot, ajoutant 30 millions de dollars pour le Mali dans le cadre d'un projet avec la Cedeao pour encourager les échanges régionaux d'électricité. Le FMI, la BAD et l'AFD sont aussi mobilisés sur l'évolution du cadre réglementaire pour le premier et sur le financement de projets (entre autres) pour les deux autres. La BAD, qui a prêté 25 millions de dollars pour la centrale solaire de Ségou (33 MW, portée par Scatec Solar), travaille aussi à la création de minicentrales hydroélectriques. Quant à l'AFD, elle est mobilisée sur le doublement

de la ligne haute tension Manantali-Bamako (80 millions d'euros), l'amélioration de la desserte de Bamako mais aussi l'électrification des zones rurales (20 millions d'euros).

En réaction à l'intervention des bailleurs de fonds, EDM tente de multiplier les signaux positifs. D'une part, elle a durci, en juillet 2019 (une première en dix ans), sa politique tarifaire en direction des entreprises afin d'augmenter ses recettes. D'autre part, son nouveau DG a promis en novembre 2020 « des actions vigoureuses de maîtrise des charges et de lutte contre la fraude ». Mais ce sujet demeure un point de crispation entre la compagnie publique et les bailleurs de fonds. Ces derniers jugent les progrès réalisés par l'opérateur trop lents mais manquent de moyens de pression dans un contexte diplomatique mondial de soutien au Mali au nom de la lutte contre le terrorisme.

Augmenter la capacité de production et améliorer l'état du réseau

Le chemin sera donc encore long avant de sortir de l'ornière. Outre le rééquilibrage de ses comptes, EDM doit impérativement augmenter sa capacité de production et améliorer l'état du réseau. « Nous prévoyons notamment d'installer 20 MW à Balkou, près de Bamako, et de moderniser la boucle moyenne tension autour de la capitale afin d'en renforcer l'approvisionnement », souligne le PCA Boubacar Kane. Pour réduire les pertes, EDM aurait intérêt à s'inspirer de l'expérience de la CIE en Côte d'Ivoire ou de celle de la Société nationale d'électricité du Sénégal (Senelec) et à investir dans les nouvelles technologies (pilotage de réseau à distance, compteurs prépayés voire intelligents).

Plus fondamentalement, EDM ne pourra gagner en crédibilité qu'à la condition de faire évoluer sa relation avec la tutelle étatique. Ce qui signifie obtenir deux choses d'elle : non seulement la définition d'une stratégie énergétique mais aussi davantage d'autonomie pour la mettre en œuvre. Pour EDM, le salut se trouve à bonne distance de Bamako. **JA**



La centrale de Kita a injecté ses premiers kilowattheures dans le réseau malien au début de 2020.

UN ESPOIR « VERT » ?

Dans le courant de 2020, la centrale solaire de Kita (Sud-Ouest) est entrée en service (50 MW). Ce premier projet renouvelable d'un producteur d'électricité indépendant (IPP) dans le pays, développé par le français Akuo Energy, s'est déroulé sans encombre en dépit des craintes concernant la capacité du réseau à intégrer ce raccordement.

Cette réalisation et la signature en fin d'année d'un accord avec le groupe émirati Phanes Energy pour construire une centrale solaire de 93 MW à Touna relancent les espoirs des acteurs privés et publics de voir EDM passer à la vitesse supérieure dans la conduite des projets comme des réformes. L'opérateur public doit aider le Mali à rattraper son retard – vis-à-vis de ses voisins et au regard de son potentiel solaire – dans les énergies renouvelables et à coordonner l'action des IPP. « Cela suppose de disposer de compétences en interne pour négocier les contrats ou, dans le cas contraire, de se faire accompagner », pointe un bon connaisseur du secteur.

E.M.



Jacques Attali : « La seconde moitié du siècle sera africaine »

Zlecaf, tech, Francophonie... L'économiste français revient pour *Jeune Afrique* sur les conclusions de l'étude récemment réalisée par son cabinet de conseil et consacrée au devenir du continent.

JOËL TÉ-LÉSSIA ASSOKO

Dans une étude récente consacrée à l'Afrique, le cabinet de conseil Attali & Associés, fondé en 1994 par l'économiste français, analyse les tendances de fond et les « disruptions » appelées à affecter les perspectives du continent à moyen terme. L'ex-conseiller de François Mitterrand et d'Emmanuel Macron a répondu aux questions de JA.

Le rapport « Africa Trends 2021 » de votre cabinet documente l'impact sévère de la pandémie sur l'économie africaine en 2020 et 2021. Y a-t-il, malgré tout, des aspects positifs à relever ?

Du point de vue économique, il y a certainement des choses très importantes qui se passent. La Zlecaf est un développement très intéressant. L'objectif de réduction de 90 % des droits de douane internes est énorme et peut entraîner une augmentation majeure du commerce [500 milliards de dollars de croissance des revenus en 2035, selon la Banque mondiale] et sortir 30 millions de personnes de la pauvreté. Cela, bien sûr, à condition que ces intentions soient matérialisées et que les obstacles non tarifaires soient également levés, comme cela a été le cas en Europe. Mais les problèmes d'infrastructures et le très grand chantier de la gouvernance, de l'État de droit et de la sécurité demeurent. Il ne peut y avoir de commerce sans sécurité.

Le rapport de votre cabinet insiste sur la percée de la tech en Afrique. À quoi l'attribuez-vous ?



J.P. BALTEL/SIPA

On le sait peu mais les start-up technologiques en Afrique ont connu un énorme succès l'an dernier. Le nombre de jeunes pousses créées sur le continent a bondi de 28 % entre 2019 et 2020, pour près de 2,5 milliards de capital investi l'année dernière, surtout dans les fintech [technologies financières et paiements], la cleantech [énergie et services publics] et la healthtech [santé]. De fait, dans certains de ces secteurs, l'Afrique est à la pointe, avec de grands projets d'infrastructures internet et l'apparition, un peu partout [en Afrique de l'Ouest, au Sénégal et en Côte d'Ivoire notamment], de nouveaux incubateurs et accélérateurs d'entreprises.

Par ailleurs, des acteurs importants comme Google, Microsoft et Orange ont compris que l'Afrique est un nouveau continent de la tech. Je crois beaucoup au potentiel de la fintech et de la cleantech – les offres électriques hors réseau, par exemple. Ce sont des marchés considérables avec un potentiel important de croissance.

Vous avez publié, en août 2014, un rapport sur la francophonie économique. Six ans et demi plus tard, qu'est-ce qui a changé ?

Malheureusement, ce rapport, qui reste d'une extrême actualité, a été peu mis en valeur ou en application. La grande vision d'ensemble nécessaire n'a pas été mise en place, même si quelques petits éléments ont été appliqués, ici ou là. Or je crois en la francophonie économique et en ses bénéfices pour la France comme pour l'ensemble des pays francophones, en Afrique et ailleurs. Il faudrait pour les concrétiser une volonté massive. Mais les instances de la francophonie restent plus préoccupées de politique que d'économie ou même de culture. La Francophonie est devenue progressivement une sorte de minuscule lieu de rencontres politiques entre dirigeants plutôt qu'une instance de mise en œuvre de grands programmes.

Comment percevez-vous l'action de la France sur le continent ces dernières années ?

La France a tout intérêt à être le plus active en Afrique, dans le respect réciproque de la dignité des uns et des autres. Et il est dans l'intérêt de l'Afrique d'accueillir et de développer des relations avec la France. C'est notre intérêt à tous. La seconde moitié du XXI^e siècle sera africaine, comme la première est et sera asiatique. Il est dans l'intérêt de l'Europe et de la France en particulier de créer les conditions d'un développement durable en Afrique, c'est-à-dire : écologique, économique, social et démocratique. C'est dans cette quadruple dimension qu'il faut mesurer le développement d'un pays.

Tribune

ÉMERGENCE

Quels sont les pays les mieux placés pour l'atteindre?



Alain Faujas

Journaliste à Jeune Afrique

P rès d'une quarantaine d'États africains se sont dotés d'un plan destiné à préparer leur « émergence ».

Inventé au début des années 1980 par Antoine Van Agtmael, économiste à la Société financière internationale (IFC, groupe de la Banque mondiale), ce mot magique a remplacé les mots « développement » ou « décollage » dans les discours officiels.

Par exemple, le Gabon a planifié d'émerger en 2030, et le Sénégal en 2035, histoire de se mettre dans le sillage des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), catégorie des champions en la matière créée par Goldman Sachs dans les années 2000. Le but de la manœuvre est aussi de séduire les investisseurs étrangers en leur faisant miroiter les opportunités de gains dans la réalisation de cet objectif stratégique.

Trois pays attirent 35 % des IDE sur le continent

Quels sont les pays d'Afrique les mieux placés pour réussir cette émergence? Une multitude de classements ont tenté de préciser les critères de cette notion très floue. Pour être bien classé par le Fonds monétaire international (FMI) et par les banques, il fallait d'abord une croissance soutenue, une ouverture commerciale et financière, une certaine taille, de la démocratie, une classe moyenne, peu de dettes.

D'autres chercheurs y ont ajouté jusqu'à 81 indicateurs, notamment qualitatifs : politique de diversification économique, taux d'alphabétisation des femmes, stabilité politique, bonne gouvernance, etc. De nouvelles « catégories » ont émergé, faisant florès dans les médias : « lions », « girafes » ou autres « guépards » en référence aux « dragons » asiatiques comme la Chine, la Corée du Sud ou Singapour qu'il s'agit d'imiter.

Les résultats des classements sont aussi variés que les critères qui les fondent. Morgan Stanley ou JP Morgan mettent en tête l'Afrique du Sud, l'Égypte et le Nigeria qui attirent 35 % des investissements directs étrangers sur le continent. De son côté, la Conférence des Nations unies sur le commerce et l'investissement (Cnuced) a publié, le 8 février, un « indice des capacités productives » (IPC) qui privilégie Maurice, l'Afrique du Sud et la Tunisie.

En compilant ces classifications, il apparaît que la moitié des pays africains

peuvent espérer émerger à moyen terme. Des constantes ressortent qui désignent les mieux placés... pour l'instant.

L'Afrique du Nord semble promise à une émergence relativement rapide, mais il est évident que le Maroc y devance la Tunisie et l'Algérie.

Sans surprise, en Afrique de l'Ouest, les pays côtiers tirent mieux leur épingle du jeu, à commencer par le Ghana et le Sénégal, plus stables et plus constants que la Côte d'Ivoire et le Bénin.

Quoique enclavé, le Burkina Faso fait pratiquement jeu égal avec le Togo, si l'on en croit l'Observatoire pour l'émergence en Afrique. Plus au sud, le Gabon se détache en Afrique centrale.

À l'est, le champion toutes catégories de la croissance africaine, l'Éthiopie, résistera-t-il aux affrontements armés avec le Tigré? Car c'est bien là le problème : nul ne peut prédire les accidents politiques ou sociaux qui peuvent anéantir, et pour longtemps, les atouts économiques ou institutionnels d'un État bien lancé dans la course au progrès.

Les pays africains qui émergeront le plus vite emprunteront-ils la voie asiatique? Peu vraisemblable, répondent Meghann Puloc'h et David Chetboun dans *L'Économie africaine 2021* (Agence française de développement, éditions La Découverte, janvier 2021).

**EN AFRIQUE DE L'OUEST,
LES PAYS CÔTIERS
TIRENT MIEUX LEUR
ÉPINGLE DU JEU, À
COMMENCER PAR LE
GHANA ET LE SÉNÉGAL.**

MARCHÉS

La fin des tabous



Joël Té-Léssia Assoko

Journaliste à Jeune Afrique

« Là où la première phase de l'émergence de nombreux pays asiatiques s'est appuyée sur une main-d'œuvre peu qualifiée et faiblement rémunérée, leur permettant de sous-traiter les activités des multinationales du secteur industriel et de s'insérer dans les chaînes de valeur mondiales sur le segment des activités intensives en main-d'œuvre et à faible contenu technologique, cette stratégie semble difficilement duplicable pour les pays africains », écrivent-ils.

LA PRIORITÉ RÉSIDE DANS LE RENFORCEMENT DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE ET CONTINENTALE ET A POUR NOMS CEDEAO ET ZLECAF.

L'industrialisation africaine est trop embryonnaire, et l'automatisation croissante au niveau mondial lui fait perdre l'avantage d'une main-d'œuvre peu coûteuse mais aussi peu qualifiée.

Urgences en matière de TIC, d'infrastructures, de formation...

Il est difficile d'identifier les éléments à privilégier pour accélérer l'émergence de l'Afrique tant y sont nombreuses les urgences en matière d'infrastructures, de TIC, d'agriculture, de formation ou de diversification des productions...

Les auteurs de *L'Économie africaine* suggèrent une priorité capable d'aider l'Afrique à résister aussi bien au réchauffement climatique qu'aux chocs externes : le renforcement de l'intégration régionale et continentale permettrait de profiter de la complémentarité des économies et d'accélérer la montée en gamme des productions grâce au développement des échanges.

Cette intégration à privilégier a pour noms Cedeao ou Communauté de l'Afrique de l'Est, mais, surtout, Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), qui fait ses premiers pas cette année. L'émergence sera plus forte et plus rapide si les pays africains la vivent ensemble. JA

Depuis près de dix ans, les divinités qui veillent sur les marchés se sont acharnées contre les économies africaines avec une malveillance cosmique digne du *Livre de Job*. Des séquelles de la crise transatlantique des *subprimes* (2008-2011) à l'effondrement entre 2013 et 2016 des prix des matières premières (cuivre, fer, pétrole...) jusqu'aux dégâts infligés par le Covid-19, le continent a dû s'accommoder d'une succession de désordres économiques « importés » de l'extérieur. Résultat : un rythme de progression du PIB particulièrement erratique au sud du Sahara, comprimé par la dépression des prix des commodities et des valeurs des devises nationales, qui aboutit à la récession de 2020, la première en une génération. Pourtant, le continent a résisté aux coups bas de la conjoncture (la fameuse « résilience » des discours officiels). Un signe ne trompe pas : le PIB par habitant mesuré en parité de pouvoir d'achat a doublé depuis 2000. À la fin de 2019, il frôlait les 4000 dollars (+25 % sur dix ans).

Cette « résilience » a certainement desserré l'emprise du « Consensus de Washington » sur nos dirigeants. Malgré les admonestations du FMI, la Banque centrale du Nigeria reste arrimée à la politique proto-protectionniste du président Buhari. Le Sénégal et le Bénin se sont ouvertement opposés – dans les pages de *Jeune Afrique!* – au sujet du moratoire sur le remboursement des dettes. Le Ghana et la Côte d'Ivoire ont formé une mini-Opep du cacao pour forcer le marché à mieux rémunérer les agriculteurs africains. Entre-temps, des institutions de développement (autrement dit des « banques publiques »), comme la BAD, la BOAD, Africa Financial Corporation ou la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), ont réalisé des levées de fonds inédites, plébiscitées par les marchés internationaux.

Autant de tabous et d'« impossibilités » que les circonstances ont effacés, après trois décennies de soumissions aux diktats du monde « avancé ». Celui-là même qui a accouché de la précédente Administration américaine, du Brexit et des « Gilets jaunes ». L'espoir est permis que tout cela ne soit qu'un début. Après avoir prouvé sa capacité à absorber et à s'adapter aux aléas du désordre mondial, il n'est pas interdit que l'Afrique aide à y apporter un peu d'ordre. Ou juste du bon sens. JA

DOSSIER ENVIRONNEMENT

STRATÉGIE

Les pionniers africains passent à l'offensive

Dépollution, gestion des déchets, ingénierie verte: une poignée de groupes locaux est parvenue à damer le pion aux géants internationaux du secteur.

CHRISTOPHE LE BEC

S'il reste encore énormément à faire en matière environnementale sur le continent, tant du côté des dirigeants politiques que du côté de la classe moyenne, les questions de la protection de la santé, de la faune et de la flore n'y sont plus considérées comme des préoccupations occidentales mais de premier plan.

En une quinzaine d'années, depuis l'affaire emblématique du *Probo Koala*, en Côte d'Ivoire, du nom du navire affrété par Trafigura qui avait déversé des déchets toxiques à Abidjan en 2006 (*lire p. 123*), États, bailleurs de fonds internationaux, multinationales industrielles, entreprises locales et ONG se sont

mobilisés pour une meilleure prise en compte des dossiers environnementaux cruciaux liés à l'explosion urbaine, et nécessitant une gestion exigeante des déchets et des eaux usées, et liés au développement industriel, générateur de pollutions diverses. Certes, il faut encore traduire ces démarches environnementales dans la loi et rendre les normes en la matière plus exigeantes – par exemple sur le taux de soufre autorisé dans les carburants automobiles vendus en station-service –, mais tout le monde avance dans la bonne direction.

Ils ne sont encore que quelques pionniers africains à avoir vu dans ces innombrables défis environnementaux des opportunités à saisir. Comme le prouvent les trois champions que nous avons sélectionnés, les groupes africains disposent d'une connaissance du terrain et des acteurs qui les place en position avantageuse par rapport aux grands acteurs internationaux tels que Suez et Veolia, en particulier



Parc des camions-poubelles de la société marocaine Ozone, à Salé, au Maroc.

OZONE

Maroc

Ozone à l'affût des opportunités post-pandémie

EL MEHDI BERRADA, À CASABLANCA

En à peine treize ans d'existence, le groupe marocain Ozone s'est imposé comme une valeur sûre du secteur hautement concurrentiel de la gestion des déchets. L'entreprise fondée et dirigée par Aziz El Badraoui génère, grâce à plus de 60 contrats dans le royaume et à une présence dans quatre autres pays africains, un chiffre d'affaires d'environ 800 millions de dirhams (73,5 millions d'euros).

Le leader marocain par rapport au nombre de villes couvertes s'est vite retrouvé en première ligne dès le début de la crise sanitaire liée au Covid. « Nous avons été présents sur le terrain, et notamment pour les opérations de désinfection. Nous avons mis à la disposition des autorités nos citernes, nos laveuses à haute pression ainsi que notre personnel, sachant que ce n'était pas une prestation contractuelle mais simplement notre rôle d'entreprise citoyenne », nous explique le PDG du groupe, connu pour son franc-parler. Il est vrai aussi que les mairies et les conseils des villes ont veillé à rémunérer les délégataires en temps et en heure, pour conserver un

« NOUS N'AVONS PAS LES MÊMES BESOINS QUE NOS PRINCIPAUX CONCURRENTS EN MATIÈRE DE MARGES ET DE BÉNÉFICES. »

bon niveau de propreté en cette période de pandémie. Un règlement rapide salué par le patron d'Ozone, qui explique que les retards de paiement peuvent facilement réduire à néant une entreprise comme la sienne.

Le groupe est actif dans quatre pays du continent

Depuis ses débuts, en 2008, le groupe avance progressivement ses pions. Les villes couvertes sont de plus en plus grandes, et le taux de renouvellement des contrats avoisine jusqu'à présent 100 %. Fort de cette réussite, Aziz El Badraoui a compris, dès 2014, que son modèle pouvait être dupliqué ailleurs en Afrique. C'est ainsi que son groupe gère actuellement les déchets de quatre villes ivoiriennes, ceux de Bamako, la capitale malienne – y compris sa grande décharge –, ainsi que ceux de plusieurs quartiers de Khartoum, la capitale soudanaise : des marchés qui tombaient jusque-là dans l'escarcelle de groupes européens. « Je veille personnellement sur toutes les étapes avant de briguer un nouveau marché. Je me rends sur place pour mieux cerner le terrain et les contraintes qui y sont liées. La maîtrise du dossier est primordiale pour présenter une offre technique intéressante. C'est notre point fort », fait valoir Aziz El Badraoui, pas peu fier d'avoir surclassé des géants du secteur tels que Suez et Veolia, au Maroc comme ailleurs.

Pour expliquer ses succès, le patron marocain met aussi en avant une approche plus flexible que ses concurrents, tant sur le

en matière de gestion des déchets où les investissements sont moins importants que dans les autres segments du secteur des *utilities* – l'eau, l'électricité et la téléphonie – et où l'appui des autorités, désireuses de développer une expertise locale, est crucial.

Le tunisien Amal Services, le marocain Ozone et le camerounais Hysacam ont en commun d'avoir développé une expertise chez eux, d'être soutenus par des municipalités, des administrations ou des compagnies publiques, et d'avoir franchi les frontières à l'intérieur du continent. Les succès d'Hysacam au Bénin et au Liberia, d'Ozone en Côte d'Ivoire et à Bamako, d'Amal Services en Algérie, tous trois dans des appels d'offres où ils affrontaient les meilleurs groupes européens et moyen-orientaux, montrent qu'ils sont bien placés dans un domaine où les budgets des États, des municipalités et des industriels liés à ces sujets vont nécessairement exploser ces prochaines années.

Leurs succès vont susciter des vocations chez d'autres entreprises du continent qui vont vouloir se positionner elles aussi sur ce créneau d'avenir. **JA**

plan commercial que sur le plan opérationnel. « Je connais parfaitement le secteur et tout ce qui l'entoure. Les réalités du terrain et le volet social sont aussi à prendre en considération dans notre métier, et nous arrivons à bien les gérer », indique notre interlocuteur, qui fut jadis, avant de fonder Ozone, le responsable du contrat de Veolia à Fès. Ce marché est depuis géré par son groupe.

L'un des atouts d'Ozone est qu'il peut souvent présenter une offre

financière moins élevée que ses principaux concurrents pour remporter les marchés. « D'un côté, je suis associé unique sans aucun investisseur à rémunérer en fin d'année. Et, de l'autre, nous n'avons pas les mêmes attentes et besoins que nos principaux concurrents en matière de marges et de bénéfices », détaille, avec un brin de malice, Aziz El Badraoui, dont le groupe détient plus de 1500 camions et emploie

près de 10 000 personnes à travers le continent. Ayant des difficultés à voyager depuis le début de la crise sanitaire, Aziz El Badraoui nous assure qu'une fois la situation débloquée il y aura de nouvelles opportunités à saisir dans son secteur, et pas uniquement en Afrique. « Mon objectif est de m'implanter dans des pays arabes, et notamment dans la péninsule Arabique », annonce le PDG marocain. **MA**

Tunisie

Amal Services, une première maghrébine



D'une superficie de 20 000 m², le centre de déchets de la société tunisienne a demandé un investissement de 1,35 million d'euros.

MATHIEU GALTIER, À TUNIS

De bureau d'études en maîtrise des risques industriels au tournant des années 2000, Amal Services est devenue la première société tunisienne à gérer un centre de déchets privé. Fondée par Mongi Daoud, un ingénieur en hygiène, sécurité et environnement (HSE) disposant d'une riche expérience dans le secteur pétrolier, l'entreprise se veut un acteur incontournable de la dépollution dans le Maghreb, au même titre que les multinationales du secteur. « Le marché est comme celui des télécoms dans les années 1990 : il est vierge, et le fossé technologique n'est pas énorme avec les gros acteurs. On peut donc capter des parts de marché assez rapidement », explique Mourad Daoud, fils du fondateur passé par HEC Paris et responsable du développement au sein d'Amal Services.

À ses débuts, du fait du parcours professionnel de Mongi Daoud, l'entreprise a d'abord ciblé le traitement des déchets pétroliers, notamment les boues de forage. Moins chère et aussi compétente que les sociétés étrangères, elle a rapidement gagné des clients prestigieux implantés en Tunisie : ENI, British Gas, OMV, Schlumberger ou encore Perenco. Mais le blocage des forages dans le sud de la Tunisie, en 2009 puis après la révolution de 2011, a stoppé net l'élan de la PME, qui emploie alors une centaine de salariés. Pour survivre, elle s'est logiquement tournée vers ses voisins riches en or noir. Amal Services a créé en 2012 une filiale en Algérie en partenariat avec un financier et un ancien cadre de la compagnie nationale Sonatrach. Une filiale libyenne doit également voir le jour cette année. L'entreprise cherche par ailleurs à se développer en Mauritanie, où →



Modeler le rôle du stockage, un des leviers pour tirer le plein potentiel du boom des énergies renouvelables

Selon l'Agence internationale pour les énergies renouvelables, la capacité de l'Afrique en énergies renouvelables (« ENR ») pourrait atteindre 310 GW d'ici à 2030, ce qui placerait le continent africain au premier rang de la production d'énergies renouvelables dans le monde. Ces prévisions reflètent un fort volontarisme politique. Ainsi, dès 2015, les Etats membres de l'UEMOA se sont fixés l'objectif d'avoir 82 % de leur énergie produite par des ENR d'ici à 2030.

L'explosion de l'ajout de capacités de production (ENR ou non) exacerbe les problématiques préexistantes liées au réseau électrique (congestion du réseau, impossibilité de soutirer la totalité de l'électricité produite pour l'acheteur et absence d'amélioration sensible de la situation pendant les périodes de pointe de consommation). Les ENR y ajoutent la problématique de l'intermittence.

Sous l'impulsion de la Banque Mondiale, le Système d'échanges d'énergie électrique ouest africain étudie ainsi la mise en place d'appels d'offres pour des parcs solaires régionaux de grande capacité avec stockage au Burkina Faso et au Mali. Dans cette approche, le stockage peut permettre de lisser la production d'un parc solaire en journée et réorienter une partie de sa production vers la

pointe du soir. Cette approche combinant production ENR et stockage peut être immédiatement utilisée par les opérateurs privés dans tous les Etats reconnaissant la production indépendante d'électricité car un producteur peut injecter et soutirer de l'électricité du réseau électrique. Toutefois, le cadre réglementaire ou contractuel se doit d'anticiper la nécessité d'inciter le producteur à utiliser le système de stockage associé à la centrale (en particulier en période de pointe de consommation), et ainsi être en capacité de mieux répondre aux besoins des acheteurs.

À ces problèmes d'intégration des ENR, en particulier pour le réseau, le stockage offre des solutions mais n'a pas encore de cadre juridique dédié.

Enfin, le stockage peut aussi être un outil puissant pour le gestionnaire de réseaux : contrôle des écarts de fréquence, rôle de mécanisme de capacité (garantit une production lors des périodes de pointe) ou gestion des congestions (évitant ainsi des investissements dans les réseaux).

Dans cette perspective, l'IFC travaille à la finalisation d'une feuille



Christophe Lefort,
Associé



Mathias Dantin,
Of Counsel

de route pour l'intégration de systèmes indépendants de stockage au Burkina Faso. En effet, dans cet Etat comme dans beaucoup d'autres, le rôle d'opérateur de stockage n'est

pas réglementairement défini et la production relève du champ d'application de la commande publique. En conséquence, il est urgent de définir un nouveau schéma contractuel permettant d'associer les acteurs privés du développement et de l'exploitation de capacités de stockage aux autres acteurs du secteur pour optimiser l'utilisation et l'efficacité du réseau électrique.

→ elle n'effectue pour le moment que des missions ponctuelles.

En Tunisie, Amal Services s'est depuis diversifiée en dehors du secteur des hydrocarbures. L'Agence nationale de gestion des déchets (Anged) lui a ainsi accordé des autorisations de traitement pour les boues de fond de cuve et certains déchets industriels spéciaux. La PME est dépourvue de concurrent installé comme elle à l'échelon régional. En Tunisie, sur les déchets industriels, elle fait surtout face à Segor (filiale de Suez), qui se concentre sur les marchés publics.

La CDC et AfricInvest sont entrés au capital

L'entreprise n'est toutefois pas épargnée par la crise liée à la pandémie. Elle a ainsi dû vendre son siège à Tunis pour dégager des liquidités. En 2020, Amal Services a affiché un chiffre d'affaires en baisse, à 1,2 million d'euros, mais ses dirigeants affirment que leur carnet de commandes leur permet de tabler sur un doublement de ce résultat d'ici à 2022. Les investisseurs y croient : la CDC tunisienne a pris 30 % du capital, et AfricInvest, poids lourd du capital-investissement en Afrique francophone, 20 %. « Amal reste une belle PME, même si le contexte actuel est compliqué. Le traitement des déchets industriels demeure un vrai sujet en Tunisie et ailleurs », explique Aziz Mebarek, cofondateur d'AfricInvest, qui pousse pour un développement régional puis panafricain de l'entreprise. **JA**



Cameroun Insatiable Hysacam

OMER MBADI, À YAOUNDÉ

Le traitement des déchets solides a beau être un marché ouvert à la concurrence au Cameroun, à chaque nouvel appel d'offres, c'est Hysacam qui l'emporte. Le groupe fondé en 1969 par le français Granjouan puis repris en 1995 par une poignée de ses cadres règne sans partage sur ce secteur d'activité depuis cinq décennies. Ses derniers succès remontent à 2018, lorsque l'entreprise a de nouveau raflé les marchés de Yaoundé et de Douala puis, quelques mois plus tard, celui de Ngaoundéré, la grande ville du nord du pays.

À Yaoundé, Hysacam a proposé une offre financière de 40,8 milliards de F CFA (plus de 62 millions d'euros). Ce premier marché ouvert à la concurrence dans la capitale camerounaise avait pourtant suscité l'intérêt de nombreux groupes étrangers. « Outre l'avantage du terrain, nous bénéficions d'un ticket d'entrée moins élevé en matière d'investissements du fait de notre implantation locale. », justifie Christian Djeutcheu, inspecteur des services à Hysacam.

Quant à sa première victoire à Douala, elle remonte à une décennie, lorsque l'entreprise a remporté le premier appel d'offres ouvert à la concurrence face au groupe français Nicollin. En 2018, Hysacam a conservé ce marché pour un montant de 68,5 milliards de F CFA.

Ces succès résultent en grande partie des investissements consentis ces dernières années. Grâce à un prêt de 37 millions d'euros souscrit en 2017 auprès d'un

pool bancaire local, Hysacam a acquis 211 camions – sa flotte comprend plus de 600 unités – et 17 engins lourds. Son parc sera encore renforcé dans les prochaines semaines avec l'achat de 100 nouveaux camions, à la suite d'un prêt de 65 millions d'euros. Cette nouvelle montée en puissance lui permettra de remplir ses obligations dans 17 villes camerounaises. À l'issue de cette dernière opération, le groupe sera en mesure de traiter quotidiennement plus de 5 000 tonnes de déchets, pour un chiffre d'affaires de 28 milliards de F CFA.

Le groupe a remporté des marchés au Liberia et au Bénin

Cette domination sans partage de l'entreprise dirigée par Michel Ngapanoun n'exclut pas les difficultés. La crise affectant les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest pèse sur son activité, à tel point que l'entreprise affichait une perte de plus de 1 milliard de F CFA pour l'année 2019, notamment à la suite de la fermeture pendant plusieurs semaines de son centre de traitement des déchets de Bamenda.

Le succès du groupe camerounais ne s'arrête pas aux frontières nationales. Sa filiale libérienne Hysaa continue ainsi d'assurer la propreté de Monrovia. De son côté, Hysaa Bénin a remporté en 2019 quatre lots à Cotonou, pour un chiffre d'affaires de 500 millions de F CFA. Unique bémol, son échec la même année, à Conakry, face au groupe turc Albayrak. « L'action diplomatique d'Ankara a fait la différence », explique Christian Djeutcheu. **JA**

**Bureau Veritas**

Le Triangle de l'Arche
8, cours du Triangle de l'Arche CS 90096
92937 PARIS LA DEFENSE Cedex
africa.contact@bureauveritas.com
www.bureauveritas.africa

Une expertise indépendante au service d'un progrès responsable

Bureau Veritas, leader mondial des essais, des inspections et de la certification, a présenté en novembre 2020 sa Ligne Verte de services et de solutions dédiés au progrès responsable. L'objectif est d'accompagner les entreprises et les institutions dans la mise en œuvre de leurs stratégies de développement durable, avec confiance et transparence.

Concrètement, de quoi s'agit-il ?

Bureau Veritas propose un accompagnement dans différents domaines. En matière d'approvisionnement, nous aidons les entreprises à garantir la traçabilité des produits. Dans le domaine des bâtiments et des infrastructures, nous proposons des services de validation du caractère durable des ensembles en nous appuyant sur des référents internationaux existants (Leed, HQE, etc.). Outre ces services répondant aux enjeux de la santé, de la sécurité et de la sûreté, Bureau Veritas a développé une gamme complète de solutions axées sur le suivi et l'amélioration de la diversité et de l'inclusion, de l'éthique et de l'intégrité.

Dans tous les domaines, nous sommes en mesure de proposer un accompagnement complet qui inclut la phase amont (conception, études, etc.), le suivi de l'exécution et la vérification finale de la conformité.

Pour quelles raisons avez-vous lancé cette offre ?

Le développement durable et les sujets liés à la RSE (Responsabilité sociétale des entreprises) ou aux critères ESG (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance) sont devenus des moteurs de croissance clés et des catalyseurs de confiance pour tous les acteurs de l'économie. Au-delà de leur performance financière et de leur capacité à innover, les entreprises sont désormais évaluées selon leurs impacts positifs sur la planète et la société.

Les décideurs doivent relever le défi de construire la confiance avec toutes leurs parties prenantes : actionnaires, conseils d'administration, collaborateurs, clients et la société tout entière. Seule une tierce partie experte et indépendante peut les aider à crédibiliser leurs démarches RSE et à apporter la preuve que leurs engagements en termes d'impacts environnementaux et sociaux sont étayés par des faits et des actions tangibles.

En quoi ces nouveaux services sont-ils intéressants pour l'Afrique ?

Le développement durable et les sujets liés à la RSE ou à l'ESG sont devenus des enjeux au niveau mondial. L'Afrique est concernée comme d'autres continents du monde en raison de l'ampleur des demandes des entreprises, étrangères et africaines. L'ouverture de l'Afrique sur le monde est une réalité. Les exportateurs doivent incorporer ce type



Marc Roussel,

*Président GSIT
(Service aux Gouvernements
& Commerce International)
et Senior Vice-Président
Afrique*

de standards afin d'être sur un pied d'égalité avec d'autres régions du monde (Amérique latine, etc.). C'est un atout de compétitivité.

Qu'est-ce qui vous différencie de vos concurrents ? Quelle est en définitive votre « valeur ajoutée » ?

Nous sommes présents en Afrique depuis plus de 120 ans et nous avons un réseau de filiales dans 35 pays du continent. Nous avons une connaissance en profondeur des pays, ce qui nous permet d'effectuer des vérifications sur place, y compris dans les zones les moins accessibles. Nous sommes donc en mesure de répondre à toutes les attentes de nos clients africains en matière de progrès responsable.

Nous avons un savoir-faire, une expérience ainsi que des moyens techniques et humains que nous mettons au service de nos clients. Le Groupe emploie plus de 75 000 collaborateurs dans plus de 1 500 bureaux et laboratoires dans le monde entier. C'est un véritable atout que nous mettons au service de nos clients.

Les enjeux africains de la bataille Veolia-Suez

L'intense bras de fer boursier entre les deux géants français pourrait avoir de nombreuses répercussions sur le continent, notamment à Dakar, à Tunis et à Casablanca.

PIERRE-OLIVIER ROUAUD

Comme si de rien n'était... Sous les feux d'une OPA à Paris, Suez continue, en Tunisie, de peaufiner son offre pour un important contrat de délégation d'assainissement face à ses concurrents FCC Aqualia ou Aguas de Portugal.

Las ! Derrière cette apparente sérénité, rien ne sera plus comme avant pour le géant français dirigé par Bertrand Camus. Quelle que soit l'issue de l'OPA lancée par Antoine Frérot, PDG de Veolia, un nouveau rapport des forces va émerger. Sur le continent africain comme ailleurs.

Si l'Afrique semble faire figure de grande oubliée de la lutte des deux géants, c'est que le continent pèse peu dans leurs chiffres d'affaires : 5 % pour Suez et 3,3 % pour Veolia, respectivement 900 et 942 millions d'euros. Ce dernier s'était fait éjecter en 2018 de son contrat d'eau au Gabon mais reste présent au Maroc (Rabat), au Niger (SEEN), en Namibie (Wingoc),

à quoi s'ajoutent Adonis (déchets dangereux), à Madagascar, ou encore des contrats miniers au Ghana et en Afrique du Sud.

Quant à Suez, hormis son navire amiral Lydec (eau et électricité), qui

EN CAS DE SUCCÈS, VEOLIA DEVIENDRAIT LE PREMIER OPÉRATEUR DU CONTINENT, AVEC UNE PRÉSENCE DANS UNE DOUZAINÉ DE PAYS.

pèse 250 millions d'euros à la Bourse de Casablanca, le groupe affiche de belles opérations dans les déchets au Maroc (municipaux à Tanger ou à Meknès et industriels avec Renault, PSA...), un contrat d'eau signé en 2019 au Sénégal (Sen'eau) et des concessions ou des contrats de services

en Tunisie, en Égypte et en Algérie. Curieusement, ces intéressantes opérations de Suez en Afrique ne sont pas citées parmi les actifs que Veolia juge stratégiques.

Risques politiques

Pourtant, dans cette bataille franco-française, des enjeux africains, il y en a ! Tout d'abord, en cas de succès de Veolia, une fusion pro-forma créerait, et de loin, le premier opérateur en Afrique avec un chiffre d'affaires de près de 2 milliards d'euros et une présence dans une douzaine de pays.

Le deuxième enjeu, en cas d'OPA réussie, tient aux risques politiques ou juridiques. « Les collectivités et gouvernements détestent se faire forcer la main lors de fusions décidées par-dessus leur tête. Ils redoutent des hausses de prix à terme du fait d'une réduction de la concurrence ou de l'arrivée d'opérateurs peu impliqués », avance un des protagonistes du dossier. Pour Veolia, il y a un risque réel de faire face à une levée de boucliers.

Au Sénégal, sur l'appel d'offres Sen'eau gagné par Suez (7 millions de clients, plus de 1,5 milliard d'euros de chiffre d'affaires sur quinze ans), l'offre de Veolia avait été jugée trop chère, et on pourrait bien s'étrangler de le voir revenir via la fusion.

Au Maroc, Veolia se retrouverait en position dominante. Avec ses 688 millions d'euros de chiffre d'affaires, Lydec, filiale à 51 % de Suez, est de loin le plus gros opérateur du royaume. En ajoutant ses contrats de Rabat-Salé et de Tanger-Tétouan, « Veolia desservirait les trois plus gros pôles urbains du pays et deviendrait un mastodonte. Le Makhzen pourrait voir cette situation d'un mauvais œil », pointe un expert.

À moins que Meridiam n'entre dans le jeu. Très actif en Afrique, ce fonds d'investissement créé par Thierry Déau est partenaire de Veolia dans son OPA et doit acquérir l'eau de Suez en France. Mais il est aussi candidat à la reprise de certains actifs africains de ce dernier, dont Lydec.

Et si, dans cette bataille boursière, l'Afrique finissait par revenir sur le devant de la scène ? **JA**



Un ouvrier de Lydec, filiale de Suez, contrôle le traitement des eaux usées à Médiouna.

ABDELHAK SENNA/REA

PRÉVENTION DES RISQUES

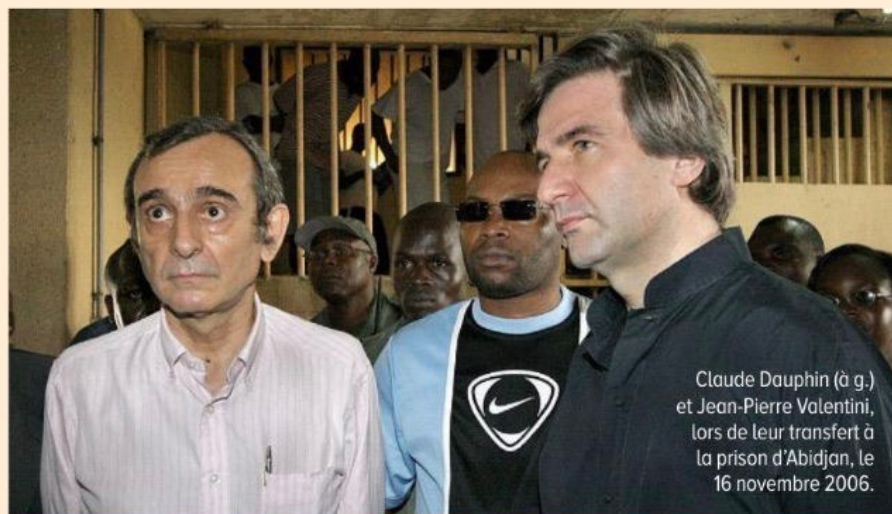
Comment Trafigura a tiré la leçon du « Probo Koala »

Quinze ans après le tragique accident, le négociant suisse met en avant une gestion rigoureuse des risques sociétaux et environnementaux.

CHRISTOPHE LE BEC

Inconnu du grand public jusqu'en 2006, le négociant suisse de matières premières Trafigura s'est fait connaître en Afrique de l'Ouest par une catastrophe sociale et environnementale qui continue de peser sur sa réputation. Les 19 et 20 août de cette année-là, des produits chimiques hautement nocifs pour la santé et l'environnement, issus du navire *Probo Koala*, affrété par le groupe, ont été déversés dans plusieurs quartiers d'Abidjan, entraînant selon Amnesty International la mort de 17 personnes et provoquant des maladies ou des gênes respiratoires chez des dizaines de milliers de citoyens vivant à proximité, répertoriés par l'Institut national d'hygiène publique (INHP) de Côte d'Ivoire.

Mauvaise évaluation de la dangerosité des produits, choix d'une société incompetente dans le traitement de matières chimiques nocives, lieux de déversements à proximité d'habitations, incapacité à communiquer de manière transparente : l'affaire du *Probo Koala* a constitué pour les multinationales industrielles et logistiques un cas d'école de ce qu'il ne faut pas faire en la matière. Interpellés à l'aéroport Félix-Houphouët-Boigny d'Abidjan, Claude Dauphin, le patron et cofondateur de Trafigura, et son adjoint Jean-Pierre Valentini ont même été incarcérés durant cinq mois à la suite de cet épisode de pollution sans précédent en Afrique et qui avait suscité l'indignation d'organisations



de la société civile emmenées par Amnesty International.

Les dirigeants actuels du groupe suisse, piloté depuis Genève par l'Australien Jeremy Weir, successeur de Claude Dauphin, décédé en 2015, affirment que cet événement a constitué un électrochoc qui leur a fait changer profondément leur approche en matière de gestion des risques sociétaux et environnementaux.

Le trader suisse continue à travailler en Côte d'Ivoire

« En 2006, Trafigura était encore une jeune entreprise et nous n'étions pas organisés pour gérer l'intérêt public généré par l'incident du *Probo Koala*. À l'époque, nous avons échoué à communiquer de manière appropriée sur ces sujets d'importance majeure », regrette aujourd'hui James Nicholson, directeur de la responsabilité sociétale de l'entreprise. Celui-ci fait valoir que Trafigura est désormais, sur instruction de son patron, aux avant-postes parmi les grandes maisons de négoce, avec quelque 400 employés mobilisés sur ces sujets. Et que le groupe est engagé dans un dialogue actif avec les journalistes et les ONG, aussi critiques soient-ils.

Il faut dire qu'avec un chiffre d'affaires de 147 milliards de dollars (121 milliards d'euros) et des actifs estimés à 57 milliards disséminés de par le monde il y a fort à faire en la matière. « La plupart des risques environnementaux sont gérés à travers nos sous-traitants. Ce qui fait que la validation et le pilotage de ces derniers sont cruciaux pour limiter les incidents, particulièrement dans quatre domaines prioritaires : le transbordement des produits depuis ou vers les navires, le transport par camion, le stockage de produits dangereux et le traitement des produits polluants », détaille Richard Head, le responsable environnement de Trafigura. « Quand un prestataire local n'est pas au niveau demandé, nous nous engageons parfois à ses côtés jusqu'à ce qu'il puisse tenir nos exigences, ainsi que nous l'avons fait par exemple au port somalien de Berbera », indique-t-il.

Signe que ses efforts sont reconnus, quinze ans après l'affaire, Trafigura continue à travailler en Côte d'Ivoire. Le négociant est l'un des principaux fournisseurs de GPL du pays. Il est aussi un acheteur régulier de la part de brut qui revient à la compagnie Petroci et des produits raffinés de la SIR. **JA**

TRAITEMENT DES DÉCHETS

Dakar dans l'impasse

Malgré la volonté de Macky Sall d'aboutir rapidement à la « tolérance zéro », les avancées tardent à se concrétiser. Les défis demeurent colossaux, notamment dans la capitale.



SYLVAIN CHERKAQI POUR JA

Des « récupérateurs » s'activent à Mbeubeuss, dont la superficie équivaut à 160 terrains de football.

ANNE-SOPHIE FAIVRE LE CADRE, À DAKAR

Au nord de Dakar, l'immense décharge à ciel ouvert de Mbeubeuss ressemble à un paysage de science-fiction. Ses 114 ha font alterner villages de fortune où résident environ 2000 « récupérateurs » et montagnes d'immondices sur lesquelles s'activent hommes, femmes et enfants en quête de métaux ou de plastique.

« La nappe phréatique a été contaminée. Les fumées de la décharge sont une menace environnementale pour les populations. De nombreuses personnes ont développé des maladies respiratoires parmi les populations vivant sur la décharge, mais aussi dans les villages voisins. Les produits maraîchers cultivés dans les environs sont contaminés. Les risques sanitaires générés par cette décharge sont incommensurables », alerte Adama

Soumaré, chargé de projet au sein de l'ONG britannique Wiego. « Cette décharge est la preuve irréfutable du désengagement de l'État sur les sujets ayant trait à la salubrité publique », peste un autre responsable associatif dakarois. Il n'y a aucune sécurité, aucune protection pour les travailleurs informels, rien ! »

Mbeubeuss accueille les déchets de la capitale et de sa région depuis 1968. Alors que 2200 tonnes d'ordures y sont quotidiennement déversées,

**L'ÉTAT S'EST ENGAGÉ
DANS UN CHANTIER
DE RÉSORPTION DE
LA DÉCHARGE DE
MBEUBEUSS, QUI DOIT
ABOUTIR D'ICI À 2024.**

ce chiffre devrait tripler d'ici à 2050, selon la Banque mondiale. Depuis sa création, la superficie de la décharge a été multipliée par dix. Dorénavant circonscrits par l'habitat urbain, les déchets s'amoncellent jusqu'à 18 mètres de hauteur.

Absence d'un centre de tri

À l'entrée de Mbeubeuss, on aperçoit quelques camions siglés UCG – pour Unité de coordination de la gestion des déchets solides. Cet organisme public chargé de la collecte et du traitement des déchets urbains peine cependant à remplir sa mission et à sécuriser les lieux. « On n'est qu'une dizaine à s'occuper de la sécurité d'une décharge aussi vaste que 160 terrains de football, déplore l'un des rares employés de l'UCG croisés sur le site. On fait de notre mieux, mais on ne peut pas empêcher les incendies ». La décharge est en effet le théâtre de nombreux incendies volontaires déclenchés par des récupérateurs pour faire fondre certains matériaux. En 2016, l'un de ces incendies a causé la mort de quatre personnes. Le désengagement de l'État explique en partie cette prise en main des déchets par des travailleurs informels et des entreprises privées. Aux abords de Mbeubeuss, deux usines chinoises achètent les déchets en plastique au prix de 50 F CFA (76 centimes d'euro) le kilo.

Comment le Sénégal a-t-il pu en arriver là alors que le président Macky Sall s'était engagé à faire de la salubrité publique l'une des priorités de son second mandat ? À l'exception des quartiers huppés, le ramassage des ordures est si défaillant à Dakar que les habitants doivent faire appel à des charretiers pour évacuer leurs ordures. L'agglomération dakaroise est, pour l'heure, dépourvue de centre de tri des déchets, malgré ses 3,8 millions d'habitants.

En 2011 déjà, la fermeture de cette décharge constituait une clause contractuelle de l'accord de crédit du projet d'autoroute à péage Dakar-Diamniadio, et devenait ainsi un engagement de l'État dans le cadre de l'exécution de ce projet. Mais l'échec

L'incinération, la fausse solution miracle



Hugo Le Picard

Enseignant à l'université Paris-Dauphine et chercheur au Centre énergie de l'Institut français des relations internationales (Ifri)

des concertations avec les populations locales couplé au retard pris dans l'ouverture d'une décharge de remplacement avait conduit à l'amendement des accords de crédit existants avec la Banque mondiale.

Près de dix ans après cet échec initial, l'État s'est enfin engagé dans un vaste chantier de résorption de la décharge de Mbeubeuss. Le Projet pour la promotion de la gestion intégrée et de l'économie des déchets solides au Sénégal (Promoged) devrait aboutir à l'horizon 2024. Ce chantier, qui s'insère dans le Plan Sénégal émergent (PSE), a pour objectif de valoriser le potentiel économique des déchets solides, tout en améliorant la qualité de vie des populations. Il a été lancé par le gouvernement avec le soutien de la Banque mondiale, de l'Agence espagnole pour la coopération internationale au développement (AECID) et de l'Agence française de développement (AFD). Le coût du projet, qui répond à un double objectif, environnemental et social, s'élève à 300 milliards de dollars (247,5 millions d'euros), dont 125 millions financés par un crédit de la Banque mondiale, 55 millions par l'AECID, 45 millions par l'AFD, 32 millions par l'État sénégalais et 43 millions par le secteur privé. Reste que ces derniers partenaires manquent toujours à l'appel...

Sans surprise, ce projet d'assainissement représente une menace pour les récupérateurs actifs sur la décharge de Mbeubeuss. « Cela va mettre un coup d'arrêt aux moyens de subsistance des travailleurs informels présents sur le site, dont 200 enfants », avertit Adama Soumaré. « Les autorités ne feront rien pour nous », soupire Mohamed Wade, secrétaire général de l'association Bokk Diom, qui représente les récupérateurs et les recycleurs. Certains d'entre eux, qui gagnent jusqu'à 50 000 F CFA par jour, sont très hostiles au projet. D'autres espèrent obtenir l'un des 262 emplois promis par l'UCG à la faveur de la résorption de la décharge, mais la majorité perdra son activité. Contacté à de nombreuses reprises par JA, l'organisme UCG s'est refusé à tout commentaire. **JA**

Avec l'expansion des modes de vie urbains, la croissance démographique et économique, la quantité de déchets produite en Afrique subsaharienne devrait tripler au cours des trente prochaines années. Certains y voient une opportunité pour déployer massivement des centrales d'incinération de déchets permettant de produire de l'électricité. Mais cette solution « miracle » néglige en réalité trois spécificités des secteurs électriques et des filières de gestion des déchets subsahariens.

En premier lieu, l'incinération est une technologie peu compétitive dans les deux filières : par rapport aux énergies renouvelables dans le secteur électrique ; et par rapport à l'enfouissement dans le secteur des déchets (même si cela a des conséquences écologiques désastreuses). L'exploitation des centrales d'incinération est en outre coûteuse et demande une expertise pointue pour leur maintenance afin de leur assurer un fonctionnement sans danger.

De plus, du fait des niveaux de développement économique des pays subsahariens, les déchets produits localement sont principalement des déchets organiques, à faible valeur calorifique. Cela en fait un combustible de second rang, ce qui baisse le rendement des centrales par rapport à

des pays où les déchets en plastique sont en proportion plus importants, comme c'est le cas par exemple en Europe.

Investissement risqué

Enfin, des inconnues majeures persistent sur la composition exacte des déchets locaux et sur la possibilité d'alimenter en continu les centrales d'incinération. Cela rend ce type d'investissement dans la région particulièrement risqué. En Éthiopie, par exemple, l'absence de tri et la présence inattendue de gravats parmi les déchets alimentant la première centrale d'incinération du continent, la centrale Reppie, auraient causé des dommages importants.

Cette technologie n'est donc qu'un élément parmi d'autres dans le développement des filières de gestion des déchets et, surtout, est loin d'être une solution miracle.

Le prochain sommet UE-UA en 2021 devrait orienter la réflexion vers un enjeu plus fondamental : comment décorréliser la production de déchets de la croissance économique et renforcer l'économie circulaire sur le continent. Ce partenariat pourrait ainsi être utilisé afin de permettre à l'Afrique subsaharienne de réussir là où tous les autres pays industrialisés ont échoué, le meilleur déchet étant celui qui n'est jamais produit. **JA**

FOCUS

TRANSPORT MARITIME

ÉTATS / CONCESSIONNAIRES

À quand des relations plus apaisées ?





Trois ans après l'expulsion de l'émirati DP World, le terminal à conteneurs de Doraleh (Djibouti) enregistre des résultats exceptionnels.

VINCENT FOURNIER/JA

Attributions contestées, ruptures de contrat, relations houleuses... Les différends se multiplient autour des ports, entraînant parfois un gel des investissements et des performances dégradées. Sortir de cette logique est urgent.

THIBAUD TEILLARD

Le succès d'un terminal, élément clé de développement pour un pays émergent, est le fruit d'un partenariat entre les autorités et des groupes privés. En dix à quinze ans, grâce à l'apport de ces derniers, la qualité des ports africains a progressé de façon spectaculaire, tant en matière d'infrastructures que de productivité. Si la plupart de ces partenariats fonctionnent, les conflits ou frictions entre gouvernements et concessionnaires se sont toutefois multipliés ces dernières années, entraînant quand ils durent un gel des investissements et des performances dégradées.

Certains contrats ont été rompus brutalement. Le cas le plus spectaculaire est l'éviction de DP World à Djibouti, en février 2018. Motif officiel : le non-respect des engagements contractuels. D'autres contrats, qui semblaient immuables, n'ont pas été renouvelés. Le plus symbolique est l'échec de Bolloré et de son associé APM Terminals (filiale du danois Maersk, numéro un mondial du conteneur) à Douala, évincés en 2019, dès le début de l'appel d'offres de renouvellement de la concession, après avoir géré quinze années durant le terminal de Bonabéri. Appel d'offres qui fait toujours l'objet de nombreuses procédures. Soumis à des incidents techniques, des cadences ralenties, de la congestion, les clients du port de Douala en sont les premières victimes.

Certains contrats, signés en bonne et due forme, n'aboutissent finalement jamais. Le groupe philippin ICTSI, l'un des dix leaders →



Le terminal à conteneurs de Doraleh a été géré par DP World jusqu'en 2018.

VINCENT FOURNIER/JEUNE AFRIQUE-R

DJIBOUTI SE PASSE TRÈS BIEN DE DP WORLD

Avec un trafic en hausse de près de 30 % en 2020, à 1,1 million de conteneurs EVP, le port public de Djibouti réalise un taux de croissance rare dans la galaxie portuaire mondiale, très affaiblie par la pandémie. Il peut se targuer du meilleur résultat en taux de croissance des ports africains, devant le champion Tanger Med. Contrairement à Douala, les autorités publiques ont réussi honorablement, mais l'arrivée d'un opérateur privé reste néanmoins, à terme, attendue à Djibouti. CMA CGM, comme d'autres, est intéressé, mais personne ne viendra tant que le cadre juridique n'aura pas été assaini.

Or DP World a mené des actions judiciaires tous

azimuts, gagnant tour à tour à Londres, devant la Cour internationale d'arbitrage, ainsi qu'à Hong Kong, devant la Haute Cour, en contestant à China Merchants ses droits sur la zone franche de Djibouti. Face à un État djiboutien qui refuse d'exécuter les décisions rendues, DP World tente une stratégie de contournement. Entre ses concessions de Berbera (Somaliland) et de Bosaso (Puntland), en passant par des projets de coopération à Massawa et à Assab, en Érythrée, le géant émirati veut permettre à l'Éthiopie d'éviter un passage obligé par Djibouti, un peu à la manière de la politique chinoise du collier de perles pour contourner l'Inde.

THIBAUD TEILLARD

→ mondiaux de la gestion de terminaux à conteneurs, était ainsi pressenti pour gérer le mégaprojet de Lekki, au Nigeria. Enlisés dans le contrechoc pétrolier de 2014, les travaux à Lekki ont finalement été lancés sans ICTSI, avec comme seul opérateur le groupe CMA CGM, qui n'était pourtant au départ que l'associé minoritaire du groupe philippin.

À Port-Soudan, le projet annoncé en juillet 2018 par le même groupe philippin a été enterré en avril 2019 avec la chute d'Omar el-Béchir. « Un bon contrat est un contrat solide juridiquement, car ce qu'un président décide, un autre peut le défaire », analyse une experte d'un grand groupe français de concession portuaire.

Regard scrutateur des ONG

Alors, comme s'interroge, avec un brin de cynisme, un avocat qui a roulé sa bosse dans les contrats africains, « l'appel d'offres n'est-il rien d'autre qu'un habillage juridique d'une décision politique ? » Exagéré ? Même si chaque État est souverain et peut, on l'a vu à Djibouti au nom de l'intérêt supérieur du pays, se départir des règles de droit international qu'il a lui-même consenti à accepter dans le contrat (le recours à l'arbitrage à Londres), la présence des grands bailleurs de fonds multilatéraux qui scrutent la conformité des procédures ne permet plus autant de libertés qu'avant.

L'obligation pour les grands concessionnaires, des sociétés parfois cotées ou tout au moins soumises au regard scrutateur des ONG et des opinions publiques, de se conformer aux nouvelles règles de *compliance* limite aussi leur possibilité de négocier dans l'ombre. Le montant des investissements et des royalties demandés sur les périodes de concession – 100, 200, voire 300 millions de dollars – les rend aussi très exigeants. « Le contexte juridico-politique de présentation et de négociation des appels d'offres a quand même changé en une décennie, analyse un cadre d'un grand groupe, qui, comme beaucoup sur ce dossier sensible, préfère ne pas apparaître en première ligne. Les procédures sont devenues plus ouvertes depuis quelques années, car la course à la concession est elle-même plus ouverte. »

On est désormais très loin des appels d'offres d'il y a vingt ans, ficelés à l'avance avec un seul candidat. Même s'il y a néanmoins toujours en Afrique une forte prime à ceux qui sont déjà implantés – tous les grands groupes mondiaux, européens et asiatiques, s'intéressent de près aux appels d'offres –, il existe une plus grande concurrence qui oblige à la transparence ;

autrement, il y a des risques de recours des perdants contre le gagnant.

La tâche des groupes internationaux est néanmoins compliquée du fait que les États africains pensent le plus souvent que leur port est stratégique. Les pouvoirs ont une vision locale, au nom de leur intérêt national supposé, et méconnaissent le plus souvent la dimension sous-régionale d'ensemble. Les financements chinois – si généreux au départ, si contraignants à la fin – savent aussi entretenir le mythe. On construit des quais, on promet des hubs, et, ensuite, c'est aux opérateurs internationaux d'accomplir des miracles en matière de trafic, en sachant jongler avec les ego nationaux souvent impatients. Malgré les promesses des nouvelles routes de la Soie, on ne peut que constater que les opérateurs chinois, hormis China Merchants (mais toujours en consortium avec un groupe européen), se font bien discrets en Afrique quand les bâtisseurs, à commencer par CHEC, sont omniprésents.

Les grands acteurs des terminaux portuaires ont cette vision régionale et mondiale, essentielle lorsqu'on parle d'investissements

de centaines de millions de dollars. En cas de conflit, les États africains, en particulier francophones, pensent encore que les acteurs portuaires sont « nationaux ». Un Bolloré ou un CMA CGM sont perçus comme français quand ils sont devenus de vraies multinationales. « Et ce n'est pas parce que l'ambassadeur de France intervient que ces multinationales vont plier », glisse un cadre d'un grand groupe. C'est tout autant le cas pour DP World, un acteur émirati certes important mais surtout un groupe dont les bénéfices, et non les motifs géopolitiques, sont la raison d'être. « Et ça, les États africains ne le voient guère », glisse notre acteur. « En Afrique, il y a une volonté de reprendre en mains les intérêts jugés stratégiques, mais je n'ai pas pour autant le sentiment qu'Européens et Chinois soient traités à ce sujet de la même manière. »

« Si j'avais 10 dollars à investir, je ne les mettrais pas dans ce projet, ironise un observateur de la logistique africaine. La logique →

**LES GOUVERNEMENTS
ONT UNE VISION
LOCALE ET
MÉCONNAISSENT
SOUVENT LA
DIMENSION SOUS-
RÉGIONALE
D'ENSEMBLE.**

 **Radiotrans**

**ENTREPRISE D'INGENIERIE DE GROS EN
TELECOMMUNICATIONS A VALEUR AJOUTEE**



Présence en Afrique depuis 1999

30 Ans d'expérience



Présent en Afrique, Europe
et Amérique

Assistance technique locale
via des distributeurs



www.radiotrans.com



radiotrans@radiotrans.com



+34 916851040



MOTOROLA SOLUTIONS

DISTRIBUTOR

AVIGILON



→ souverainiste pousse ainsi à construire sur la presqu'île de Banana une alternative à Pointe-Noire, pourtant la route naturelle de Kinshasa. Une logique de réciprocité douanière entre les deux Congos, afin d'éviter un double dédouanement au départ de Pointe-Noire, me semble pourtant plus urgente, et bien plus rentable pour les chargeurs de la RD Congo, que de construire un nouveau port », fait valoir le même interlocuteur.

En Égypte, CMA CGM a été surpris, après des discussions de gré à gré entamées avec les autorités pour l'attribution du terminal polyvalent d'Alexandrie (Pier 55), de voir surgir un appel d'offres auquel ses concurrents, du

singapourien PSA à Bolloré, ont évidemment répondu. CMA CGM s'y est plié et a réussi à arracher un engagement des autorités en abattant tous ses atouts avec la visite de son patron Rodolphe Saadé en Égypte, le 26 janvier. Mais tout reste encore à bâtir sur le plan juridique.

Parfois aussi, le concessionnaire a des exigences qui peuvent échapper aux autorités du pays. Le même CMA CGM, via sa filiale Terminal Link, a beau avoir remporté l'un des plus beaux appels d'offres de 2020 (le terminal polyvalent de Luanda), il s'est finalement désisté, et c'est le groupe arrivé deuxième, DP World, qui a signé le contrat, le 25 janvier, avec les autorités angolaises. [JA](#)

LE BROUILLARD JURIDIQUE S'ÉPAISSIT À DOUALA

Le conflit portuaire de Douala, qui oppose depuis 2019 les autorités du port autonome et l'ancien concessionnaire (Douala International Terminal, filiale de Bolloré et du groupe danois Maersk), est loin d'être terminé.

Après des décisions favorables aux deux ex-gestionnaires devant la justice administrative camerounaise et en arbitrage, la Cour commune de justice et d'arbitrage (CCJA) d'Abidjan, saisie en cassation par le port autonome, a rendu sa décision le 28 janvier. Elle suspend les effets de la résolution du conseil d'administration du port de Douala créant une régie publique pour la gestion du terminal à conteneurs. Confirmant la même décision, au Cameroun, du tribunal administratif du Littoral, le 31 décembre 2019.

Cependant, en se déclarant compétente sur ce dossier, la CCJA signifie que ce dossier ne relève pas simplement du droit administratif, mais aussi du droit commercial. Une nouvelle procédure, devant le tribunal de grande instance cette fois, va pouvoir être ouverte au Cameroun par le port autonome.

En attendant, la régie publique, en place depuis le 1^{er} janvier 2020, poursuit bon



Le conflit oppose les autorités au concessionnaire depuis 2019. Ici, le port, en mars 2018.

an mal an son activité, avec une échéance prolongée à 2024. Ce que n'entend pas accepter le lauréat officiel de l'appel d'offres, Terminal Investment Ltd (TIL). La filiale du numéro deux mondial du conteneur, le groupe italo-suisse MSC, entend toujours prendre possession du terminal, et a prolongé une nouvelle fois son offre jusqu'à la fin de l'année 2021.

« Le fait que les plus grands opérateurs

mondiaux se battent pour Douala, un cul-de-sac à moins de 8 mètres de tirant d'eau au cœur d'une agglomération de 4 millions d'habitants complètement saturée, m'interpelle, s'étonne un connaisseur de la logistique africaine. Cela témoigne que derrière les appels d'offres il y a des enjeux de pouvoir qui ne sont pas sur la place publique », estime-t-il.

THIBAUD TEILLARD

TANGER MED,

HUB PORTUAIRE ET LOGISTIQUE LEADER EN AFRIQUE ET EN MÉDITERRANÉE



Tanger Med est un hub portuaire et logistique de rang mondial. Ses capacités exceptionnelles de **9 millions** de conteneurs, **7 millions** de passagers, **700 000** camions TIR, et l'export de **1 million** de véhicules font de lui le premier port en Afrique et en Méditerranée.

Situé sur le Détroit de Gibraltar et connecté à plus de **180** ports mondiaux, Tanger Med possède une localisation stratégique à la croisée des routes maritimes majeures. Il constitue ainsi un hub naturel de référence pour les flux logistiques mondiaux reliant l'Asie, l'Europe, l'Amérique et l'Afrique.

www.tangermed.ma

TANGER MED

Déchargement des conteneurs d'un navire
au terminal du port d'Abidjan, premier
port d'Afrique de l'Ouest, le 8 mai 2020.



L'Afrique face à l'explosion des prix

La Chine n'a jamais autant exporté que depuis le début de la pandémie, mais les conteneurs commencent à manquer et à voyager à des prix élevés. Résultat: les importateurs opérant sur le continent voient leurs coûts exploser.

THIBAUD TEILLARD

En janvier et février 2020, la fermeture des usines chinoises a eu un impact significatif sur la demande de transport. Mais ensuite, alors que la Chine se déconfinait, c'est le reste du monde qui se clôturait. Résultat: au premier semestre, les volumes de transport de conteneurs dans le monde ont chuté de 7 %, et 11,6 % de la capacité en navires a été mise à l'ancre.

« Mais au second semestre, constate Olivier Nivoix, le patron de toutes les lignes maritimes de CMA CGM, numéro quatre mondial du conteneur, ce fut tout l'inverse: la demande a explosé, portée par l'e-commerce et

les besoins pour la maison en Europe et aux États-Unis. » Avec une hausse des volumes de 4,5 %, toute l'industrie a remis sa flotte en service. Il reste moins de 1 % de porte-conteneurs à l'ancre mais cela ne suffit pas, car tous les marchés connaissent actuellement une croissance à deux chiffres.

Contre toute attente, au début de la pandémie, les grands armateurs mondiaux ont tous réalisé une année 2020 record, comme le traduisent les excellents résultats publiés depuis le début de 2021. Le 10 février, le leader mondial Maersk a ainsi annoncé un bénéfice multiplié par six malgré une baisse du nombre de conteneurs transportés. Moins de boîtes, mais à de bien meilleurs prix: les taux de fret, qui mesurent le prix du transport

maritime, ont atteint des records historiques.

Avec l'effacement relatif des acteurs centrés sur un marché régional, qui peinent à lutter, les grands armateurs, ou *global carriers*, ont désormais une puissance de feu telle que c'est l'offre de transport, et non plus la demande, qui mène le bal.

Leur agilité atteint de tels niveaux qu'ils ouvrent et ferment facilement des lignes, déplacent des navires d'un marché à l'autre, et peuvent, de fait, créer des pénuries très rentables pour eux, et fort coûteuses pour leurs clients. L'Afrique, comme l'Amérique du Sud, le subit de plein fouet.

Thermomètre incontesté, l'indice des taux de fret en sortie de Chine mesuré par le Shanghai Containerized

Freight Index (SCFI) donne le tournis. Alors que Maersk mesure le taux de fret moyen sur toutes ses lignes à 2000 dollars par conteneur en 2020, l'indice SCFI sur la route Shanghai-Lagos donne, au 8 janvier, un taux de fret de 6196 dollars par conteneur. Il en coûtait moitié moins quatre mois plus tôt. Ce taux est limité au chargement *spot*, c'est-à-dire hors contrat de transport négocié annuellement entre l'armateur et son client.

Mais les chargeurs qui n'ont pas suffisamment de volumes, dont bon nombre d'exportateurs ou d'importateurs africains, sont contraints de passer par ces taux *spot*, auxquels il convient souvent d'ajouter des surcharges facturées par les armateurs. Ainsi, il en coûte 150 dollars par conteneur destiné à l'Europe et la Méditerranée pour compenser le déséquilibre entre les boîtes vides disponibles d'un côté ou de l'autre d'une ligne.

Des exportations africaines désormais prises en otage

En prix par distance (en milles nautiques), la ligne Shanghai-Lagos est la plus chère du monde, derrière Shanghai-Santos, le grand port brésilien, selon les calculs du consultant Alphaliner. Il en coûte ainsi 55 dollars par conteneur et mille nautique sur cette route maritime, contre à peine plus de 20 dollars sur un Shanghai-New York, par exemple. Shanghai-Durban est la quatrième ligne la plus rentable pour les armateurs, autour d'une cinquantaine de dollars par conteneur et par mille nautique. Ce phénomène s'accompagne d'une agglomération des grands conteneurs (de 40 pieds de long) sur les axes Asie-Europe et transpacifique, en surchauffe. « La première conséquence de ce phénomène pour les exportateurs africains est qu'ils n'ont plus accès au conteneur 40 pieds », confirme Yann Alix, délégué général de la fondation Sefacil. Le spécialiste de la logistique africaine se dit « effrayé par les conséquences de la stratégie armatoriale sur les exportations africaines qui se retrouvent prises en otage ».

La pénurie de 40 pieds secs frappe de plein fouet les chargeurs d'Afrique, y compris les plus organisés et solides comme les forestiers. Quand ils peuvent récupérer des conteneurs, ils se voient facturer 10 000 dollars pour un voyage vers la Chine, quatre à cinq fois le prix de la mi-2020.

« Si l'on ne dispose pas d'un contrat de transport, on peut désormais parler de *tramping* de ligne régulière », résume Yann Alix, faisant référence au yo-yo tarifaire habituel du transport de marchandises en vrac, appelé *tramping*. Pour autant, la demande chinoise est telle que les exportations de bois se maintiennent. Les forestiers réduisent leurs marges, et les consommateurs de produits transformés en Chine à base de bois africain vont payer plus cher.

Les chargeurs chinois, américains et européens ont alerté les organisations de surveillance de la concurrence à Pékin, Washington et Bruxelles mais elles font défaut en Afrique. Sur la rangée Dakar-Pointe-Noire, 80 % des exportations et importations maritimes dépendent de trois armateurs, le danois Maersk, l'italo-suisse MSC et le français CMA CGM, selon la fondation Sefacil. Ainsi, le japonais One, numéro six mondial, qui avait annoncé en novembre 2020 sa volonté de créer sa propre ligne entre l'Europe du Nord et l'Afrique de l'Ouest, a dû

LE CONTINENT NE DISPOSE D'AUCUN LEVIER POUR ENDIGUER DES PRATIQUES QUI SE RÉPERCUTENT SUR DES NATIONS PARMI LES PLUS PAUVRES DU MONDE.

se résoudre, en février, à charger ses conteneurs sur des services existants de ses concurrents.

« Au moment même où s'inaugurent les premières réalisations de la Zlecaf (Zone de libre-échange continentale africaine), le marché africain se caractérise par l'absence d'un organe supracontinental de régulation, se désolent la fondation Sefacil. Le continent – moins de 5 % du total des valeurs internationales échangées par voies maritimes – ne dispose d'aucun levier pour endiguer des pratiques qui impactent directement le fonctionnement socio-économique de nations pourtant déjà parmi les plus pauvres de la planète. »

Les leaders mondiaux paieront-ils un jour commercialement le fait de privilégier leurs marges au détriment de la fidélité des clients d'un continent promis à une croissance à long terme ? « Il n'y a pas d'alternative en vue à l'offre des *global carriers* », se désolent un chargeur camerounais qui constate un autre phénomène pénalisant. « La pénurie de boîtes et leur immobilisation trop longue dans les circuits logistiques fait que les armateurs ont tendance à réduire les volumes alloués à certains ports comme Douala ou Libreville afin de privilégier leurs hubs. »

Les prix dans les grands ports de Tanger Med, Lomé, Tema s'envolent, mais les chargeurs qui dépendent de ports secondaires sont desservis avec de moins bons temps de transit. « Ils sont pénalisés deux fois : on ne leur accorde plus que de petits navires, avec des boîtes qu'ils doivent payer plus cher pour des services qui peuvent être dégradés », conclut Yann Alix. ■

À ABIDJAN, DES PRIX MULTIPLIÉS PAR CINQ

Sur les bords de la lagune Ébrié, les importateurs sont à la peine depuis le début de la pandémie. Ils payaient auparavant entre 700 000 et 800 000 F CFA (entre 1070 et 1220 euros) par conteneur. Aujourd'hui, ils sont facturés jusqu'à 4 millions de FCFA.

Nador West Med, futur carrefour pétrolier?

À l'instar de Tanger avec l'automobile, le Maroc veut faire de cette plateforme portuaire le fer de lance de l'industrie pétrochimique du royaume. Mais les partenariats peinent encore à se concrétiser.

EL MEHDI BERRADA, À CASABLANCA

Dans la baie de Betoia, dans le nord-est du Maroc, les tractopelles s'activent sur les 850 hectares qui constitueront le futur Port de Nador West Med. Un projet lancé en 2012 par le roi Mohammed VI, piloté par l'ingénieur Mohamed Jamal Benjelloun, et dont la construction a débuté en 2017 pour une livraison prévue en 2022. Une échéance qui devrait être repoussée du fait de la pandémie et des problèmes d'approvisionnement. Selon Abdelkader Amara, ministre de l'Équipement et du Transport, les travaux (réalisés pour un budget total de 698 millions d'euros), auxquels participe le groupe de BTP local SGTM associé au luxembourgeois JDN et au turc STFA, étaient avancés à 52 % au début de l'année 2021.

À 350 km à l'est du Port Tanger Med et à 25 km de la ville dont il tire son nom, Nador West Med a pour mission

de renforcer la position du royaume sur le bassin méditerranéen. La particularité de la nouvelle infrastructure est d'être axée sur les produits pétroliers. En plus des 3 millions de conteneurs que la plateforme va pouvoir accueillir, le port doit être capable de traiter jusqu'à 25 millions de tonnes d'hydrocarbures. Un terminal sera construit comprenant trois fosses de 20 m de profondeur qui permettront l'accostage de supertankers. « Avec ce pôle, le projet vise à sécuriser l'approvisionnement du Maroc en produits énergétiques, notamment par l'augmentation de la capacité de réception et de stockage », indique la BAD, qui participe au financement.

L'objectif des autorités est d'approcher les standards du port de Rotterdam, plateforme pétrolière européenne majeure. Grâce aux quantités importantes de pétrole qu'il pourra traiter, Nador West Med sera en mesure de proposer des silos de stockage pour les distributeurs nationaux de carburant

(tel qu'Africquia), mais aussi et surtout pour les transporteurs pétroliers internationaux. Si toute l'Europe ou presque s'approvisionne depuis le port néerlandais, le Maroc espère jouer un rôle similaire pour le bassin méditerranéen et l'Afrique de l'Ouest.

Résorber le chômage

Les relations privilégiées qu'entretient le Maroc avec les pays de la péninsule arabique, grands producteurs d'or noir, pourraient inciter les plus gros transporteurs, tels que le saoudien Bahri ou encore le qatari Nakilat, à choisir la nouvelle plateforme. Nador West Med pourrait aussi offrir aux petits producteurs pétroliers une position géographique idéale pour leurs stocks, leur permettant d'approvisionner efficacement leurs clients. Enfin, cette nouvelle plateforme sécuriserait le ravitaillement en carburant du Maroc, avec des prix à la pompe plus bas bénéficiant aux automobilistes locaux, du fait des économies d'échelle liées aux volumes transitant par Nador.

La réussite du modèle Tanger Med, qui a déjà détrôné les plus grands ports du pourtour méditerranéen sur l'activité de transbordement de conteneurs, est un signe encourageant pour les autorités et les décideurs. L'objectif pour le royaume est d'enclencher une dynamique de développement au sein de la région de l'Orient et plus particulièrement dans l'industrie pétrolière et la pétrochimie. Une activité à forte valeur ajoutée qui pourra aider à résorber le chômage, élevé dans l'est du Maroc. À terme, une raffinerie pourrait voir le jour non loin de Nador. Une infrastructure cruciale pour le pays alors que la Samir, filiale du saoudien Corral, a cessé ses activités en 2015.

Pour parvenir à développer une filière pétrochimique, Nador West Med a toutefois encore un long chemin à parcourir. Au-delà de l'achèvement des travaux, il faudra que les responsables de son développement concrétisent les partenariats commerciaux avec les compagnies de transport pétrolier, les distributeurs de carburant, mais aussi avec un éventuel raffineur. **JA**



Les travaux du port de Nador, un investissement de près de 700 millions d'euros, ne seront pas achevés en 2022, comme initialement prévu.

TWO

CROISSANCE

par l'amélioration des infrastructures
de transport maritime en Afrique

En tant qu'entrepreneur maritime de premier plan, nous facilitons des volumes de transport croissants. Comment? Par le développement et la maintenance de ports et l'approfondissement de voies navigables dans le monde entier. Préparez-vous à booster votre économie.



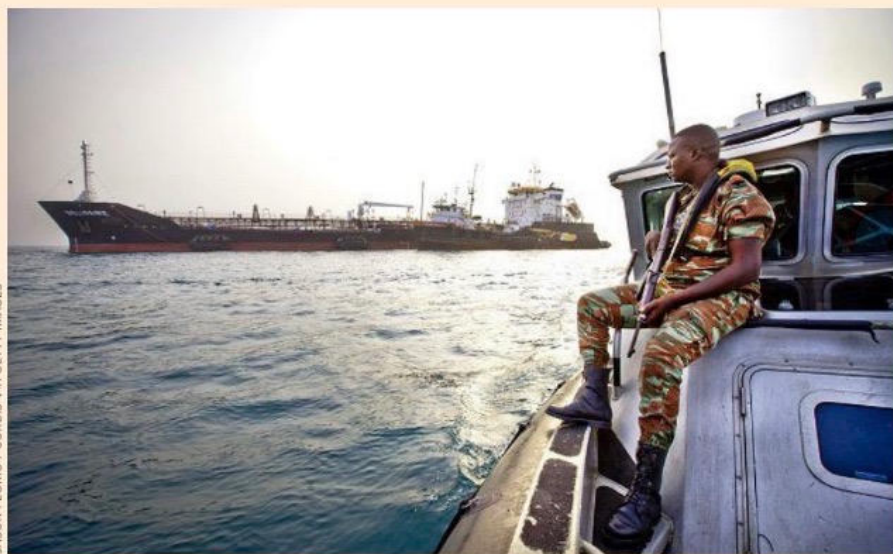
Regardez nos vidéos sur le développement portuaire

 vanoord.com/dredging

Van Oord 
Marine ingenuity

Tous à l'abordage contre la piraterie

Alors que la sécurité au large de la Corne de l'Afrique s'améliore, elle s'est nettement dégradée sur les côtes occidentales. Afin de ramener l'ordre sur les flots, les États intensifient leur coopération.



Les forces antipiraterie de la Marine béninoise patrouillant dans le golfe du Bénin.

BAUDELAIRE MIEU, À ABIDJAN

Du Cap-Vert aux côtes angolaises, les attaques de navires se sont multipliées ces dernières années. Dans cette vaste région maritime, les pirates, initialement concentrés autour du delta du Niger, ont, après l'amnistie accordée en 2009 par Abuja, élargi leur champ d'action aux côtes nigérianes, mais aussi à celles du Bénin et du Togo. En 2011, pas moins de 22 actes de piraterie avaient été recensés au Bénin, impactant le trafic du port de Cotonou, qui avait chuté de 60 %. Avec la pêche illégale et les trafics de drogue et d'armes, les répercussions économiques de la criminalité maritime sur les côtes occidentales africaines sont désormais colossales et appellent une réponse régionale.

En juin 2013, lors d'un sommet conjoint des chefs d'État et de

gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et de la Commission du golfe de Guinée, il a été décidé d'élaborer une riposte commune. Un centre interrégional de coordination a été installé l'année suivante à Yaoundé, appuyé par des centres régionaux à Pointe-Noire pour l'Afrique centrale, à Abidjan pour l'Ouest et à Luanda pour la côte australe. Pour s'attaquer à la question de la piraterie, chaque centre régional dispose d'une force navale conjointe des pays qui lui sont rattachés.

Le Nigeria, avec sa puissante marine, a ainsi signé un mémorandum avec ses voisins francophones béninois et togolais pour démarrer les premières patrouilles communes. Les trois pays se sont engagés à

mutualiser leurs moyens de lutte et à partager leurs informations.

En Afrique centrale, le même type de coopération se met en place entre le Cameroun, la Guinée équatoriale et le Congo. Les centres régionaux contre la piraterie bénéficient de l'aide de partenaires bilatéraux comme la France, les États Unis, l'Espagne, ou le Danemark. L'US Navy et la Marine française effectuent régulièrement les exercices avec les forces de sécurité des 19 pays de la région.

Zone rouge du continent

Reste que, depuis la mise en place de cette collaboration africaine et internationale, les attaques de pirates n'ont guère diminué. Pis, depuis 2018, la situation se dégrade. Et bien qu'elle se soit nettement améliorée au large de la Corne de l'Afrique, jadis infréquentable, c'est désormais le golfe de Guinée qui est considéré comme la zone rouge maritime du continent. Rien qu'au Bénin, le Bureau maritime international (BIM) a identifié 11 attaques de navire en 2020, contre 3 en 2019. Au Nigeria, le BIM a dénombré 34 incidents l'année passée, avec le kidnapping de 44 membres d'équipage.

Les pirates sont devenus également actifs le long des côtes camerounaises, où 31 membres d'équipage ont été enlevés en 2020. Dans son dernier rapport sur la piraterie, le BIM conseille aux commandants de navires de rester éloignés le plus possible du rivage camerounais, à plus de 250 miles nautiques, et de choisir la route la plus fréquentée et la mieux sécurisée pour rentrer au port.

« Nous devrions intensifier la culture de la coopération entre nos pays pour surmonter la traditionnelle préférence nationale souverainiste », reconnaît un expert de la Cedeao. « D'énormes défis restent à relever, notamment dans la mise en place d'un financement durable des opérations. Les pays du golfe de Guinée n'ont pas une véritable culture maritime. Ils doivent s'approprier une économie maritime inclusive et respectueuse de l'environnement », estime encore ce spécialiste. **JA**



THE AFRICA FINANCIAL INDUSTRY SUMMIT

2-DAY DIGITAL CONFERENCE



BANQUES
ASSURANCES
MARCHÉS DE CAPITAUX
MOBILE MONEY
FINTECH
AUTORITÉS
DE RÉGULATION

 10 & 11 mars 2021

**Participez à l'événement
qui rassemble les acteurs
les plus influents
de la finance africaine**

www.theafricaceoforum.com/finance-summit

ORGANISATEUR



CO-HOST



PLATINUM



INDUSTRY PARTNERS



KNOWLEDGE PARTNERS



SILVER



MEDIA PARTNERS



CULTURE(S) & LIFESTYLE



144

Théâtre

Tragédie moderne
à Mayotte

148

Musique

Ferré Gola,
le Padre de la rumba

150

Mode

Les sœurs égyptiennes
Abdelraouf

MÉDIAS

Quand Netflix lorgne l'Afrique francophone

Dans la foulée des cartons 100 % africains *Queen Sono* et *Blood and Water*, le géant du streaming prévoit de s'implanter davantage sur le continent, ce qui pourrait donner un coup de fouet à l'industrie cinématographique locale.

Le duo de policiers interprété par Yann Gael et Issaka Sawadogo, dans la série *Sakho et Mangane*, une création Canal+ achetée par Netflix.

LÉO PAJON

Enquêter sur Netflix est un vrai défi... La multinationale américaine, très secrète, cadennasse les entretiens et reste avare quand il s'agit de donner des chiffres. Mais le peu qu'elle communique permet de donner une idée de son inoxydable santé, encore dopée par la pandémie. En 2020, le groupe a gagné 37 millions d'abonnés, ce qui lui permet de dépasser pour la première fois la barre des 200 millions de clients à travers le monde. Et en Afrique? Impossible de savoir comment la plateforme de streaming étend sa communauté sur le continent, et encore moins pays par pays.

Seul un chiffre est connu: le géant compte 66,7 millions d'abonnés pour une vaste zone englobant l'Europe, le Moyen-Orient et le continent africain, soit 14,7 millions de plus en un an. Une autre chose est sûre: Netflix revient de plus en plus dans les conversations sur le continent... Et les séries originales *Blood and Water* et *Queen Sono* ont été parfaitement accueillies par la critique et par le public (une deuxième saison était même prévue pour *Queen Sono*, avant que le Covid conduise Netflix à remballer son projet).

La plateforme est présente en Afrique depuis janvier 2016, et ses équipes africaines sont aujourd'hui dispersées un peu partout dans le monde: d'Amsterdam (d'où nous a répondu le responsable pour les contenus et acquisitions, Ben Amadasun) à Dubaï, Londres et Nairobi. Si l'implantation de Netflix sur le continent est assez tardive (la société a lancé son service de vidéo à la demande par abonnement en 2007), elle n'a pas surpris Capucine Cousin, journaliste pour l'Agefi et auteure de *Netflix & Cie. Les coulisses d'une (r)évolution* (éd. Armand Colin).

Films locaux, audiences mondiales

« Les fondateurs de la plateforme, qui existe actuellement dans 190 pays, ont toujours eu une stratégie mondiale, explique-t-elle. Netflix a été lancé en Amérique du Nord, puis en Europe et en Asie, dans des pays moins évidents comme le Japon ou l'Inde. Mais l'idée est bien de couvrir tout le globe, et donc l'Afrique, en misant sur des films locaux, tournés dans la langue locale, avec des acteurs locaux, pour des histoires qui intéresseront des audiences mondiales. »

L'auteure remarque que l'inclusion d'acteurs noirs, comme récemment Omar Sy dans



la série originale *Lupin*, ou Regé-Jean Page dans *La Chronique des Bridgerton*, produite par l'Africaine-Américaine Shonda Rhimes, vise au moins deux objectifs. « D'une part, Netflix montre qu'il s'adapte à l'air du temps, en mettant en avant des personnages noirs, brillants, sexy, quitte à revisiter totalement l'histoire. Et, d'autre part, la plateforme met en scène des acteurs qui peuvent parler à une audience africaine. »

Assez naturellement, Netflix s'est d'abord focalisé sur les marchés anglophones du continent: le Nigeria et l'Afrique du Sud, notamment, restent leurs cibles privilégiées pour des raisons qui tiennent autant à la démographie qu'à la proximité culturelle. Les pays francophones sont aussi dans leur viseur, mais des obstacles demeurent. « La VOD est encore une niche en Côte d'Ivoire, remarque ainsi Oscar Hessikaya, directeur de l'agence d'achat d'espace média Coral Média Côte d'Ivoire. La connexion internet n'est pas suffisante pour rendre les vidéos

**MALGRÉ LE PIRATAGE, LA BARRIÈRE
DES TARIFS ET DU PAIEMENT, LE NOMBRE
D'ABONNÉS POURRAIT DÉCOLLER
RAPIDEMENT SUR LE CONTINENT.**



NETFLIX

Blood and Water, la deuxième série originale Netflix « 100 % africaine » lancée en mai 2020.

accessibles, et peu de gens peuvent encore payer en carte bleue... Netflix intéresse, surtout ses contenus africains, mais ne concerne pour l'heure qu'un public privilégié! »

La plateforme paraît d'autant plus chère que l'abonnement est souvent proposé dans le pays par des particuliers sur les réseaux sociaux : ils revendent à l'unité des abonnements environ 3 000 francs CFA (4,50 euros), soit plus cher que le tarif appliqué en France pour le prix « Premium » (15,99 euros pour quatre écrans, soit 4 euros par écran)! De fausses pages officielles locales (en Côte d'Ivoire, au Sénégal, à Madagascar...) existent aussi sur Facebook pour proposer le même type de forfaits.

Mais, malgré le piratage, la barrière des prix et du paiement, le nombre d'abonnés pourrait décoller rapidement sur le continent. À l'heure où le cabinet d'audit PwC dénombre environ 350 millions de smartphones en Afrique et prévoit une explosion de leur nombre dans des pays jeunes et très connectés, le leader du streaming a amorcé une série de partenariats avec les opérateurs télécoms locaux. L'objectif? Faciliter le paiement en ligne en permettant d'ajouter l'abonnement Netflix à sa facture de téléphone. En Afrique du Sud, par exemple, la multinationale a déjà signé des accords dans ce sens avec les opérateurs Vodacom et Telkom.

« L'Afrique francophone est sur les radars de Netflix depuis longtemps, mais l'année 2021 va être cruciale », prévoit Bernard Azria. Le PDG de la société ivoirienne Côte Ouest Audiovisuel, spécialisée dans la production de contenu audiovisuel, propose à la plateforme des projets originaux et du doublage de productions nigériane ou sud-africaine. Selon lui, le géant a clairement un coup à jouer en Afrique de l'Ouest.

« Le vernis américain des séries Netflix, y compris celles venant d'Afrique, n'est pas un problème pour le public local, estime-t-il. Le rêve américain reste présent, et cette esthétique plaît... alors que les productions françaises sont plutôt boudées. Il y a évidemment un rejet qui vient d'un sentiment postcolonial, et il faut aussi savoir que pendant des années la télé française a donné gratuitement certains de ses programmes : *Joséphine ange gardien*, *Inspecteur Navarro*... diffusés sur les télé locales. Or ce qui est gratuit ne vaut rien! »

Une troisième voie

Pour le patron, le vrai problème qui se pose à la multinationale est celui du contenu et des professionnels, trop rares en Afrique francophone. « Notre industrie cinématographique est balbutiante, surtout si on la compare à celle qui est en place en Afrique du Sud et au Nigeria! s'exclame-t-il. Nos cinéastes connus à l'international sont biberonnés par les institutions européennes! Ils sont dans un assistanat total... Regardez ce film fabuleux qu'est *Timbuktu* et qui a reçu 7 récompenses à la Cérémonie des César : en Côte d'Ivoire, il a dû faire trois entrées de téléspectateurs venus dans la salle par accident! Les subventions ne sont attribuées qu'à du cinéma d'auteur : il n'y a pas de policier africain, de romance africaine, de thriller africain, d'érotique africain... » De l'autre côté, Bernard Azria condamne aussi le poids écrasant de Canal+ sur les productions télévisuelles grand public. « Quand vous avez un acteur qui occupe une position ultra-dominante et que les deux ou trois scénaristes talentueux de la région bossent pour lui, c'est aussi un problème! »

La première grande acquisition de Netflix dans la zone francophone, *Sacko & Mangane*, du réalisateur Jean-Luc Herbulot, est d'ailleurs au départ une série Canal+ Original. Tourné à Dakar, ce « X-Files africain » qui mixe policier et science-fiction, dans une esthétique léchée proche des films d'action hollywoodiens, correspond parfaitement aux critères du géant du streaming. Dans un entretien accordé en mai 2020 au *Monde Afrique*, Dorothy Ghattuba,

responsable des contenus originaux pour l'Afrique subsaharienne, regrettait que le continent n'ait jamais été dépeint que « comme un territoire de souffrances. »

« La plateforme va peut-être changer la donne en proposant une troisième voie entre cinéma d'auteur et productions fauchées, commente Capucine Cousin. Même sur des marchés puissants, comme la France, Netflix est capable de rebattre les cartes... il n'y a qu'à voir le premier rôle accordé à Omar Sy dans la série *Lupin*. Partout, la plateforme a agi comme un accélérateur pour l'émergence de nouveaux talents. L'Afrique ne devrait pas faire exception. »

Bernard Azria estime que le géant du streaming ouvre des perspectives et promet un grand espoir pour la professionnalisation du secteur. « Mais il faut le temps du déploiement,

modère-t-il... L'impact qu'il aura sur le marché local ne se fera pas sentir avant deux ou trois ans. » Pour le PDG, si le concurrent de Disney ou d'Amazon sur la VOD a l'avantage de donner vraiment de l'intérêt aux contenus locaux, Netflix restera avant tout une plateforme internationale.

« Je connais au moins deux plateformes purement africaines – faites par des ingénieurs africains, avec un éditorial africain – qui doivent se lancer cette année », avance le patron, qui préfère ne pas en dire plus. La transformation numérique, en réduisant les obstacles et les coûts pour entrer sur le secteur de l'audiovisuel, contribue à la multiplication du nombre d'acteurs désireux de tenter leur chance... La bataille de la VOD sur le continent ne fait sans doute que commencer! **JA**

QUESTIONS À

Ben Amadasun

Le responsable Afrique des contenus originaux et des acquisitions de Netflix répond à Jeune Afrique.

« Offrir des histoires authentiques et locales »

Jeune Afrique: Quels sont vos critères pour choisir le contenu à diffuser sur Netflix à travers l'Afrique?

Ben Amadasun: Ce que nous recherchons, c'est de l'originalité et des histoires fortes avec un attrait universel. Nous disposons des ressources internes nécessaires pour accompagner le producteur, quel que soit son niveau d'expérience. Et nous accompagnons les producteurs et les cinéastes tout au long de la phase de conception pour les aider à donner vie à leur vision créative. Concrètement, notre démarche consiste à instaurer un dialogue fécond avec la production et à développer le

projet main dans la main avec les créateurs. Et cela peut commencer très tôt dans le processus d'élaboration.

Quels sont vos derniers contenus qui ont le mieux fonctionné en Afrique?

Les contenus que nous avons produits ou achetés en Afrique sont aussi diversifiés que les habitants du continent. [...] Les séries originales *Queen Sono* et *Blood & Water* ainsi que des films comme *Ôlôtôre*, *Citation*, *The Royal Hibiscus Hotel*, *Serously Single*, *Mrs Right Guy*, *Santana*, *Merry Men 2: Another Mission*, *Sugar Rush* et *Baby Mamas* ont figuré dans le top 10 des contenus les plus

populaires dans divers pays du monde en 2020. [...] Il n'y a vraiment pas de recette spéciale pour réussir. Nous croyons seulement que les belles histoires viennent de partout et nous voulons offrir à nos abonnés des intrigues authentiques et locales.

Les pays francophones d'Afrique sont-ils moins intéressés par vos programmes?

Le sous-titrage et le doublage doivent permettre à nos scénaristes de s'exprimer n'importe où, et à n'importe quel téléspectateur de ressentir l'authenticité et l'intention créative de chaque histoire. Pour

donner une idée de la puissance du sous-titrage et du doublage, je rappellerai que notre série originale française *Lupin*, avec Omar Sy, est devenue un phénomène mondial qui devrait toucher 70 millions de foyers, tandis que *La Chronique des Bridgerton* est devenue la plus grande série de Netflix à ce jour, atteignant un record de 82 millions de foyers dans le monde dans les vingt-huit premiers jours suivant sa diffusion. Mais nous comptons également sur de grands titres locaux, comme la série sénégalaise *Sakho & Mangane*, ainsi que sur des films comme *Atlantique* et *La Pirogue*.

L.P.



DR

QU'AURIEZ VOUS FAIT À LEUR PLACE ?

Les coups de la vie
SAISON 2



LA CHAÎNE DES SÉRIES AFRICAINES

LES COUPS DE LA VIE SAISON 2
À PARTIR DU 8 MARS

EN EXCLUSIVITÉ SUR A+

A+ EST DISPONIBLE SUR **LES BOUQUETS CANAL+**
À PARTIR DE LA FORMULE ACCESS SUR LE CANAL 31
DISPONIBLE ÉGALEMENT SUR **EASY TV**
by CANAL+

a-plus.com





VICTOR TONELLI

Le caïd du bidonville (Mexianu Medenou) tyrannise le jeune Moïse (Alexis Tieno), au Théâtre de la Cité internationale, à Paris.

Tragédie moderne à Mayotte

Pour la première fois, *Tropique de la violence*, le roman incandescent de la journaliste mauricienne Nathacha Appanah, est adapté sur les planches, avec une mise en scène intense et pluridisciplinaire signée Alexandre Zeff.

JANE ROUSSEL

« **Q**uand j'ai lu *Tropique de la violence*, j'ai été transpercé. J'ai tout de suite vu les images, la danse, la musique », se souvient Alexandre Zeff. Il est en Grèce, c'est l'été 2018, et l'homme de théâtre se lance dans un projet d'envergure : mettre en scène le roman de la journaliste mauricienne Nathacha Appanah. Le texte est d'une férocité inouïe parce qu'il plonge (et le lecteur avec lui) dans les méandres de Mayotte et la vie des enfants des rues livrés à eux-mêmes,

en complète déshérence. Le faire passer sur scène n'est pas une mince affaire, mais Alexandre Zeff est prêt pour ce pari.

À ce défi s'ajoute la crise sanitaire de 2020, période à laquelle la pièce doit se jouer. Les décisions politiques en matière de culture viennent bouleverser les plans avec la fermeture des théâtres pour une durée indéterminée. Qu'à cela ne tienne, se dit Alexandre Zeff, il y aura plus de temps pour les répétitions, et cela tombe bien, car ce travail en amont est celui qu'il préfère. Mais, au moment de fouler les planches et de concrétiser

le travail, un acteur contracte le Covid-19. Toute la troupe est mise en quarantaine. À l'isolement, chacun de son côté, sans malade supplémentaire, fort heureusement.

Si près du but, quoi de moins pratique ? Ironiquement, cette quarantaine entre en résonance avec la pièce. Parce que cette mise en scène de *Tropique de la violence* est une véritable expérience de confinement. À la manière dont Nathacha Appanah parvenait à happer son lecteur dans le parcours tragique de Moïse, Alexandre Zeff emporte son spectateur « dans une expérience

bouleversante à 360 degrés », selon ses propres mots.

Il fait noir dans la salle, nous sommes à Mayotte avec Moïse, dont la mère adoptive vient de mourir subitement d'un AVC. L'adolescent à la peau noire, biberonné aux petits-beurre LU et paré de ses « vêtements de blanc » a fini d'errer dans les ruelles de Kawéni, le ghetto de l'île, renommé Gaza par les locaux. Il a terminé de s'y faire maltraiter, violer, affamer par Bruce, le roi de cette jungle. Parce qu'il a appuyé sur la détente, à force de désespoir, Moïse a tué son bourreau. Sur scène, il est enfermé dans une cellule de commissariat, sur un îlot entouré d'eau. Et, symboliquement, nous sommes derrière les barreaux, avec lui.

Sur cette scène baignée de pénombre, il y a réellement une cellule et il y a effectivement de l'eau : tout y est vrai, tout y est cru. « Je voulais un spectacle total, transversal, où les arts se mêlent pour créer un genre nouveau », confie Alexandre Zeff. Il fait danser ses acteurs, les fait chanter, slammer, jouer de la musique, il les filme et les diffuse, les fait jouer ailleurs que sur scène, aussi, pour surprendre son public. Le spectacle est un tourbillon pour les sens : on ne sait plus où donner de la tête, on ne sait pas d'où vient le son, on ne sait plus distinguer ce qui est réel de ce qui ne l'est pas.

Et c'est une belle métaphore de ce que représente le livre, qui épouse le romanesque tout en baignant dans la vérité de l'île. « Je voulais que le spectateur soit hypnotisé par l'esthétique, qu'il soit lié à l'histoire qui se joue, qu'il ne se sente jamais à distance », insiste-t-il. Le terrifiant Bruce fait irruption dans le public. Difficile de faire la part des choses, et c'est justement l'objectif : « Je voulais que l'histoire entre sous la peau du spectateur, qu'il ne puisse pas s'y soustraire, comme moi j'ai été hypnotisé par le roman. » De ce point de vue, l'objectif est sans aucun doute atteint. Le spectateur est scotché.

Il faut dire qu'on ne lui laisse pas le temps de penser, de se retourner, de bâiller. Rien n'est laissé au hasard. Le spectacle rassasie le spectateur jusque dans son désir d'en savoir plus sur le

contexte de l'histoire. Quand on lit le roman de Nathacha Appanah, on oscille entre le plaisir de la fiction et la terreur du réel. Le ghetto de Gaza existe-t-il vraiment ? Trouve-t-on des enfants abandonnés dans les rues de cette île française ? Les humanitaires de Mayotte sont-ils vraiment si désabusés, épuisés ?

Documentaire et fiction

Aussi stupéfiant que soit le récit, il est cruellement vrai. Et, pour ne pas laisser de place au doute, Alexandre Zeff projette sur le devant de la scène des passages filmés lors d'un séjour sur place. « Avec Thomas Durand, qui joue le personnage de Stéphane, nous sommes allés à Mayotte, à la rencontre d'associations, pour ajouter du documentaire à la fiction. D'ailleurs, c'est exactement la démarche de Nathacha Appanah : partir du journalisme pour rejoindre le roman. » Aller jusque-là était nécessaire pour participer à cet objectif de prise de conscience de la réalité de Mayotte, voulue par l'auteur de l'ouvrage.

Grandiloquente, la mécanique du spectacle, avec ses décors, ses effets sonores et visuels, prend parfois le pas sur l'histoire. Les épisodes s'enchaînent, et le « waouh » persiste. Au point parfois de fatiguer le spectateur, ivre de tant d'informations, gavé de

surprises. De quoi lui faire regretter de ne pouvoir laisser son imaginaire prendre part au récit. Durant l'heure et demie de représentation, le texte est martelé, surligné en gras. Le message est clair, certes. Trop clair, peut-être ?

L'émotion n'a pas encore le temps de naître que l'on passe déjà à l'effet suivant. Face à Marie, la mère, par exemple. Fil conducteur du roman, elle se transforme en icône de lamentation. Mais, dans ce livre, Marie est aussi celle à travers qui Mayotte est belle, sous certains angles. On a besoin d'elle, de sa douceur, de sa candeur pour traverser l'épreuve du récit. Ici, Mayotte n'est que ténèbres. Le plateau est d'ailleurs souvent très sombre, forçant le spectateur à plisser des yeux pour bien voir ce qui s'y joue, quelles expressions se dessinent sur le visage des comédiens. Les moments de respiration – l'évocation de cette splendide île qui héberge la terreur – n'existent presque plus, et c'est un peu dommage. **JA**



Tropique de la violence,
de Nathacha Appanah,
éditions Gallimard,
2016



Thomas Durand, dans le rôle de l'humanitaire, et Alexis Tieno, interprétant Moïse, le jeune orphelin.

Paroles de Justes

Pour *Là où tout se tait*, Jean Hatzfeld a recueilli dans la région de Nyamata les témoignages de Hutus ayant risqué leur vie pour aider des Tutsis durant le génocide de 1994.

NICOLAS MICHEL

Là où tout se tait : le titre du nouvel essai de Jean Hatzfeld dit très exactement ce que son auteur a tenté de saisir à Nyamata, au Rwanda : les silences qui ont suivi le génocide des Tutsis et qui se perpétuent. Les silences, au pluriel, parce qu'ils ne sont pas tous identiques – non-dits, oubliés, omissions, absences... – et qu'ils ne procèdent pas tous des mêmes causes – négligences, réticences, hontes, peur...

Plus prosaïquement, *Là où tout se tait* est un livre sur les Justes du Bugesera, ces Hutus qui, au péril de leur vie, aidèrent de manière désintéressée des Tutsis pourchassés par la furie sanguinaire des tueurs. Auteur reconnu de plusieurs livres sur le génocide (*lire encadré*), Jean Hatzfeld a vécu une partie de son enfance au Chambon-sur-Lignon, célèbre village français où purent se cacher quelque 3500 Juifs pendant la Seconde guerre mondiale.

« On ne sait jamais trop quelles sont les influences de votre enfance sur vos choix, tempère pourtant l'ancien journaliste. Les Justes ont toujours eu du mal à se faire une place dans l'Histoire. En Europe, les historiens ne s'intéressent à eux qu'une vingtaine d'années après la guerre. » Dans le cas du Rwanda, sur lequel il travaille depuis plus de vingt ans, lui-même a tardé à explorer les méandres de leurs histoires.

« La raison ? Un manque d'attention de ma part. J'étais focalisé sur les rescapés, dans les marais, puis sur ceux qui ont manié la machette. Enfin, nombre de Justes sont morts, et il n'y avait personne pour parler à leur place. Dans tous mes livres, les personnes parlent pour elles-mêmes. Cette fois, il a fallu que je trouve une autre manière de faire parler les gens. »

Convaincu qu'il était temps d'agir avant que les derniers témoins ne disparaissent ou n'oublient, Jean Hatzfeld a procédé comme à son habitude, se documentant longuement et préparant ses questions avant de se rendre à Nyamata à trois reprises (en mai et juin 2018, en août 2018 ainsi qu'en novembre et décembre 2019).

« Je connaissais l'existence des Justes, cela me touchait, mais j'étais

un peu crispé et intrigué par l'attitude des Tutsis à leur égard, leur manque de reconnaissance. Quand j'ai enfin été capable de dire "ça suffit cette méfiance" et que le temps de parler est venu, je me suis aperçu que le sujet du livre se déplaçait vers le silence qui entoure ces gens, la honte et la peur qu'ils suscitent. »

Concentré d'humanité

Dans le Bugesera, il n'y a qu'un seul Juste reconnu officiellement « *umurinzi w'igihango* » au niveau national, Silas Ntamburayishyari. « Depuis l'attribution de cette médaille rare – le pays ne compte que 34 "*abarinzi w'igihango*" –, Silas a beaucoup témoigné lors de commémorations ou à l'invitation des très dynamiques associations mobilisées par le chantier de la réconciliation. [...] Il sait la singularité de son personnage dans le chaos des tueries. Il en a appréhendé les désagréments car pendant plusieurs années il a affronté des insultes chuchotées, voire des menaces dans les rues de Rilima. Il tente de s'en abstraire, idem des mauvais regards qui persistent lorsqu'il se promène seul. »

L'une des explications entourant le silence autour des Justes pourrait être liée à ce faible nombre apparent. En 1994, la soudaineté et la brutalité



ULF ANDERSEN/AURIMAGES



Là où tout se tait,
de Jean Hatzfeld,
Gallimard,
224 pages,
19 euros



À Nyamata, à 35 km au sud de Kigali. Le 15 avril 1994, plus de 5000 personnes y ont été assassinées.

du déchaînement de violence n'ont guère laissé le temps de réfléchir ou de s'organiser en réseaux. La dimension rurale du génocide a également joué : il est plus facile de cacher des gens dans l'anonymat d'une grande ville.

« En fait, il y en a beaucoup plus que 34, explique Jean Hatzfeld. Mais, à la différence de Yad Vashem, l'État rwandais ne prend pas seulement en compte la période du génocide. Il considère aussi celle qui le suit et l'implication des personnes concernées dans la politique de réconciliation nationale. En outre, au Rwanda, on ne peut pas être reconnu comme Juste à titre posthume... »

Dans *Là où tout se tait*, le journaliste évoque les destins d'une douzaine de Justes : Isidore, François, Espérance, Valérie, Édith et Eustache, Marcienne et Marcel, Silas et Providence, Joseph... Plus précisément, il leur donne la parole, quand ils sont encore vivants, ou bien recueille les témoignages de ceux qui peuvent parler en leur nom.

Dans cette langue superbe qu'il sait si bien restituer, « où toutes les abstractions deviennent des personnes », Jean Hatzfeld ouvre les portes de la mémoire, donne corps à des histoires d'amour et d'amitié, raconte l'histoire à fleur de peau. C'est infiniment tragique et terriblement beau, un concentré d'humanité dans ce qu'elle a de pire et de meilleur.

Silences et soupçons

Et puis, au-delà des portraits vivants qui émergent de ces témoignages croisés, l'auteur explore les silences et leurs douloureux échos. Le professeur Innocent Rwililiza explique ainsi celui de certains Tutsis : « Surtout, on refuse de se substituer aux morts, qui sont les seuls à pouvoir témoigner sur les Hutus. Ces Justes, tu verras qu'ils sont difficiles à décrire. Les morts, eux seuls savent. S'ils ressuscitaient, ils pourraient bien pointer un doigt accusateur sur ces Justes, parce qu'ils ont vu plus que nous. Est-ce que nous pouvons ne pas ressentir de soupçons sur tout le monde ? »

Dans la seconde partie du livre, intitulée « Le trou de chez Eustache », Jean Hatzfeld rassemble différents témoignages autour de ces « trous » qui minent Nyamata. À savoir ces nombreuses excavations où furent jetés les corps des Tutsis et qui firent l'objet, ensuite, d'intenses tractations – notamment au cours des procès *gacaca*, les tueurs refusant parfois de dire où se trouvaient les fosses.

Ces trous, qu'ils aient été vidés de leurs corps ou non, rappellent au quotidien, aujourd'hui encore, l'horreur d'avril 1994. Ils expliquent aussi le silence de certains Justes. Comme celui d'Eustache et de sa femme, Édith. « Édith, que je connais depuis 1998, n'a jamais voulu me parler à cause de ce trou derrière sa maison, explique Jean Hatzfeld. Ils ont accepté de vivre pendant sept semaines à deux mètres d'un trou où l'on jetait des cadavres. Quand on garde cela en tête, c'est normal de ne pas vouloir parler. »

Aujourd'hui, Édith peut enfin raconter : « On se tenait à six ou sept par chambre. Les enfants bredouillaient entre eux, ils ne s'excitaient pas comme l'enfance le veut. [...] On se comptait à quatre femmes tutsies, un homme hutu, les enfants pour Gratia et les enfants pour nous, et une petite avoisinante qui était accourue pour rester. [...] Ils entendaient les cris du trou. Oui, les enfants entendaient les cris des tueurs quand ils jetaient. » JA

VINGT ANS DE TRAVAUX

Dans le nu de la vie : récits des marais rwandais (Seuil, 2000)

Une saison de machettes (Seuil, 2003)

La Stratégie des antilopes (Seuil, 2007), prix Médicis

Englebert des collines (Gallimard, 2014)

Un papa de sang (Gallimard, 2015)

Là où tout se tait (Gallimard, 2020)



ÉLODIE RATSIMBAZAFY POUR JA

Le chanteur congolais à Paris, le 2 février.

Le credo du Padre

Après un single symphonique, Ferré Gola prévoit la sortie de deux albums à la fin du mois de mars. Évitant avec soin les polémiques, il poursuit son ascension et continue de moderniser la rumba.

LÉO PAJON

On n'y croyait plus. Le premier rendez-vous, en janvier, avait été annulé en raison du tournage inopiné d'un clip en Guadeloupe.

Le deuxième avait été maintes fois repoussé. Et, lorsqu'on pensait que tout était finalement calé (à la suite de l'échange d'une trentaine de mails avec son attachée de presse), un coup de fil, une heure avant l'entretien, douchait nos espoirs : « Désolé, il doit partir en studio pour un enregistrement... » Quelques pourparlers plus tard, Ferré Gola pointait son nez... surmonté d'une paire de lunettes en édition limitée.

Agenda de ministre, ton mesuré de diplomate et bling-bling d'une

éminence de la sape. Le « Prés' » (pour « président »), comme son équipe le surnomme, cumule les signes extérieurs de distinction. « L'image est fondamentale aujourd'hui. Si tu veux que les gens téléchargent, il faut avoir une bonne image », lâche-t-il tandis que la maquilleuse, qu'il a dépêchée pour l'occasion, poudre ses pommettes.

Dans l'organigramme compliqué des groupes congolais, qui n'a rien à envier à celui des multinationales, il est à présent tout en haut... après avoir été tout en bas, le petit qu'on malmenait à ses débuts dans le Wenge Musica Maison Mère. « Chez nous, quand tu es nouveau, que tu n'es pas à l'aise ou que tu ne suis pas le rythme, les musiciens te tapent, c'est comme ça. Alors oui, on me tapait », reconnaît-il dans un demi-sourire.

Mais ce temps est lointain. Rumba des jeunes (son groupe du quartier Bandal Nord, quand il était adolescent), Wenge Musica, Les Marquis de Maison Mère, Quartier Latin, puis carrière en solo à partir de 2007... Ferré (surnom donné en référence au styliste italien Gianfranco Ferré) a fait bien du chemin depuis ses débuts. À presque 45 ans (le 3 mars), le voilà à la tête d'une organisation internationale pléthorique. « Il y a 56 personnes qui dépendent de moi, reconnaît-il. Des musiciens, des danseurs, mon staff entre Kinshasa, Paris et Bruxelles. »

Chanteur insatiable, auteur, compositeur et producteur, celui qu'on a baptisé « Chair de Poule », cumule les casquettes. « Et j'aimerais bien créer aussi ma marque de vêtements », ajoute-t-il tandis que l'on admire, intrigué, sa bague maousse en forme de crâne incrustée de diamants (« des vrais », précise-t-il). « Créer une marque, comme l'a fait Fally Ipupa ? » demande-t-on. En guise de réponse, l'artiste dégage un sourire de sphinx.

Jamais il ne prononcera le nom de ses principaux rivaux, Fally et Koffi Olomidé, qui se disputent le titre de roi de la rumba depuis la disparition brutale de Papa Wemba. Quant aux éléments les plus prometteurs de la nouvelle génération, il citera Rebo Tchulo (une artiste de son écurie qui a

« une belle voix, un beau physique ») et Innoss'B... Mais il faudra lourdement insister pour qu'il cite nommément des artistes.

« Je ne dis plus de noms, assume-t-il. Je reste dans mon coin pour éviter les polémiques. Et je reste indifférent, même si on me provoque tout le temps. Au Congo, quand tu commences à monter, tout le monde a les yeux sur toi et veut te combattre... Et les polémiques sont souvent attisées par les fans. » Des fans, le Padre en a... « Gaulois », « Gladiators », les groupes Facebook mettent souvent de l'huile sur le feu dans les clashes réels ou imaginaires entre artistes de cette gigantesque arène qu'est la scène musicale congolaise.

Tour de force

Mais l'admirateur de Franco veut voir plus loin, au-dessus de la mêlée, et se focaliser sur son art. Pour son quatrième album, *QQJD* (« qu'est-ce que j'avais dit »), sorti en 2017, il avait visé haut : trois galettes (Blue, Red, Gold) contenant chacune 11 titres et mixant savamment la rumba à diverses influences, du R'n'B, en passant par le ndombolo et le soukous. Un tour de force... même si les artistes, congolais notamment, ont fini par nous habituer à des productions fleuves. Maître Gim's, par exemple, avait sorti pas moins d'une soixantaine de titres pour son projet *Ceinture noire* et ses rééditions, entre 2018 et 2019.

Pour ne pas se laisser distancer par ses rivaux, le Padre devait revenir sur un nouvel exploit. Son single

Regarde-moi, dans une formule inédite (piano-voix secondé par un orchestre symphonique), a mis tout le monde d'accord. « Pour moi, ce virage lyrique était un nouveau challenge. En suivant l'exemple de Pavarotti, j'ai voulu développer une autre dimension de mon art », lâche l'autodidacte, que rien, décidément, ne semble effrayer.

« CE VIRAGE LYRIQUE ÉTAIT UN NOUVEAU CHALLENGE. EN SUIVANT L'EXEMPLE DE PAVAROTTI, J'AI VOULU DÉVELOPPER UNE AUTRE DIMENSION DE MON ART. »

Mais les fans attendent surtout la sortie, à la fin de mars, des nouveaux albums studio. Car il y aura cette fois deux disques. Le premier, *Dynastie*, sera complètement tourné vers la rumba congolaise, avec des invités issus de sa première formation, Wenge Musica. Le second, aux sonorités plus urbaines, baptisé *Harmonie*, devrait permettre de conquérir de nouveaux fans à l'étranger.

La formule, adoptée par Fally, avec le carton *Tokoos*, invitait Wizkid, Booba ou encore R. Kelly pour aider sa voix à traverser les frontières. Ferré Gola, lui, reste mystérieux sur ses invités... Mais on sait que des pourparlers ont été entamés avec Maître Gim's, et que le Congolais apprécie la musique de Naza.

En attendant, le Padre va continuer à profiter d'un quotidien qu'il décrit comme très sage : « Je fais ma vie dans le quartier Bastille, à Paris, quand je ne suis pas à Kin... » On a pourtant le sentiment qu'il est sur tous les fronts. Le Padre est un père, d'un nombre d'enfants qu'il ne nous donnera pas mais qui semble important, attaché à leur éducation à l'école française.

C'est aussi un « éducateur de masse », comme il aime à se définir, qui fut l'un des premiers à sortir un clip rappelant les bons gestes pour contrer le Covid, l'année dernière. Et un médiateur intercultures qui a tenu à tourner ses deux derniers clips en Guadeloupe pour poursuivre le dialogue entre les musiques congolaise et antillaise.

Mais les membres de son staff le décrivent surtout comme un bosseur infatigable, un « talent inné », « extrêmement discipliné », qui ne cesse jamais de créer, comme s'il était en permanence « traversé par la musique ». Une vidéo YouTube assez surprenante le montre d'ailleurs en pleine improvisation vocale, à peine levé et un mug à la main, avant une séance de travail en Guadeloupe.

Malgré la pandémie qui l'a contraint à renoncer à de nombreuses dates, il jouera les 12 et 13 février au Palais de la culture et à l'Hôtel Ivoire, à Abidjan. Et, surtout, il travaille à la reformation de Wenge Musica Maison Mère. Plusieurs nouveaux titres sont, assure-t-il, d'ailleurs déjà enregistrés. Un événement que les fans attendaient... Le Prés' devrait continuer longtemps à rallier les suffrages. **LA**

UN GÊNEUR NOMMÉ COVID

« Le Covid a tout compliqué, regrette Ferré Gola. Aujourd'hui, je ne joue quasiment plus. Je vis sur mes économies. Bien sûr, j'ai fait quelques dates et des lives à la maison, mais ce n'est plus pareil. » Le virus, le chanteur est bien placé pour en parler. Après avoir été l'un des premiers à mettre en ligne un single pour faire de la pédagogie sur les gestes barrières, il a contracté la maladie lors d'un concert, à la fin de 2020. « J'ai

pris des médicaments traditionnels de chez nous, du gingembre, du thé Mondongo [élaboré à partir d'une plante plus connue sous le nom de maniguette]... Ça a duré deux semaines. » Il espère qu'une éclaircie permettra de planifier plus de dates pour 2021, avec, notamment, et c'est un scoop, un grand concert prévu pour décembre au Casino de Paris. **L.P.**

Au sommet de la pyramide

À la tête de la marque de maroquinerie de luxe Okhtein, les Égyptiennes Aya et Mounaz Abdelraouf ont conquis une clientèle jeune et fortunée. Et de grandes stars internationales.



Les deux sœurs ont choisi pour emblème une fleur palmette agrémentée d'un motif pharaonique.

KATIA DANSOKO TOURÉ

Les sœurs Aya et Mounaz Abdelraouf, respectivement 28 ans et 30 ans, ont de la suite dans les idées. Nées au Caire d'un père homme d'affaires et d'une mère au foyer, ces deux Égyptiennes sont, depuis 2012, les créatrices d'une griffe de maroquinerie de luxe, Okhtein (terme arabe qui, en français, signifie « deux sœurs »), et dont chacun des modèles appelle au rêve (sacs à main, pochettes, sacs à dos, etc.). « L'idée était de sublimer les femmes du Moyen-Orient, mais



SAYED ABD ALGALIL/OKHTEIN

aussi de casser les stéréotypes vis-à-vis de la femme arabe prétendument soumise ou qui ne peut pas travailler. On voulait que nos sacs leur apportent une voix et de la puissance quand elles l'arborent », affirme le duo.

« D'ailleurs, il n'existait pas de marque de maroquinerie de luxe égyptienne jusqu'ici. C'est aussi cela qui nous a poussées à nous lancer dans l'aventure. » C'est à l'université américaine du Caire qu'elles ont toutes les deux suivi leurs études – en marketing pour Aya et en communication pour

Mounaz – avant de se lancer dans l'industrie de la mode.

On aurait presque envie de parler de haute couture en découvrant les créations des sœurs Abdelraouf. Leur signature : le travail autour du cuir, du cuivre, du raphia et des feuilles d'or, mais aussi un motif – en forme de fleur, « qui rappelle celles que l'on trouve au Moyen-Orient » – agrémenté d'un symbole pharaonique. « Nous avons retravaillé une fleur palmette que nous avons trouvée dans un livre islamique ancien. Depuis, c'est notre emblème. » Ce motif revient sur leurs trois premières créations, devenues des classiques de la marque. Il s'agit du Mini Dome – de 370 à 1 000 euros –, de la Palmette Minaudière et du Fellucca Swarovski (minaudière de forme ronde, incrustée de cristaux Swarovski, le modèle le plus cher de la marque). Aujourd'hui, la griffe compte six collections.

« Nous ne suivons aucune méthode quant au processus de création. Nous nous attachons à notre instinct, à nos impressions vis-à-vis de telle ou telle saison. Nous avons un *moodboard* sur lequel l'une ou l'autre va inscrire une idée. Ainsi, nous nous complétons, expliquent Aya et Mounaz. Nos pièces sont intemporelles. Elles ont quelque chose à la fois de nouveau et de vintage, un aspect classique qui est contrebalancé par leurs couleurs audacieuses et leurs formes géométriques et originales. »

Si leur atelier de design, qui emploie 50 personnes (artisans, couturiers et patronnistes), est situé au Caire, la production des modèles est répartie entre l'Espagne, l'Italie et les Émirats arabes unis. En ce qui concerne la confection, les sœurs affirment ne pas se limiter aux matières évoquées ci-dessus. « Si l'on travaille aussi souvent avec le cuivre, c'est que nous nous inspirons beaucoup du Vieux Caire – où l'on trouve une culture riche et complexe ainsi qu'une architecture empreinte d'énergies positives – et de ses artisans. Et, particulièrement, ceux qui travaillent le cuivre. Nous sommes fascinées par la façon dont ils moulent et mettent en forme

GRIFFES AFRICAINES

Les sœurs Abdelraouf ne sont pas seules à faire rayonner le luxe sur le continent africain grâce à la maroquinerie. On pense notamment à des griffes comme la sud-africaine Okapi, – fondée en 2008 par Hanneli Rupert et qui s'inspire de la nature et des mysticismes africains. Aux nigérianes Minku, avec ses lignes de sacs et accessoires en cuir pour femmes et hommes, et Zashadu – qui propose des pièces en peau, laiton et pierres semi-précieuses. Ou encore à la fameuse AAKS, marque éthique de la Ghanéenne Akosua Afriye Kumi qui propose des sacs à main en raphia. K.D.T.



BRIAN SIAMBI/AAKS

cette matière. C'est aussi de cette façon que nous avons conçu notre palmette iconique. »

De l'Europe aux Émirats

C'est dans la capitale égyptienne qu'est situé leur principal point de vente, une grande boutique à la décoration luxueuse et recherchée. Leur clientèle est plutôt jeune, entre 20 ans et 35 ans, même si certains modèles,

les mannequins Gigi Hadid ou Winnie Harlow, les Kardashians, la rappeuse Cardi B, ou des actrices comme Emma Watson et Brittany Snow.

Les sacs Okhtein sont distribués aux Émirats arabes unis, en Asie, mais aussi en Europe (principalement au Royaume-Uni, par des enseignes comme Selfridges ou Harrods). Et les sœurs d'ajouter : « Où qu'ils se trouvent, nos clients peuvent commander directement sur notre site. »

Il y a deux ans, Aya et Mounaz Abdelraouf décident d'ajouter à leur ligne de sacs une collection de ceintures. « Ces dernières sont inspirées de nos sacs en bandoulière. Nous nous sommes rendu compte que nos clientes détachaient la bandoulière et la portaient comme... une ceinture. » Et, l'an dernier, ce sont des paires de lunettes ultra-stylisées qui sont venues s'ajouter à leur ligne. « Cela tenait plutôt d'une stratégie de communication. Nous voulions mettre l'accent sur l'énergie de notre marque. Nous souhaitons montrer que chacun de nos produits porte la signature Okhtein. Et cela soit avec le logo, les motifs palmettes ou le jeu sur les éléments en cuivre. Tout cela fait partie de notre identité égyptienne. » JA

BEYONCÉ, LA RAPPEUSE CARDI B ET LA FAMILLE KARDASHIAN ONT ADOPTÉ LEURS CRÉATIONS.

comme leur autre classique, le Swarovski Fellucca, attire des femmes plus âgées. « Pour résumer, on peut dire que nos clientes sont âgées de 18 à 50 ans », affirment les deux créatrices, qui ne souhaitent pas communiquer sur leur chiffre d'affaires annuel. Nombreuses sont les stars qui ont adopté leur marque : Tracee Ellis Ross (fille de Diana), Beyoncé,

CONGO TERMINAL

POINTE-NOIRE

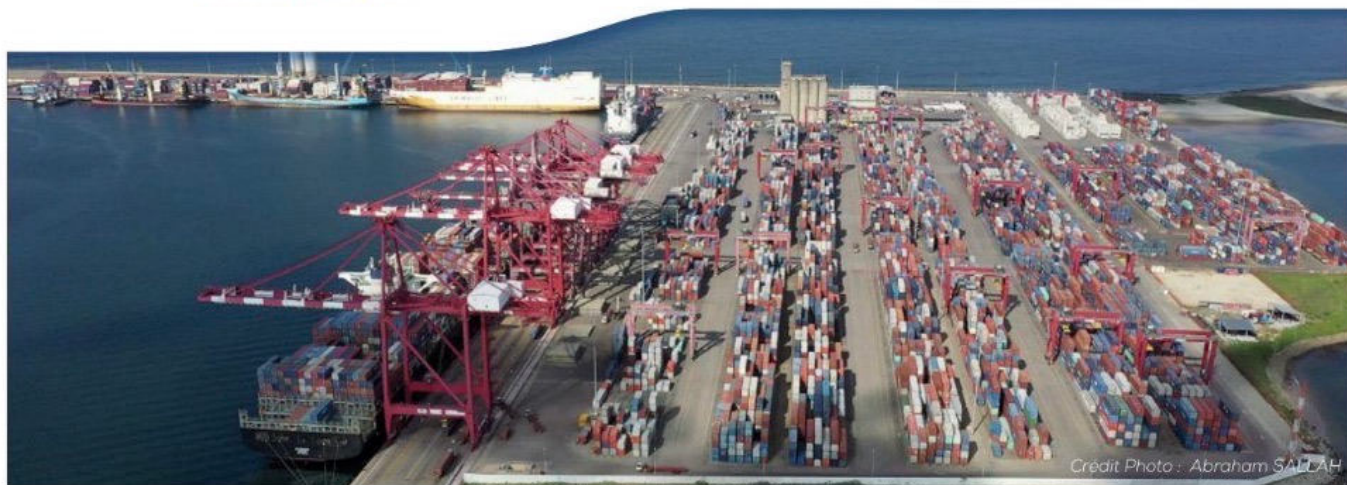


Photo réalisée avant le début de la pandémie de COVID19

MOTEUR DE LA TRANSFORMATION LOGISTIQUE AU CONGO

Congo Terminal est l'opérateur de référence du terminal à conteneurs du Port Autonome de Pointe-Noire.

A travers ses infrastructures, ses investissements et ses équipes, Congo Terminal rapproche les hommes, contribue au bien-être des personnes, favorise les économies locales et innove pour offrir le meilleur à ses clients dans un monde en mouvement.



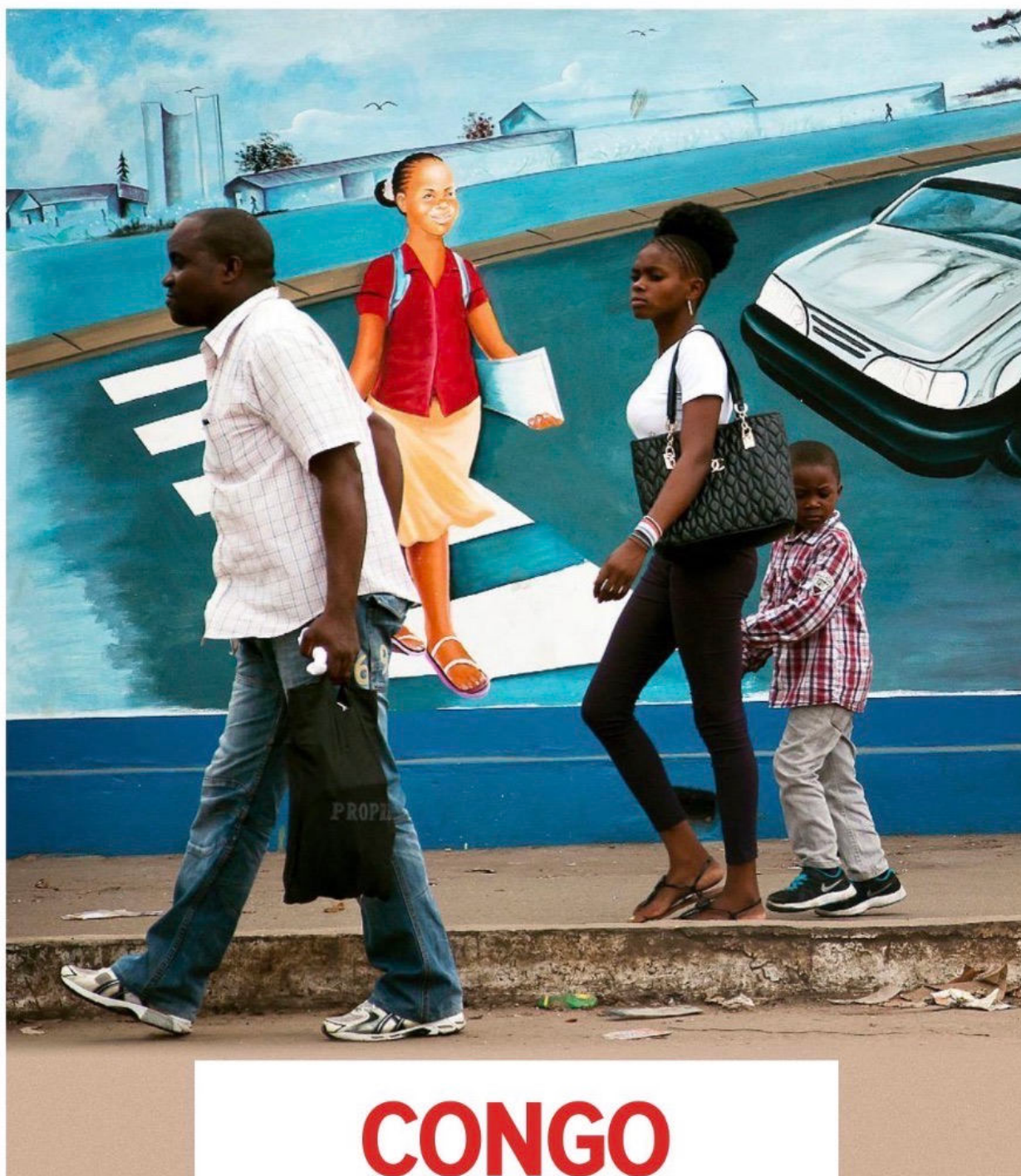
Credit Photo : Abraham SALLAH

CONGO TERMINAL :
Terminal à conteneurs (enceinte portuaire)
B.P 855 – Tél : +242 05 775 01 10
Pointe-Noire
serviceclients@congo-terminal.com
www.congo-terminal.net

Une concession de **BOLLORÉ**
PORTS

GRAND FORMAT

Pour tout comprendre de l'évolution d'un pays



ROBERT NZAOU

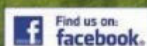
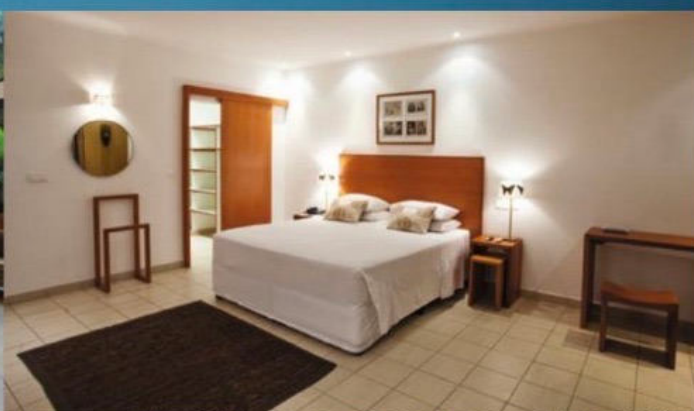
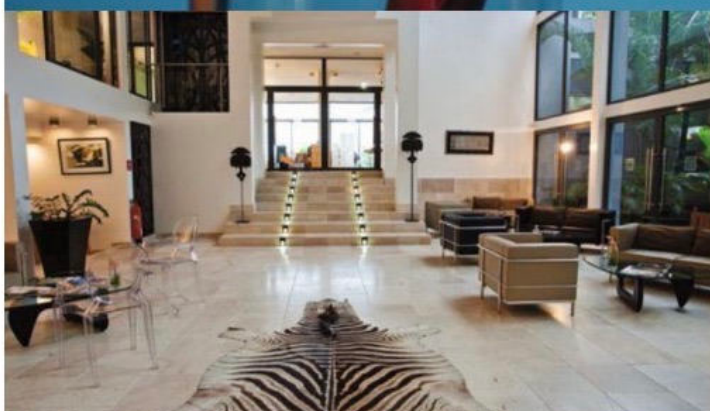
CONGO

Un scrutin... et après ?

À trois semaines de l'élection présidentielle, les Congolais ont aussi en tête d'autres préoccupations : la gestion de la crise sanitaire, les conditions de la reprise et l'amorce d'un développement « durable », dans tous les sens du terme.



Hôtel Villa Madiba **** - Côte Sauvage, République du Congo
info@villamadiba.com - www.villamadiba.com - +242 06 620 66 66





Circonstances anesthésiantes

Entre l'état d'urgence sanitaire, dont l'effet anesthésiant sur la mobilisation militante et la campagne électorale se fait déjà sentir, la crise économique et financière d'une ampleur inédite, qui oppresse une grande partie des 5,5 millions de Congolais, et l'atonie d'une offre politique réduite au strict minimum, la présidentielle du 21 mars ne s'annonce guère des plus palpitantes. Rien ou presque qui rappelle la fièvre de 2016, quand une partie de l'électorat du Grand Sud avait fait vaciller le pouvoir à Brazza et à Pointe-Noire, allant jusqu'à l'emporter dans la cité océane.

Face à Denis Sassou Nguesso (DSN), en lice pour le quatrième de ses mandats consécutifs, seules deux personnalités dont la notoriété dépasse les frontières de leurs fiefs régionaux ont fait acte de candidature : Parfait Kolélas, qui se présente pour la deuxième fois, et Mathias Dzon, dont ce sera là le premier essai. Opposants certes, mais tous deux anciens ministres de DSN et donc consanguins dans une classe politique où l'on se déchire le jour pour mieux se compromettre la nuit, ils feront campagne avec des moyens exsangues – autant dire sans illusions. Leader du deuxième parti du Congo et chef de file de l'opposition, Pascal Tsaty Mabiala a, lui, préféré s'abstenir. Autant parce qu'il considère ce scrutin comme acquis d'avance au sortant que pour des motifs moins dicibles : un nouvel échec risquerait fort de le contraindre à céder les rênes de sa formation.

En réalité, le contradicteur le plus sérieux de DSN ne fait (en principe) pas de politique et ne présente aucun candidat. Le 2 février, les évêques catholiques du Congo ont rendu public un tonitruant « Message sur les élections de mars 2021 », dans lequel ils s'érigent en une sorte de contre-pouvoir moral, administrant quelques bons points (sécurité,

gestion de la pandémie de Covid-19, baisse du prix du ciment), mais surtout une volée de bois vert. Ils émettent de « sérieuses réserves » sur la validité d'une élection tenue « dans les circonstances actuelles », critiquant au passage le fichier électoral et la commission électorale, avant d'appeler au « dialogue politique le plus large possible », lequel devrait déboucher sur... une alternance.

Ce coup de sang d'une institution jusqu'à présent moins remuante que son équivalente de la rive gauche du grand fleuve s'explique par l'attachement des prélats congolais à la doctrine sociale de l'Église, mais aussi par quelques frustrations intimes : les évêques n'apprécient guère ce pouvoir qui semble leur préférer les Églises de réveil, et ils n'ont pas supporté de se voir interdire de célébrer les messes de Noël pour cause de pandémie sans avoir été consultés au préalable.

Machine électorale

Aux commandes du Parti congolais du travail, une machine électorale implantée sur tout le territoire, DSN s'apprête donc à entrer en campagne dans un climat morose. Il a d'ailleurs déjà commencé, multipliant les inaugurations et les visites de chantiers, de l'université de Kintélé, qui porte son nom, au nouveau siège du Parlement (« made by China ») en passant par le Brazzaville Mall, tout en s'activant de concert avec son homologue angolais, João Lourenço, pour un règlement de la crise centrafricaine. Histoire de démontrer qu'en ces temps incertains son pays a plus que jamais besoin d'un capitaine qui sache tenir la barre.

Convaincra-t-il ses concitoyens de lui accorder une fois de plus leur confiance ? Une chose est sûre : si DSN est réélu, il ne le devra qu'à lui-même, avec toute la latitude nécessaire pour renouveler enfin une caste dirigeante usée et en partie discréditée. **BA**

156 ENJEUX

Tranquille comme DSN

160 Majorité

Entretien avec
Pierre Moussa
Secrétaire général du
Parti congolais du travail

162 Vie des partis

Kolélas contre Kolélas

Questions à...

Pascal Tsaty Mabiala
Chef de file de l'opposition,
premier secrétaire
de l'Upads

168 ÉCONOMIE

Interview de
Clément Mouamba
Premier ministre

171 Décryptage

Brazza veut regagner
la confiance du FMI

174 Conjoncture

Pointe-Noire touchée...
mais pas coulée

176 Infrastructures

À Okombé, le solaire se
met au service du froid

178 Agroalimentaire

CA-Agri va produire
des engrais locaux

182 SOCIÉTÉ

Les dossiers chauds
de l'environnement

185 Climat

Tourbières : l'arme fatale

188 Écotourisme

Des guides hors
des sentiers battus



Suivez toute l'actualité
du Congo sur
www.jeuneafrique.com

EVGENIA NOVOZHENINA / POOL / AFP



Le chef de l'État lors d'une rencontre avec son homologue russe au Kremlin, à Moscou, le 23 mai 2019.



ENJEUX

Tranquille comme DSN

À l'heure où s'ouvre la campagne pour la présidentielle fixée au 21 mars, tout le monde ou presque s'accorde à dire que Denis Sassou Nguesso sera probablement reconduit pour un quatrième mandat. Sans que cela ne provoque de remous.

OLIVIER CASLIN, ENVOYÉ SPÉCIAL

S'il est réélu, dans quelques semaines, pour le quatrième de ses mandats consécutifs, Denis Sassou Nguesso (DSN) aura alors la perspective de faire son entrée – à partir de 2024 – dans le club très restreint des chefs d'État africains ayant passé au moins quatre décennies à la tête de leur pays. Le président congolais rejoindrait ainsi son homologue équato-guinéen Teodoro Obiang Nguema, qui a déjà dépassé la marque (en fonction depuis 1979), ainsi que le Camerounais Paul Biya (depuis 1982) et l'Ougandais Yoweri Museveni (depuis 1986), lui-même réélu pour un sixième mandat en janvier.

Mais pour honorer ce rendez-vous avec l'histoire, DSN, aujourd'hui âgé de 77 ans, doit remporter le prochain scrutin, si possible par « un coup K.-O. », au soir du 21 mars. Au regard du casting de cette présidentielle, une nouvelle victoire du candidat investi par le Parti congolais du travail (PCT) dès décembre 2019 – bien avant que lui-même confirme sa participation, le 23 janvier dernier – ne fait guère de doute. Toujours aussi désargentée, l'opposition est en panne de leader depuis l'incarcération du général Jean-Marie Michel Mokoko (condamné en 2018 à vingt ans de prison pour « atteinte à la sûreté de l'État ») et l'annonce du retrait de la candidature du premier secrétaire de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads) et chef de file de l'opposition, Pascal Tsaty Mabiala, le 30 janvier (*lire p. 165*).

Fin de non-recevoir

Seule véritable tête d'affiche restant dans la course face à DSN : Guy-Brice Parfait Kolélas, le patron de l'Union des démocrates humanistes (UDH-Yuki), arrivé deuxième en 2016 avec plus de 15 % des suffrages exprimés (*lire p. 162*). Mais ni lui ni, a fortiori, les six autres candidats qui ont déposé leurs dossiers auprès de la Direction générale des affaires électorales avant la date limite du 8 février ne semblent disposer d'une base militante et de moyens financiers suffisants pour espérer l'emporter.

D'autant qu'aucune des exigences présentées par l'opposition réunie à la fin de novembre 2020 lors de la concertation nationale organisée par le ministère de l'Intérieur à Madingou, n'a été retenue pour la préparation du scrutin. La révision à grande échelle des fichiers électoraux, tout comme la proposition de mettre en place une période de transition sous l'égide de DSN avec un gouvernement d'union nationale, afin de préparer une transition apaisée, ont reçu une fin de non-recevoir de la part du pouvoir.

Un climat bien plus apaisé

L'élection se déroulera donc selon les conditions décidées par la majorité et validée depuis par la Commission nationale électorale indépendante (Cnei), « dans la paix et la transparence, qui permettront à toute la population de s'exprimer librement », nous assure Henri Bouka, le président de cette instance, par ailleurs président de la Cour suprême – ce qui soulève, côté opposition, des soupçons de conflit d'intérêts. Les impératifs de paix souhaités par le chef de l'État semblent d'ailleurs être cette fois réunis. Le climat actuel n'a rien à voir avec les tensions politiques, provoquées par la réforme constitutionnelle de 2015, qui avaient entouré la précédente présidentielle. « La situation dans le pays est très calme », confirme un diplomate en poste à Brazzaville.

Des troubles peuvent toujours survenir dans le Pool, maintenu sous haute surveillance, mais le pays, encore traumatisé par les événements de 1997, n'aspire dans l'immédiat qu'à la stabilité. Et, par précaution, les membres des forces publiques iront voter quatre jours plus tôt afin d'être tout à l'exercice de leur fonction le jour du scrutin.

Autre bonne nouvelle pour le chef de l'État, cette paix semble régner jusque dans son propre camp. Le PCT est cette fois en ordre de marche derrière son leader depuis que Pierre Moussa, nommé secrétaire général du parti à la fin de 2019, a su faire taire les dissensions générationnelles qui avaient un temps secoué la formation. Au moins pour l'instant, avant que ne se pose l'inévitable question de la succession (*lire p. 160*). Si la majorité s'interdit désormais d'y penser, l'opposition elle, se positionne déjà, entre les uns, déjà résolus à prendre date dès le mois de mars, et quelques autres qui préfèrent passer leur tour, convaincus que les conditions d'une alternance seront meilleures... en 2026. « D'ici là, nous devons créer un contexte favorable pour une sortie honorable du président »,

veut croire Christian Rodrigue Mayanda, le secrétaire général de l'UDH-Yuki.

Au sein des institutions internationales et des chancelleries, beaucoup espèrent cependant que le prochain quinquennat « ne s'inscrira pas dans un futur hypothétique, mais bien dans l'urgence du présent », selon la formule du représentant de l'un des principaux bailleurs de fonds du pays. L'agenda du chef de l'État s'annonce en effet bien rempli s'il veut aider le Congo à sortir, dans la durée, de la crise qui ronge son économie depuis 2014. Denis Sassou Nguesso s'est personnellement investi auprès des différents partenaires financiers du pays pour qu'une solution soit trouvée. Sans succès pour l'instant, puisque l'aide internationale ne reprendra qu'une fois réglé le différend financier qui oppose le pays à certains négociants pétroliers.

Si, sur ce dossier, la question est bien en passe d'être résolue, comme l'affirme le chef du gouvernement, Clément Mouamba (*lire pp. 168-171*), alors le Congo aura les moyens de reprendre la « marche vers le développement » promise, en 2016, dans son slogan de campagne, par DSN. Lequel disposera alors de son nouveau quinquennat pour (re)construire la stature d'homme d'État fédérateur et de leader à laquelle il aspire. Et pas seulement sur le plan national.

Très impliqué dans le domaine de l'environnement, Denis Sassou Nguesso a fait du Congo l'un des porte-étendards de l'Afrique en la matière dans les cénacles internationaux. Apprécié par ses pairs, il reçoit régulièrement certains d'entre eux dans son fief d'Oyo, comme le Togolais Faure Essozimna Gnassingbé et le Bissau-Guinéen Umaro Sissoco Embaló. Il multiplie les médiations sur le continent (Centrafrique, Libye, Guinée/Guinée-Bissau...) pour renforcer une influence régionale et continentale qui s'était quelque peu éteinte. Et ses relations avec le voisin d'en face ont radicalement changé. « Le courant a l'air de très bien passer avec Félix Tshisekedi », constate notre diplomate étranger. Mieux, DSN apparaît un peu comme le parrain régional de son homologue kinois, qu'il a reçu à plusieurs reprises dans le cadre du bras de fer que ce dernier a engagé avec son prédécesseur, Joseph Kabila. Au point que la construction du pont reliant les deux capitales les plus proches au monde redevient d'actualité. Ce serait alors une belle façon pour DSN de tirer sa révérence. Si un jour l'envie lui en prenait. **DA**

**CETTE FOIS, LE PCT
EST EN ORDRE DE
MARCHE. SON
NOUVEAU PATRON
A FAIT TAIRE LES
DISSENSIONS
GÉNÉRATIONNELLES.**

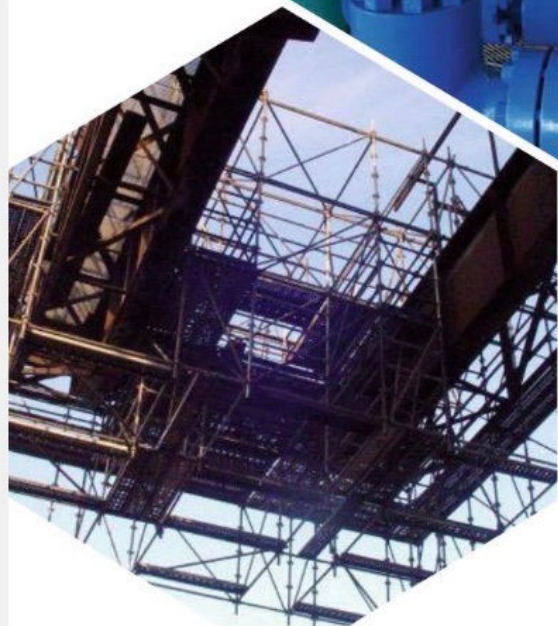


SO.P.E.C.
CONGO

SOCIÉTÉ DE PEINTURE, ÉCHAFAUDAGE ET CONSTRUCTION DU CONGO



PEINTURE INDUSTRIELLE
PEINTURE MARINE
PEINTURE BÂTIMENT
ÉCHAFAUDAGE
REVÊTEMENT SPÉCIFIQUE
ISOLATION



SO.P.E.C vous accompagne dans tous vos projets

SO.P.E.C

Boulevard Loango - B.P. 8143 - Pointe-Noire - CONGO

Tél/Fax : (+242) 22 294 19 91

Email : contact@sopec-congo.com

www.sopec-congo.com

Pierre Moussa

Secrétaire général du Parti congolais du travail (PCT)

« Ce pays a besoin d'un timonier »

Secrétaire général du Parti congolais des travailleurs depuis la fin de 2019, Pierre Moussa, 79 ans, reçoit dans le tout nouveau siège de la formation. Après avoir été ministre d'État puis président de la Commission de la Cemac (2012-2017), ce fidèle de Denis Sassou Nguesso (DSN) a rempilé pour se mettre au service de son parti avant la présidentielle du 21 mars, pour laquelle il vient d'être nommé directeur de campagne de DSN.

Jeune Afrique : Nouveau secrétaire général, nouveau siège... Peut-on aussi parler de nouveau PCT, avec une situation plus apaisée qu'en 2016 ?

Pierre Moussa : Le cinquième congrès ordinaire, en décembre 2019, a émis des orientations que le parti va tenter de mettre en œuvre durant mon mandat. Ces recommandations visent non pas à créer un nouveau PCT, mais à renforcer son action et son implantation nationale. Le secrétariat permanent passe ainsi de douze membres à quinze à la tête des départements, dont certains sont thématiques et chargés d'évaluer les politiques de l'État dans des secteurs tels que le développement durable, l'éducation, les affaires sociales, la justice et la défense.

Et nous travaillons dans un cadre serein. Le dernier congrès a justement émis des recommandations pour renforcer la cohésion et la discipline. Les conflits artificiels, notamment intergénérationnels, sont à proscrire. Le PCT a autant besoin de l'expérience des anciens que de l'énergie de ses jeunes.

Le parti est-il en ordre de marche derrière son leader ?

Le PCT ainsi que les autres partis de la majorité ont demandé à Denis Sassou Nguesso de se présenter à la présidentielle car, en cette période agitée pour la plupart des pays du monde, le Congo a besoin, à son gouvernail, d'un timonier expérimenté et éprouvé. Le PCT et l'ensemble de la majorité ont investi le chef de l'État comme leur candidat, qu'ils soutiendront naturellement. Le PCT, dans son ensemble, œuvre donc à sa réélection.

Que pensez-vous de la polémique sur la validité des fichiers électoraux ?

Le PCT accorde une importance cruciale à l'établissement de fichiers incontestables. En même temps, il est essentiel que le scrutin ait lieu dans les délais impartis par la Constitution.

Un fichier crédible pourrait être obtenu par un recensement général de la population et de l'habitation, un recensement administratif spécial ou une révision des listes électorales à partir des matrices existantes, à l'élaboration desquelles toute la classe politique et la société civile ont participé – et sur la base desquelles les

députés actuels, y compris ceux de l'opposition, ont été élus.

De ces trois méthodes, seule la révision des listes électorales permet d'enregistrer à temps un corps électoral fiable dans les délais. Cette révision est en cours, avec la participation de tous. La polémique que certains essaient de lancer est donc sans fondement.

Ces délais auraient pu être allongés par une période de transition, comme le proposait une partie de l'opposition...

Pour quelle raison transgresser les dispositions constitutionnelles ? La possibilité d'avoir un corps électoral crédible a été démontrée. Les institutions fonctionnent normalement.

Quelle doit être la priorité du prochain quinquennat ?

Poursuivre la lutte contre la pandémie et redresser l'économie par la diversification et la promotion du capital humain. Le PCT s'inscrit entièrement dans ce vaste projet. **JA**

PROPOS RECUEILLIS PAR OLIVIER CASLIN



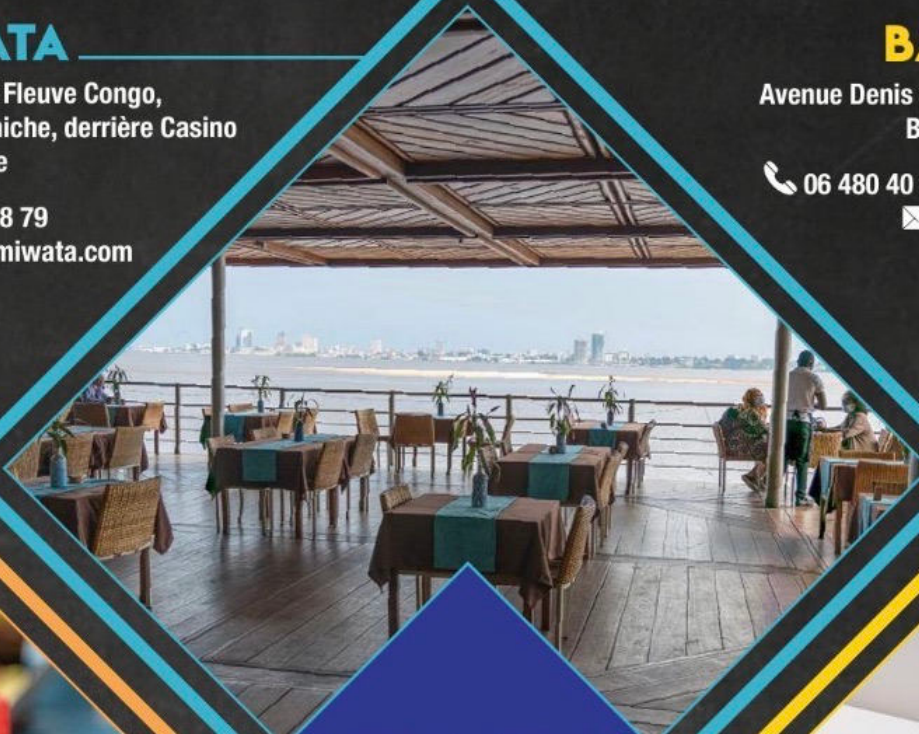
VINCENT FOURNIER/JA

MAMIWATA

Sur les berges du Fleuve Congo,
Avenue de la Corniche, derrière Casino
BP 264 Brazzaville

☎ +242 05 534 28 79

✉ restaurantmamiwata.com



Mami Wata
Restaurant



BRAZZA BURGER

Rue de la musique tambourinée,
derrière la grande Poste, à côté
de l'Ambassade de la Turquie
Centre ville, BP 264 Brazzaville

☎ +242 04 490 72 75 / 06 575 75 77

✉ brazzaburger.com



JARDIN DES SAVEURS

Avenue de l'Amitié en face
de l'Hôtel Olympic Palace
Centre ville, BP 264 Brazzaville

☎ +242 05 525 22 61 / 05 617 20 85

✉ jardindessaveursbrazza.com

Kolélas contre Kolélas

En 2015, l'aîné, Guy-Brice Parfait, quittait le gouvernement, quand le cadet, Euloge Landry, l'intégrait. Si les fils de l'ancien Premier ministre revendiquent tous deux les valeurs prônées par leur père, ils n'en sont pas moins devenus frères ennemis.

OLIVIER CASLIN

Chez les Kolélas, on a la politique dans le sang. Après avoir occupé de hautes fonctions dans la diplomatie congolaise dès les années 1960, Bernard, le père, a été une figure nationale majeure au début des années 1990, tantôt dans la majorité, tantôt dans l'opposition, au gré des aléas qui ont durement secoué le pays durant cette décennie. En parfaits héritiers, ses deux fils suivent un positionnement tout aussi oscillant, l'un dans le camp présidentiel, l'autre au sein de l'opposition, tous deux au nom du legs paternel. La belle image de ces trois Kolélas, père et fils, siégeant ensemble à l'Assemblée nationale, en 2007, sous la même bannière du Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI) s'est effacée en même temps que s'est éteint le patriarche, le 13 novembre 2009.

À 76 ans, il emportait avec lui les valeurs du parti qu'il avait créé, l'unité et la paix, aujourd'hui encore prônées par son successeur, Euloge Landry Kolélas, 56 ans. En octobre 2015, le fils cadet a en effet repris les rênes du MCDDI des mains de son aîné, Guy-Brice Parfait, 61 ans. Depuis lors, les deux frères ne s'adressent plus la parole. « Même lors des réunions de famille », confirme un proche.

Sur la scène politique, cette absence de communication crée des situations étonnantes. Comme lors de la présidentielle de 2016, lorsque le MCDDI appelle à soutenir Denis Sassou Nguesso plutôt que son propre candidat, Guy-Brice Parfait Kolélas. Celui-ci est d'ailleurs toujours député MCDDI (de Kinkala, dans le département du Pool), même si, depuis 2017, sur les

cendres de la Conférence des démocrates humanistes africains (Codeha, également fondée par son père), il a lancé sa propre formation : l'Union des démocrates humanistes (UDH)-Yuki, du nom de cette petite jarre en argile qu'il ne quitte pas des mains.

Leurs prises de position divergentes sur le référendum constitutionnel en 2015 semblent avoir irrémédiablement divisé les deux frères. Cette année-là, Guy-Brice Parfait était limogé du gouvernement (dont il était ministre de la Fonction publique depuis 2009), quand Euloge Landry y faisait son entrée (au Commerce extérieur).

Fief familial du Pool

Depuis ses bureaux de l'emblématique Tour Nabemba, Euloge Landry Kolélas, désormais Haut-commissaire à la réinsertion des ex-combattants, semble avoir pour principal objectif d'ancrer définitivement son parti dans la majorité présidentielle.

Son aîné nourrit de tout autres ambitions, depuis son QG de campagne du quartier Bacongo. Arrivé deuxième avec plus de 15 % des voix lors de la présidentielle de 2016, il apparaît plus que jamais comme le principal concurrent face à Denis Sassou Nguesso pour la présidentielle du 21 mars prochain depuis le retrait du chef de file de l'opposition, Pascal Tsaty Mabiala.

Guy-Brice Parfait Kolélas a annoncé officiellement sa candidature le 1^{er} février, en reprenant le slogan du « développement intégral » cher à son père. Il veut voir le pays « reprendre son destin en main », comme il pensait déjà le faire en 2014 en dénonçant les accords liant alors le MCDDI au Parti congolais pour le



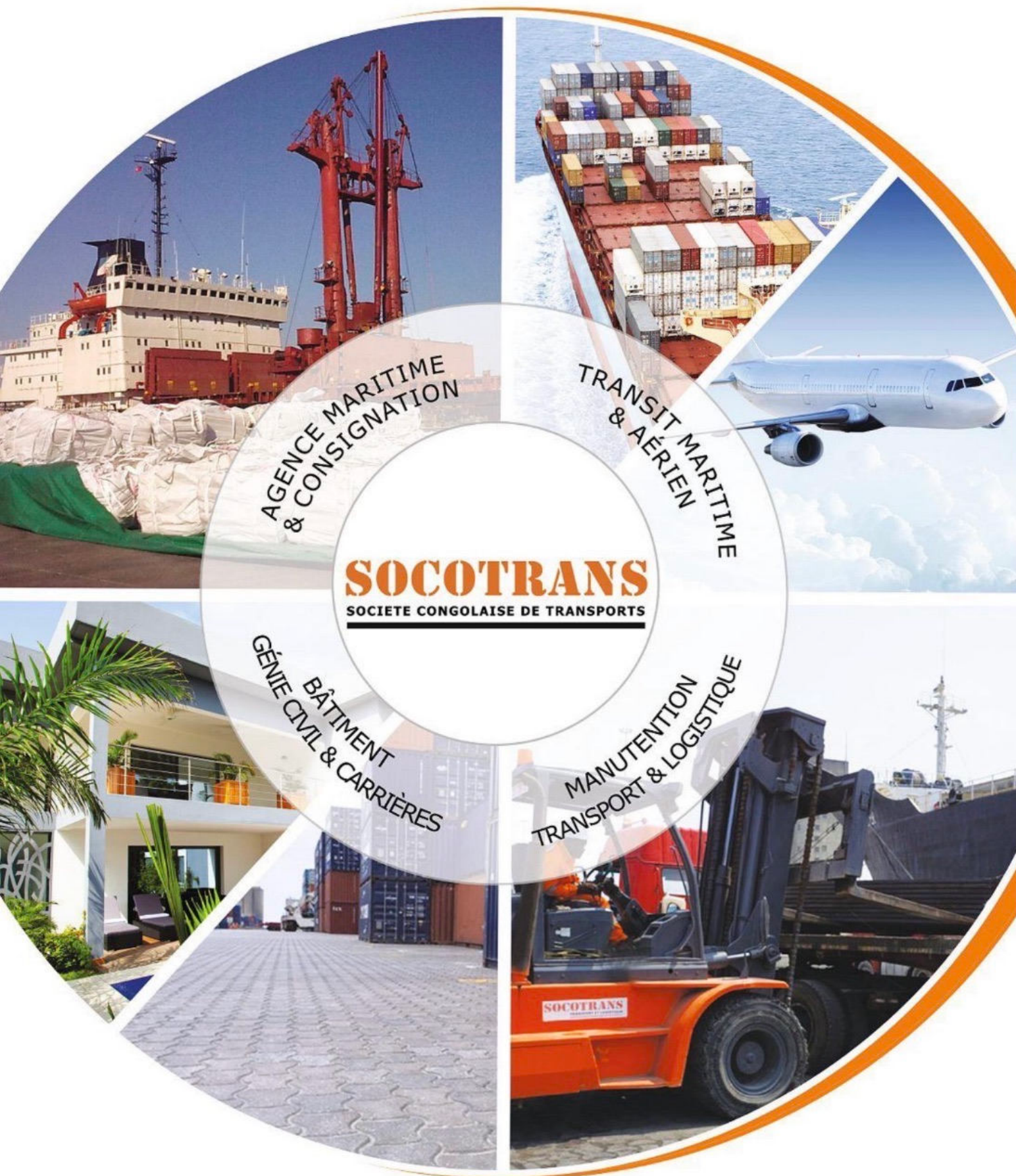
BAUDOUIN MOUANDA POUR JA



STEEVE RODRIG POUR JA

Euloge Landry Kolélas (en haut), haut-commissaire à la réinsertion des ex-combattants et président du MCDDI, et Guy-Brice Parfait, à la tête de l'UDH-Yuki et candidat à la présidentielle de mars 2021.

travail (PCT), qui, depuis, cherche à fragiliser sa position dans son fief familial du Pool. Il peut mobiliser ses troupes, demander à ses militants de s'inscrire massivement sur les listes électorales, mais il sait qu'il peindra à remporter les voix que son frère rêve, dans le même temps, d'apporter au camp présidentiel. **JA**



AGENCE MARITIME
& CONSIGNATION

TRANSIT MARITIME
& AÉRIEN

SOCOTRANS

SOCIÉTÉ CONGOLAISE DE TRANSPORTS

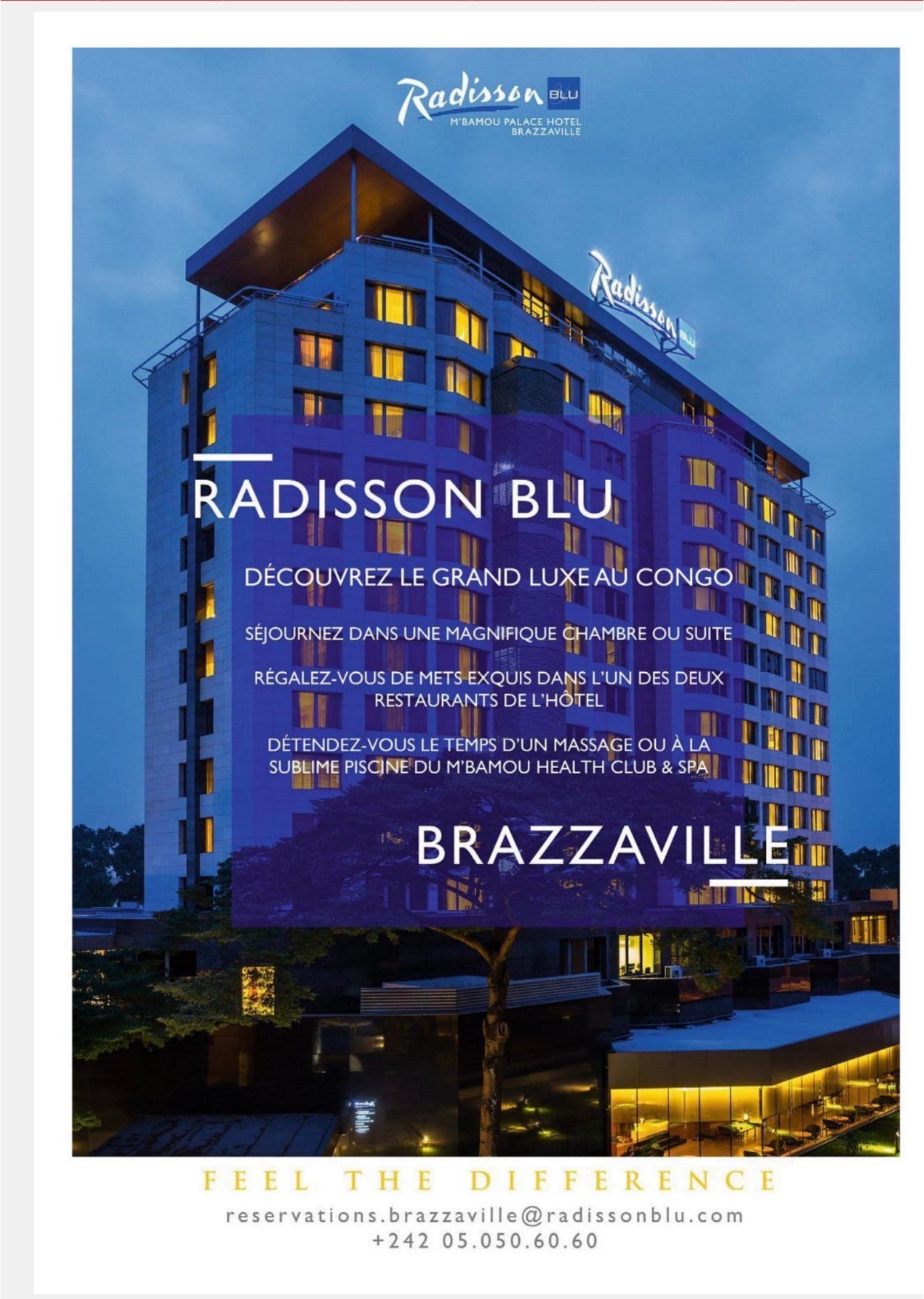
BÂTIMENT
GÉNIE CIVIL & CARRIÈRES

MANUTENTION
TRANSPORT & LOGISTIQUE

WWW.SOCOTRANSCONGO.COM

Follow us on **LinkedIn**

10, RUE MASSABI BP. 617 POINTE-NOIRE / REPUBLIQUE DU CONGO
+(242) 06 636 00 00 / info@socotranscongo.com

A tall, modern hotel building at night with many lit windows. The Radisson Blu logo is visible on the top right of the building. The text is overlaid on a dark blue semi-transparent rectangle.

Radisson **BLU**
M'BAMOU PALACE HOTEL
BRAZZAVILLE

RADISSON BLU

DÉCOUVREZ LE GRAND LUXE AU CONGO

SÉJOURNEZ DANS UNE MAGNIFIQUE CHAMBRE OU SUITE

RÉGALEZ-VOUS DE METS EXQUIS DANS L'UN DES DEUX
RESTAURANTS DE L'HÔTEL

DÉTENDEZ-VOUS LE TEMPS D'UN MASSAGE OU À LA
SUBLIME PISCINE DU M'BAMOU HEALTH CLUB & SPA

BRAZZAVILLE

FEEL THE DIFFERENCE

reservations.brazzaville@radissonblu.com

+242 05.050.60.60

QUESTIONS À...

Pascal Tsaty Mabiala

Chef de file de l'opposition, premier secrétaire de l'Upads

« L'enjeu ne sera pas l'alternance mais le taux de participation »

Premier secrétaire de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads) et chef de file de l'opposition congolaise depuis 2017 – statut officiel créé par la Constitution de 2015 –, Pascal Tsaty Mabiala, 71 ans, ne concourra pas à la prochaine présidentielle. Il avait déjà boycotté les scrutins de 2002 et de 2009, mais s'était présenté en 2016 (arrivant quatrième avec 4,5 % des suffrages). Le 30 janvier, le conseil national de l'Upads a annoncé sa « non-participation au scrutin du 21 mars ». Pascal Tsaty Mabiala explique pourquoi il n'est plus candidat et préfère déjà se projeter en... 2026.

Jeune Afrique : Pourquoi votre parti a-t-il pris la décision de ne présenter aucun candidat à la présidentielle ?

Parce que les conditions d'organisation du scrutin ne répondent pas aux standards internationaux. Le dernier recensement date d'il y a treize ans et n'a jamais été réitéré depuis, malgré les recommandations faites en 2017 à Ouesso. Le gouvernement a refusé toutes les propositions de l'opposition concernant la définition du corps électoral ou la composition paritaire de la commission de contrôle, et préfère organiser ce scrutin dans la précipitation.

Votre proposition de reporter le vote pour ouvrir une période de transition visait-elle à ralentir ce processus électoral ?

Cette période de transition, placée sous la charge du président, avec un gouvernement d'union nationale, aurait permis de faire face ensemble aux difficultés que traverse le Congo. Nous aurions alors pu travailler pour préparer une alternance apaisée. Denis Sassou Nguesso disposait de deux ans pour gagner une immunité de cœur auprès des Congolais. Mais il y a vu une tentative de déstabilisation.

Le pouvoir n'a pas non plus pris en compte la demande de révision des fichiers électoraux formulée par l'opposition lors de la concertation de Madingou (en novembre 2020)...

La révision a été menée à toute vitesse par une majorité arc-boutée sur la Constitution, face à une opposition qui, dans sa diversité, a refusé ce schéma. Elle a pourtant été confirmée telle quelle par le chef de l'État, qui a refusé d'en débattre. Il sera candidat et il sera élu. Que pouvons-nous faire de plus ? Le PCT n'est pas prêt à perdre le pouvoir. L'opposition, elle, peine à s'accorder sur un projet commun.

En l'occurrence, le « tous contre Sassou » ne constitue pas un projet de gouvernement. Il existe encore trop de divergences entre les

mouvances de l'opposition, et il est trop tard pour engager les discussions qui auraient permis de nous rassembler derrière quelqu'un. Je n'ai pas réussi à souder l'opposition, qui, après 2016, était trop éclatée entre les pro- et les anti-Mokoko. Néanmoins, avec Madingou, le climat s'est décrispé. C'était la première fois depuis 2017 que nous pouvions être ensemble face au pouvoir. L'opposition peut être unie derrière une même vision.

Que répondez-vous à ceux qui estiment que vous êtes trop modéré ?

Il y a déjà trop d'extrémisme au sein de l'opposition. Je suis sans doute trop modéré pour mes partisans les plus radicaux car je ne suis pas favorable à une insurrection. Ce n'est pas de cette manière que je veux voir arriver l'alternance dans notre pays.

Qu'attendez-vous du scrutin de mars ?

Les conditions ne sont pas réunies pour qu'une alternance apaisée puisse être menée dès cette année. L'enjeu n'est donc pas la réélection de DSN, mais bien le taux de participation, qui sera l'indicateur de sa légitimité. J'espère que ce nouveau mandat n'aura pas pour unique but de lui donner le temps de préparer sa succession au sein du PCT, mais qu'il aura aussi celui de sortir le pays de la crise et d'assurer son développement dans la paix. En 2026, le président devra être en mesure de présenter des résultats à la nation. **JA**

**PROPOS
RECUEILLIS PAR
OLIVIER CASLIN**



BAUDOUIN MOUNDA POUR JA

Grands Moulins du Kouilou

La farine une fierté Congolaise



250
emplois
permanents

800
emplois
indirects

250
tonnes
produits/jour

20 000
tonnes
réparties en

4
silos de

5 000
tonnes

Jusqu'à
8 400
tonnes
d'espace
de stockage en
produit fini

**GMK garantit
la disponibilité
d'une gamme de produits
de qualité pour tous
les congolais.**

Créée en 2013, Grands Moulins du Kouilou (GMK) est une société de droit congolais installée à Pointe-Noire. Filiale du groupe Supermarket Congo, GMK aspire à contribuer à mieux nourrir les populations congolaises et à réduire significativement le déficit observé dans le secteur de la fourniture de produits agro-industriels en République du Congo. Fleuron de l'industrie agro-alimentaire au Congo, GMK est une jeune entreprise ambitieuse. Elle utilise les meilleures matières premières pour offrir à ses clients des produits de qualité. Les Grands Moulins du Kouilou mettent sur le marché congolais une gamme variée de farine réalisée dans le plus grand respect des normes internationales de sécurité et de qualité. Elle propose des farines aussi diverses que la « super-noire », la Dima, la Mvuli, la complète, la biscuitière et la « spéciale ».



Avenue Raymond Paillet & Boulevard du 14 août 1963
B.P. 2484 - Pointe-Noire – Congo
Tél. : + 242 06 666 11 03

www.supermarket.net



DES PÂTES,
OUI MAIS
DES PÂTES
CONGOLAISES.

GMK a lancé sa ligne de production de pâtes alimentaires.

La ligne de fabrication est composée de matériel FAVA Pasta Equipment, spécialisé depuis 1937 dans la production de « pasta » italiennes.

Afin de satisfaire un maximum de consommateurs, l'unité produit deux types de pâtes dont les principales sont DIMA et MVULI, préparées à base de semoule de blé et de blé tendre issue de la Minoterie GMK.

L'usine dispose :

- d'un système d'alimentation de matières premières à la ligne automatique par trémie de chargement complet.

- d'une installation de récupération de déchets comprenant un moulin à lames dentées alimenté d'une trémie via un tamis rotatif pour la sortie de sacs.
- d'une ligne automatique de fabrication pâtes longues - 2000 kg/heure
- d'installations auxiliaires thermo-hydrauliques et électriques
- d'un silo de stockage de produit fini Modèle 3P/7,5m

L'unité produit actuellement 28 tonnes de pâtes par jour pour atteindre à terme 62 tonnes.

150
emplois
directs

450
emplois
indirects



CICOG, Nouvelle Savonnerie

Le complexe industriel de corps gras

Grâce à des équipements ultra-modernes munis de systèmes automatisés, cette nouvelle ligne de production va permettre d'alimenter l'ensemble du marché congolais.

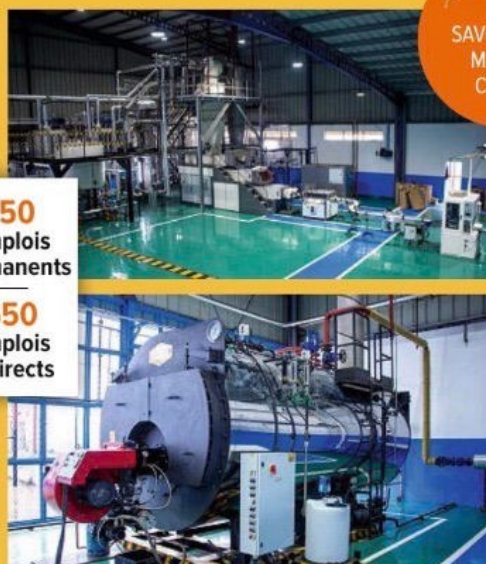
Celle-ci va produire les savons de ménage en morceaux engravés de marque DIMA (en 100, 190, 250 et 400 grammes).

Elle est dotée d'installations performantes, telles que :

- d'une unité de Saponification continue (SAP-CO) d'une capacité de 6 000 kg/heure de savon ;
- d'une unité de séchage et finissage savon d'une capacité de 5 000 kg/heure de savon engravés ;
- d'une section de stockage de matières première (TANK – FARM) de 5 000 tonnes.

150
emplois
permanents

550
emplois
indirects



LA
SAVONNERIE
MADE IN
CONGO

130
emplois
permanents
et
occasionnels



Avenue de bordeaux
Immeuble (ex Cinéma Vox)
Zone Portuaire de Pointe-Noire
BP 516 - Congo
Tél : (+242) 06 673 85 98
Email : stipointenoire@gmail.com
Sti-cg.com

SUPER TRANSIT INTERNATIONAL Sarl (S.T.I.)

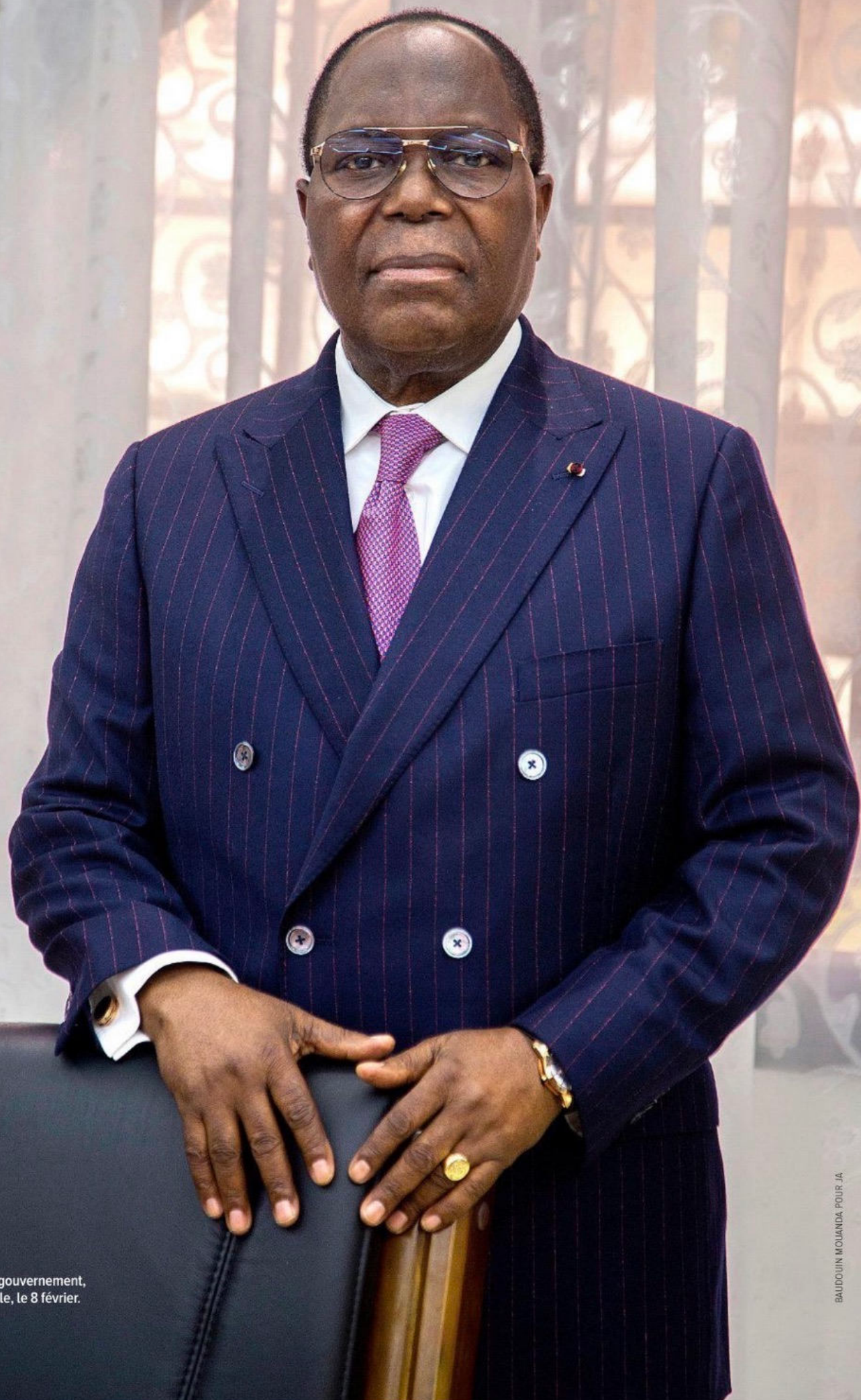


Transit • Acconage • Manutention • Consignation • Agent Maritime
Manutentionnaire • Acconier • Releveur

Créée en 2002, S.T.I sarl est spécialisée dans le commerce maritime dans le Port de Pointe-Noire. Agent Maritime, elle fournit une gamme complète de services (service en ligne, services pétroliers et services d'approvisionnement). Elle gère pour vous, le temps d'accostage des navires, la planification et coordination de toutes les opérations de manutention au Congo, du stockage à la livraison de pièce de rechange.

Elle dispose de moyens techniques performants tels qu'un parc automobiles composé de plus 25 véhicules et engins. Elle possède également plusieurs groupes électrogènes et un bon nombre d'outillage et de petit matériel.

La S.T.I. met à disposition des terre-pleins de stockage situés en zone portuaire et à proximité. Elle possède 7 entrepôts de stockage situés en zone portuaire et en zone industrielle de Vindoulou et urbaine de PNRE.



Le chef du gouvernement,
à Brazzaville, le 8 février.

ÉCONOMIE

Clément Mouamba

Premier ministre

« La question de la dette reste centrale »

PROPOS RECUEILLIS À BRAZZAVILLE PAR OLIVIER CASLIN

Après plus de vingt ans passés dans l'opposition au régime du président Sassou Nguesso, Clément Mouamba, 76 ans, a été nommé à la tête du gouvernement en avril 2016 alors que le Congo traversait la pire crise financière et économique de son histoire. Après deux ans de discipline budgétaire, de négociations et de renégociations avec le FMI, les bailleurs de fonds internationaux (dont la Chine) et les traders pétroliers, l'économie commençait à repartir sur de bons rails.

Une reprise qui s'est vite évaporée sous les assauts inattendus du Covid-19. Depuis, le pays a replongé dans une sévère récession, dont seules les institutions financières

internationales pourraient l'aider à se sortir dès cette année. À charge pour l'ancien banquier et grand argentier de Pascal Lissouba de restaurer des relations devenues complexes entre son pays et le FMI.

Jeune Afrique : Lors de ses vœux à la nation, le président a parlé d'une dynamique économique retrouvée à la fin de 2019 et torpillée par l'arrivée de la pandémie. Partagez-vous ce constat ?

Clément Mouamba : À la fin de 2019, nous projections en effet une légère croissance et espérions que 2020 allait conforter cette reprise amorcée après plusieurs années difficiles. Mais les mesures que nous avons dû prendre dès mars en riposte à la pandémie ont lourdement pesé sur les différents secteurs économiques, dont certains, déjà en grande difficulté, sont quasiment à l'arrêt. Alors

que les projections laissaient espérer un taux de croissance positif en 2020 [d'environ 1,5 %], il est aujourd'hui estimé à environ - 8 %. L'irruption du Covid-19 a donc bien eu des effets négatifs sur notre économie, entrée dans une nouvelle phase de récession, alors qu'elle était revenue sur une bonne trajectoire. En 2021, nous espérons cependant un taux de croissance supérieur à 1,3 %.

Qu'est-ce qui avait permis de redresser la barre en 2019 ?

Des mesures avaient été prises dans le cadre du programme lancé en juillet 2019 avec l'appui du FMI. Nous avons pu bénéficier alors des premiers décaissements accordés par le Fonds, soit 10 % des 448 millions de dollars [près de 399 millions d'euros] contenus dans l'accord. Entre les contributions des différents bailleurs [FMI, AFD, BAD], nous avons réussi

à mobiliser un peu plus de 178 milliards de F CFA [plus de 271 millions d'euros], qui nous ont permis de soutenir plusieurs secteurs, notamment sociaux, même si nous devions dans le même temps faire face à certaines de nos dettes. Ces ressources ont été bien utilisées dans le cadre d'affectations connues et prédéfinies avec le FMI. C'est ce qui nous a permis de connaître une légère embellie en 2019.

Le Congo semble plombé par son niveau d'endettement. Comment y remédier tout en assurant le développement économique du pays ?

La question de la dette reste centrale dans le rétablissement des équilibres macroéconomiques. Le programme passé avec le FMI devait nous permettre de ramener notre endettement de 110 % à 70 % du PIB, niveau estimé soutenable par la Cemac.

Nous avons obtenu un reprofilage de notre dette avec la Chine, notre principal créancier, mais nous nous sommes rendu compte que nous ne pourrions pas atteindre cet objectif sans un coup de pouce des négociants en pétrole [traders rémunérés en volumes d'or noir], qui ne sont pas prêts à nous accorder les 30 % de décote que nous demandions. Sans cette décote notre dette n'est pas performante, et le FMI hésite à nous soutenir dans ces conditions.

Le FMI a accordé une aide d'urgence contre la pandémie à nombre de pays africains, mais pas au Congo. Comprenez-vous cette décision ?

Nous le constatons avec regret, puisque le FMI ne nous a donné aucune explication. Ce dispositif était pourtant inconditionnel, mais le Fonds a préféré lier cette aide à la facilité élargie de crédit accordée en 2019. Nous avons bien entendu demandé aux responsables du FMI les raisons de ce traitement à la limite de la discrimination.

Où en êtes-vous des négociations avec les traders ?

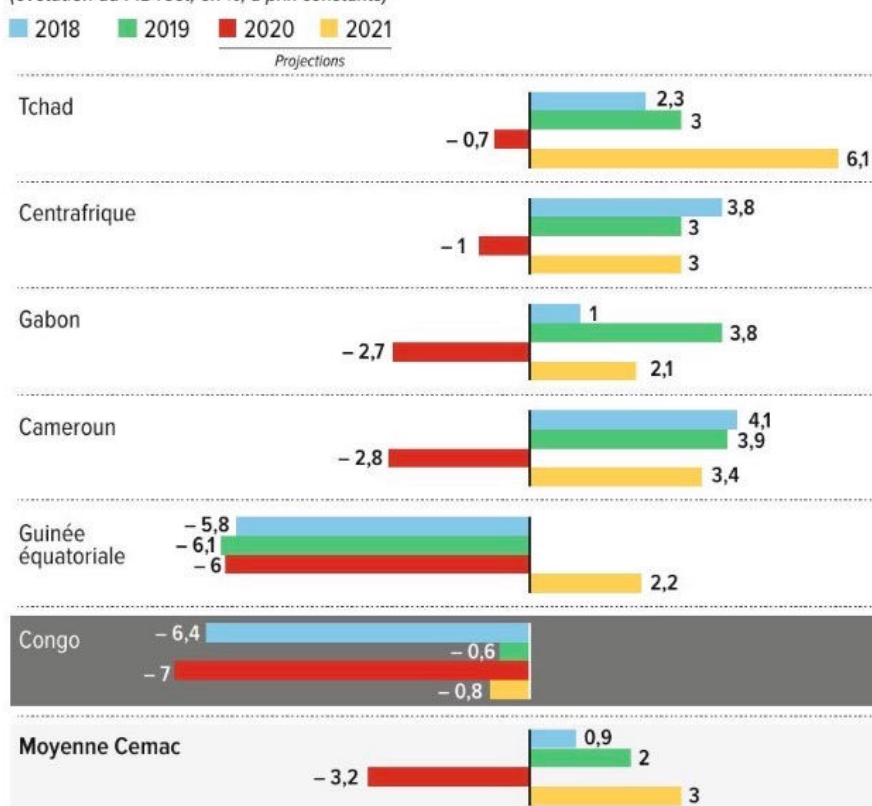
REPÈRES

Une très timide reprise...

	2018	2019	2020	2021
			← Projections →	
Croissance (PIB réel, à prix constants)	-6,4	-0,6	-7,0	-0,8
Inflation (moyenne annuelle)	1,2	2,2	2,5	2,6
			(en % du PIB)	
Solde budgétaire global (dons compris)	5,8	5,8	-2,1	1,8
Solde extérieur courant (dons compris)	1,5	3,5	-5,7	-1,9
Dettes publiques totales (dont dette extérieure publique)	78,6 29,3	83,7 33,5	104,5 47,3	98,4 43,5

... comparé aux voisins de la Cemac

(évolution du PIB réel, en %, à prix constants)



Des accords ont été signés avec tous les traders, à savoir Orion, Glencore et Trafigura, mais sans atteindre pour autant, à l'exception d'Orion, les 30 % de décote demandés par le FMI. Le Fonds a suivi de très près le déroulement de ces négociations difficiles. Nous gardons donc l'espoir qu'il assouplira sa position.

Comment redonner un peu de marge de manœuvre financière à l'État ?

L'État fonctionne, il assure ses principales fonctions régaliennes, et les salaires des fonctionnaires sont payés. Cependant, la situation reste difficile, tout simplement parce que l'État ne dispose pas des ressources suffisantes,

la crise persistant aux niveaux économique et sanitaire. Aussi nous attendons-nous à relancer l'économie par l'investissement productif.

Le principal défi n'est-il pas de redonner confiance aux bailleurs de fonds comme aux investisseurs ?

Bien sûr qu'il nous faut restaurer la confiance et la consolider. C'est ce que nous faisons en gérant nos ressources avec plus de transparence, en veillant à la qualité de la dépense. Des réformes ont été réalisées ces dernières années en matière de lutte contre la corruption, de gestion des finances publiques, de réorganisation de l'administration... Les structures existent, les personnes-ressources ont été nommées et sont à pied d'œuvre.

Dans le Plan national de développement (PND) défini pour 2018-2022, nous estimons que la notion de bonne

gouvernance doit accompagner l'ensemble des actes publics. Avoir de l'argent c'est bien, le dépenser à bon escient, c'est mieux. C'est ce que mon gouvernement essaie de faire actuellement, sous l'impulsion du président.

Le cercle sera-t-il toujours aussi vertueux si le prix du baril grimpe à nouveau ?

Le PND a fait de la diversification dans les secteurs agricole, forestier



**LA NOTION DE
BONNE GOUVERNANCE
DOIT ACCOMPAGNER
L'ENSEMBLE DES
ACTES PUBLICS.**

et touristique l'un de ses principaux piliers. Et l'augmentation substantielle du prix du baril ne devrait pas nous détourner du devoir d'appliquer de bonnes pratiques dans la gestion de nos finances. Nous restaurons un climat des affaires satisfaisant, à même d'attirer les investisseurs privés intéressés par les mines, la foresterie, le tourisme et le numérique. L'industrialisation par la transformation des biens issus du sol et du sous-sol congolais devient l'un des marqueurs de notre politique économique. La restauration des équilibres macroéconomiques s'impose à nous afin de mieux asseoir une relance à la fois inclusive, solide et pérenne. Dans un tel contexte, la satisfaction légitime des besoins des populations deviendra plus sûre et continue. Tout est mis en œuvre pour que le Congo surmonte cette crise économique et sanitaire. **UA**

DÉCRYPTAGE

Brazza veut regagner la confiance du FMI

Le Congo pensait bien avoir réussi le plus difficile avec l'approbation par le conseil d'administration du FMI, le 11 juillet 2019, d'un accord en sa faveur d'un montant de 448,6 millions de dollars au titre d'une facilité élargie de crédit (FEC). Nul doute qu'avec ce quatrième plan de sauvetage accordé par le Fonds, auquel venaient s'ajouter les centaines de millions de dollars apportés par la Banque mondiale, la BAD et l'AFD, le Congo allait enfin avoir les moyens de tourner la page de la crise financière et économique qui tourmente le pays depuis 2014 et la chute du prix du baril de brut. Mais si, comme prévu à Washington, la première tranche d'un montant

de 44,9 millions de dollars a été immédiatement décaissée, aucune autre n'a suivi depuis. Et, faute de liquidités, l'économie congolaise prend aujourd'hui l'eau. L'irruption du Covid-19 en mars 2020 a exercé une pression supplémentaire sur les maigres finances publiques du pays, que le FMI n'a pas contribué à atténuer en refusant d'allouer au Congo la facilité de crédit rapide (FCR) destinée à faire face aux conséquences financières liées à la pandémie qui avait pourtant été accordée à la plupart des pays africains. « Le Fonds n'a pas voulu prendre le risque de voir cette aide utilisée par le gouvernement pour payer les traders », explique un banquier de la place. Les

pratiques pétrolières peu orthodoxes et les dettes cachées en 2015 (ou plutôt leurs montants, sous-évalués) – qui ont contribué à porter le taux d'endettement du pays à un niveau « insupportable » – ont rendu les experts du FMI méfiants. Et, bien que ceux-ci reconnaissent les efforts réalisés par le gouvernement en matière de gestion des finances publiques, ils relient tout prochain décaissement à une réduction de la dette publique, estimée pour 2020 à 94 % du PIB.

Bientôt la solution ?

Pour espérer atteindre l'objectif fixé à 70 % du PIB dans les deux ans, le Congo n'a pas d'autre choix que de réguler sa situation avec les

négociants pétroliers. Un accord a été trouvé avec Orion en avril 2020, mais Trafigura et Glencore détiennent encore ensemble plus de 1 000 milliards de F CFA (1,5 milliard d'euros) de créances, soit un sixième de la dette globale du pays. Une solution semble être en passe d'être trouvée avec le premier, mais elle serait liée à un accord avec le second qui n'est pas à l'ordre du jour. « Encore faudra-t-il que les éventuels accords soient compatibles avec le programme de réformes soutenu par le Fonds », rappelle notre banquier, qui n'envisage pas de retour de l'aide internationale avant le mois d'avril.

OLIVIER CASLIN



PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT
DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE

PDAC : VERS UNE AGRICULTURE CRÉATRICE DE RICHESSES



Le ministre d'État, chargé de l'agriculture, Henri Djombo, au forum Grow Congo, Amsterdam, le 25 février 2020.

Avec leur or noir aux cours internationaux de plus en plus volatiles, les pays pétroliers tels que la République du Congo se battent désormais pour la diversification de leur économie. C'est d'ailleurs le leitmotiv du plan national de développement 2018-2022, dans lequel l'agriculture est considérée comme étant l'un des moteurs de la transformation de l'économie du Congo.

En négociant un nouveau concours financier auprès de la Banque mondiale dans le secteur agricole, la République du Congo s'était inscrite dans cette nouvelle dynamique et ne s'était certainement pas tremper. En effet, depuis sa mise en vigueur, le 30 avril 2018, le Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC) fait la fierté des acteurs agropastoraux et halieutiques, principaux bénéficiaires du projet. Longtemps considéré comme un pays à vocation agricole grâce à ses nombreuses potentialités, le Congo commence aujourd'hui à devenir un véritable pays agricole, de Bétou, à Madingo-Kayes, Dr Ntokou à Mayoko. L'agriculture passe d'une simple activité existen-

Culture de manioc,
Coopérative Tosangana,
(Ngo, Plateaux).





Pépinière de Cacao du Groupement des Populations Autochtones de Tala Tala, Ngala, Sagnha.



Élevage des bœufs par le Groupement ALN d'Ewo, Cuvette-Ouest.

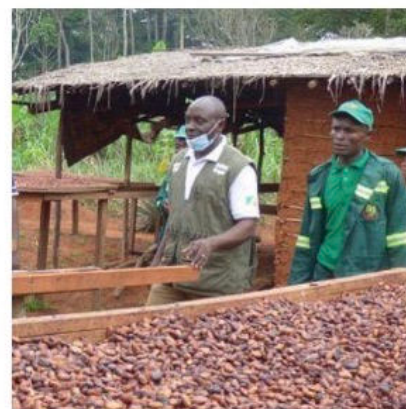
tielle et de subsistance, à une activité autour de laquelle jeunes et vieux, hommes et femmes, bantous et autochtones, citadins et campagnards, salariés et non-salariés se retrouvent, car désormais porteuse d'espoir, de richesse et de sécurité.

À travers le PDAC, le Ministre d'État, Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Henri Djombo, met en place, peu à peu, les conditions d'une éclosion du secteur agricole. Les verrous commencent à tomber : financements, foncier, semences, mécanisation, routes de desserte rurale et autres infrastructures, climat des affaires sectoriel, conseil agricole...

Pendant que les conditions d'exercice des activités agricoles s'améliorent, l'expérience du fonds à coûts partagés du PDAC se poursuit avec succès. Avec 893 groupes de producteurs et entreprises bénéficiaires, le fonds à coûts partagés a atteint aujourd'hui directement près de 12 000 acteurs agropastoraux et halieutiques, pour un financement d'environ 12 milliards de F CFA, injectés dans l'activité agricole. Plus de 1000 kilomètres de pistes de desserte rurale sont en cours de réhabilitation ou d'entretien, faci-

PLUS DE 1 000 KILOMÈTRES DE PISTES DE DESSERTE RURALE SONT EN COURS DE RÉHABILITATION OU D'ENTRETIEN,

litant ainsi le désenclavement des bassins de production et l'évacuation des produits agricoles vers les centres de consommation. Les nouvelles souches de pomme de terre importées du Rwanda par le Centre National des Semences Améliorées (CNSA) vont certainement permettre une reprise de la production de la pomme de terre. Les plateformes de dialogue public privé sectoriel récemment mises en place par le PDAC seront des endroits indiqués d'échange sur les questions agricoles. Ces résultats, globalement satisfaisants, ont été passés en revue par la Banque mondiale et le Gouvernement, lors de la revue à mi-parcours du PDAC, du 21 septembre au 7 octobre 2020. Pour sa deuxième phase, le PDAC devrait consolider les acquis en ciblant ses financements et en renforçant l'entretien des pistes agricoles et continuer à appuyer le Gouvernement dans la mise en œuvre des réformes du secteur agricole. ■

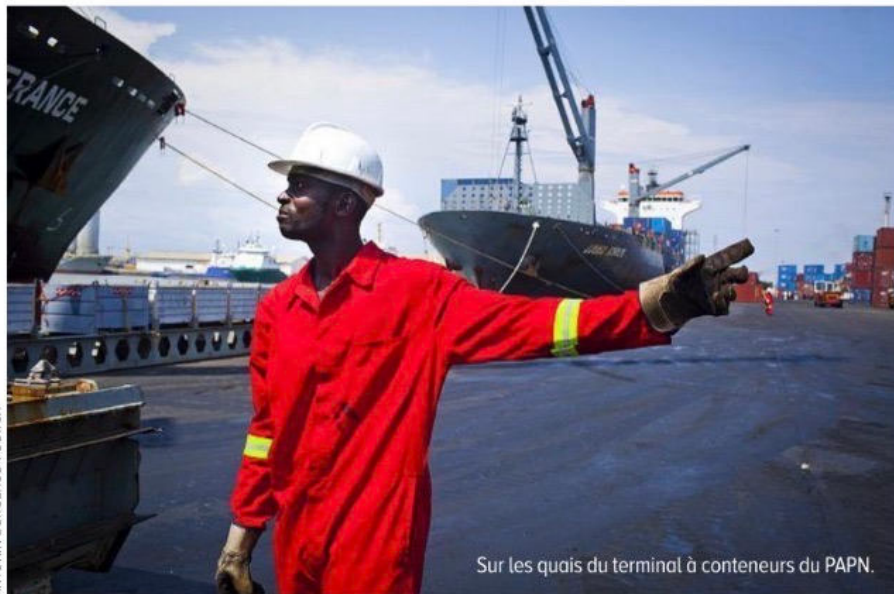


Séchage des fèves de cacao par la coopérative agricole le travail est un trésor (Pokola, Sangha).



Piste agricole Konosso Endolo, Ongoni, Plateaux.

JAMG - PHOTOS DR



Sur les quais du terminal à conteneurs du PAPN.

Pointe-Noire touchée... mais pas coulée

Entre la chute des cours du brut et le Covid-19, la capitale économique a perdu des points de croissance et des emplois. Mais les activités portuaires lui permettent de garder le cap.

OLIVIER CASLIN

Quand Pointe-Noire tousse, c'est toute l'économie du pays qui s'enrhume. Déjà sérieusement encrassé depuis 2014 et la crise provoquée par la chute des cours du pétrole, le poumon économique du Congo a été grippé par la pandémie en 2020. Et le ralentissement est plus visible encore au bord de l'Atlantique qu'ailleurs dans le pays. Si quelques chantiers continuent d'avancer à Brazzaville, le secteur du BTP est au point mort à Pointe-Noire. Le seul projet en cours est celui du nouveau siège du Port autonome (PAPN), en forme de navire de verre, qui doit être livré dans les semaines à venir. Un édifice de prestige loin de faire l'unanimité en ces temps difficiles, y compris auprès du million de Ponténégrins.

« Dans la foulée du départ des expatriés des compagnies pétrolières, la ville a perdu 50 000 emplois ces cinq dernières années », constate Sylvestre Didier Mavouenzela, le président de la Chambre de commerce et d'industrie locale. Au personnel de maison se sont ajoutés les sous-traitants d'un secteur pétrolier sans projet d'envergure en perspective depuis l'entrée en production de Moho-Nord, en mars 2017. Une chute de l'activité davantage creusée par un mois et demi de confinement au début de 2020, « à un moment où l'économie de la ville commençait tout juste à retrouver une stabilité », regrette le représentant consulaire d'un secteur privé local aujourd'hui en souffrance.

Seul le port n'a semble-t-il pas ralenti la cadence. Les effets de la pandémie sur le commerce mondial ont même eu des répercussions

favorables sur l'activité du PAPN, qui a récupéré une partie du trafic sud-africain, dérouter en raison du Covid-19, et la plupart des volumes du fret aérien destiné au marché domestique. Les terminaux portuaires ont réceptionné 930 000 conteneurs équivalents vingt pieds (EVP) en 2020, un résultat légèrement supérieur à celui de 2019 (920 000), mais qui, dans le détail, souligne la méforme de l'économie locale. « Hors transbordement, les volumes à l'import ont culminé à 100 000 EVP en 2014, contre 65 000 en 2019 », précise Laurent Palayer, directeur général de Congo Terminal, l'opérateur concessionnaire du terminal à conteneurs, détenu par Bolloré Transport & Logistics (BTL), le danois AP Moller et la Société congolaise de transport (Socotrans). Comme pour mieux souligner l'absence de grands projets industriels dans un pays qui ne peut pas compter non plus sur l'investissement public pour se relancer.

Passage obligé

Le secteur privé comptait pourtant sur le coup de pouce promis par l'État, mais en vain jusqu'à présent. « Au lieu de cela, la pression fiscale est toujours plus pesante, plus sournoise », regrette un membre de l'Union patronale et interprofessionnelle du Congo. Et Pointe-Noire de se sentir livrée à elle-même, si loin d'une capitale à laquelle elle reste mal reliée, entre une route flambant neuve au péage prohibitif (la RN1) et une voie de chemin de fer qui date du début du XX^e siècle (le CFCO).

Mais la cité océane peut se fier à son sens de l'entrepreneuriat pour se réinventer, comme elle le fait au sein de l'incubateur Total Startup Center, ouvert à la fin de 2019. Elle peut aussi s'appuyer sur son port, qui, en venant d'attirer l'armateur italo-suisse MSC sur ses quais, devient plus que jamais un point de passage obligé entre Tanger et Le Cap. En même temps qu'un point d'ancrage commercial sans équivalent dans la région, capable d'apporter un peu d'air au poumon de l'économie congolaise et, donc, à l'ensemble du pays. **LA**



Les 3 turbines de la CEC.

L'énergie au cœur de la marche vers le développement

Créée en 2010 et établie à Pointe-Noire précisément à Côte Mateve, la Centrale Électrique du Congo (CEC) est le premier producteur d'électricité en République du Congo. Société anonyme de droit OHADA avec Conseil d'Administration, son actionariat est majoritairement détenu par l'État congolais (80 %) et Eni Congo (20 %).

La CEC S.A. est dotée d'une puissance installée de 484 MW, répartie en trois turbines à gaz (GT1, GT2, GT3) à cycle ouvert de capacité unitaire respective de 157 MW, GT1 et GT2, et 170 MW, GT3. Elle fournit 95 % de sa production totale à Énergie Électrique du Congo S.A., gestionnaire à titre transitoire du service public de l'électricité, ce qui représente près de 70 % du parc de production congolais d'électricité.

Soucieux du respect de l'environnement, la CEC S.A. privilégie un fonctionnement de ses turbines en mode Premix en lieu et place du mode Diffusion. Ce mode de fonctionnement permet de réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre NOx de 350 mg/Nm³ à moins de 50 mg/Nm³. L'entreprise est depuis 2017 certifiée ISO 14001.

À la faveur du cadre réglementaire qui libéralise le secteur de l'électricité, la CEC S.A. envisage de développer des activités de négoce d'énergie à court et moyen terme, en exportant son excédent électrique dans la sous-région Afrique Centrale.

Le positionnement stratégique de la CEC S.A. à proximité des centres de production, de traitement et de transformation des industries pétrolières, minières et manufacturières est un atout pour celles-ci, dis-

posant ainsi d'un accès à une source d'approvisionnement fiable et compétitive en énergie électrique.

L'augmentation progressive de la puissance installée de la CEC S.A. (de 484 MW à 1 GW) et le développement de la zone économique spéciale de Pointe-Noire permettra à l'entreprise de commercialiser directement son électricité aux industriels qui s'y installeront.

Dix ans après sa mise en service, la CEC S.A est devenu un fleuron de l'industrie congolaise qui s'intègre pleinement dans le projet de société « la Marche vers le Développement » de Son Excellence Monsieur Denis SASSOU NGUESSO, Président de la République du Congo, qui avait personnellement procédé au lancement officiel de la troisième turbine le 18 février 2020.



Son Excellence Monsieur Denis Sassou Nguesso, Président de la République du Congo, Chef de l'État, et son épouse, qui avait personnellement procédé à l'inauguration de la CEC en 2010, et au lancement officiel de la troisième turbine le 18 février 2020.

Froid solaire

Il a suffi de quelques centaines de panneaux photovoltaïques pour transformer la vie d'un village de pêcheurs... Et pour ouvrir de nouvelles perspectives à la filière aquacole.

MURIEL DEVEY MALU-MALU

Situé dans le département de la Cuvette, près de la poissonneuse rivière Likouala-Mossaka, Okombé compte environ 120 habitants. Ou plutôt comptait, car depuis l'installation, en 2020, du Centre communautaire de pêche (CCP), un complexe frigorifique alimenté par des panneaux photovoltaïques, le village est en pleine mutation.

La nouvelle infrastructure fait partie du Projet de développement de la pêche et de l'aquaculture continentale (PD-PAC), financé par le Fonds international de développement agricole (Fida).

Pourquoi avoir choisi Okombé ? « Le village est au cœur d'une vaste zone de pêche continentale. Relié à Makoua par une voie carrossable, il accueille, deux fois par semaine, un marché où les pêcheurs des alentours vendent leur poisson, frais ou fumé, aux commerçants de Makoua et d'Owando », explique Eugène Bagamboula, coordinateur du PD-PAC.

La société congolaise Africa Solaire, qui, au Congo et en RD Congo, développe de nombreuses infrastructures alimentées grâce à l'énergie solaire, a remporté l'appel d'offres pour la conception et la maîtrise d'œuvre du complexe, soit un budget total de 587 millions de F CFA (près de 900 000 euros).

Coiffé d'une toiture supportant 253 panneaux photovoltaïques d'une capacité de 280 W chacun, le CCP s'étend sur 800 m². « Nous y avons aménagé deux modules. L'un compte deux chambres froides de 50 m³ chacune (l'une de froid positif pour le

poisson, l'autre de froid négatif pour la glace) et une unité de production de glace pilée d'une capacité de 5 tonnes/jour, auxquelles s'ajoute une zone d'éviscération du poisson, dans laquelle peuvent travailler douze personnes. L'autre module comprend un bureau, une salle de réunion, un local technique et un vestiaire », explique Sandy Mbaya, directeur général d'Africa Solaire. Un troisième espace, dont les travaux viennent de s'achever, abrite un séchoir, un broyeur destiné à la fabrication d'aliments pour animaux et une unité de traitement des déchets.

Poissons d'eau douce

À terme, l'ensemble du village sera électrifié. L'entreprise a également réalisé un forage d'eau, laquelle est traitée puis dessert l'unité d'éviscération, ainsi que les habitants d'Okombé et des villages environnants grâce à un réseau de fontaines.

Le projet vise à développer la filière de production et de commercialisation des poissons d'eau douce. « Nous voulons capter la production halieutique de la zone de pêche de Ntokou et d'Okombé, qui regorge d'espèces très appréciées des Congolais, et l'acheminer, sous forme de produits frais notamment, vers les grands centres urbains du pays, dont Brazzaville et Pointe-Noire », résume Eugène Bagamboula.



Sandy Mbaya,
directeur général
d'Africa Solaire.

BAUDOUIN MOUANDA POUR JA

Transporté jusqu'à Makoua (à 70 km à l'est du village), le poisson sera écoulé vers Ouesso et vers les villes qui s'égrenent le long de la nationale 2 jusqu'à la capitale. Une partie ira à Ewo (Ouest) et au Gabon. Un circuit routier plus rapide et moins coûteux que la voie fluviale reliant Ntokou à Makoua (six heures de navigation), qui obligeait les pêcheurs à envoyer leur production à Mossaka (sur la rive du Congo) et à Brazzaville.

Financé par un prêt du Fida à l'État congolais, le CCP appartient aux communautés qui en sont bénéficiaires. Pour assurer son bon fonctionnement, un comité de gestion, dont le statut juridique reste à définir, doit être constitué. Il réunira les parties prenantes de la filière – représentants d'associations (de pêcheurs, de transporteurs, de transformateurs, de commerçants, etc.), du conseil départemental de la Cuvette et des services déconcentrés de l'État – et pourra confier la gestion du CCP à une entreprise privée.

Déjà, Okombé se transforme à vue d'œil. Des commerçants s'y sont établis. Le PD-PAC négocie avec les compagnies de téléphonie mobile et les fournisseurs d'accès à internet les moyens de renforcer le réseau. Enfin, comme d'importants volumes de francs CFA circulent dans la zone, les établissements de transfert d'argent sont invités à venir s'implanter dans le village. **JA**



LE CONGO, ACTEUR DE LA MODERNISATION DES DOUANES AFRICAINES



Mise en œuvre de la ZLECAf et accession de la République du Congo à la Vice-présidence de l'Organisation Mondiale des Douanes dans un contexte de crise sanitaire

Après la ratification en 2019 de l'Accord portant Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAf), la République du Congo a accédé en septembre 2020 à la Vice-présidence du Conseil de l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD).

La République du Congo devra piloter la conduite des réformes douanières en Afrique occidentale et centrale dans un environnement marqué par la crise sanitaire à coronavirus (Covid-19) et l'opérationnalisation de la ZLECAf, nécessitant d'une part, la mise en œuvre des réformes visant la dématérialisation et la facilitation des échanges, et d'autre part, la mise en œuvre de meilleures pratiques en matière de transit.

UN VENT DE RÉFORMES IMPULSÉES PAR LE PRÉSIDENT CONGOLAIS

Lors du message sur l'état de la Nation au Parlement réuni en Congrès, le 23 décembre 2020, le président de la République, Denis SASSOU N'GUESSO, a dressé l'état des lieux du pays au cours de l'année écoulée et a décliné les axes de l'action pour 2021.

Dans un contexte difficile, marqué par la pandémie du Covid-19, le Chef de l'État congolais a rappelé les efforts entrepris pour lutter contre ce fléau, assurer la relance de l'économie et poursuivre le processus de réformes. Cette stratégie s'inscrit pleinement dans le projet de création de la ZLECAf qui vise, entre autres, à accroître le volume des échanges des biens et des services commerciaux régionaux et à renforcer la production et la compétitivité en matière de commerce.

UNE VISION PARTAGÉE PAR LA COMMUNAUTÉ DOUANIÈRE INTERNATIONALE

L'ambition légitime de réformer en profondeur les administrations fiscale et douanière en vue d'une meilleure mobilisation de ressources intérieures, vise à réduire la dépendance de l'économie congolaise aux revenus pétroliers et à la rendre plus résiliente.

Cette vision est également partagée par la communauté douanière internationale qui a célébré le 26 janvier 2021 la Journée internationale de la douane sous le thème : « Relance, Renouveau, Résilience : la douane au service d'une chaîne logistique durable ».

UNE FEUILLE DE ROUTE QUE LE CONGO DEVRA PORTER ET EN FAIRE LE PLAIDOYER

Le Vice-président de l'Organisation mondiale des douanes, Dr Guénolé MBONGO KOU MOU, devra faire le plaidoyer de la vision de l'Organisation mondiale des douanes auprès des gouvernements des pays de l'Afrique Occidentale et Centrale.



Son Excellence Denis SASSOU N'GUESSO lors de son message sur l'état de la nation du 23 décembre 2020.

Compte tenu de leur position et de leur mandat unique aux frontières, les administrations douanières devront contribuer à une chaîne logistique durable et se mobiliser pour sortir de la pandémie, tout en renforçant la collaboration, en tirant parti de la technologie et en plaçant les personnes au centre du processus de transformation, et ce, en s'appuyant sur trois axes :

1 En renforçant la collaboration afin d'activer le processus de relance. Les répercussions économiques de la pandémie sur les entreprises ont été colossales, entraînant de profonds bouleversements dans les chaînes logistiques mondiales. Les douanes de la région de l'Afrique occidentale et centrale seront appelées à faire preuve d'un sens de leadership. La crise de la COVID-19 a montré que la gestion coordonnée des frontières est possible, qu'elle est efficace et qu'elle peut être institutionnalisée à l'échelon national et international.

2 En adoptant les technologies de pointe pour ouvrir la voie au renouveau. La pandémie de COVID-19 a montré la pertinence des principaux concepts que l'OMD promeut depuis des années, notamment les méthodes de dédouanement entièrement numérisées et dématérialisées et l'utilisation de la technologie pour appliquer des contrôles efficaces, simplifier et améliorer les procédures de dédouanement.

3 En plaçant les personnes au cœur du changement pour une chaîne logistique résiliente et durable. Afin de pallier la vulnérabilité de la douane face à des risques systémiques tels que les pandémies, les administrations douanières seront appelées à tirer les leçons du passé et à s'assurer que personne ne soit laissé de côté tandis que nous nous orientons vers une transformation plus profonde.

Comment CA-Agri va produire des engrais locaux

Après les services, la coentreprise formée par le congolais GTC et le sud-africain VS-Agri, déjà active dans l'analyse des sols, s'apprête à démarrer sa nouvelle activité.



Actionnaire majoritaire de la jeune société congolaise, VS-Agri est le septième fournisseur d'engrais d'Afrique du Sud.

MURIEL DEVEY MALU-MALU

Malgré les contraintes liées au Covid-19, la volonté des partenaires de Central Africa-Agriculture (CA-Agri) de créer un pôle de production d'intrants et de services agronomiques pour les marchés du pays et de la sous-région est restée intacte. Installée près de Dolisie, dans le Niari, au cœur d'un vaste bassin de production où elle a obtenu une concession de l'État congolais, CA-Agri est une coentreprise fondée en 2019 par la congolaise General Trading Company

(GTC, 20 % du capital) et le sud-africain VS-Agri (80 %). Septième fournisseur d'engrais d'Afrique du Sud, établi au Free State, ce dernier, dont 70 % des actionnaires sont des agriculteurs, offre une gamme diversifiée de services agronomiques.

Retardée par la pandémie, qui a gelé les échanges avec l'extérieur, « la production d'engrais de CA-Agri devrait démarrer à la fin d'avril, quand les mixeurs seront livrés et montés », précise Michel Djombo, cogérant de GTC et dirigeant de CA-Agri. Il s'agira d'abord d'engrais chimiques, la production de « mixte », associant du chimique et du bio, suivra six mois

plus tard. « L'engrais chimique est connu, pas le mixte. Il faut donc mener une campagne d'information sur le produit avant de le commercialiser », explique Michel Djombo. L'entreprise a ainsi commencé à faire des tournées dans les zones de production du sud du pays pour sensibiliser les agriculteurs à l'usage de l'engrais. Ce n'est que dans un troisième temps qu'elle lancera la fabrication d'engrais organiques, car, s'ils sont plus efficaces sur le long terme, ces derniers agissent plus lentement que les autres pour enrichir les sols pauvres ou les friches.

L'activité du pôle de services agronomiques de CA-Agri a quant à elle

déjà débuté. De grandes exploitations voulant savoir quel engrais utiliser ont commandé des travaux d'analyse des sols. « Les échantillons sont pour le moment envoyés par DHL en Afrique du Sud et analysés par SGS [leader du secteur], détaille Michel Djombo. Les résultats sont ensuite transmis à notre partenaire sud-africain, qui fait des recommandations en fonction de la nature des sols et des cultures. »

Cartographie des sols

À partir du mois d'avril, dès que les mixeurs de CA-Agri seront opérationnels, les prestations de conseil agronomique seront effectuées à Dolisie, où un agronome sera chargé de cette activité à temps plein. « Chaque fois que nous irons chez un client, y compris chez les petits agriculteurs, nous effectuerons une analyse des sols, poursuit Michel Djombo. Cela nous permettra de dresser une cartographie des sols des bassins de

production du pays. » Enfin, en 2022, en partenariat avec l'État, la société devrait lancer les activités du laboratoire d'analyses, dont toutes les opérations (analyse et conseil) seront réalisées à Dolisie.

Le volet mécanisation du pôle de services agronomiques prévoit, lui, la mise en place d'une unité de location d'engins agricoles aux petits cultivateurs qui ne peuvent acheter de machines. Son démarrage est conditionné par le financement d'un premier lot de tracteurs. D'où des pourparlers avec les banques locales pour obtenir un prêt. Les tracteurs seront aussi utilisés par CA-Agri

**LA SOCIÉTÉ PRÉVOIT
AUSSI DE LOUER DES
ENGINS AGRICOLES AUX
PETITS CULTIVATEURS.**

dans ses 30 hectares de champs de démonstration et pour former les agriculteurs. Outre l'accès à la mécanisation, l'entreprise proposera également des formations, gratuites, notamment sur l'usage d'engrais.

Qu'il s'agisse d'engrais ou de services, CA-Agri peut déjà compter sur la demande de grandes exploitations, notamment en maïs (Todi River Farms et Green Peas), d'éleveurs (La Poule qui rit, Tolona) ou d'industriels, telle la Société agricole de raffinage industriel du sucre du Congo (Saris-Congo, filiale de Somdiaa). Elle devrait aussi intéresser d'autres PME agricoles, des maraîchers, des arboriculteurs et des petits exploitants de maïs et de soja, dont il reste à évaluer les besoins. Étant donné que la stratégie de diversification de l'économie met l'accent sur l'agriculture, la demande en produits phytosanitaires et le besoin de nouvelles compétences devraient augmenter. **JA**

www.banquepostale-congo.com

**Disposez de l'argent
de vos créances, sans
attendre leur échéance.**

Avec la BPC, développez votre
activité en toute sécurité.



Nous finançons votre succès



L'Energie d'Avancer Ensemble !

Société Anonyme avec Conseil d'Administration, X-OIL CONGO est un opérateur du secteur pétrolier en République du Congo depuis 2002. Nous exerçons des activités de distribution et de commercialisation de produits pétroliers.

Nous sommes animés par une recherche constante de la satisfaction du client à travers un service de qualité, résultant de notre capacité à comprendre la nature des activités et des besoins de notre clientèle en matière de fourniture, de stockage et d'utilisation de carburants et lubrifiants.

Dans un contexte concurrentiel renforcé par le souci d'optimiser nos opérations sur toute la chaîne

d'approvisionnement, nous décidons de mettre en place un système de Management de la Qualité, en intégrant de façon plus concrète les notions de QHSE dans la conduite et le développement de ses activités.

Fort de plus de 18 ans d'expériences, X-OIL CONGO possède une connaissance solide et approfondie du secteur de la distribution des produits pétroliers, notamment à travers son réseau de 26 stations-services réparties sur l'ensemble du territoire national, ainsi qu'une présence marquée auprès d'une clientèle BtoB composée d'institutions, de PME, de grandes entreprises et de multinationales installées au Congo.



NOS FORCES

Nos Hommes :

Des équipes disponibles efficaces et passionnées par leur métier.

Notre Flotte :

Une flotte de camions géo localisés parfaitement maîtrisée et prête à vous livrer 7/7jours sur toute l'étendue du territoire.



NOS AVANTAGES

Suivi des livraisons :

Nous vous accompagnons dans l'ascension de vos projets en établissant avec nos services un planning de livraisons adaptés à vos besoins.

Assistance technique :

Notre équipe technique vous propose le meilleur service adapté à la qualité de vos installations.



«Vous êtes unique, notre service aussi.»



Ils nous font **confiance** :



P E R E N C O



TAMAN INDUSTRIES LTD EST FORESTIER ASIA CONGO THANRY SOCOPEC

MERCI !

Siège Social

Tours jumelles, 2^{ème} étage,
Avenue Amilcar Cabral,
Centre-ville

BP : 156 - Brazzaville
République du Congo

Tel : +242 05 354 82 40
+242 05 354 82 33

Agence Pointe-Noire

Immeuble Tchilassi
vers l'entrée du port
Autonome

BP : 1275 Pointe-noire
Tel : +242 05 354 82 34

Agence Oyo
Enceinte du siège
de SCLOG Oyo

Tél : +242 05 360 13 53

Agence de Dolisie

N°1, Avenue de la République

BP : 45 Dolisie
Tel : +242 04 050 50 53

Agence Ouessou
Enceinte du siège
de SCLOG Ouessou

Tél : +242 05 621 01 50

f i t X-OIL CONGO

www.xoil.cg



SPONSOR
OFFICIEL
DES DIABLES
NOIRS



DISTRIBUTEUR
OFFICIEL
DES PRODUITS
SHELL EN
REP. DU CONGO



SOCIÉTÉ

Environnement 

Brazza se met au vert

Élément clé du « soft power » diplomatique du pays, le bassin du Congo sera au cœur des enjeux climatiques de la COP26, qui doit se tenir en Écosse, en novembre. Objectif : préserver cet écosystème unique au monde.

OLIVIER CASLIN

Depuis 2016, et certainement pour la première fois de son histoire, le portefeuille de ministre du Tourisme du Congo n'est pas vécu comme une punition par son détenteur. Et c'est peut-être l'une des principales raisons qui poussent les rares professionnels congolais du secteur à affirmer « qu'il se passe enfin quelque chose ».

En cette période de grande disette budgétaire pour le gouvernement, ledit ministère n'est pas mieux doté que les autres, mais cela n'empêche pas Arlette Soudan-Nonault d'avancer, et à un rythme aussi soutenu que possible, pour répondre aux impératifs de diversification économique nécessaires au redressement du pays.

La ministre profite de ce que ses thèmes de prédilection soient dans l'air du temps ainsi que des nouvelles priorités du gouvernement pour tenter d'imposer son calendrier. Elle est désormais titulaire d'un portefeuille bien plus stratégique aux yeux de la présidence depuis qu'on a eu l'idée bien inspirée de lui rattacher le portefeuille de l'Environnement. C'était lors du remaniement d'août 2017, six mois seulement après le lancement du Fonds bleu pour le bassin du Congo, dans lequel Denis Sassou Nguesso s'est fortement investi. Et sa ministre avec lui.

Dès 2016, une stratégie nationale et un plan directeur de développement sont définis avec le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud). Arlette Soudan-Nonault s'attache ensuite à leur apporter un cadre institutionnel : elle fait adopter quatre lois en quatre ans pour réguler et organiser un secteur touristique où tout est à faire.

Poumon écologique de la planète

Dans le même temps, depuis les premières Assises nationales du tourisme tenues en 2017 en présence des officiels de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), la destination Congo, jusqu'alors ignorée des Congolais eux-mêmes, n'a cessé de gagner en visibilité. Des organismes de promotion et plusieurs bureaux d'information ont vu le jour à travers le pays, pendant que la page d'accueil du ministère s'est transformée en portail touristique pour relayer l'offre locale auprès du monde entier.

Titulaire d'un poste au sein du secrétariat général de l'OMT, où il représente une →

Les gorges de Diosso, dans le Kouilou (sud-ouest).

KIKI LANWANDA PHOTOGRAPHY



La ministre du Tourisme et de l'Environnement, Arlette Soudan-Nonault, a fait adopter quatre lois en quatre ans pour réguler et organiser le secteur touristique.

→ douzaine de pays de la sous-région, le Congo affiche aujourd'hui certaines ambitions en matière touristique pour lesquelles il n'a pas toujours les moyens. Si la question de la formation des différents acteurs de la filière, ainsi que la mise en place d'un e-visa, d'ici à quelques mois semblent avoir été actées par les bailleurs de fonds, il reste encore à faire venir les investisseurs qui permettront de professionnaliser l'offre et de développer de façon durable et responsable un potentiel sans équivalent, au cœur de la deuxième plus grande forêt pluviale de la planète.

Lancé en 2019, le label « Green Congo, le poumon écologique du monde » va bien au-delà du secteur touristique, surtout en cette année de COP26 (26^e conférence des Nations unies sur les changements climatiques), qui doit se tenir à Glasgow, en Écosse, en novembre 2021, et où le Congo entend bien jouer son rôle de porte-voix pour l'Afrique centrale.

Dossiers chauds

Le pays et la sous-région se trouvent en effet au centre de plusieurs dossiers chauds qui devront être traités lors de cette COP. À commencer par celui de la gestion durable des multiples ressources du bassin du Congo, qui a connu de fortes avancées ces dernières années, notamment avec la mise en place, en avril 2018,

d'une Commission climat du bassin du Congo (CCBC), dont le Fonds bleu doit devenir le bras financier, comme annoncé en 2016 lors de la COP22 de Marrakech.

Présidée par Denis Sassou Nguesso, la CCBC regroupe 16 pays, membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) ou de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), décidés à concilier, ensemble, la lutte contre le changement climatique et le développement économique, à la fois bleu et vert. Elle aurait déjà identifié, avec l'aide du Maroc, partenaire financier du Fonds bleu, plus de 250 projets, pour un investissement total de 8 milliards de dollars.

Puits de carbone

Coordinatrice technique de la CCBC, la ministre congolaise du Tourisme et de l'Environnement espère bien que la communauté internationale réunie à Glasgow apportera son écot, en autorisant notamment une mutualisation des différents mécanismes existants (Fonds vert pour le climat, Fonds de l'environnement mondial, etc.) « autour de deux ou trois grands projets communs », explique Arlette Soudan-Nonault. À commencer par celui des tourbières, qui s'étendent des deux côtés du fleuve Congo et constituent l'un des plus grands puits de carbone du monde, qu'il est urgent de protéger (*lire p. 185*).

Lors d'une visioconférence tenue début décembre 2020 pour préparer la COP26 avec son homologue congolaise, le ministre britannique de l'Environnement, Zac Goldsmith, a confirmé la volonté du Royaume-Uni de voir se créer rapidement une commission internationale pour suivre très attentivement la question.

Le Congo et ses voisins ne demandent pas mieux qu'un tel accompagnement technique et financier de la part de leurs partenaires bilatéraux et multilatéraux. Ils auront très certainement l'occasion d'en parler entre

eux lors de la 7^e session du Forum régional africain sur le développement durable, convoquée à Brazzaville du 1^{er} au 5 mars par la Commission économique pour l'Afrique (CEA). Le Congo en profitera pour porter ce dossier à travers le monde pendant toute l'année 2021. Au nom de l'Afrique et dans l'intérêt de l'humanité. **IA**

**À LA TÊTE DE LA
COMMISSION CLIMAT
DU BASSIN DU CONGO,
LE PAYS EST LE
PORTE-VOIX DES VALEURS
ÉCOLOGIQUES DE
L'AFRIQUE CENTRALE.**

Marais noirs

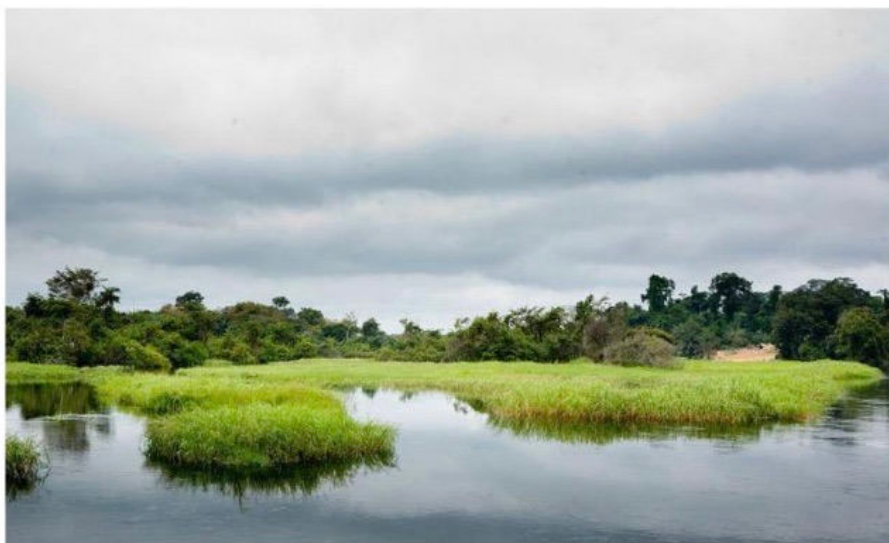
À cheval sur les deux Congos a été découverte la plus vaste zone de tourbières tropicales de la planète. Un gigantesque piège à CO₂ qui peut se transformer en bombe à retardement.

C'est officiel depuis 2017, le Congo détient dans son sous-sol un véritable trésor pour l'humanité... en même temps qu'une bombe à retardement. Les travaux menés par le chercheur britannique Simon Lewis et son équipe de l'université de Leeds (Royaume-Uni), publiés en 2017 dans la revue scientifique *Nature*, ont confirmé l'existence de la plus vaste zone de tourbières tropicales de la planète, avec celles du Brésil et de l'Indonésie.

« La Nasa avait identifié ces tourbières dès les années 1960, mais nous devions attendre les résultats des scientifiques pour vraiment acter leur existence », précise Arlette Soudan-Nonault, la ministre congolaise du Tourisme et de l'Environnement. À lui seul, le pays détiendrait un tiers des quelque 150 000 km² de cet écosystème marécageux situé à cheval sur la frontière entre les deux Congos. Les tourbières recouvrent environ 3 % des superficies terrestres émergées du globe. La particularité de ces écosystèmes aussi rares que complexes est de capter le carbone de l'atmosphère et de le stocker, freinant ainsi le réchauffement climatique.

L'immense puits de carbone découvert dans les entrailles marécageuses du Congo et de la RDC renfermerait plus de 30 milliards de tonnes de CO₂, soit l'équivalent de trois années d'émissions mondiales. Relâché dans l'atmosphère, ce stock de carbone pourrait entraîner une hausse de la température de la terre de 3 °C à 4 °C. Pour l'ONU, protéger cette zone de tourbières et empêcher son assèchement, déjà envisagé côté RDC par quelques prédateurs pétroliers et forestiers, est donc une priorité écologique absolue.

Situées dans des endroits reculés, les tourbières congolaises ont pour l'instant été épargnées par l'activité



Marécages de la rivière Likouala-aux-Herbes, dans le département de la Likouala (nord-est).

humaine. Leur équilibre n'a pas été perturbé à des fins de production alimentaire, d'extraction minière ou pétrolière, contrairement aux tourbières indonésiennes, déforestées et asséchées au profit de l'huile de palme et du riz... Avec, pour conséquence, des émissions massives de dioxyde de carbone et l'inflammation de la tourbe, déclenchant de vastes brasiers, comme à Sumatra, en 2015 et 2019, et à Bornéo, en 2017. L'Indonésie était alors le premier émetteur de CO₂ au monde.

Comme un avertissement...

C'est pour éviter une telle catastrophe que le Congo et la RDC ont signé, en mars 2018, la déclaration de Brazzaville avec l'Indonésie, pour une meilleure gestion et une meilleure conservation de ces tourbières. Le but ? Limiter les dégradations que pourraient causer les populations locales dans le bassin du Congo encore plus qu'ailleurs en favorisant les « pratiques économiquement durables et responsables ».

De son côté, le gouvernement congolais semble vouloir assumer

ses responsabilités. Là où Kinshasa a autorisé une vingtaine de concessions forestières, Brazzaville s'est contenté de délivrer un seul permis de prospection, en 2019, à la société congolaise Petroleum Exploration and Production Africa, sur le bloc de Ngoki, à la lisière des tourbières... Comme un avertissement adressé à la communauté internationale qui tarde à mettre la main à la poche. Autrement dit : le Congo compte protéger ces tourbières pour « servir l'humanité », mais pas au détriment de son « droit au développement ». En 2019, Paris et Berlin ont bien signé une lettre d'intention, s'engageant à apporter 65 millions de dollars dans le cadre de l'Initiative pour les forêts de l'Afrique centrale (Cafi), mais aucune somme n'a encore été décaissée.

Nul doute que le Congo remettra le sujet sur la table lors de la COP26 de Glasgow, en novembre, pour que la communauté internationale prenne ses responsabilités. Au nom de la préservation des tourbières et de toute la biodiversité du Bassin du Congo. 

OLIVIER CASLIN



RÉPUBLIQUE DU CONGO

MINISTÈRE DES FINANCES ET DU BUDGET

Cap vers la modernisation du système d'information des finances publiques du Congo

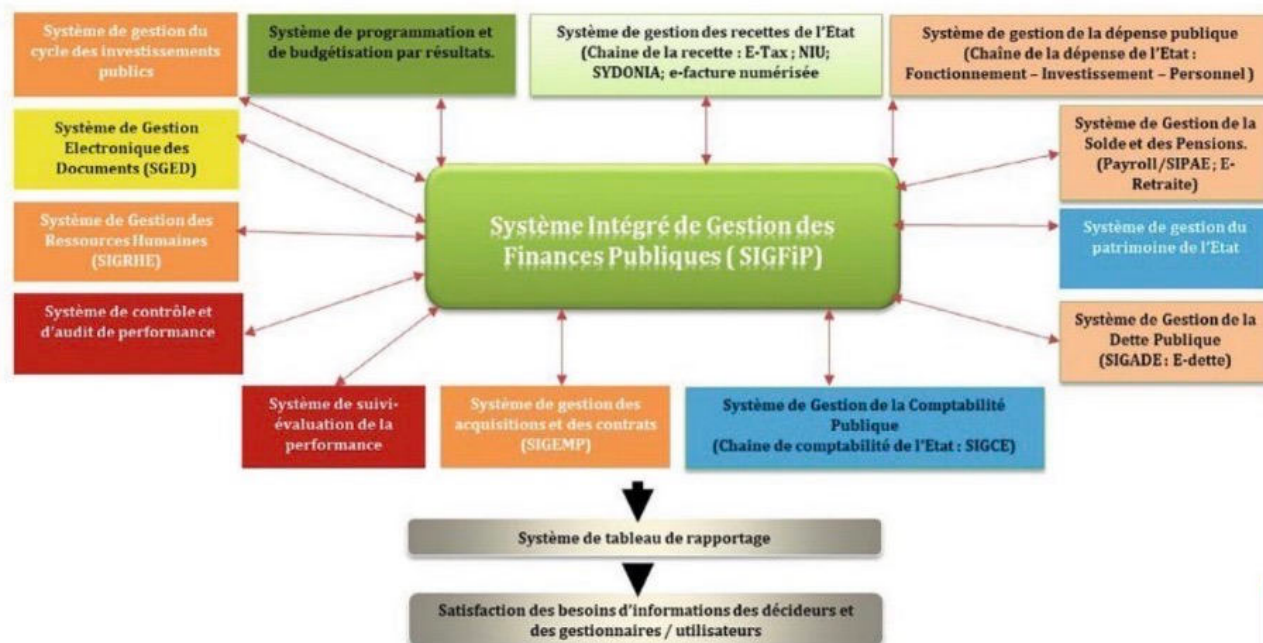


Monsieur le Ministre délégué au Budget,
Ludovic Ngatsé

Sous l'impulsion de son Excellence Monsieur Denis Sassou Nguesso, le Président de la République, Chef de l'État, la réforme du système d'information du Ministère des Finances et du Budget a atteint sa vitesse de croisière en 2020, à travers la mise en production du Système Intégré des Finances Publiques (SIGFiP) et des autres modules amonts (e-douane, e-tax, NIU, E-PAY...). Ce vaste chantier initié par le Ministère des Finances et du Budget a pour objectif de rationaliser la dépense publique et de sécuriser les recettes fiscales.

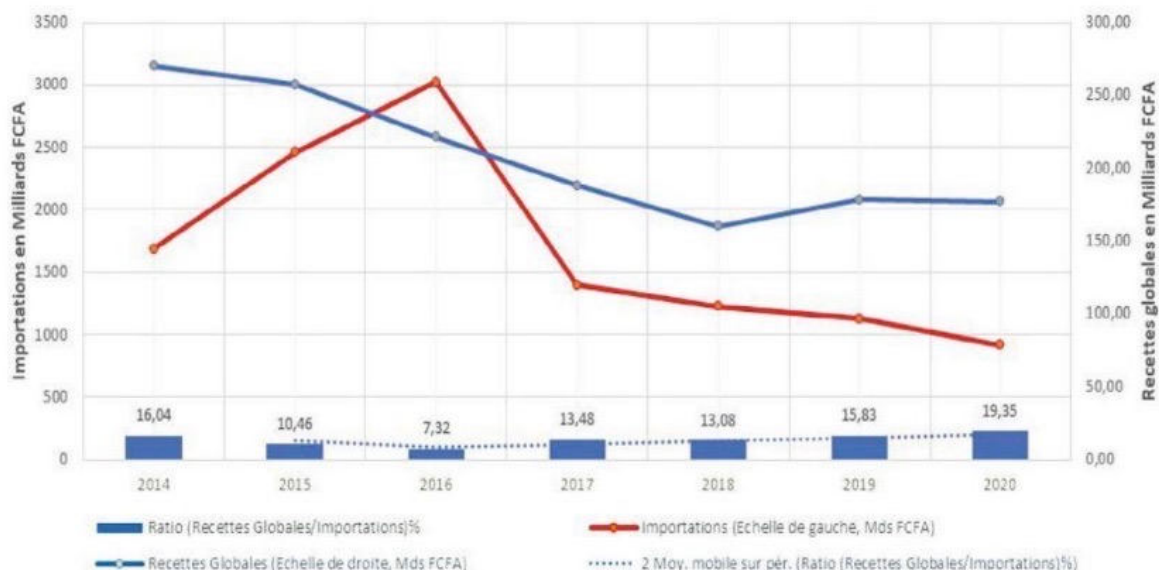
La rationalisation de la dépense publique : dans le cadre de la modernisation de la chaîne de la dépense, Monsieur Calixte Nganongo, Ministre des Finances et du Budget, a mis en exploitation le 17 août 2020, en remplacement de SIDERE, le module du logiciel SIGFiP relatif à la préparation, au contrôle et à l'exécution budgétaire. Ce nouvel environnement devrait notamment mettre fin aux pratiques dérogatoires des dépenses publiques, améliorer l'efficacité de la dépense publique et préparer le passage à l'exécution du budget en mode programme. L'implémentation du principe du First In First Out permet à ce que les paiements se fassent selon l'ordre de saisie des opérations, et bannir les mauvaises pratiques qui ont conduit au choix d'un nouveau système.

CARTOGRAPHIE FONCTIONNELLE CIBLE - SIGFiP



IMPORTATIONS ET RECETTES GLOBALES

Des effets positifs sur les recettes douanières imputables notamment à la modernisation du système d'information et la mise en place du guichet unique de paiement.



Dématérialisation des procédures et des paiements à la Douane congolaise : le visage de l'administration douanière a connu une forte mutation au cours de ces deux dernières années à la suite du lancement de l'application e-douanes. Accessible en ligne, cette plateforme permet aux usagers d'accomplir leurs formalités de dédouanement et de gérer les opérations en temps réel. La mise en service de e-douanes a permis de mettre fin aux longues files d'attentes jadis observées devant les différents postes douaniers, réduisant considérablement le temps moyen de délivrance des documents. Pour combattre la contrebande organisée autour des marchandises en transit, il a été mis en production le module Tracking dit « EKENGUE ». Cette solution qui repose sur la géolocalisation et l'interfaçage de divers systèmes permet le suivi électronique des marchandises en transit.

En dépit de la baisse des importations (-24,05 % entre 2019 et 2020), les réalisations de l'administration douanière ont été satisfaisantes, du fait des réformes mises en place. Ces bonnes performances sont notamment captées à travers l'évolution du ratio recettes sur importations, qui est passé de 15,83 % en 2019 à 19,35 % en 2020.

Digitalisation des déclarations et paiements des impôts : en vue de palier aux faiblesses de la collecte des impôts, une réforme profonde a été initiée à travers la mise en place d'un système centralisé et sécurisé dénommé E-TAX. Cette solution permet notamment l'instauration des procédures de télé déclaration et de télé paiement des impôts et taxes, ainsi qu'au traitement des métiers fiscaux (assiette-mise en recouvrement-contrôle-contentieux-remboursement). Il a été fait obligation à toutes les grandes entreprises et les moyennes entreprises, à compter du 01 janvier 2021, d'utiliser E-TAX pour leurs obligations fiscales.

Bancarisation de la collecte des impôts via le Guichet Unique de Paiement (GUP) : la Loi de finances 2021 a consacré la création du GUP « Guichet Unique de Paiement » au sein de la Banque Postale. Pour les déclarations du mois de janvier 2021, à effectuer en février 2021, les impôts et taxes sont payés directement à la Banque Postale, qui par la suite procède au nivellement vers le compte des recettes fiscales à



Immeuble du Ministère des finances et du budget

la BEAC. Ce qui mettrait fin aux écarts constatés entre les émissions de titres et les recouvrements des recettes. La mise en service du nouveau Numéro d'Immatriculation Unique plus sécurisé (empreinte digitale, iris et QR code) devrait mettre fin aux pratiques frauduleuses compte tenu de son interconnexion avec les autres applications. Plusieurs autres chantiers sont en cours d'implémentation, à savoir le timbre fiscal dématérialisé et la machine à facturation électronique.

Le chantier de la modernisation des régies financières se poursuit à travers la première phase de construction de 10 hôtels des impôts, non seulement pour améliorer le cadre de travail, mais surtout pour accélérer l'interconnexion de toutes les régies financières en vue d'une meilleure mobilisation et sécurisation des recettes fiscales. Ces nouvelles structures abriteront en un seul endroit, les structures d'assiette, le Trésor public, la Banque Postale (GUP), et dans certains endroits les Douanes. Il s'agit d'une préfiguration des étapes à venir, à savoir l'intégration des structures liées à la collecte des recettes pour plus d'efficacité, de synergie et d'économie.

www.finances.gouv.cg

Hors des sentiers battus

Malgré ses parcs nationaux, son littoral, ses aires protégées, sa forêt tropicale, sa flore et sa faune sauvage exceptionnelles, le Congo est encore néophyte en matière d'écotourisme. Mais, ces dernières années, quelques trentenaires se sont lancés dans l'aventure... Portraits.

OLIVIER CASLIN



KIKI LAWANDA PHOTOGRAPHY

Kiki Lawanda

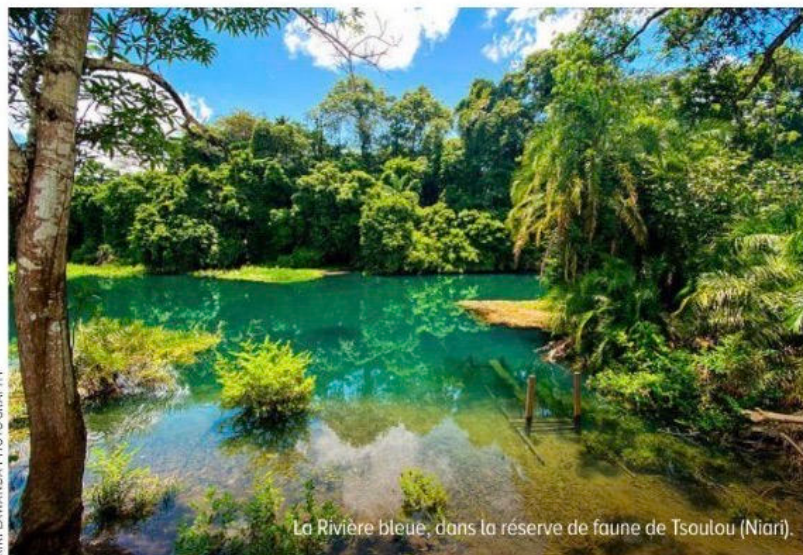
Photo-voyageur

La semaine, Christian Mpea, 33 ans, occupe sagement les fonctions d'ingénieur-environnement chez Total, à Pointe-Noire. Le reste du temps, il prend son 4x4, son appareil photo, et devient Kiki Lawanda (« héritage », en langue mbeti). Et c'est bien de cela qu'il s'agit, puisque, depuis quatre ans, il sillonne le pays en combinant ses deux passions, la photographie et le voyage, pour en découvrir les trésors et tenter de les partager avec ceux qui voudront bien l'accompagner.

Après des études en droit et en sciences politiques en France, il a d'abord été lui-même touriste dans son pays, où il est rentré en 2013, avant de lancer sa société, Lawanda Tours, en 2020. Six mois et une trentaine d'excursions plus tard, sa nouvelle offre de circuits, dévoilée au début de février, était très attendue, tant par ceux qui le connaissent que par ceux à qui le bouche-à-oreille et les réseaux sociaux ont donné envie de découvrir ce fascinant et inattendu Congo.

Au programme : randonnées dans les parcs nationaux, observation des baleines depuis la baie de Loango, croisières sur le fleuve Congo, chutes d'eau, cascades, rivières et grottes souterraines, au plus profond de la forêt tropicale ou à seulement quelques dizaines de kilomètres de Brazzaville...

Au cours de ses tours et séjours de un à trois jours, le photographe amateur réalise son pari : « faire découvrir le Congo aux Congolais ». En attendant que la pandémie autorise les touristes étrangers à en faire de même... **JA**



La Rivière bleue, dans la réserve de faune de Tsoulou (Niari).

KIKI LAWANDA PHOTOGRAPHY

Francel Ibalank

Premier de cordée

Quand il crée Wild Safari Tours (WST), en 2014, le secteur est encore balbutiant au Congo. Aussi, Francel Emerancy Ibalank s'expatrie-t-il pendant deux ans en Ouganda pour apprendre le métier et l'anglais au Tourism Institute of East Africa de Kampala. Quelques expériences au Kenya et en Tanzanie, puis le jeune Brazzavillois rentre au pays afin de défricher le marché et de lancer ses premiers produits.

Il propose aujourd'hui une dizaine de circuits préétablis ou sur-mesure, dont certains débordent même les frontières du Congo pour aller découvrir les parcs nationaux du Cameroun et du Gabon ou parcourir les rues de Kinshasa, en RDC. Car, au-delà de la destination Congo, Francel Ibalank veut contribuer au développement du secteur touristique dans toute l'Afrique centrale. Le trentenaire se donne cinq ans pour devenir « un tour-opérateur à l'échelle régionale ».

D'ici là, il compte sur l'impulsion donnée ces dernières années par le ministère congolais du Tourisme et sur l'arrivée de nouveaux confrères pour dynamiser le secteur dans le pays et dans la sous-région. « Les choses bougent enfin », constate presque avec soulagement Francel Ibalank, qui met à profit cette pause Covid-19 pour s'attaquer à la formation des futurs professionnels nécessaires au développement de la « destination Congo ». **JA**



Prince Koulandissa

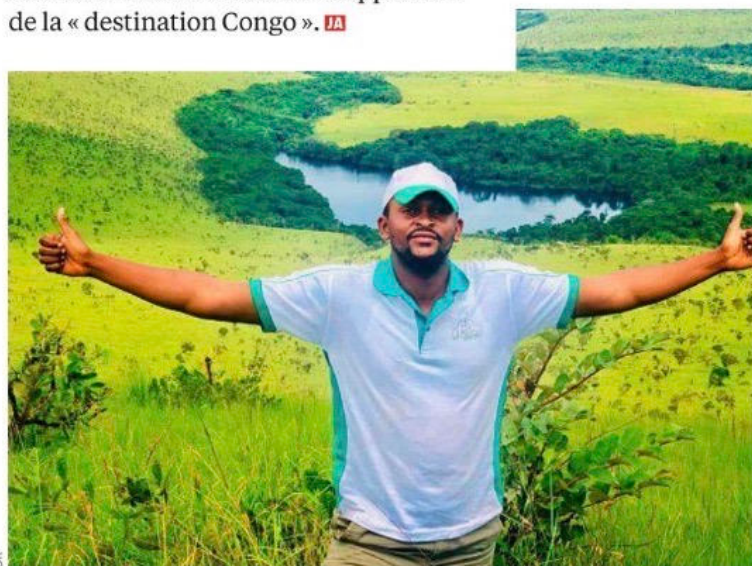
Plus d'un tour dans son sac

Au siège de Congo Terminal, à Pointe-Noire, tout le monde connaît Prince Koulandissa. Et ce sont ses collègues du service facturation qui en parlent le mieux. « Il a réussi à me faire aimer le camping ! » sourit sa voisine de bureau. Et pas que. Depuis deux ans, au moins deux fois par mois, ce Brazzavillois d'origine organise de petites expéditions au cœur de la nature congolaise, autour de la quarantaine de sites « commercialisables » qu'il a répertorié à travers le pays.

« J'ai étudié au Ghana, où l'industrie touristique est bien plus développée qu'ici, malgré une offre de produits beaucoup moins riche qu'au Congo », constate Prince Koulandissa, qui, à 35 ans, vient d'enregistrer Akwaba Tours and Travel, sa petite entreprise de tourisme qui ne connaît pas la crise, autour de ses produits phares, le long des fleuves Congo et Kouilou.

Mais Prince Koulandissa voit déjà plus loin. D'ici à la fin de 2021, il espère avoir aménagé son premier terrain de camping sur le littoral et réfléchit à la création de produits, autour d'événements et de séjours sur des thèmes spécifiques, et pourquoi pas « la première Beach Moon d'Afrique centrale » pour offrir aux romantiques les paysages merveilleux des clairs de lune sur la plage.

« Tout ce qui peut permettre de placer le Congo sur la carte des destinations touristiques », résume le patron d'Akwaba Tours, qui espère atteindre la barre des 800 clients d'ici à la fin de l'année. **JA**





BEAC | Banque des États de l'Afrique Centrale



LE PROCESSUS DE TRAITEMENT ET DE SUIVI DES OPÉRATIONS DE TRANSFERTS INTERNATIONAUX

La Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) a opté pour la mise en place progressive du Règlement n°02/18/CEMAC/UMAC/CM du 21 décembre 2018 portant Réglementation des changes dans la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), afin d'arrimer le traitement et le suivi des opérations de transferts internationaux aux exigences d'efficacité et de modernité.

ACTIONS DE VULGARISATION DU NOUVEAU DISPOSITIF AUPRÈS DE TOUTES LES PARTIES PRENANTES

Pour faciliter l'appropriation de ce dispositif réglementaire par le grand public, l'Institut d'Émission a entrepris, dans ses différents États membres, plusieurs actions de communication et de vulgarisation auprès des établissements de crédit, des importateurs, des organisations patronales, des opérateurs pétroliers et miniers, des directions générales des douanes ainsi que des administrations en charge des questions de change.

La traduction du Règlement, des Instructions et des Lettres-Circulaires associées, rédigés en français, dans les langues anglaise, espagnole et en arabe, s'inscrit dans l'optique de cette vulgarisation. Les versions de ces textes dans les quatre langues de la Communauté sont ainsi désormais disponibles en permanence sur le site internet de la BEAC dans la rubrique relative à la « **Politique des changes** » (www.beac.int).

PROCÉDURES DÉMATÉRIALISÉES

Par ailleurs, la Banque Centrale a procédé à la dématérialisation du processus d'analyse des dossiers de demandes de transferts internationaux, ce qui a permis de réaliser une réduction significative des délais de traitement des dossiers y relatifs. Le développement d'une plateforme dénommée « **eTransfer** » résonne ainsi comme l'aboutissement de cette dématérialisation.

- le traitement décentralisé par chaque acteur de tous les dossiers, depuis son site (agences et sièges des banques primaires, Banque Centrale) ;
- la consultation en temps réel du sort des dossiers traités ;
- la disponibilité permanente des données traitées, pour les besoins de consultation, d'archivage et de reporting.

CÉLÉRITÉ ET TRANSPARENCE

Dans le cas particulier des agents économiques et dans le même souci de célérité et de transparence, un portail dédié à la consultation des demandes de transferts internationaux initiées a été également mis en place. Ce portail dénommé « **eTracking** », mis en ligne depuis le 1^{er} novembre 2020, est accessible à tous les agents économiques et comptables publics dont les dossiers ont été traités dans l'application « **eTransfer** ».

« **eTracking** » permet de ce fait à chaque agent économique de créer de façon transparente et sécurisée un compte d'accès à la plateforme, en même temps qu'il rend possible la consultation en temps réel des dossiers de transfert en cours de traitement et traités, ainsi que leur extraction pour des besoins d'analyse et de reporting.

Au final, les plateformes « **eTransfer** » et « **eTracking** » garantissent notamment :

La célérité des traitements : les délais de traitement des dossiers de demande de transferts internationaux sont fixés par la réglementation de changes. L'application assure de façon automatique le calcul de ces délais ainsi que leur restitution pour la prise de décision ;

La complétude des dossiers : seuls les dossiers disposant de toutes les pièces fixées par la réglementation de changes peuvent être acceptés et soumis à la BEAC pour traitement ;

La traçabilité : le suivi du traitement des données est effectué en temps aussi bien dans les banques que chez les autres agents économiques ;

La sécurité : bien qu'accessible sur le web, la plateforme eTransfer garantit la sécurité des accès à travers le respect des bonnes pratiques en vigueur de gestion des utilisateurs et l'utilisation des technologies les plus récentes, mais également la sécurité des traitements, par le chiffrement de bout en bout des échanges entre les divers acteurs.

L'application « **eTransfer** », accessible aux banques et aux Trésors publics, participe pour ainsi dire à la consolidation des avancées déjà obtenues sur le plan de la dématérialisation des procédures et de leur digitalisation, grâce à l'utilisation croissante et généralisée des technologies les plus récentes en gestion de l'information, à travers la mise à disposition de ces acteurs, en temps réel, des sorts de traitement des dossiers, mais également des données actuelles et historiques.

Les principaux effets bénéfiques de l'application « **eTransfer** » sont les suivants :

- la dématérialisation complète du processus de traitement ;

LES PAYS DE LA CEMAC :



Banque des États
de l'Afrique Centrale

BP 1917 - Yaoundé, Cameroun
Tél. : (+237) 222 23 40 30 / 222 23 40 60
Fax : (+237) 222 23 34 68
Email : communication@beac.int

www.beac.int

Young Ace Wayé happé par le hip-hop

Devenu une valeur sûre de la scène urbaine congolaise, l'artiste natif de Brazzaville a franchi un nouveau cap en décrochant le prix Découvertes RFI 2020 avec le titre *Mbok'Oyo*.

ARTHUR MALU-MALU

« Je suis un musicien amoureux de l'art en général. Je me considère avant tout comme un artiste, pas vraiment comme un rappeur », lance Young Ace Wayé, de son vrai nom Derly Nganga.

Rappeur ? Au Congo comme ailleurs, le terme renvoie avant tout à « urbain », à un chanteur du ghetto qui crie sa rage face aux inégalités sociales. Et si le rap compte des adeptes sûrs à Brazzaville, le genre est loin d'être le plus prisé des mélomanes.

Dans *Mbok'Oyo* (« ce pays-là », en lingala, l'une des langues les plus parlées au Congo), Young Ace Wayé évoque les travers de la société et les difficultés quotidiennes des Congolais. C'est ce titre qui lui a permis de remporter le prix Découvertes RFI en décembre 2020, où il a été choisi parmi les dix finalistes. « Cette récompense est un énorme coup de boost pour ma carrière. Cela m'a beaucoup touché, d'autant plus que je nourrissais quelques doutes quand je voyais les artistes de talent qu'étaient les autres concurrents en lice », confie-t-il. Une fois n'est pas coutume, un autre jeune musicien congolais, Nix Ozay (de son vrai nom Elion Kye Elky), avait été retenu parmi les finalistes de cette 39^e édition du prix Découvertes.

Né en 1992, Derly Nganga quitte sa ville natale de Brazzaville en 1997, alors que la guerre civile qui sévit dans son pays pousse sa famille à s'installer à Ouagadougou, au Burkina Faso, où son père, spécialiste



FELANGE PHOTOGRAPHY

des eaux et forêts, travaille alors pour le compte des Nations unies. Il y passera six années. « C'est au Burkina que mon côté panafricain s'est développé. Les Burkinabè ont le sens du partage et un vrai savoir-vivre en communauté. J'ai cultivé ces aspects de leur culture », assure-t-il.

De retour à Brazzaville, Derly Nganga découvre l'univers du rap en écoutant des figures emblématiques de la scène française telles que Booba et Rohff. Happé par le rap, il se met à rêver d'albums. Un tas d'idées fourmillent dans sa tête. Ainsi naît Bones to Bones, le groupe au sein duquel il fait ses premiers pas en tant qu'artiste et apprend à écrire des chansons. Mais l'expérience fait long feu. Elle laissera place à un nouveau quatuor, Bones Clique. En 2010, Derly Nganga s'envole pour l'Afrique du Sud afin

de suivre des études supérieures en génie minier. Il y découvre le rap américain et, son anglais devenu fluide, il apprécie la teneur de certains textes venus d'outre-Atlantique, avec notamment une préférence pour Drake, Kendrick Lamar, J. Cole et Jay-Z. Aujourd'hui, parmi ceux qui l'inspirent le plus et le poussent à se dépasser, il cite, entre autres, le Congolais (de Kin) Fally Ipupa et le Nigérian Wizkid.

Conseiller en vente

Après l'obtention de son diplôme du Johannesburg City College, Derly Nganga rentre au Congo en 2014. Il envoie des CV à droite à gauche et est embauché par Equatorial Congo Airlines (ECAir). Après la faillite de la compagnie, il décroche un poste de conseiller en vente chez Brooks Brothers, une marque américaine de vêtements présente à Brazzaville. Côté vie d'artiste, le musicien prend le pseudonyme de Young Ace Wayé. Son groupe, Bones Clique, ne se produit pas sur scène, mais sort une *mixtape*, *The Bone Theory*, en 2014.

La musique reste sa passion et une deuxième source de revenus pour le jeune artiste, qui entame alors une carrière solo, déjà parsemée de titres à succès, comme *Dear Uncle Sam* (2014), *Le Bord Là...* et *Alpha Charlie Écho* (2018), qui ne passent pas inaperçus et font de lui une valeur sûre du rap congolais. Il a d'ailleurs été primé deux années de suite aux Beat Street Awards, le festival de musique urbaine de Brazza, en tant que « Révélation masculine » en 2016, et dans la catégorie « Mixtape urbaine » en 2017, avec le titre « Kontrol ». **JA**



Les activités de la SNPC s'étendent sur toute la chaîne de l'industrie pétrolière : la recherche et la production pétrolières, la commercialisation du pétrole brut, le raffinage, l'approvisionnement, la distribution et la commercialisation des produits pétroliers finis. La SNPC intervient dans les activités directement ou à travers ses filiales.

Dès son arrivée à la Direction Générale de la SNPC, Monsieur Maixent Raoul OMINGA a défini des axes prioritaires pour guider son action.

Il s'agit notamment de faire de la SNPC véritablement une société productrice des hydrocarbures et d'assurer, sans rupture, l'approvisionnement du pays en produits pétroliers.

Malgré les conditions difficiles liées à la crise économique due essentiellement à la pandémie à COVID-19, les engagements pris se traduisent par des réalisations concrètes.



◀ Station de stockage de gaz GPL

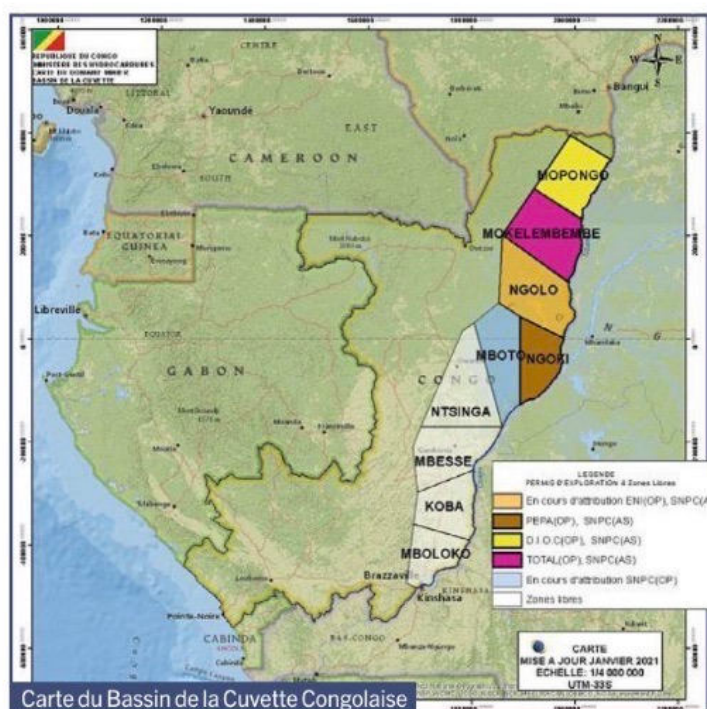
◀ Gamme plus large des bouteilles de 6kg, 12kg et 20kg

1

L'ÉTUDE GÉOPHYSIQUE AÉROPORTÉE DANS LE BASSIN DE LA CUVETTE

La SNPC est dépositaire de la banque de données de toute l'industrie pétrolière du Congo. Dans le cadre de la promotion du domaine minier, la SNPC, en partenariat avec la Compagnie Générale des Géophysiques (CGG) services S.A., réalise une campagne de collecte sur 38 000 km linéaires de données géophysiques de gradiométrie-gravimétrique (AGG), gravimétrique (sGrav) et magnétométrique, afin de mieux comprendre la géologie de subsurface du Bassin Intérieur de la Cuvette.

La campagne actuelle se déroule dans les cinq blocs suivants : Mokelembembe, Mboto, Ngolo, Ngoki et Ntsinga. Elle prendra fin au mois de mars 2021.



Cette étude géophysique aéroportée des données de haute résolution, permet d'évaluer la prospectivité de ces blocs et de fournir des données de base pour l'exploration future des zones d'intérêt. Les nouvelles données de haute résolution à travers des inversions dynamiques et couplées aux données sismiques pourront donner avec précision la configuration exacte du socle ainsi que de la tranche sédimentaire qui peut atteindre 9 km d'épaisseur.

Elle soutiendra ainsi les initiatives du Gouvernement Congolais et de la SNPC, qui consistent à susciter l'intérêt des sociétés pétrolières et à attirer les investissements dans cette zone frontière.

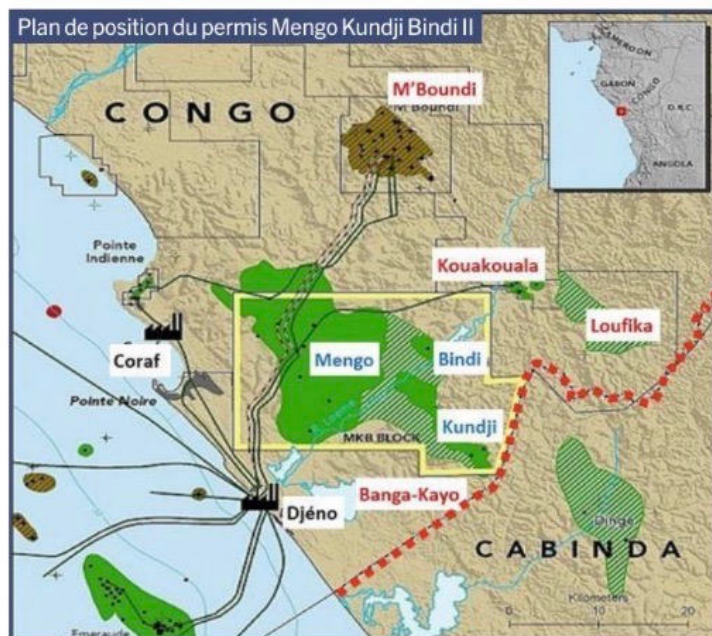


▲ Plateforme de production PF200 de Kundji

2

PERMIS MENGOKUNDJIBINDI II (MKB II) RÉALISATIONS ET PERSPECTIVES

La SNPC opère le permis d'exploitation onshore Mengo-Kundji-Bindi II (MKB II), situé au sud-est de la ville de Pointe-Noire. Le permis MKB II est composé de 3 gisements (Mengo, Kundji et Bindi) découverts dans les années 1980 et exploités jusqu'en 1993 par la Société Elf Congo. En 2007, le permis a été attribué à la SNPC qui y a réalisé deux (2) campagnes sismiques 3D pour un total de 240 km², foré et mis en production huit (8) puits.



Le 13 novembre 2017, le permis a été réattribué à la SNPC pour une durée de 20 ans renouvelable pour une période de 5 ans. Une réévaluation technico-économique a montré que l'ensemble des champs du permis MKB II donne une estimation de plus 2 milliards d'accumulations pour des réserves attendues de plus de 200 millions de barils.

La SNPC mène une campagne de forage depuis décembre 2019, avec le forage des puits d'appréciation et de développement. À ce jour, 4 puits ont été forés et ont permis de récolter des données pour recadrer le développement global du permis. Un programme de forage d'une dizaine de puits de développement est prévu pour 2021. La SNPC a l'ambition de produire à terme plus de 70 000 barils par jour sur le permis MKB II.

Afin d'optimiser le potentiel de production des puits existants, des travaux de workovers et des interventions sur puits, sont également en cours de réalisation.

3

GAZ DOMESTIQUE : UN SOULAGEMENT DANS LES FOYERS CONGOLAIS !

La SNPC a initié la construction d'un centre emplisseur de gaz domestique à Pointe-Noire afin de pallier son déficit sur le marché congolais. Sur le plan technique, le centre emplisseur de gaz est une véritable usine disposant :

- De deux sources d'approvisionnement (citernage Coraf et pipe 8 pouces sur 2,7 Km du quai vraquier du centre) ;
- D'une capacité de traitement de 15000 m³ ;
- De deux cigares de 525 m³ chacun ;
- D'une capacité de production journalière de 4000 bouteilles ;
- De 6 unités d'emplissage ;
- D'un hangar à capacité de stockage de 200 000 bouteilles vides.

La production issue de l'usine est commercialisée, dans un premier temps, sur le marché de Pointe-Noire. Le projet s'étendra, dans sa deuxième phase dans la zone de Maloulou à proximité de Brazzaville.

L'ambition de la SNPC est d'alimenter le territoire national, mais aussi les pays limitrophes tels que la République Démocratique du Congo et la République Centrafricaine.

Société Nationale
des Pétroles du Congo
Tour SNPC
Avenue Denis SASSOU NGUESSO
BP 188 Brazzaville – Congo
Tél. : (+242) 06 555 2100
Email :
contact@snpc-group.com

www.snpc-group.com

VACANCIES: MANAGING DIRECTOR (PSB) & HEADS OF BUSINESS (TELECOMS, UPSTREAM OIL & DOWNSTREAM OIL)

We are a leading privately owned Multinational Company with headquarters in Lagos, Nigeria and presence in some other African Countries. The Group is a diversified conglomerate, with interest in Banking, Telecoms, Oil & Gas and Real Estate.

The company desires to recruit senior level, highly competent, result-oriented, talented and self-motivated professionals with excellent track record of achievement in their respective fields to fill the following management positions.

Internationally Competitive remuneration packages and challenging prospects await successful candidates.

MANAGING DIRECTOR - BANK

(Ref: MD- Digital Bank)

QUALIFICATIONS, SKILLS & EXPERIENCE:

- Minimum of second class honours degree in either the Social Sciences, Management, Pure and Applied Sciences, or any other related field of study, from a reputable/recognized University
- An M.Sc., MBA or other relevant Post-Graduate Qualification, will be added advantage.
- Minimum of 25 years extensive experience in a well-structured Bank/Financial Institution, 12 years of which must have been in a Senior Management capacity.
- Knowledge of all spheres of Banking, Finance, Marketing and Management. Proficiency in regional/rural Banking will be an added advantage.
- An all-round experience in Operations Management, Corporate & Strategic Planning, Marketing Economics, Contracting Corporate Affairs
- In-depth knowledge of Digital Money Services and Fintech are essential
- Strong Commercial Orientation
- An entrepreneurial mindset with outstanding organizational and leadership skills.

RESPONSIBILITIES & JOB SCOPE

- Advising the Board, through the Chairman on the strategic direction of the bank
- Managing and directing the financial institution towards its primary financial objectives.
- Responsible for the overall implementation and management of bank objectives, policies, regulatory requirements, regional/local bonding and addressing Bank strategic plans.
- Communicating the bank's shared values, beliefs and mission to all staff. Projecting the bank to the communities we serve.
- Collaborating with other member Group subsidiaries in meeting shared objectives.
- Overseeing all operations and business activities in line with overall strategy and mission.
- Creating and driving strategies for Mobile Financial Services Products that deliver tangible results.
- Advising, Influencing and Engaging widely with staff and executives across the company and Group.
- Reviewing financial and non-financial reports to device solutions and improvements.

HEAD OF BUSINESS - TELECOMS (Ref: HOB- Telecoms)

QUALIFICATIONS, SKILLS & EXPERIENCE:

- Vast experience in all aspects of Telecommunications business, especially technical capabilities and strong Sales background
- Demonstrable competency in strategic planning and business development
- Working knowledge of data analysis and performance/operation metrics
- Working knowledge of IT/Business infrastructure and MS Office
- Outstanding organizational and leadership abilities
- Excellent interpersonal skills
- Aptitude in decision-making and problem-solving
- Around 55 years of age, with robust experience in a renowned Telecommunications company, preferably rising to the level of an MD, CTO or Commercial Director
- BSc/BA in Business Administration or relevant fields; M. Sc/MBA will be an added advantage
- Past military experience will be an added advantage

RESPONSIBILITIES

- Design and implement business strategies, plans and procedures
- Set comprehensive goals for performance and growth
- Establish policies that promote company culture and vision
- Advise daily operations of the company and the work of executives (IT, Marketing, Sales, Finance, Human Resource etc.)
- Lead employees to encourage maximum performance and dedication
- Evaluate performance by analyzing and interpreting data and metrics
- Participate in expansion activities (investments, acquisitions, corporate alliances etc.)
- Represent the Company in negotiations with the Public, key Stakeholders, Business Partners, Government Departments and other key Contacts to secure the most effective Contract terms for the Company
- Manage relationships with partners/vendors

HEAD OF BUSINESS - UPSTREAM OIL & GAS (Ref: HOB- Upstream)

QUALIFICATIONS, SKILLS & EXPERIENCE:

- Must be an experienced leader who has led at the topmost level of an E&P, FMCG or Finance company. He is expected to have multicultural exposure with the ability to mix and interact at different levels of the society.
- A degree in Engineering, the Science or Social sciences with a minimum of second class upper from a reputable university.
- An MBA or Master's degree in science or social science will be an added advantage.
- A minimum of 25 years work experience of which 12 years should be at a senior management level with sufficient exposure to the upstream sector of the oil industry.
- An international exposure as a Country Manager /Managing Director will be an added advantage
- Candidate should be around 50 years of age but not more than 60 years.
- Candidate should possess excellent analytical skills, good leadership track record, good interpersonal skills, and high problem-solving ability.
- Good entrepreneurial skill and commercial approach to business are also required skills.
- High ethical standards plus excellent knowledge of corporate governance is also required.
- The candidate should have the ability to trouble-shoot and work under intense pressure without losing his/her cool.

RESPONSIBILITIES

- Providing management guidance & support to the project team for better project execution.
- Supervise project implementation and operations
- Coordinate resources both internal and external to ensure successful launch of projects/products.
- Actively involved in Business Development - Presales/Estimation/contract Negotiations with vendors, etc.
- Strategic Business Planning along with Revenue/Budget Management.
- Liaise with relevant government and non-government agencies.
- Regular briefing of the Board on all activities and operations.
- Good understanding of the budgeting process and performance reporting to the Board.
- Ability to represent the company in third

party functions, meetings and events, including but not limited to Government Ministries, Directorates and Agencies, International organizations, community associations and leaders, etc.

- Ability to champion the enforcement of standards and procedures to ensure company does not fall foul of any operational procedure or regulatory requirements.

HEAD OF BUSINESS - DOWNSTREAM OIL & GAS (Ref: HOB- Downstream)

QUALIFICATIONS, SKILLS & EXPERIENCE:

- Minimum of Bachelor's degree in Business Administration, Social Sciences, Engineering or any other related field. An MBA or other relevant post-graduate qualifications will be an added advantage.
- Excellent Leadership, Communication and Organisational skills.
- Strong Presentation and Negotiation skills.
- Experience in establishing and building strong collaborative business partnerships with Partners.
- Strong strategic orientation, leadership, interpersonal, critical-thinking, analytical and problem-solving skills.
- Sound knowledge of marketing and promotional channels in local and international markets.
- Experience in working with cross functional teams and ability to carry them along in driving marketing initiatives.
- People management experience, including proven ability to identify and develop talents.
- Around 50 years of age with minimum of 25 years of cognate relevant experience, at least 12 years of which must be at senior management position in a blue-chip company preferably in FMCG, Downstream Oil & Gas, Banking etc.

RESPONSIBILITIES & JOB SCOPE

- Directing all Business and Operational activities of the Company and ensuring the right Policies and Measures are put in place to drive corporate goals and objectives.
- Preparing a Corporate and Annual business plan, and monitoring progress against these plans.
- Providing strategic advice to the CEO and members of the Board, to keep them mindful of improvements within the Company and to guarantee that the appropriate policies are produced to meet the Company's main goals and objectives.
- Representing the Company in negotiations with the Public, key Stakeholders, Business Partners, Government Departments and other key Contacts to secure the most effective Contract terms for the Company.
- Establishing and maintaining an effective relationship (formal and informal) with major Customers, relevant Government Agencies, Local Authorities, key Decision Makers and other Stakeholders to ensure the Company is providing the appropriate range and quality of services.

METHOD OF APPLICATION

- Please apply by email quoting the corresponding reference as the subject and attach your Curriculum Vitae (as an MS Word document) with contact telephone numbers, current work location, e-mail address and scanned passport-size photograph to us at: mgtconsultgroup816@gmail.com
- Applications and CVs should be sent within two weeks from the date of this publication.
- All applications will be treated in strict confidence and only short-listed candidates will be contacted.



RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
Un peuple - un but - une foi

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DES PETITES ET MOYENNES INDUSTRIES

PROJET DE ZONE DE TRANSFORMATION AGRO- INDUSTRIELLE DU SUD (PZTA-SUD ou Agropole SUD)

PROJET N° : SEN 1024

AVIS GÉNÉRAL DE PASSATION DES MARCHÉS (AGPM)

La République du Sénégal a obtenu un montant de Vingt Sept Millions Huit Cent Cinquante Mille (27 850 000) euros sous la forme de prêt de la Banque Islamique de Développement pour financer le *Projet Zone de Transformation agro-industrielle du Sud* (PZTA-SUD ou Agropole SUD).

Objectifs du Projet

L'objectif général du projet est de contribuer à améliorer les conditions de vie des populations (y inclus des jeunes et femmes) à travers la création de valeur ajoutée sur les produits agricoles et l'augmentation durable de la productivité des filières agro-industrielles prioritaires (mangue et anacarde). Les objectifs spécifiques du projet sont de (i) créer les conditions favorables à l'investissement privé dans la transformation industrielle des produits agricoles, ainsi que dans la fourniture d'intrants et de services ; (ii) renforcer les capacités des acteurs des filières prioritaires à accroître durablement la productivité agricole.

Le projet comprendra les composantes suivantes :

- **Composante A :** Appui à la mise en place d'un écosystème favorable à l'investissement privé (IP) dans l'agro-industrie ;
- **Composante B :** Amélioration durable de la productivité des filières agro-industrielles ;
- **Composante C :** Coordination et gestion.

Les marchés de services de consultants seront passés conformément aux Directives pour l'Utilisation des Consultants dans le cadre de projets financés par la Banque Islamique de Développement (édition courante).

A. SÉLECTION DE CONSULTANTS :

1. Les Services de consultants pour la supervision des travaux de construction et de viabilisation seront acquis par une mise en concurrence utilisant la méthode de sélection basée sur la qualité technique et le coût (**SBQC**) des consultants **internationaux retenus sur la liste restreinte** ;
2. Les Services d'assistance technique avec les Structures d'appui aux PMI/PME (Bureau de mise à niveau, ASN, ITA, DPMI, ADEPME) ;
3. Les Services de consultants pour le Cabinet d'audit Financier accompagnant le programme du début à la fin du projet seront acquis par une mise en concurrence utilisant la méthode de sélection au moindre coût (**SMC**) des consultants **nationaux retenus sur la liste restreinte**.

B. TRAVAUX :

- Les services de travaux de construction de la route RN6 / Agropole, électrification (MT) et éclairage public pour le Module central d'Adéane seront acquis par une mise en concurrence des entreprises internationales ;
- Les services de Travaux de viabilisation, réalisation de voiries intérieures, électrification, éclairage public, aménagement, clôtures, château d'eau, ouvrages d'assainissement et construction de bâtiments administratifs pour le Module régional de Sédhio seront acquis par une mise en concurrence des entreprises internationales ;
- Les services de travaux de viabilisation, construction de parking, Construction

de hangars, construction de quai et aménagement pour la Plateforme départementale de Bounking seront acquis par une mise en concurrence des entreprises nationales ;

- Les services de travaux de viabilisation, construction de parking, Construction de hangars, construction de quai et aménagement pour la Plateforme départementale de Goudomp seront acquis par une mise en concurrence des entreprises nationales ;
- Les services de travaux de viabilisation, réalisation de voiries intérieures, électrification, éclairage public, aménagement, clôtures, château d'eau, ouvrages d'assainissement et construction de bâtiments administratifs pour le Module régional de Kolda seront acquis par une mise en concurrence des entreprises internationales ;
- Les services de travaux de viabilisation, construction de parking, Construction de hangars, construction de quai et aménagement pour la Plateforme départementale de Médina Yoro Foula seront acquis par une mise en concurrence des entreprises nationales ;
- Les services de travaux de viabilisation, construction de parking, Construction de hangars, construction de quai et aménagement pour la Plateforme départementale de Vélingara seront acquis par une mise en concurrence des entreprises nationales ;
- Les services de travaux de réhabilitation de pistes rurales seront acquis par une mise en concurrence des entreprises nationales.

C. FOURNITURES :

- Les Services de fournitures pour l'acquisition de véhicules pour l'UGP et les Antennes seront acquis par une consultation des fournisseurs nationaux ;
- Les services de fournitures pour l'acquisition de matériel informatique, audiovisuel et bureautique pour l'UGP et les Antennes seront acquis par une consultation des fournisseurs nationaux ;
- Les services de fournitures pour l'acquisition de matériel bureautique pour l'UGP et les Antennes seront acquis par une consultation des fournisseurs nationaux ;
- Les services de fournitures pour l'acquisition d'équipements pour les groupements de femmes transformatrices seront acquis par une consultation des fournisseurs nationaux.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des renseignements supplémentaires et doivent confirmer leur intérêt par écrit auprès de :

Monsieur El Hadji Djily MBAYE LO
Coordonnateur national du Projet Agropoles
Dakar-Sénégal - Tél. : + 76 664 08 38

Courriel : djily.lo@industrie.gouv.sn, spmagropole@gmail.com

Veuillez noter que les candidats soumissionnaires souhaitant obtenir des renseignements supplémentaires sur les acquisitions en cause ou sur le projet en général doivent, sauf mention contraire, prendre contact avec l'organisme en charge du projet et non la **BID**.

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail – Liberté – Patrie

MINISTÈRE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA REFORME FONCIÈRE
Direction Générale des Infrastructures et des Équipements Urbains (DGIEU)

PROJET D'INFRASTRUCTURES ET DE DÉVELOPPEMENT URBAIN (PIDU)

Crédit IDA administré par le Groupe de la Banque mondiale
N° du Crédit : IDA-6298-TG

AVIS D'APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
(SERVICES DE CONSULTANT – SÉLECTION DE CONSULTANT INDIVIDUEL)

RECRUTEMENT D'UN (E) CONSEILLER (E) TECHNIQUE EN DÉVELOPPEMENT URBAIN
Activité N°97 approuvée dans le STEP - AMI N° 06/2021/MUHRF/DGIEU/PIDU

1. Le Gouvernement de la République Togolaise représenté par le Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme Foncière a obtenu de l'Association Internationale de Développement (IDA) un crédit pour le financement du Projet d'Infrastructures et de Développement Urbain (PIDU) et a l'intention d'utiliser une partie de ce crédit pour effectuer des paiements autorisés au titre du contrat relatif au recrutement d'un(e) conseiller(e) technique en développement urbain.

2. Les services de consultant (« services ») comprennent (tâches spécifiques non exhaustives) suivantes :

- fourniture de conseils techniques au coordinateur du projet pour l'élaboration d'un code de l'urbanisme et le suivi de sa mise en place, y compris l'examen des documents livrables et fournir des commentaires au consultant, l'assistance au coordinateur du projet à recueillir et à répondre aux préoccupations des parties prenantes, etc. ;
- fourniture de conseils techniques au coordinateur du projet pour l'élaboration des schémas directeurs et d'aménagement urbain (SDAU) au niveau des communes bénéficiaires et autres si nécessaire ;
- expertise stratégique dans la priorisation et le phasage des plans d'actions prévus dans les SDAU ;
- optimisation de la gestion des données urbaines territoriales à partir des SIG produits par les Consultants (intégration de l'exposition aux risques dans les documents de planification) ;
- élaboration d'un référentiel de projets urbains de développement durable adossé aux objectifs de développement durable (ODD) ;
- promotion d'une coopération intercommunale pour assurer une maîtrise d'ouvrage urbaine de programmes communs de résilience ;
- proposition d'un plan pour la poursuite de la capitalisation des connaissances produites lors du PIDU, avec comme ambition une plateforme de partage des connaissances pour les villes bénéficiaires et les autres villes ;
- appui à la préparation d'une banque de projets pour un développement urbain durable à soumettre aux Partenaires Techniques et Financiers ;
- élaboration du plan de formation pour les acteurs des villes bénéficiaires (instruction des permis de construire et des schémas d'urbanisme, etc.) ;
- renforcement de la capacité de réseautage du MUHRF et des communes parmi les acteurs urbains togolais et internationaux (conseil stratégique) ;
- veille sur les réformes de décentralisation liées au transfert de compétences urbaines vers les collectivités territoriales particulièrement les communes bénéficiaires ;
- définition du cadre prospectif de coopération entre le MUHRF et ses partenaires, afin de préfigurer des programmes de résilience urbaine entre les communes bénéficiaires et les autres communes ;
- coordination technique avec les ministères élargis.

L'intervention du Conseiller technique est prévue sur une durée d'un an et le volume global des prestations est d'environ de 30 hommes/mois par trimestre. La mission est renouvelable annuellement si le Client est satisfait.

3. Le Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme Foncière à travers la Personne Responsable des Marchés Publics invite les consultants individuels (« consultants ») éligibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution des Services.

NB : Les déclarations relatives aux expériences/missions et formations non attestées ne seront pas prises en compte.

4. Les critères de sélection des consultants sont les suivants :

Pour la réalisation de la mission, le consultant devra avoir les qualifications et compétences suivantes :

- disposer d'un diplôme de niveau Bac + 5 dans l'un des domaines suivants : urbanisme, architecture, aménagement, ou équivalent ;
- justifier d'une expérience de 15 ans au moins dans le développement urbain durable ;
- justifier d'une capacité de prestations graphiques en urbanisme ;
- avoir des références en urbanisme opérationnel et juridique auprès des collectivités territoriales ;
- avoir des références de conseiller technique à des agences d'exécution dans le secteur urbain (agences de développement, collectivités territoriales, ONG, Bureaux d'études, bailleurs) ;
- avoir des compétences en référentiels et méthodes de suivi de la durabilité et de la résilience des villes (agendas internationaux) ;
- démontrer son expérience à faciliter la recherche d'autres sources de financements ;
- résider au Togo pendant la durée de la mission ;
- parler et écrire le français, la connaissance de l'anglais est un atout ;
- Etc.

La langue de soumission et du travail est le Français.

L'expérience dans la conception ou l'exécution de projets financés par les Partenaires Techniques et Financiers (Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement, Union Européenne, Agence Française de Développement, etc.) ainsi qu'une connaissance des procédures et outils de suivi évaluation seront considérées comme un atout.

5. Il est porté à l'attention des Consultants, les dispositions de la Section III, des paragraphes 3.14, 3.16 et 3.17 du Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) de la Banque Mondiale de Juillet 2016 et révisé en novembre 2017 (« Règlement de Passation des Marchés »), décrivant les politiques de la Banque Mondiale en matière de conflit d'intérêt.

6. Un Consultant sera sélectionné selon la méthode de « sélection de consultant individuel (CI) » telle que décrite dans le Règlement de Passation des Marchés de la Banque Mondiale.

7. Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes :

Personne Responsable des Marchés Publics/Point focal
du Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme Foncière
Rue Nicolas Grunitzky, 3^{ème} étage Immeuble de la Direction
Générale de la société des postes du Togo à Nyékonakpoè
Tél. : (228) 90 29 25 09/ 90 30 69 37/ 91 94 39 81
e-mail : sp.pidu1823@gmail.com/marchepublicmuhcv@gmail.com
tous les jours de lundi à vendredi, de 8 h 00 à 16 h 00 heure locale.

8. Les manifestations d'intérêt écrites doivent être déposées à l'adresse ci-dessous (en personne ou par courrier électronique) au plus tard le **09/04/2021 à 10 heures, heure locale.**

Personne Responsable des Marchés Publics/Point focal du Ministère de
l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme Foncière
Rue Nicolas Grunitzky, 3^{ème} étage Immeuble de la Direction Générale de la
société des postes du Togo à Nyékonakpoè
e-mail : sp.pidu1823@gmail.com/marchepublicmuhcv@gmail.com

Lomé, le 11/02/2021

La Personne Responsable des Marchés Publics
Viglo K. MENSAH



RÉPUBLIQUE DU CONGO



PDAC



BANQUE MONDIALE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE
PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE
UNITÉ NATIONALE DE COORDINATION DU PROJET

AVIS DE SOLlicitation À MANIFESTATION D'INTÉRÊT POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET CHARGÉ DE L'AUDIT EXTERNE DU PROJET D'APPUI À LA PROMOTION DES MOYENS DE SUBSISTANCE DURABLES DANS LE DÉPARTEMENT DU POOL (PASD) - N° 001C/PASD-2021

1. La République du Congo et l'Association Internationale de Développement (IDA), Groupe Banque Mondiale, ont signé le 28 juin 2017, un Accord de don de 2 750 000 de dollars US, pour la mise en œuvre d'un Projet d'Appui à la Promotion des Moyens de Subsistance Durables dans le Département du Pool (PASD). Ce projet a été approuvé par le Conseil d'Administration de la Banque mondiale le 12 février 2018 et est entré en vigueur le 30 septembre 2018. Une partie des fonds du projet est réservée au paiement d'un cabinet chargé de l'audit externe du PASD.
2. L'Unité Nationale de Coordination du Projet PDAC en charge de la gestion fiduciaire du PASD invite les cabinets éligibles à présenter leur dossier de manifestation d'intérêt selon, les critères ci-après :
 - être un cabinet d'audit et d'expertise comptable de réputation internationale, indépendant et faisant profession habituelle de réviser les comptes et appartenant à l'ordre professionnel comptable reconnu par l'IFAC et la FIDEF ;
 - avoir une expérience confirmée en audit financier des comptes des projets de développement, notamment les projets financés par la Banque mondiale ;
 - avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le domaine de l'audit financier des comptes des projets de développement, notamment des opérations financées par des bailleurs de fonds.
3. Le personnel clé de la mission devra comporter au moins :
 - un Chef de mission ayant au moins un diplôme Bac + 5 en audit et comptabilité, et justifiant

d'une expérience de dix (10) ans au moins d'audit financier et ayant une bonne connaissance des procédures de gestion fiduciaire et audits des projets financés par la Banque Mondiale ;
- un Expert-Comptable Diplômé inscrit à un ordre professionnel comptable reconnu par l'IFAC. Cet expert est l'Associé du cabinet et sera signataire du rapport d'audit. Il doit disposer d'une expérience de 10 ans minimum dans l'audit ;
- un auditeur senior ayant un diplôme Bac +3 au moins en comptabilité ou équivalent, disposant d'au moins 5 ans d'expérience en audit financier et comptable donc 3 ans en audit des projets financés par la Banque mondiale ou d'autre Bailleurs de fonds internationaux

Le cabinet sera sélectionné selon la méthode fondée sur la qualification et le coût (SFQC), conformément aux Directives de la Banque mondiale « Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale de janvier 2011 révisées en juillet 2014 ».

4. Les termes de référence détaillés peuvent être consultés et les dossiers de manifestation d'intérêt peuvent être déposés, au plus tard, **le jeudi 11 mars 2021**, à l'Unité Nationale de Coordination du Projet, sise Boulevard Denis Sassou Nguesso, Mpila/Brazzaville – République du Congo, Tél. : (242) 06 858 88 88 ; E-mail : pdacmaep@gmail.com, les jours ouvrables, de 8 heures à 14 heures 30.

Fait à Brazzaville, le 11 février 2021
Le Coordonnateur National,
Isidore ONDOKI



RÉPUBLIQUE DU CONGO



PDAC



BANQUE MONDIALE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE
PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE
UNITÉ NATIONALE DE COORDINATION DU PROJET

AVIS DE SOLlicitation À MANIFESTATION D'INTÉRÊT POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET D'AUDIT FINANCIER ET COMPTABLE (CERTIFICATION DES COMPTES) DU PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE DES EXERCICES 2017, 2018 ET 2019 - N°003C/PDAC/2021

1. La République du Congo et l'Association Internationale de Développement (IDA), Groupe Banque mondiale, ont signé, le 20 septembre 2017, un Accord de Financement, d'un montant de 100 millions de dollars US, pour la mise en œuvre d'un Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC). Ce projet a été approuvé par le Conseil d'Administration de la Banque mondiale le 13 juillet 2017 et est entré en vigueur le 30 avril 2018. Une partie des fonds est réservée au recrutement de l'audit comptes des exercices de 2017 à 2019 du projet.
2. Les cabinets éligibles sont invités à présenter leur dossier de manifestation d'intérêt selon, les critères ci-après :
 - être un cabinet d'audit et d'expertise comptable de réputation internationale, indépendant et faisant profession habituelle de réviser les comptes et appartenant à l'ordre professionnel comptable reconnu par l'IFAC et la FIDEF ;
 - avoir une expérience confirmée en audit financier des comptes des projets de développement, notamment les projets financés par la Banque mondiale ;
 - avoir une expérience professionnelle d'au moins 7 ans dans le domaine de l'audit financier des comptes des projets de développement, notamment des opérations financées par des bailleurs de fonds.
3. Le personnel clé de la mission devra comporter au moins :
 - un Expert-Comptable Diplômé justifiant d'au moins 10 ans d'expérience d'audit financier et ayant une bonne connaissance des procédures de gestion fiduciaire et audits des projets financés par des bailleurs de fonds multilatéraux. Des expériences avec des projets Banque

mondiale seront un atout ;
- un Chef de mission ayant au moins un diplôme BAC + 5 en audit, comptabilité et justifiant d'une expérience de 10 ans au moins d'audit financier ;
- un vérificateur justifiant d'une expérience de cinq ans au moins en cabinet d'audit ;
- un Spécialiste en passation de marchés ayant au moins un diplôme BAC + 5 et justifiant d'une expérience de cinq (05) ans au moins dans l'audit de la passation de marchés des projets financés par des bailleurs de fonds. Des expériences avec la Banque mondiale seront un atout.

Le cabinet sera sélectionné selon la méthode de sélection fondée sur la qualification et le coût (SFQC), conformément aux Directives de la Banque mondiale « Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale de janvier 2011 révisées en juillet 2014 ».

4. Les termes de référence détaillés peuvent être consultés et les dossiers de manifestation d'intérêt peuvent être déposés, au plus tard, **le mercredi 10 mars 2021**, à l'Unité Nationale de Coordination du Projet, sise Boulevard Denis Sassou Nguesso, Mpila/Brazzaville – République du Congo, Tél. : (242) 06 858 88 88 ; E-mail : pdacmaep@gmail.com, les jours ouvrables, de 8 heures à 14 heures 30.

Fait à Brazzaville, le 10 février 2021
Le Coordonnateur National,
Isidore ONDOKI

MANIFESTATION D'INTÉRÊT



République du SÉNÉGAL
MINISTÈRE DE L'EAU
ET DE L'ASSAINISSEMENT



AVIS D'APPEL PUBLIC À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

ÉTUDES POUR LA MOBILISATION DES RESSOURCES EN EAU DU FLEUVE CASAMANCE (SÉNÉGAL)

1. Le gouvernement du Sénégal à travers l'Office des Lacs et Cours d'eau (OLAC) a sollicité et obtenu de la BOAD des fonds afin de financer les services « Études pour la mobilisation des ressources en eau du fleuve Casamance ».

Les services comprennent (i) la réalisation d'études de faisabilité et d'avant-projet sommaire (APS), (ii) l'analyse multicritère et cotation des options d'aménagement global retenue, (iii) l'étude environnementale et sociale et (iv) l'étude socio-économique.

Les études sont prévues sur une période de dix (10) mois calendaires.

2. Les candidats intéressés sont invités à manifester leur intérêt pour la prestation des services décrits ci-dessus en fournissant les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services. Il est demandé aux candidats de fournir ces informations en ne dépassant pas 15 pages environ. Les candidats peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives.

3. Une liste des candidats qui ne saurait être supérieure à six (06), présentant au mieux les aptitudes requises pour exécuter les prestations sera établie par l'Autorité contractante.

L'évaluation des candidats se fera sur la base des critères suivants :

Critères	Notes
Nature des activités en relation avec le domaine des prestations.	15 points
Nombre d'années d'expérience du consultant : (- 5 ans : 0 point ; Entre 5 et 10 ans : 05 points ; + 10 ans : 10 points)	10 points
Qualifications dans le domaine des prestations durant les dix (10) dernières années - Avoir réalisé au moins cinq (05) études techniques similaires aux prestations du présent appel à candidature (35 points), - Avoir réalisé au moins une (01) mission similaire aux prestations du présent appel à candidature dans l'espace UEMOA (5 points).	40 points
Organisation technique et managériale du cabinet.	10 points

Qualifications générales du bureau et nombre de personnels professionnels (ingénieurs permanents).	25 points
Note Globale	100 points

NB : la note minimale pour prétendre à la présélection est de 70/100 points. En cas d'ex aequo, le départage se fera sur la base du nombre d'études techniques similaires aux prestations. Si cette condition ne permet pas de départager, le cabinet ayant plus d'expérience générale sera retenu.

4. La procédure de la présente manifestation d'intérêt sera conduite en application des Directives pour la passation des marchés de services de consultants financés par un prêt ou une avance de fonds de la Banque Ouest Africaine de Développement.

5. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence à l'Office des Lacs et Cours d'eau (OLAC) du Lundi au Vendredi le matin de 08h00min (GMT) à 13h30min (GMT) et l'après-midi de 15h00 (GMT) à 17h00min.

Office des Lacs et Cours d'eau (OLAC)

Adresse : Km9, route de l'Université Gaston Berger, BP490, Saint-Louis

Tél. : (+ 221) 33 938 20 11 – Email : olac@olac.sn

Saint-Louis - Code postal : BP 490 Saint-Louis - SÉNÉGAL

6. Les manifestations d'intérêt seront rédigées en langue Française et seront présentées en trois (03) exemplaires, dont un (01) original et deux (02) copies. Elles doivent être déposées à l'adresse ci-après : Cellule de Passation des Marchés de l'Office des Lacs et Cours d'eau (OLAC), site au Km 9, route de l'Université Gaston Berger Saint-Louis, Code postal : BP 490 (Saint-Louis-Sénégal), au plus tard le **jeudi 18 mars 2021 à 10 heures précises (GMT)**. L'envoi des manifestations d'intérêt par voie électronique n'est pas autorisé.

M. Alioune Badara DIOP
Directeur Général



REQUEST FOR PROPOSALS: INDEPENDENT CONSULTING FIRM TO CONDUCT SKILLS AUDIT AND COMPETENCY ASSESSMENT FOR THE NEW DEPARTMENTAL STRUCTURE OF THE AFRICAN UNION COMMISSION UNDER A TWO - YEAR FRAMEWORK CONTRACT

PROCUREMENT N°: AUC/AHRM/C/001

The African Union Commission would like to engage the services of an independent consulting firm for **Consultancy Services to Conduct the Skills Audit and Competency Assessment for the New Departmental Structure of the African Union Commission under a two year framework contract**. The Commission now invites interested and eligible bidders to submit technical and financial proposals for the assignment as per attached Terms of Reference (TORS).

Interested bidders may obtain further information and download the bidding document at <https://au.int/en/bids>.

The deadline for submission of proposals is **26th March 2021 at 1500hrs local time**.

The **Technical** and **Financial** offers must be delivered by e-mail as **Two Separate** documents and both documents **must be password protected**. Bidders will be requested to share the passwords two hours before the deadline for submission. Financial bids will be opened at a later stage.

The address for deposit of bids is: **The Chairperson, Internal Procurement Commission, African Union Commission**, Email: tender@africa-union.org with a copy to Munhamoa@africa-union.org

A public bid opening will be organised online via a link to be shared with interested bidders.



Avis d'Appel d'Offres Ouvert International ASECNA/DGAN/ML/01/2021

L'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) lance un **Appel d'Offres Ouvert International** pour l'exécution de travaux d'enlèvement de gomme et reprise du marquage sur la piste de l'Aéroport International Président Modibo KEITA – Sénou de Bamako au Mali.

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) peut être consulté sur le site web de l'ASECNA (www.asecna.aero) et retiré à partir du **10 février 2021** contre le paiement obligatoire d'une somme non remboursable de Cent Mille (100 000) FCFA à la Délégation de l'ASECNA au Mali, Kalanbancoura Sud Extension, rue 578, porte 878, Bamako. Tél. : +223 20 28 38 23 / +223 20 28 38 24, e-mail : DIANEMah@asecna.org.

La date limite de remise des offres à la Délégation de l'ASECNA au Mali, Kalanbancoura Sud Extension, rue 578, porte 878, Bamako (Mali). Tél. : +223 20 28 38 23 / +223 20 28 38 24, est fixée au **30 mars 2021 à 11 heures, heure locale (T.U.)**. Aucune offre arrivée hors délai ne sera acceptée. L'ouverture des offres en séance publique devant les soumissionnaires (ou leurs représentants) qui le désirent, aura lieu le même jour (**30 mars 2021**) à **11 heures, heure locale T.U.**

Le Délégué du Directeur Général



RÉPUBLIQUE DU CONGO



PDAC



BANQUE MONDIALE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE
PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE
UNITÉ NATIONALE DE COORDINATION DU PROJET

AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET D'AUDIT FINANCIER ET COMPTABLE EXERCICE 2020 DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE (PDAC) N° 004C/PDAC/2021

1. La République du Congo et l'Association Internationale de Développement (IDA), Groupe Banque mondiale, ont signé, le 20 septembre 2017, un Accord de Financement, d'un montant de 100 millions de dollars US, pour la mise en œuvre d'un Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC). Ce projet a été approuvé par le Conseil d'Administration de la Banque mondiale, le 13 juillet 2017 et est entré en vigueur le 30 avril 2018. Une partie des fonds est réservée au recrutement de l'audit comptes des exercices de 2020 à 2022 du projet.
2. Les cabinets éligibles sont invités à présenter leur dossier de manifestation d'intérêt selon les critères ci-après :
 - être un cabinet d'audit et d'expertise comptable de réputation internationale, membre d'un ordre professionnel des comptables et avoir une autorisation d'exercer délivrée par un organisme comptable professionnel ;
 - avoir une expérience professionnelle d'au moins 7 ans dans le domaine de l'audit financier des comptes des projets de développement, notamment des opérations financées par des bailleurs de fonds.
3. Le personnel clé de la mission devra comporter au moins :
 - un Directeur de l'audit : Expert-comptable professionnel (CA, ACCA, CPA, EC, etc.) justifiant d'au moins dix (15) ans d'expérience, après l'obtention du diplôme, dont dix (10) dans l'audit financier des projets financés par la Banque mondiale ou des projets financés par des bailleurs de fonds multilatéraux. Il doit justifier son niveau d'Expert-comptable professionnel (CA, ACCA, CPA, etc.) et au moins une preuve qu'il a déjà audité un projet financé par des bailleurs de fonds ;
 - un Chef de mission d'audit : Expert-Comptable professionnel (CA, ACCA, CPA, etc.) justifiant d'au moins dix (10) ans d'expérience après l'obtention du diplôme, dont cinq (5) dans l'audit des projets financés par la Banque mondiale ou par des bailleurs de fonds multilatéraux. Il doit

justifier son niveau d'Expert-comptable professionnel (CA, ACCA, CPA, etc.) et au moins une preuve qu'il a déjà audité un projet financé par des bailleurs de fonds ;

- un vérificateur : un professionnel ayant le niveau d'Expert-Comptable et justifiant d'une expérience de cinq (5) ans au moins dans un cabinet d'audit, dont trois (3) ans dans l'audit des projets financés par la Banque mondiale ou par des bailleurs de fonds multilatéraux. Il doit avoir une expérience d'audit des projets d'infrastructures ou agricole. Il doit justifier son niveau d'Expert-comptable et au moins une preuve qu'il a déjà audité un projet financé par des bailleurs de fonds ;
- un Spécialiste en passation de marchés : un professionnel ayant le niveau BAC + 5 et justifiant d'une expérience de cinq (5) ans au moins dans l'audit de la passation de marchés des projets financés par la Banque mondiale ou par des bailleurs de fonds multilatéraux. Il doit justifier sa connaissance et sa compétence des procédures de passation des marchés des bailleurs de fonds.

Le cabinet sera sélectionné selon la méthode fondée sur la qualification et le coût (SFQC), conformément aux Directives de la Banque mondiale « Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale de janvier 2011 révisées en juillet 2014 ».

4. Les termes de référence détaillés peuvent être consultés et les dossiers de manifestation d'intérêt peuvent être déposés, au plus tard, **le mercredi 15 mars 2021**, à l'Unité Nationale de Coordination du Projet, sise Boulevard Denis Sassou Nguesso, Mpila/Brazzaville – République du Congo, Tél. : (242) 06 858 88 88 ; E-mail : pdacmaep@gmail.com, les jours ouvrables, de 8 heures à 14 heures 30.

Fait à Brazzaville, le 15 février 2021
Le Coordonnateur National,
Isidore ONDOKI

MANIFESTATION D'INTERET

jeuneafrique

Bien s'informer, mieux décider

AVEC

JEUNE AFRIQUE DIGITAL,

PROFITEZ :

- ♦ de tous nos contenus digitaux pour plus d'analyses, d'informations exclusives et de débats
- ♦ de nos newsletters et de nos alertes pour toute l'actualité africaine en temps réel
- ♦ de nos archives pour comprendre l'évolution du continent africain

Rendez-vous sur
jeuneafrique.com/abonnements
pour découvrir nos offres



Abonnez-vous
à Jeune Afrique Digital
pour seulement

1 €

le premier mois
et profitez de toute l'actualité
africaine décryptée pour vous.





Un souffle d'avance.



Lignes de fabrication " Clés en main " de bouteilles de Gel Hydro-Alcoolique



HTG INDUSTRY SAS



42 Avenue Foch 60300 Senlis FRANCE Tél : +33 (0) 344 265 893 contact@htgindustry.com

INVESTISSEZ DANS L'INDUSTRIE AFRICAINE

USINES CLES EN MAIN DE MISE EN BOUTEILLES PLASTIQUES PET ET CANETTES

HTG INDUSTRY vous conseille, vous guide et vous forme.

Plus de 50 usines installées avec succès en Afrique



Usine de production

Boissons plates, gazeuses, lait, huiles.
Brasseries clés en main.
Cadence de 2 000 à 25 000 BPH.

Supervision des usines pour une meilleure rentabilité

Fabrication Européenne

Machines garanties 3 ans
Tropicalisées et protégées des fluctuations et des coupures d'électricité

Notre service après vente

Nos bureaux se situent à **ALGER, DAKAR, BRAZZAVILLE** ce qui nous permet d'être à l'écoute, réactif et d'avoir un service après vente performant.

DIVERS



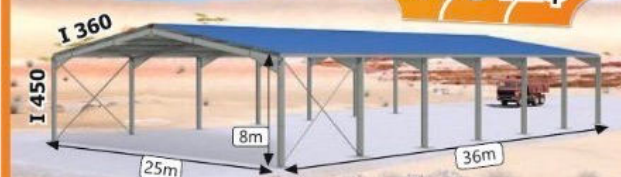
BÂTIMENTS GALVANISÉS EN KIT + ROBUSTE + QUALITATIF + ABORDABLE

~1 000m²
42 599\$*



1 Conteneur 40'OT

~900m²
44 312\$*



*Prix départ HT voir site internet. Photos non contractuelles. Seuls erreurs ou omissions.

☎ 00352 621 355 134 commercial@batimentsmoinschers.com

☎ 00352 20 20 10 12 www.afrique.batimentsmoinschers.com

CÈDE LICENCE À EXPLOITER SUR CONTINENT AFRICAIN

- * Innovation mondiale dans le domaine de la DÉSINFECTION (Hygiène et Santé)
- * valeur ajoutée hors normes et possibilité amortissement rapide
- * droit d'entrée : 5ME + faible royaltie (possibilité vente licences nationales)
- * Informations à jbs@bluetoo.fr

Retrouvez
toutes nos annonces
sur le site :

www.jeuneafrique.com

Le courrier des lecteurs

Envoyez-nous vos réactions, vos réflexions, vos coups de gueule ou de cœur à courrier@jeuneafrique.com ou au **57 bis, rue d'Auteuil, 75016 Paris**

ASSA TRAORÉ

Non, la police française ne tue pas!

J'ai lu l'interview d'Assa Traoré, publiée le 4 février sur ja.com sous le titre « Les hommes noirs et arabes ne sont pas en sécurité en France ». Franco-Tunisien né en Tunisie, je regrette que vous ayez basculé dans la pire propagande partisane en servant de porte-voix à un groupe d'activistes peu objectifs. Vous avez laissé proférer des insanités sans aucune prise de recul, sans même tenter de compenser des dires excessifs par des statistiques et des faits qui auraient pu éclairer vos lecteurs mal informés des réalités françaises. [...] Assa Traoré défend son frère décédé lors d'une échauffourée provoquée par sa rébellion contre des gendarmes venus l'arrêter. Laissons-lui ce droit, malgré ses exagérations et ses omissions. L'honnêteté exige cependant de rappeler que la France est un pays démocratique et un État de droit. [...] La police française ne « tue » pas; en tout cas, elle provoque statistiquement dix à vingt fois moins de morts violentes que les polices étasunienne, brésilienne, colombienne ou éthiopienne. [...] Donc, les propos d'Assa Traoré sont exagérés, biaisés, « politiques ». Elle a bien le droit de glaner des fonds et de défendre des délinquants, mais vous avez l'obligation de contrebalancer ses propos excessifs. En Afrique, au nord et au sud du Sahara, il sévit une propagande mensongère qui diabolise la France. Vous devriez corriger ces tendances

NELSON MANDELA

Forever!

Le 11 février 1990, Nelson Mandela est libéré après vingt-sept années d'emprisonnement.

Si le consensus planétaire autour de la figure exceptionnelle de Nelson Mandela (1918-2013) dépasse l'homme habituel aux héros de l'Histoire, c'est parce que son parcours singulier personnifie l'humanité dans son ambition première, dans cet idéal de fraternité qui la prédestine au meilleur. [...]

La pensée ubuntu éclairait son combat. L'esprit de dialogue guidait ses pas. Sa main tendue balayait tous les malentendus. Il avait mis son génie politique au service de l'intérêt général, tracé le cap par vents contraires et su se défaire de la gouvernance politique avant qu'elle n'ait été déshumanisée. Symbole universel de la lutte pour l'égalité, pour la diversité et contre toutes les formes de discrimination, il avait fait de l'interethnicité solidaire le vecteur de l'enrichissement mutuel, de la mixité sociale, le moteur du bien commun et de l'interculturalité, la source de l'épanouissement individuel et collectif. Il avait prêché par l'exemple, dans sa vie publique et sa conduite privée. Et l'on observe, avec amertume, son héritage perverti par la génération suivante.

MUSTAPHA SAHA, Sociologue, écrivain, artiste peintre



Portrait de Nelson Mandela, par Mustapha Saha.

induites par des organisations suspectes et contribuer à mieux renseigner vos lecteurs africains victimes de la déformation des activistes les plus malsains. [...] Bien entendu, j'accepterai les conclusions des tribunaux sur l'affaire Traoré car, en France, ils sont indépendants, qualité bien rare au sud de Marseille.

HÉDI DRISS, Paris, France

Réponse

Contrairement à ce que vous laissez supposer, il ne s'agit ni d'une enquête ni d'une analyse, mais d'une interview. Et nous avons respecté les règles de cet

exercice journalistique qui ne nous impose pas de fournir des preuves ou des chiffres pour valider ou invalider les propos de nos interlocuteurs. Assa Traoré s'exprime avec ses mots sur la mort de son frère Adama, dont les circonstances n'ont pas encore été élucidées, ainsi que sur les violences policières en France. Et bien que JA ne partage pas ses jugements – notamment à l'égard de la police et du président français –, il nous a semblé important que sa part de vérité soit dite par elle-même. D'autant que l'affaire est toujours en cours d'instruction.

FADWA ISLAH

MUSTAPHA SAHA



Fawzia Zouari

Islam de France, cette République des mâles

Je ne sais pas si vous avez remarqué, mais l'islam de France est quasi masculin. Il « parle mâle », pour paraphraser une ancienne vedette orientale clamant que « la terre parle arabe ». Plus encore, l'islam de France fait tout tout seul : organiser, élire, prêcher ou investir dans le halal. Seule lui manque la vocation à légiférer, et encore, certains de ses représentants le font en cachette de la République. Nous, les filles, nous regardons le train passer comme s'il s'agissait de « l'affaire de la voisine ». Alors que, à observer les institutions de notre religion et ses figures officielles locales, il y a de quoi crier à la ségrégation. Comptez donc le nombre d'éléments féminins dans les organes décisionnaires de l'islam de France – tels que le Conseil français du culte musulman (CFCM), l'Organisation de l'islam de France (OIF) –, et dans les associations. Lorsque les musulmanes sont présentes, c'est en arrière-plan, préposées à des tâches secondaires ou servant d'alibi. Les responsables sont souvent en barbe, djellaba ou costume. Ils sont imams, aumôniers, recteurs, etc. Il y en a même qui ont pris le titre d'« intellectuels ». Pour preuve, les signataires d'une tribune du quotidien français *Le Monde*, datée du 31 octobre, parmi lesquels figure une seule femme, une certaine Eva Janadin – que je ne connais pas, et je m'en excuse. La tribune est passée comme une lettre à la poste auprès de la direction du *Monde*,

qui l'a publiée sans se poser de question sur la très faible représentativité des signatures féminines.

Le problème, c'est que la République semble s'en accommoder. Elle prend acte de la suprématie du masculin sur le féminin, inhérente à la Tradition, et avalise la thèse de la prééminence des hommes sur les femmes. Comme s'il était normal de laisser faire ou d'enfreindre les principes de parité et d'égalité dès qu'il s'agit d'islam et de musulmans. Les gouvernements français successifs ne s'adressent qu'aux hommes, les installent en haut de la pyramide, les font plancher sur les dossiers, défiler sur les écrans, maîtres attitrés du secteur. Il suffit de se référer à des événements tels que les attentats de 2015 liés aux caricatures de Mahomet, l'assassinat de Samuel Paty ou la loi sur le séparatisme. L'on recueille l'avis des religieux, les imams surtout. À qui on demande naïvement : « Que pensez-vous des attentats ? » et qui répondent sereinement : « Cela n'a rien à voir avec l'islam » ou bien « les terroristes ne sont pas de vrais musulmans ». Franchement, est-ce que l'on s'attendrait à d'autres réponses que celles-là de la part de gens qui sont dans leur rôle ?

Peu d'élus demandent conseil aux musulmanes, comme si elles devaient obéir à l'injonction de conserver le même statut que leurs aïeules

silencieuses et observatrices, pour ne pas dire soumises. Aucun projet remarquable ne leur est confié. Je n'ai pas vu de figures responsables exiger la parité dans les instances représentatives de notre religion, dénoncer les conditions dans lesquelles les croyantes sont reléguées au sous-sol des mosquées ni exiger que les prêches cessent d'être l'apanage des hommes. Je n'ai pas vu de solidarité à l'adresse des femmes imames ni d'aide leur permettant de trouver des lieux de prière.

Contradictions françaises

De là naissent des contradictions typiquement françaises qui consistent à demander aux musulmanes d'être des facteurs d'intégration et des porte-drapeaux de la République mais sans se donner la peine de les écouter la moitié du temps ; souhaiter qu'elles soient le symbole d'un islam réconcilié avec la laïcité mais

les ignorer dès qu'il s'agit de confronter celle-ci à l'épreuve de la religion.

Alors de grâce, réveillez-vous, les républicains ! On ne

vous demande pas de pousser les filles à édicter les fatwas ou à diriger la Grande Mosquée de Paris. Mais au moins demandez-leur leur avis. Afin que les choses changent. Et que, par leur intermédiaire, se réalise cet espoir resté vain : passer d'un « islam en France » à un « islam de France ». Voir à un « islam français ». **HA**

**DEMANDEZ AU
MOINS AUX
FEMMES LEUR
AVIS!**

LE GRAND RENDEZ-VOUS



17H - 18H.TU
Lilianne Nyatcha
**LE GRAND
RENDEZ-VOUS**

www.africaradio.com

SUIVEZ-NOUS :   



PARIS : 107.5 FM - ABIDJAN : 91.1 FM



**: PARIS - MARSEILLE - LYON - LILLE - STRASBOURG - NANTES - TOULOUSE - BORDEAUX
NICE - ROUEN - LE HAVRE - SAINT NAZAIRE**



PARTENAIRE LOGISTIQUE DE L'AFRIQUE.

Depuis 1970, MSC investit en Afrique : équipes locales dans plus de 40 pays, solutions de transport et de stockage, infrastructures de pointe. Nos 50 services maritimes hebdomadaires connectent les entreprises africaines aux marchés du commerce international.

msc.com/africa

MOVING THE WORLD, TOGETHER.

